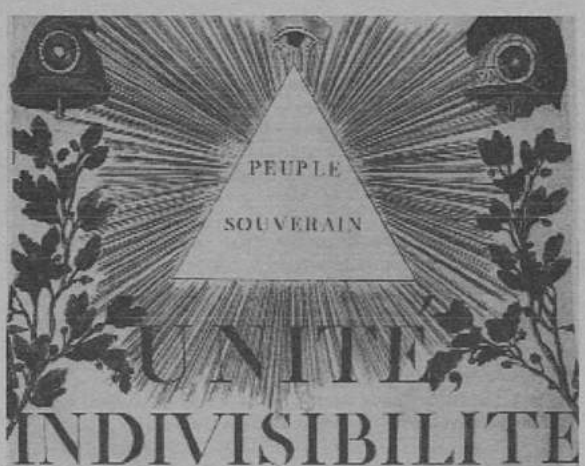
Cahiers du mouvement ouvrier

La Révolution russe (I)



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 51 - Troisième trimestre 2011 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 10 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

• Présentation ..... p. 5

• Chronologie de la révolution ..... p. 7

• Les premières lois de la révolution russe ..... p. 29

• Joseph Noulens :
l'annulation de la dette et les nationalisations ..... p. 33

• La révolution vue à travers treize de ses protagonistes .... p. 39
— Vladimir Lénine (bolchevik)
— Nicolas Boukharine (bolchevik)
— Fiodor Dan (menchevik)
— Léon Kamenev et Grigori Zinoviev (bolcheviks)
— Nestor Makhno (anarchiste)
— Iouli Martov (menchevik)
— Christian Racovski (bolchevik)
— David Riazanov (bolchevik)
— Maria Spiridonova (socialiste-révolutionnaire de gauche)
— Joseph Staline (bolchevik)
— Victor Tchernov (socialiste-révolutionnaire de droite)
— Léon Trotsky (bolchevik)

• Le Bund et la révolution russe ..... p. 145

• Ryszard Rauba : la Pologne et la révolution russe ..... p. 149

• La réunion de la Constituante du 5 janvier 1918.
Discours de Tchernov et réponse de Boukharine ..... p. 153

• Textes ..... p. 169
— Lénine :
- La lutte contre la guerre
- Les méfaits du gauchisme. Discours au comité exécutif de l'Internationale communiste (17 juin 1921)
— Dan : la révolution russe
—Trotsky :
- La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?
- La lutte contre l'obscurantisme

• Chronique des falsifications ..... p. 191

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Les Cahiers du mouvement ouvrier **ont pu acquérir une vingtaine d'exemplaires de l'ouvrage épuisé de Jean-Pierre Cassard : *Les trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale* (160 pages). Nous pouvons en faire parvenir un exemplaire aux vingt premiers demandeurs au prix coûtant de 7 euros (port compris).**

Consultez le blog "l'histoire défigurée, la géographie manipulée"

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

"Le monde changea brutalement d'horaire. Des millions d'obus destructeurs avaient été tirés au cours de la guerre mondiale. Les ingénieurs continuaient à inventer les armes les plus lourdes, les plus puissantes, les plus dévastatrices. Mais aucun obus ne fut plus dévastateur et plus décisif que ce train **(le train qui emmène, fin mars 1917, Lénine et 27 autres émigrés russes de Suisse en Russie)** *avec sa cargaison des révolutionnaires les plus dangereux et les plus décidés de ce siècle, ce train qui, de la frontière suisse, fonçait alors à travers toute l'Allemagne vers Petrograd et se préparait à faire exploser l'ordre du temps."*

(Stefan Zweig).

Chronologie de la révolution

Avant les journées de juillet 1917

● 1914

1er novembre : manifeste du comité central du Parti bolchevique considérant que le *"moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste"*.

● 1915

5-8 septembre : conférence de Zimmerwald, rassemblant les socialistes hostiles à la guerre.

● 1916

24-30 avril : conférence de Kienthal, suite de Zimmerwald.

● 1917

9 janvier : manifestations de rue pour célébrer l'anniversaire du Dimanche rouge. 150 000 ouvriers en grève à Petrograd.

14 février : ouverture de la session de la IVe Douma. 80 000 ouvriers en grève à Petrograd.

18 février : grève dans un atelier de l'usine Poutilov.

22 février : lock-out de Poutilov.

23 février : journée internationale des femmes. Grèves et manifestations d'ouvrières dans les rues de Petrograd.

24 février : le patron de Poutilov décide de continuer le lock-out. Près de 200 000 ouvriers sont en grève à Petrograd.

25 février : premier jour de la grève générale. 240 000 ouvriers en grève à Petrograd.

26 février : la grève générale s'étend. Nicolas II dissout la Douma. Une compagnie du régiment des Pavlovtsy, régiment de la garde impériale, se mutine.

27 février :

— la grève générale se transforme en émeute. Fraternisation entre soldats et ouvriers. Les régiments de la Garde, le régiment de Volhynie, les régiments Preobrajenski, Izmailovtsy, Semenovtsy, le régiment des Lituaniens se mutinent et fraternisent avec les ouvriers ;

— première réunion du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd ;

— formation du comité provisoire de la Douma.

28 février :

— premier numéro du journal des soviets *les Izvestia ;*

— grève générale à Moscou. Formation du soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou ;

— arrestation des ministres du tsar.

1er mars : publication de *l'Ordre n° 1* du soviet de Petrograd.

2 mars :

— formation du gouvernement provisoire du prince Lvov, soutenu par le soviet. Kerenski y est ministre de la Justice ;

— le tsar abdique en faveur de son frère, le grand-duc Michel ;

— le comité exécutif du soviet saisit un tract de *Mejraiontsy* et des S-R de Petrograd réclamant *"Toute la terre aux paysans !"*.

3 mars : le grand-duc Michel renonce au trône.

5 mars : reparution du premier numéro de la *Pravda*.

8 mars : arrestation de Nicolas II.

12 mars :

— retour à Petrograd de Staline, Kamenev et Mouranov ;

— abolition de la peine de mort par le gouvernement provisoire.

14 mars : manifeste du soviet adressé *"A tous les peuples du monde"* et appelant à une paix *"sans annexions ni indemnités"*.

17 mars : le gouvernement provisoire appelle, dans une déclaration, les paysans à ne pas s'emparer arbitrairement des terres des grands propriétaires fonciers.

28 mars : ouverture de la première Conférence panrusse du Parti bolchevique

(conférence des délégués à la conférence des soviets).

29 mars : ouverture de la première Conférence panrusse des soviets.

31 mars : arrivée à Petrograd des socialistes français Moutet, Cachin, Lafond, et des travaillistes anglais O'Tready et Thorn, qui viennent exhorter la Russie démocratique à accroître son effort de guerre.

3 avril : arrivée de Lénine à Petrograd.

4 avril : Lénine présente les *Thèses d'avril* à la conférence des bolcheviks.

7 avril : la *Pravda* publie les *Thèses d'avril* sous la seule signature de Lénine.

8 avril : décret du prince Lvov, président du gouvernement provisoire, ordonnant de réprimer par la force les troubles paysans.

11 avril : le gouvernement provisoire promulgue le décret dit de "la protection des semailles", qui garantit aux propriétaires fonciers la protection par le gouvernement de leurs terres et de leurs récoltes.

14 avril :

— ouverture de la conférence des bolcheviks de Petrograd, qui adopte le 15 la résolution présentée par Lénine sur l'attitude à l'égard du gouvernement provisoire ;

— les comités de Petrograd et de Moscou du Parti bolchevique décident d'organiser une Garde rouge.

18 avril : publication d'une note du ministre des Affaires étrangères, Milioukov, aux Alliés garantissant que la Russie mènera la guerre *"jusqu'à la victoire finale"*.

20-21 avril : "Journée d'avril" : meetings et manifestations où participent des soldats en armes protestant contre la note de Milioukov.

24 avril : ouverture de la Conférence panrusse des bolcheviks, dite d'avril, qui adopte les *Thèses d'avril* de Lénine.

27 avril : le prince Lvov écrit à Tchkéidzé, président du soviet de Petrograd, pour lui proposer l'entrée de représentants du soviet dans le gouvernement.

28 avril : le soviet de Vyborg décide la création d'une "garde ouvrière".

30 avril : démission du "cadet" Goutchkov, ministre de la Guerre.

1er mai : le comité exécutif du soviet de Petrograd délègue quatre représentants auprès du gouvernement.

3 mai : démission de Milioukov, remplacé au ministère des Affaires étrangères par Terechtchenko.

4 mai :

— retour de Trotsky en Russie ;

— ouverture du congrès des députés paysans.

5 mai : formation du premier gouvernement de coalition entre partis bourgeois et partis socialistes (deuxième gouvernement provisoire), sous la présidence du prince Lvov. Kerenski y est ministre de la Guerre.

7 mai :

— conférence panrusse des mencheviks, qui accordent leur soutien au gouvernement de coalition ;

— conférence des *Mejraiontsy* de Petrograd, auxquels vient d'adhérer Trotsky, et qui condamnent le gouvernement de coalition.

15 mai : sur le front nord paraît le premier numéro du journal *Okopnaia Pravda* (la *Pravda* des tranchées).

3-24 juin : premier congrès panrusse des soviets.

9 juin : le congrès des soviets interdit la manifestation organisée par les bolcheviks le 10 juin et appelle à sa propre manifestation, le 18 juin.

16 juin : ordre du jour de Kerenski à l'armée et à la flotte donnant l'ordre de l'offensive générale sur le front.

18 juin : début de l'offensive générale. 500 000 manifestants défilent à Petrograd, des dizaines de milliers à Moscou et ailleurs sur les mots d'ordre bolcheviks : *"A bas les ministres capitalistes. Tout le pouvoir aux soviets."*

19 juin : manifestation patriotique perspective Nevski.

26 juin : décret du gouvernement provisoire réglementant la consommation du pain.

De juillet à octobre

2 juillet :

— démission des ministres "cadets" et du prince Lvov du Gouvernement provisoire ;

— ouverture de la conférence des *Mejraiontsy*, qui discute de la fusion avec les bolcheviks.

3 juillet : le 1er régiment de mitrailleurs sort en armes dans les rues de Petrograd et déclenche un grand mouvement de grèves et de manifestations autour du thème : *Tout le pouvoir au soviet*. Le comité central du Parti bolchevique décide de s'associer aux manifestations pacifiques du lendemain.

4 juillet : grandes manifestations dans Petrograd. Les marins de Cronstadt défilent en armes. Premières fusillades.

5 juillet : le gouvernement provisoire interdit les journaux bolcheviques *Pravda* (remplacé le lendemain par *Listok Pravdy), Okopnaia Pravda* et *Soldatskaia Pravda*. Ses troupes envahissent le palais Ksechinskaia, siège du Parti bolchevique, et saccagent la rédaction de la *Pravda* ainsi que l'imprimerie du journal *Troud*.

6 juillet :

— échec de l'offensive des armées russes. Les troupes allemandes percent le front russe à Tarnopol ;

— le gouvernement provisoire lance un mandat d'arrêt contre Lénine et Zinoviev, dénoncés par l'ancien bolchevik Alexinski comme des *"agents allemands"*. Lénine et Zinoviev passent à l'illégalité.

7 juillet :

— décision du gouvernement provisoire de licencier les unités militaires qui ont participé aux "journées de juillet" et de dissoudre le Tsentrobalt (direction des soviets de la flotte de la Baltique) ;

— démission du prince Lvov.

12 juillet : le gouvernement provisoire rétablit la peine de mort à l'armée.

18 juillet : Kornilov est nommé général en chef.

16-26 juillet : conférence extraordinaire de l'organisation bolchevique de Petrograd. Staline, rapporteur, refuse d'abord de présenter son rapport sur la situation, car il y a trop peu de délégués...

23 juillet :

— arrestation de Trotsky et de Lounatcharski ;

— *Rabotchi i Soldat* — qui remplace *Listok Pravdy* — publie son premier numéro.

24 juillet : formation du deuxième gouvernement provisoire de coalition sous la présidence de Kerenski.

26-31 juillet : VIe Congrès du Parti bolchevique où se décide la fusion avec les *Mejraiontsy*.

31 juillet : grève générale en Espagne.

1er août : grève générale à Helsingfors.

5 août : le comité exécutif central des soviets décide d'ajourner les élections à l'Assemblée constituante.

7 août : ouverture de la IIe Conférence des comités de fabriques et d'usines de Petrograd.

10 août : interdiction du journal bolchevique *Rabotchi i Soldat*.

12 août : ouverture de la Conférence d'Etat, réunie par Kerenski à Moscou. Grève générale de protestation des ouvriers de Moscou.

13 août :

— parution du premier numéro du *Proletarii*, qui remplace *Rabotchi i Soldat*.

— Le général Kornilov arrive à Moscou à la Conférence d'Etat, qui l'acclame.

19 août : les Allemands percent le front Nord et marchent sur Riga.

20 août : le grand quartier général ordonne l'évacuation de la région de Riga.

21 août : Kornilov évacue Riga. Petrograd est menacée.

23 août : grève générale en Italie sur les mots d'ordre : *"Du pain ! La paix !"*

24 août : interdiction du *Proletarii*.

25 août :

— Kornilov lance sur Petrograd la Di-

vision sauvage du général Krymov ;

— publication du premier numéro du journal bolchevik *Rabotchii*, qui remplace le *Proletarii*.

26 août : Le comité central du Parti bolchevique appelle à la formation de détachements ouvriers à Petrograd et dans les grandes villes.

28 août : démission des ministres cadets.

30 août :

— arrestation du général Krymov, qui se suicide le lendemain. La résistance ouvrière a fait capoter le putsch ;

— Kerenski se nomme généralissime.

31 août :

— pour la première fois, le soviet de Petrograd adopte une résolution présentée par les bolcheviks ;

— les syndicats de Minsk décident de constituer une Garde rouge.

1er septembre :

— arrestation de Kornilov.

— constitution d'un directoire (Kerenski, Nikitine, Terechtchenko, Verkhovski et Verderevski) ;

— organisation d'une Garde rouge à Cronstadt.

4 septembre :

— libération de Trotsky sous caution ;

— Kerenski ordonne la dissolution de tous les comités et organismes créés pour lutter contre Kornilov.

5 septembre : le soviet de Moscou adopte pour la première fois une motion présentée par les bolcheviks et décide d'organiser une Garde rouge.

8 septembre : la section ouvrière du soviet de Petrograd élit un présidium bolchevique.

9 septembre : les bolcheviks prennent la majorité au soviet de Petrograd, dont le bureau "conciliateur" (menchevik-S-R) présente sa démission. Un nouveau présidium à majorité bolchevique est élu.

10 septembre :

— ouverture du IIIe Congrès des soviets de Finlande, qui soutient les thèses bolcheviques ;

— IIIe Conférence des comités de fabriques et d'usines de Petrograd.

12 septembre : le soviet de Tachkent se dresse contre le gouvernement provisoire.

13 septembre : troubles paysans dans la région de Kichinev.

14 septembre :

— troubles paysans dans la région de Tambov. Le gouvernement provisoire organise une expédition punitive ;

— ouverture de la Conférence démocratique, substitut d'Assemblée constituante, nommée par le gouvernement provisoire, à Petrograd ;

19 septembre :

— le soviet de Moscou élit un comité exécutif à majorité bolchevique ;

— troubles paysans dans le district de Taganrog.

21 septembre :

— la Conférence démocratique achève ses travaux en élisant dans son sein un "Préparlement". Le soviet de Petrograd s'élève contre cette décision et décide de convoquer par radio un congrès des soviets pour le 20 octobre ;

— le soviet d'Odessa décide de constituer une Garde rouge.

22 septembre : le comité central de grève des cheminots décrète la grève générale pour le 23 septembre à minuit.

23 septembre :

— le comité exécutif du soviet de Petrograd élit Trotsky comme président du soviet ;

— ouverture du Préparlement.

25 septembre : formation du troisième et dernier gouvernement de coalition présidé par Kerenski.

3 octobre : le IIe Congrès de la flotte de la mer Baltique exige la démission de Kerenski.

4 octobre : émeutes paysannes dans les provinces de Riazan, de Koursk, de Penza.

6 octobre : la conférence des soviets de la région de Petrograd réclame *"Tout le pouvoir aux soviets"*.

7 octobre : la fraction bolchevique

quitte le Préparlement.

8 octobre : Lénine écrit l'article *"Les conseils d'un absent"*.

9 octobre : le comité exécutif du soviet de Petrograd décide de créer un Comité militaire révolutionnaire pour préparer l'insurrection.

10 octobre :

— réunion du comité central du Parti bolchevique, qui décide par 10 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev) que *"le soulèvement armé est inévitable et arrivé à pleine maturité"* ;

— ouverture de la IV[e] Conférence des comités de fabriques et d'usines de Petrograd.

12 octobre : le comité exécutif du soviet de Petrograd adopte à l'unanimité moins deux voix le règlement du Comité militaire révolutionnaire.

11-13 octobre : le congrès des soviets de la région Nord se prononce pour la réunion immédiate du congrès panrusse des soviets et pour le passage du pouvoir aux soviets.

13 octobre : le soviet de Petrograd décide de créer à ses côtés une section de la Garde rouge. Il vote le transfert de tous les pouvoirs militaires au Comité militaire révolutionnaire.

14 octobre : le gouvernement provisoire décrète la loi martiale dans plusieurs districts de la province de Podolsk, où les paysans se sont soulevés.

16 octobre :

— le soviet de Petrograd, en séance plénière, accepte le projet d'organisation du Comité militaire révolutionnaire ;

— le comité central du Parti bolchevique confirme sa décision du 10 de passer à l'insurrection. Zinoviev et Kamenev s'y opposent à nouveau.

17 octobre :

— "Lettre aux camarades" de Lénine, réfutant les objections de Zinoviev et de Kamenev, qui adressent, le même jour, une lettre à *Novaia Jizn*, le journal de Gorki, où ils se prononcent pour le moment *"contre toute tentative de prendre l'initiative de l'insurrection armée"* ;

— ouverture de la conférence panrusse des comités de fabriques et d'usines ;

— le bureau du comité exécutif central des soviets décide de repousser l'ouverture du congrès des soviets, primitivement décidée pour le 20 au 25 octobre.

19 octobre : à Kalouga, les troupes du gouvernement provisoire saccagent le siège du soviet de la ville et tuent certains de ses membres.

20 octobre :

— première réunion du bureau du Comité militaire révolutionnaire ;

— publication du n° 1 du journal du soviet de Petrograd, *Rabotchi i Soldat*.

21 octobre :

— réunion extraordinaire des comités de régiments de la garnison de Petrograd ;

— le Comité militaire révolutionnaire déclare à l'état-major de la région militaire de Petrograd que toutes les décisions de ce dernier doivent être contrôlées par le comité. Le colonel Polkovnikov refuse de s'incliner.

22 octobre :

— manifestations de masse à Petrograd pour la "Journée du soviet" ;

— circulaire du ministre de l'Intérieur, Nikitine, aux commissaires provinciaux sur l'usage des forces armées pour écraser les désordres.

23 octobre : le Comité militaire révolutionnaire désigne ses commissaires dans les divers régiments de Petrograd.

24 octobre :

— le gouvernement provisoire mobilise les junkers et décide la fermeture des journaux bolcheviks *Soldat* et *Rabotchi Pout*. Il ordonne l'ouverture d'une enquête sur l'activité des membres du Comité militaire révolutionnaire et intime au cuirassé *Aurora* l'ordre de s'éloigner de Petrograd. Le ministre de la Justice ordonne d'arrêter tous les bolcheviks qui ont été mêlés aux événements des 3-5 juillet. L'état-major de la région militaire de Petrograd destitue et défère devant les tribunaux les commissaires nommés par le Comité militaire révolutionnaire dans les régiments. Kerenski rappelle des troupes fidèles sur Petrograd et prononce son dernier discours au Préparlement. La réaction crée un Comité de salut public ;

— le Comité militaire révolutionnaire envoie un détachement de Lettons briser

les scellés apposés sur l'imprimerie de *Soldat* et *Rabotcbi Pout,* met toutes les unités sur le pied de guerre, donne l'ordre au cuirassé *Aurora* de rétablir les ponts sur la Neva que Kerenski avait fait couper, fait distribuer les armes de la forteresse Pierre-et-Paul aux soldats et aux unités de la Garde rouge. A 11 heures du soir, Lénine arrive à Smolny ;

— le soviet de Moscou adopte les statuts de la Garde rouge.

25 octobre :

— pendant la nuit, le Comité militaire révolutionnaire fait occuper les gares, les ponts, les centrales électriques, le télégraphe central et l'Agence télégraphique de Petrograd, et disperser le Préparlement. Déguisé en femme, Kerenski s'enfuit à Gatchina ;

— A 2 h 55 de l'après-midi, Trotsky, ouvrant une séance extraordinaire du soviet de Petrograd, annonce le renversement du gouvernement provisoire. A 10 h 40 du soir s'ouvre le IIe Congrès des soviets qui ratifie la prise du pouvoir et ratifie un appel aux *Ouvriers, soldats et paysans* ;

— à Moscou, le soviet crée un Comité militaire révolutionnaire. La Garde rouge occupe l'immeuble des PTT.

26 octobre :

— à 2 heures du matin, après de longues palabres, les gardes rouges et les marins de la Baltique prennent le palais d'Hiver et arrêtent le gouvernement provisoire ;

— le congrès des soviets adopte les décrets sur la paix et sur la terre. Il abolit la peine de mort. Il constitue le gouvernement provisoire ouvrier et paysan, le Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom).

27 octobre :

— premier numéro de la *Pravda,* qui reparaît ;

— le congrès des soviets s'ajourne. A la tête du corps d'armée de cavalerie du général Krasnov, Kerenski s'avance sur Petrograd ;

— combats sur la place Rouge, à Moscou.

28 octobre : à Moscou, les junkers s'emparent du Kremlin tenu par les bolcheviks. Une trêve est signée pour engager des pourparlers.

29 octobre : soulèvement des junkers à Petrograd, écrasé le jour même.

30 octobre : les combats reprennent à Moscou.

31 octobre : sur les collines de Poulkovo, les détachements soviétiques repoussent l'offensive de Krasnov.

2 novembre : l'insurrection triomphe à Moscou.

La paix de Brest-Litovsk

● 1917

26 octobre : le IIe Congrès des soviets adopte un décret sur la paix qui *"propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements (...) une paix immédiate, sans annexions (c'est-à-dire sans mainmise sur les terres étrangères, sans rattachement par la force de nationalités étrangères) et sans contributions de guerre".*

3 novembre : ordre du Sovnarkom au commandant en chef, le général Doukonine, de proposer au commandement en chef des armées de la Quadruple Alliance (les puissances centrales) l'arrêt des opérations militaires en vue d'engager des pourparlers de paix.

5 novembre : Doukonine refuse d'obtempérer à l'ordre du Sovnarkom, qui nomme le bolchevik Krylenko commandant en chef à la place de Doukonine.

10 novembre : le commissariat aux Affaires étrangères publie les traités secrets conclus entre les Alliés et la Russie.

12 novembre : les 2e, 3e et 5e armées commencent elles-mêmes des pourparlers de paix.

13 novembre : le Sovnarkom envoie des parlementaires au commandant allemand avec des propositions d'armistice.

14 novembre :

— le haut commandement allemand s'affirme d'accord pour entamer des pourparlers de paix ;

— le Sovnarkom propose aux dirigeants des pays alliés d'engager des pourparlers de paix le 1er décembre...

18 novembre : la délégation soviétique chargée d'engager les pourparlers d'armistice part sur le front. Elle se compose de Bitsenko, Kamenev, Karakhane, Mstislavski, Sokolnikov, Stachkov et Chichkov. La délégation soviétique rencontre la délégation allemande le lendemain.

22 novembre : signature à Brest-Litovsk d'une trêve du 24 novembre au 14 décembre.

28 novembre : arrivée à Brest-Litovsk de la délégation soviétique chargée d'engager les pourparlers d'armistice (Bitsenko, Ioffé, Kamenev, Karakhane, Pokrovski, Veltman-Pavlovitch).

2 décembre : signature d'un armistice entre la République soviétique et les puissances centrales.

9 décembre : ouverture des pourparlers de paix à Brest-Litovsk.

25 décembre : arrivée de la nouvelle délégation soviétique à Brest-Litovsk (Trotsky, qui la dirige, Bitsenko, Ioffé, Kamenev, Karakhane, Karéline, Pokrovski).

28 décembre : le bureau de la région de Moscou du Parti bolchevique juge nécessaire *"l'interruption des pourparlers de paix avec l'Allemagne impérialiste ; la rupture de toutes relations diplomatiques avec tous les brigands diplômés de tous les pays (...), une guerre sans merci contre la bourgeoisie du monde entier et pour les idées du socialisme international"*.

31 décembre : ouverture du congrès général des armées sur la démobilisation.

● 1918

4 janvier : grève générale à Varsovie.

4-7 janvier : grève générale à Vienne.

5 janvier :

— ouverture de l'Assemblée constituante ;

— démobilisation des soldats de la classe 1903.

7 janvier : thèses de Lénine en faveur de la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste, soulignant l'impossibilité actuelle de la guerre révolutionnaire et de toute solution moyenne.

8 janvier : réunion des cadres de Petrograd ; les thèses de Lénine y reçoivent 15 voix, celles de Trotsky (ni guerre ni paix, démobiliser l'armée sans conclure la paix) 16 voix, celles des communistes de gauche (en faveur de la guerre révolutionnaire) 32 voix.

11 janvier : le comité de Moscou dénonce à l'unanimité les conditions de paix allemandes et propose au Sovnarkom *"de proclamer inacceptables les propositions de la délégation allemande, d'interrompre les pourparlers de paix"* et de préparer *"la guerre sainte pour le socialisme"*.

11-13 janvier : une conférence des militants de la ville de Moscou confirme les positions du comité de Moscou.

11 janvier : le comité central repousse la guerre révolutionnaire par 11 voix contre 2, décide par 12 voix contre 1 d'ajourner par tous les moyens la signature de la paix et adopte par 9 voix contre 7 la proposition de Trotsky : *"Nous cessons la guerre sans conclure la paix, nous démobilisons l'armée."*

15 janvier :

— déclaration d'un groupe de membres du comité central et du Sovnarkom réclamant la convocation immédiate d'une conférence extraordinaire du parti et menaçant de démissionner dans le cas contraire (Oppokov [Lomov], Obolenski [Ossinski], Iakovieva, Cheverdine, Krestinski, V. Smirnov, Vassilev, Savelev, Piatakov, Boukharine, Preobrajenski) ;

— la commission exécutive du comité de Pétersbourg (S. Kossior, Bold, Fenigstein, Ploujnikov, Ravitch) dénonce la ligne politique du comité central, qui *"s'achemine vers la conclusion d'une prétendue paix infâme, ce qui signifie à l'heure actuelle abdiquer nos positions*

devant la révolution internationale qui pointe et la perte indiscutable de notre parti en tant qu'avant-garde de cette révolution". Cette politique *"fait planer sur notre parti la menace d'une scission"*.

18 janvier : libération des soldats des classes 1904-1905-1906 et 1907.

19 janvier : le comité de l'Oural (Preobrajenski, Beloborodov, Krestinski, Spoundé, Sosnovski) réclame la convocation immédiate d'une conférence du parti.

21 janvier : une conférence du comité central avec les représentants des diverses tendances répond non à une majorité de 9 voix contre 5 à la question : *"Est-il admissible de signer à l'heure actuelle une paix annexionniste avec l'Allemagne ?"* Oui : Lénine, Staline, Mouranov, Artiom (Sergueiev), Sokolnikov. Non : Lomov, Krestinski, Boubnov, Kossior, Ossinski, Stoukov, Preobrajenski, Spoundé, Fenigstein.

27 janvier : la Rada ukrainienne signe la paix séparée avec les puissances centrales.

28 janvier : la délégation soviétique refuse de signer la paix aux termes dictés par les Allemands, déclare qu'elle cesse la guerre et démobilise l'armée.

30 janvier : le commandant en chef, Krylenko, publie le décret de démobilisation de l'armée.

16 février : le haut commandement allemand déclare qu'il met fin à l'armistice le 18 février à midi.

17 février au soir : par 6 voix (Boukharine, Lomov, Trotsky, Ouritski, Ioffé, Krestinski) contre 5 (Lénine, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Smilga), le comité central refuse de *"proposer immédiatement à l'Allemagne d'engager de nouveaux pourparlers en vue de la signature de la paix"*. Personne ne vote *"Pour la guerre révolutionnaire"* (Boukharine, Lomov et Ioffé refusent de voter la question de cette façon).

18 février : l'offensive allemande commence et prend, dès le début, les formes d'une promenade. Les Allemands occupent Dvinsk. Le matin, le comité central refuse par 7 voix contre 6 *"d'envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix"*. Le soir, par 7 voix (Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Trotsky, Zinoviev) contre 6 (Ouritski, Ioffé, Lomov, Boukharine, Krestinski, Dzerjinski) et une abstention (Stassova), il décide *"de s'adresser immédiatement au gouvernement allemand avec la proposition de conclure immédiatement la paix"*.

19 février : le Sovnarkom fait savoir par radio qu'il est prêt à accepter les conditions du gouvernement allemand.

20 février :

— le comité exécutif central décide la création d'un Collège panrusse près le commissariat à la Guerre, chargé de constituer l'Armée rouge ;

— le comité de Moscou confirme sa position du 11 janvier et *"estime que la décision du Sovnarkom nuit à la cause de la révolution mondiale"*.

21 février :

— les troupes allemandes prennent Orcha, Minsk et Rejitsa ;

— création d'un état-major extraordinaire de la région de Petrograd.

22 février :

— le gouvernement allemand fait connaître ses nouvelles conditions de paix, plus lourdes que les précédentes ;

— Boukharine démissionne du comité central et de la *Pravda*. Lomov, Ouritski, Boukharine, Boubnov, membres du comité central, V. Smirnov, Stoukov, Bronski, Iakovleva, Spoundé, Pokrovski et Piatakov, commissaires du peuple, déclarent que la signature de la paix de Brest *"signifie la capitulation de l'avant-garde du prolétariat international devant la bourgeoisie internationale"* et annoncent qu'ils vont mener *"une large propagande contre la politique du centre du parti"*.

23 février : à la question : *"Devons-nous accepter immédiatement les propositions allemandes ?"*, le comité central répond oui par 7 voix (Lénine, Stassova, Zinoviev, Sverdlov, Staline, Sokolnikov, Smilga) contre 4 voix contre (Boubnov, Ouritski, Boukharine et Lomov) et 4 abstentions (Trotsky, Krestinski, Dzerjinski, Ioffé). Boukharine, Lomov, Boubnov, Iakovieva, Piatakov, V. Smirnov et

Ouritski démissionnent de tous leurs postes responsables au sein du parti et du gouvernement.

24 février :

— le comité exécutif central décide d'accepter les conditions de paix allemandes par 116 voix contre 84 et 26 abstentions, et d'envoyer une délégation à Brest-Litovsk ;

— les troupes allemandes prennent Borissov, Revel, Iouriev et Pskov. L'Armée rouge recule en Ukraine.

28 février : la délégation soviétique, conduite par Sokolnikov, arrive à Brest-Litovsk.

2 mars : démobilisation de toutes les classes de l'ancienne armée.

3 mars : signature du traité de paix à Brest-Litovsk.

4-8 mars : VII[e] Congrès du Parti bolchevique, qui prend le nom de Parti communiste et ratifie le traité de Brest-Litovsk. Les communistes de gauche refusent de prendre part aux élections au comité central.

14-16 mars : le IV[e] Congrès extraordinaire des soviets ratifie le traité de Brest-Litovsk le 15 mars et le transfert de la capitale de Moscou à Petrograd le 16.

15 mars : les S-R de gauche, partisans de la guerre révolutionnaire et hostiles à la paix de Brest-Litovsk, quittent le Sovnarkom.

L'Internationale

● 1917

4 avril : Lénine propose de créer une III[e] Internationale et de changer le nom du parti en "Parti communiste".

● 1918

8 mars : le VII[e] Congrès décide de donner au Parti bolchevique le nom de "communiste".

10 décembre : création du Parti communiste allemand.

● 1919

6-13 janvier : soulèvement spartakiste à Berlin.

15 janvier : assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

2-6 mars : premier congrès de fondation de l'Internationale communiste.

10 mars : assassinat de Léo Jogisches (Tychko), mari de Rosa Luxemburg.

Mars-août : la République des conseils ouvriers s'installe en Hongrie puis est écrasée.

7 avril-4 mai : République des conseils en Bavière, qui s'achève par l'assassinat de tous ses dirigeants.

24 décembre : pendaison à Budapest des principaux dirigeants communistes hongrois.

● 1920

9 juillet-6 août : II[e] Congrès de l'Internationale communiste.

Décembre : la gauche du Parti social-démocrate indépendant allemand fusionne avec le PC allemand après le Congrès de Halle.

● 1921

Janvier :

— Congrès de Tours. La gauche et le centre de la SFIO adhèrent à l'Internationale et aux 21 conditions alors dictées par Zinoviev.

— Congrès de Livourne : adhésion de la gauche du PS italien à l'Internationale.

Mars : insurrection ouvrière matée en Allemagne.

22 juin-12 juillet : III[e] Congrès de l'Internationale.

Septembre : premier congrès des peuples de l'Orient, à Bakou.

● 1922

Janvier-février : congrès des organisations révolutionnaires de l'Extrême-Orient.

Avril : conférence des Trois Internationales à Berlin.

4 novembre-5 décembre : IVe Congrès mondial de l'Internationale.

● 1923

Septembre : soulèvement écrasé des ouvriers et des paysans bulgares.

Octobre : échec de la révolution allemande. Journées de Hambourg.

● 1924

17 juin-8 juillet : Ve Congrès de l'Internationale.

Le "socialisme dans un seul pays"

● 1920

Novembre 1920-février 1921 :

— discussion sur la question syndicale, qui voit fleurir les tendances, croître ce que Lénine appelle une "mauvaise fièvre" dans le parti et se termine par la déroute des signataires de la plate-forme de Trotsky, la défaite de l'Opposition ouvrière et l'interdiction des fractions au Xe Congrès ;

— les trois secrétaires du comité central (Krestinski, Preobrajenski, Serebriakov), qui se sont rangés aux côtés de Trotsky, ne sont pas réélus au comité central et sont remplacés au secrétariat par des partisans de Staline.

● 1921

2-17 mars : soulèvement des marins de Cronstadt contre le pouvoir bolchevique.

8-16 mars : Xe Congrès du PCR (b).

16 mars :

— accord commercial anglo-soviétique ;

— le Xe Congrès décide de remplacer les réquisitions par l'impôt en nature. C'est la première mesure rompant avec le "communisme de guerre" et définissant la "Nouvelle Politique économique" (NEP).

Mars : échec de la grève insurrectionnelle déclenchée par les communistes en Allemagne.

29 mars : le droit de disposer de l'excédent de leur récolte sur le marché est donné aux paysans soviétiques.

Mars-juin : la famine ravage toute la basse Volga, menaçant plus de 20 millions d'êtres.

7 juillet : dénationalisation des entreprises de moins de vingt ouvriers.

● 1922

Février : appel des "22" de l'Opposition ouvrière à l'Internationale.

27 mars-2 avril : XIe Congrès du PCR (b). Staline est élu secrétaire général du comité central.

25-27 mai : première attaque de la maladie de Lénine, qui se conclut par une paralysie partielle de la main droite et de la jambe droite, et par des désordres du langage.

16 avril : accord germano-soviétique de Rapallo.

Août : l'Orgbureau crée une commission composée de Staline (président), Kouibychev, Ordjonikidze, Rakovski, Sokolnikov et des représentants des diverses républiques fédérées pour définir les rapports entre les divers territoires constituant l'Union soviétique.

22 septembre : Staline expose à Lénine ses conceptions sur "l'autonomie" des républiques à l'intérieur de l'URSS.

24 septembre : l'Orgbureau adopte les vues de Staline.

26 septembre : Lénine adresse à tous les membres du bureau politique une lettre critiquant le projet de Constitution de l'URSS élaboré par Staline et adopté par l'Orgbureau.

27 septembre : réponse brutale de Staline à la lettre de Lénine.

Août-octobre : russification de la Géorgie par Ordjonikidzé. La majorité des membres du comité central du PC géorgien démissionnent.

2 octobre : Lénine revient de Gorki à Moscou et reprend son activité.

6 octobre : le comité central du Parti bolchevique adopte le projet de Constitution de l'URSS revu et corrigé sur les instructions de Lénine. En l'absence de ce dernier, il apporte des aménagements au monopole du commerce extérieur.

29 octobre : Mussolini prend le pouvoir en Italie.

30 octobre : promulgation du Code agraire.

25 novembre : envoi d'une mission d'enquête présidée par Dzerjinski en Géorgie.

12 décembre : retour de la mission d'enquête à Moscou. Rapport de Dzerjinski à Lénine.

15 décembre : Lénine, qui a appris qu'Ordjonikidzé a frappé le communiste géorgien Kabanidzé, a deux attaques.

15 décembre : lettre de Lénine à Trotsky lui demandant de défendre son point de vue sur le commerce extérieur au comité central.

16 décembre : grave attaque de la maladie de Lénine.

18 décembre : le comité central confirme l'intangibilité du monopole du commerce extérieur, annulant sa décision du 6 octobre. Il confie à Staline la responsabilité personnelle du régime médical de Lénine.

21 décembre : lettre de Lénine à Trotsky sur le monopole du commerce extérieur.

23 décembre : nouvelle attaque de la maladie de Lénine, qui reste entièrement paralysé du bras droit et de la jambe droite.

23 décembre : Lénine dicte sa première *"Lettre au congrès"*.

24 décembre : une commission du bureau politique (Staline, Kamenev, Boukharine) autorise Lénine à dicter 5 à 10 minutes par jour et lui interdit toute communication et toute information politiques.

24-25 décembre : Lénine dicte sa deuxième *"Lettre au congrès"* (celle que l'on appelle le *"Testament"*).

26 décembre : Lénine dicte la troisième *"Lettre au congrès"*.

27-28 décembre : trois lettres de Lénine sur les attributions législatives à accorder au Gosplan.

● 1923

4 janvier : Lénine dicte un postscriptum à sa *"Lettre au congrès"* recommandant d'écarter Staline du poste de secrétaire général.

25 janvier : parution dans la *Pravda* de l'article de Lénine *"Comment devons-nous réorganiser le Rabkrin ?"*.

29 janvier : Staline refuse de communiquer à Lénine les documents du dossier géorgien.

4 mars : parution dans la *Pravda* du dernier article de Lénine, dirigé contre le Rabkrin, *"Mieux vaut moins, mais mieux"*.

5 mars : rupture des relations personnelles de Lénine avec Staline.

6 mars : télégramme de solidarité de Lénine aux communistes géorgiens

9 mars : dernière attaque de la maladie de Lénine, qui lui enlève la parole et le paralyse.

17-25 avril : XII[e] Congrès du PCR (b). Zinoviev prononce le rapport politique du comité central.

Mars-avril-mai : agitation révolutionnaire dans la Ruhr, soutenue par la gauche du PC allemand. Début de l'inflation galopante.

Août :

— grève générale en Allemagne. Chute du gouvernement Cuno. Les communistes allemands entrent dans les gouvernements social-démocrate de gauche de Thuringe et de Saxe ;

— vague de grèves en Russie. Arrestation des militants du groupe communiste oppositionnel clandestin de Miasnikov, le Groupe ouvrier.

Septembre : écrasement de l'insurrection communiste en Bulgarie.

8 octobre : lettre de Trotsky au bureau politique réclamant un changement du "régime malsain" du parti.

15 octobre : lettre des 46 oppositionnels au comité central.

21 octobre : soutenue par l'Internationale, la direction du PCA décide de renoncer à l'insurrection.

23-24-25 octobre : soulèvement des ouvriers communistes de Hambourg.

29 octobre : les troupes du général Müller dispersent le gouvernement socialiste-communiste de Saxe.

7 novembre : article de Zinoviev dans la *Pravda* ouvrant la discussion sur la démocratie ouvrière.

28 novembre : article de Preobrajenski sur ce thème.

5 décembre : résolution unanime du bureau politique sur la démocratie ouvrière et le Cours nouveau.

8 décembre : lettre de Trotsky sur le Cours nouveau.

14 décembre : une circulaire du secrétaire général annonce l'ouverture de la discussion sur le Cours nouveau.

● 1924

16-18 janvier : la XIII[e] Conférence condamne les thèses de l'Opposition sur le Cours nouveau et son "fractionnisme".

21 janvier : mort de Lénine. Rykov le remplace comme président du Conseil des commissaires du peuple.

Février : campagne pour l'appel de Lénine qui fait entrer deux cent mille nouveaux adhérents dans le parti.

Mars-avril : Staline prononce devant les étudiants de l'université Sverdlov une série de conférences sur le thème *"Les bases du léninisme"*.

22-31 mai : XIII[e] Congrès du PCR (b). Zinoviev prononce pour la deuxième et la dernière fois le rapport politique du comité central.

Août : insurrection nationaliste en Géorgie. Le Guépéou fusille les dirigeants mencheviques emprisonnés.

Octobre : parution du tome III des *Œuvres complètes* de Trotsky avec sa préface *Les Leçons d'Octobre*. Début de la campagne dite "littéraire" contre Trotsky à propos de cette préface.

20 décembre : publication dans la *Pravda* de la préface de Staline à son recueil *Le Chemin d'Octobre*, qui proclame la possibilité du socialisme dans un seul pays.

La guerre civile

● 1917

7 novembre : la Rada centrale ukrainienne, par son III[e] Universal (ordonnance), décrète la République démocratique ukrainienne.

18 décembre : le Sovnarkom reconnaît l'indépendance gouvernementale de la Finlande.

29 décembre : le chef de l'état-major, Krylenko, fait une déclaration sur la création d'une armée populaire-socialiste révolutionnaire.

31 décembre : ouverture du congrès général des armées sur la démobilisation.

● 1918

4 janvier : marche de la Garde rouge de Karkhov sur Kiev, où siège la Rada ukrainienne.

5 janvier : les détachements rouges de Mouraviev occupent Poltava.

6 janvier : les détachements rouges occupent Orenbourg.

10 janvier : le congrès des Cosaques du front de la Stantsia de Kamenskaia déclare la guerre à Kaledine, ataman des cosaques du Don, dressé contre le pouvoir bolchevique.

12 janvier : par son IV[e] Universal, la Rada ukrainienne décrète l'indépendance de l'Ukraine.

15 janvier :

— le Sovnarkom décide l'organisation de l'Armée rouge volontaire ouvrière et paysanne et la création d'un collège chargé de son organisation ;

— le secrétariat général de la Rada ukrainienne démissionne.

16 janvier :

— constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire en Finlande et début de la guerre civile entre les bolcheviks et Mannerheim ;

— soulèvement ouvrier à Kiev contre la Rada centrale.

21 janvier : les nationalistes ukrainiens écrasent les prolétaires de Kiev. Le comité exécutif central décide d'annuler les emprunts contractés par les gouvernements tsaristes et par le gouvernement provisoire.

22-27 janvier : les détachements de la Garde rouge dirigés par le colonel Mouraviev attaquent Kiev, y entrent le 26 janvier et prennent possession de toute la ville le 27.

27 janvier : la Rada centrale décide de signer une paix séparée avec les puissances centrales.

28 janvier : les détachements de la Garde rouge prennent Taganrog.

30 janvier : décret du commandant en chef Krylenko sur la démobilisation de l'armée.

14 février : en application du décret sur l'adoption du calendrier grégorien, le 1[er] février vieux style devient le 14 février nouveau style.

20 février : Le comité exécutif central décide la création d'un Collège panrusse près le commissariat à la Guerre, chargé de constituer l'Armée rouge.

8 mars : formation à Pékin d'un gouvernement de l'Extrême-Orient de gardes blancs dirigé par le prince Lvov.

10 mars :

— constitution d'une commune de Petrograd, présidée par Trotsky ;

— les troupes allemandes, appelées par le gouvernement bourgeois finlandais de Svinkhouvoud, renversé par les bolcheviks finlandais, débarquent à Abo, près de la frontière russe.

12 mars : le Sovnarkom se fixe à Moscou.

14 mars : les troupes autrichiennes occupent Odessa.

15 mars :

— Les S-R de gauche, hostiles à la paix de Brest-Litovsk, démissionnent du gouvernement.

— Les troupes turques occupent Trébizonde.

16 mars :

— publication du décret pris le 13 mars par le Sovnarkom, nommant Trotsky commissaire à la Guerre et à la Marine et président du Conseil supérieur de la Guerre ;

— les Allemands occupent Kiev.

17-23 mars : réunion à Ekatérinoslav du II[e] Congrès pan-ukrainien des soviets qui proclame, le 23, l'existence de la République soviétique populaire d'Ukraine.

18 mars : le parti Moussavat (nationalistes azerbaïdjanais) et la division sauvage de feu Krymov déclenchent un soulèvement contre-révolutionnaire à Bakou, dont ils s'emparent.

20 mars : les troupes allemandes s'emparent de Nicolaiev.

21 mars : les troupes allemandes s'emparent de Znamenka et de Krementchoug.

24 mars : écrasement des bandes de Kornilov au Kouban.

26 mars : l'Armée rouge reprend Odessa.

29 mars : les troupes allemandes s'emparent de Poltava.

2 avril : le Sovnarkom décide d'organiser un système d'échange de marchandises avec la campagne.

5 avril : les troupes allemandes débarquent à Gange pour écraser le soulèvement ouvrier en Finlande.

4 avril : les troupes de l'ataman Doutov reculent sur Orenbourg.

5 avril :

— les Japonais débarquent à Vladivostok ;

— les gardes blancs prennent Ekatérinoslav.

6 avril : après trois jours de combats, les gardes blancs finlandais reprennent Tammerfors à la Garde rouge finlandaise.

7 avril :

— les troupes allemandes occupent Kharkov ;

— l'Armée rouge abandonne Odessa.

10 avril : les troupes allemandes occupent Kherson et Belgorod.

13 avril : les troupes allemandes occupent Helsingfors et Odessa.

18 avril : le général Kornilov est tué près d'Ekaterinodar.

20 avril : les troupes allemandes envahissent la Crimée.

22 avril : nationalisation du commerce extérieur.

28 avril :

— les Allemands dispersent la Rada centrale ;

— l'Armée rouge écrase les détachements de l'ataman Doutov près de Verkhné-Ouralsk.

29 avril :

— les gardes blancs occupent Vyborg. Les bolcheviks finlandais sont définitivement écrasés. La terreur blanche s'installe en Finlande.

— Skoropadski se proclame Hetman de toute l'Ukraine.

1er mai : l'Armée rouge occupe Sébastopol, Tchertkov et Lougansk.

3 mai : les troupes allemandes occupent Taganrog.

8 mai : les troupes allemandes occupent Rostov.

14 mai :

— des troubles paysans éclatent en Ukraine, où les Allemands commencent à désarmer les troupes ukrainiennes ;

— décret du comité exécutif central sur la réquisition des excédents de blé, sur le monopole du blé et sur la lutte contre la spéculation.

16-18 mai : soulèvement des S-R de droite et des mencheviks à Saratov.

17 mai : les ex-prisonniers tchécoslovaques (au nombre de 50 000) attaquent Tcheliabinsk.

17-20 mai : les S-R maximalistes se soulèvent à Samara.

21 mai : nouvelle flambée de soulèvements paysans en Ukraine, dans les régions de Kherson et de Kharkov.

25 mai : les légionnaires tchèques occupent Novonicolaievsk, Tcheliabinsk et Omsk.

28-29 mai : les légionnaires tchèques occupent Morchansk, Mias et Rtichev.

30 mai : les légionnaires tchèques occupent Penza et Syzran. Les détachements du général Krasnov occupent Liski. L'ataman Doutov attaque sur la Volga. Moscou est déclaré en état de siège.

1er juin :

— un Parlement tatare crée en Crimée un gouvernement contre-révolutionnaire ;

— découverte à Moscou du complot de l'Union pour la patrie et la liberté. Reconnaissance de l'Indépendance de la Géorgie.

8 juin : les légionnaires tchèques s'emparent de Samara et assiègent Omsk.

9 juin : le comité exécutif central publie un premier décret sur la mobilisation des ouvriers.

14 juin : les mencheviks et les S-R de droite sont exclus du comité exécutif central.

17 juin : soulèvement des S-R de droite à Tambov.

18 juin :

— les légionnaires tchèques occupent Troistk ;

— soulèvement en Ukraine contre les Allemands et Skoropadski.

19 juin : les bolcheviks décident de saborder la flotte de la mer Noire pour éviter qu'elle ne tombe entre les mains des Allemands.

20 juin :

— à Petrograd, un terroriste S-R abat le dirigeant bolchevique Volodarski ;

— soulèvement contre-révolutionnaire, vite écrasé, à Ekaterinbourg.

29 juin : les légionnaires tchèques, soutenus par les gardes blancs et les Japonais, s'emparent de Vladivostok.

30 juin : nationalisation des grosses entreprises et du commerce de gros.

1er juillet : des détachements anglo-français débarquent à Mourmansk.

2 juillet :

— les mencheviks tentent d'organiser la grève générale à Petrograd. Elle échoue ;

— l'Armée rouge abandonne Orenbourg.

3 juillet : l'Armée rouge abandonne Oufa, dont les légionnaires tchèques s'emparent le 5.

6 juillet : deux terroristes S-R de gauche abattent l'ambassadeur allemand à Moscou, le comte Mirbach. Soulèvement S-R de gauche à Moscou. Soulèvement contre-révolutionnaire déclenché par le S-R de droite (exclu) Boris Savinkov à Iaroslavl.

7 juillet : les légionnaires tchèques s'emparent de Verkhné-Ouralsk.

8 juillet :

— liquidation du soulèvement des S-R de gauche à Moscou ;

— les légionnaires tchèques s'emparent de Zlatoousk.

10 juillet : scission chez les S-R de gauche, dont une aile rejoint les bolcheviks.

11 juillet :

— le commandant en chef Mouraviev, favorable aux S-R de gauche, tente de dresser ses troupes contre le gouvernement bolchevique. Il est abattu — ou se suicide, on ne sait ;

— soulèvements contre-révolutionnaires à Mourom, Rostov et Rybinsk.

14 juillet : soulèvement contre-révolutionnaire écrasé à Nijni-Novgorod.

16 juillet : le tsar et sa famille, internés à Ekaterinbourg, sont passés par les armes.

18 juillet : grève générale des cheminots ukrainiens.

21 juillet : écrasement du soulèvement contre-révolutionnaire de Iaroslavl après quinze jours de lutte.

22 juillet : les légionnaires tchèques s'emparent de Simbirsk.

23 juillet : arrestation des délégués de la conférence "ouvrière" convoquée à Moscou par les mencheviks.

24 juillet : les Allemands prennent le contrôle des chemins de fer ukrainiens.

25 juillet : les légionnaires tchèques prennent Ekaterinenbourg.

29 juillet : le comité exécutif central déclare *"la patrie en danger "*.

31 juillet :

— les Anglais s'emparent d'Onega, au nord ;

— premières mesures de mobilisation massive.

1er août : tous les hommes de 18 à 40 ans sont déclarés mobilisables.

2 août :

— soulèvement des blancs à Arkhangelsk, où un détachement anglo-français vient d'effectuer un second raid ;

— constitution du gouvernement S-R du Nord de la Russie.

6 août : les légionnaires tchèques prennent Kazan. La route de Moscou leur est ouverte.

8 août : Trotsky arrive sur le front tchèque, à Sviajsk.

9-15 août : les paysans ukrainiens se soulèvent et attaquent plusieurs villes.

13 août : combats violents entre les insurgés ukrainiens et les troupes allemandes dans la région de Kiev.

15 août : le jour de l'invasion de Bakou par les Turcs, les Anglais arrêtent les commissaires du peuple de l'Azerbaïdjan.

16 août : les gardes blancs occupent Ekaterinodar.

23 août :

— les Tchèques reculent autour de Kazan ;

— instauration du système des "rations alimentaires de classe" au détriment des bourgeois.

23-26 août : l'Armée rouge repousse l'assaut de Krasnov contre Tsaritsyne.

30 août :

— assassinat d'Ouritski, abattu par un terroriste à Petrograd ;

— attentat de Fanny Kaplan contre Lénine à Moscou.

1er septembre : Le commissariat à l'Intérieur prescrit l'arrestation d'otages pris dans la classe bourgeoise.

2 septembre : création d'un Conseil révolutionnaire de la Guerre présidé par Trotsky. Vatsetis est nommé chef d'état-major.

3 septembre : soulèvement bolchevik à Arkhangelsk ; arrestation du gouvernement S-R du Nord de la Russie.

6 septembre : le commissariat à l'Intérieur décrète l'introduction de la terreur rouge.

8 septembre : réunion de la "conférence gouvernementale" contre-révolutionnaire d'Oufa, présidée par le S-R Avksentiev.

10 septembre : la 5e armée reprend Kazan.

12 septembre : l'Armée rouge reprend Simbirsk.

20 septembre : les Anglais fusillent les 26 commissaires du peuple de Bakou, dont Chaoumian.

21 septembre : débarquement de troupes italiennes sur la côte nord.

23 septembre : la conférence gouvernementale d'Oufa constitue un "Directoire panrusse" qui veut être le gouvernement blanc uni.

1er octobre : sur le front sud, les troupes du général blanc Krasnov prennent Pavlovsk.

6 octobre : poursuivant leur offensive, les troupes de Krasnov prennent Boutourlinovka.

7 octobre : l'Armée rouge occupe Samara.

18 octobre : l'Armée rouge repousse l'offensive de Krasnov.

26 octobre : grandes manifestations de rues à Berlin.

31 octobre : la révolution commence en Autriche.

1er novembre : les matelots de Kiehl se mutinent.

4 novembre : l'Autriche signe une paix séparée avec l'Entente.

5 novembre : la grève s'étend à travers l'Allemagne.

9 novembre : abdication de Guillaume II. Proclamation de la République en Allemagne.

13 novembre : le comité exécutif central décide d'annuler le traité de Brest-Litovsk.

18 novembre : à Omsk, en Sibérie, l'amiral monarchiste Koltchak déclenche un coup d'Etat, arrête le Directoire panrusse dominé par les S-R et se proclame "gouverneur suprême".

19 novembre : le chef nationaliste Petlioura se soulève contre l'hetman d'Ukraine, Skoropadski, agent des Allemands.

20 novembre : l'Armée rouge prend Pskov.

23 novembre : les troupes de Petlioura prennent Kharkov.

28 novembre : l'Armée rouge prend Narva.

30 novembre : constitution à Moscou du conseil du Travail et de la Défense.

9 décembre : l'Armée rouge occupe Minsk.

14 décembre : démission de Skoropadski en Ukraine. Les troupes de Petlioura entrent dans Kiev.

16 décembre : proclamation du pouvoir soviétique en Lituanie.

17 décembre : proclamation du pouvoir soviétique en Lettonie.

24 décembre : passées à l'offensive sur le front Est, les troupes de Koltchak prennent Perm : la route de Moscou leur est ouverte.

26 décembre-11 janvier : soulèvement S-R de gauche à Koupiansk.

31 décembre : l'Armée rouge prend Oufa (front Sud).

● 1919

2 janvier : proclamation du pouvoir soviétique en Biélorussie.

3 janvier : l'Armée rouge prend Kharkov et Riga.

6 janvier : l'Armée rouge prend Vilna.

18 janvier :

— l'Armée rouge prend Poltava ;

— devant l'offensive des troupes du général blanc Ioudenitch, l'Armée rouge estonienne, qui recule depuis le 11, abandonne Narva.

20 janvier : le général blanc Denikine lance un assaut général dans le Nord Caucase.

21 janvier : l'Armée rouge prend Lougansk.

22 janvier : l'Armée rouge prend Orenbourg.

26 janvier : l'Armée rouge ukrainienne prend Ekaterinoslav.

28 janvier : l'Armée de Denikine occupe Vladicaucase.

29 janvier : mort de Franz Mehring.

6 février :

— l'ataman Krasnov abandonne la lutte ;

— l'Armée rouge prend Kiev.

11 février : les troupes polonaises attaquent la Russie soviétique et prennent Brest-Litovsk.

13 février : arrestation des dirigeants S-R de gauche (Spiridonova, Steimberg, etc.).

21 février : assassinat de Kurt Eisner, président du conseil ouvrier de Bavière.

26 février : légalisation des groupes S-R qui déclarent ne pas lutter contre le pouvoir soviétique.

2 mars : l'Armée rouge prend Kherson.

9 mars : l'Armée rouge commence à reculer sur le front Est devant l'offensive des troupes de Koltchak.

16 mars :

— mort de Jacob Sverdiov ;

— les troupes de Koltchak occupent Oufa.

18-23 mars : VIII[e] Congrès du PCR (b).

18 mars : l'Armée rouge lettonne recule devant l'offensive de Ioudenitch.

4 avril : l'Armée rouge franchit le détroit de Perekop, en Crimée.

6 avril : l'Armée rouge occupe Odessa.

14 avril : mobilisation des membres des syndicats pour répondre à l'offensive de Koltchak.

21 avril : les Polonais occupent Vilna.

3 mai : l'Armée rouge passe à l'offensive sur le front Est.

4 mai : offensive de Denikine sur le front Sud. Denikine prend Lougansk.

14 mai : écrasement de la République soviétique de Bavière, dont tous les dirigeants (Landauer, Léviné, Levien, Egolhofer, etc.) sont fusillés.

15 mai : les troupes du général Ioudenitch prennent Gdov, sur la route de Petrograd.

17 mai : les troupes de Ioudenitch prennent Iambourg.

22 mai : l'Armée rouge lettonne abandonne Riga.

27 mai : l'offensive de Ioudenitch sur Petrograd est arrêtée.

9 juin : l'Armée rouge prend Oufa.

25 juin : l'offensive de Denikine se poursuit : l'Armée rouge abandonne Kharkov.

29 juin : l'Armée rouge abandonne Ekaterinoslav.

30 juin : l'Armée rouge abandonne Tsarytsine.

1[er] juillet : l'Armée rouge prend Perm et repousse Koltchak.

8 juillet : Serge Kamenev remplace Vatsetis comme chef d'état-major.

14 juillet : l'Armée rouge prend Ekaterinbourg.

24 juillet : l'Armée rouge prend Tcheliabinsk.

31 juillet : l'Armée rouge ukrainienne abandonne Poltava.

1er août : avec l'aide des troupes de l'Entente, la République soviétique hongroise est écrasée.

3 août : l'Armée rouge prend Iambourg et dégage Petrograd.

8 août : les Polonais passent à l'offensive en Biélorussie et prennent Minsk.

17 août : l'armée de Denikine prend Kherson.

18 août : l'armée de Denikine prend Nicolaiev.

23 août : l'armée de Denikine prend Odessa.

26 août : l'Armée rouge prend Pskov et Koupiansk.

29 août : les troupes de Petlioura reprennent Kiev.

31 août : l'armée de Denikine chasse Petlioura de Kiev.

3 septembre : création du Comité militaire révolutionnaire de Sibérie.

21 septembre : après une nouvelle offensive, les troupes de Koltchak prennent Koursk.

26 septembre : attentat à la bombe contre le Comité communiste de Moscou organisé par des S-R de gauche et des anarchistes : 12 morts, 50 blessés.

2-3 octobre : mobilisation des communistes de Petrograd et de Moscou sur le front Sud.

6 octobre : les troupes de Denikine prennent Voronèje.

11 octobre : seconde offensive sur Petrograd de Ioudenitch, qui prend Iambourg.

12 octobre : les troupes de Denikine qui occupent toute l'Ukraine, entament leur marche sur Moscou et prennent Tchernigov.

13 octobre : les troupes de Denikine prennent Orel.

15 octobre : Petrograd est déclaré en "état de siège".

16 octobre : les troupes de Ioudenitch prennent Krasnoié-Selo.

17 octobre : arrivée de Trotsky à Petrograd.

19 octobre : début de la contre-offensive de l'Armée rouge contre l'armée de Denikine. La cavalerie rouge de Boudienny écrase celle du général blanc Mamontov.

20 octobre : l'Armée rouge reprend Orel. Débandade des troupes de Denikine.

21 octobre : l'Armée rouge repousse les troupes de Ioudenitch sur les collines de Poulkovo.

24 octobre : l'Armée rouge reprend Voronèje (front Sud).

25 octobre : l'Armée rouge reprend Tobolsk (front Sud).

26 octobre : l'Armée rouge reprend Krasnoié-Selo, près de Petrograd.

30 octobre-7 novembre : l'Armée rouge reprend successivement Petropavlovsk, Louga, Gatchina, Tchernigov, Gdov.

Octobre-décembre : les insurrections paysannes embrasent la Sibérie.

14 novembre : l'Armée rouge reprend Iambourg, à l'ouest, et Omsk, à l'est. Les troupes de Ioudenitch refluent vers l'Estonie.

17 novembre : l'Armée rouge prend Koursk.

11 décembre : l'Armée rouge prend Kharkov.

12 décembre : l'Armée rouge prend Poltava.

16 décembre : l'Armée rouge prend Kiev.

25 décembre : l'Armée rouge prend Tomsk.

26 décembre : l'Armée rouge prend Lougansk et Slaviansk.

27 décembre : insurrection à Irkoutsk contre le pouvoir de l'amiral Koltchak, arrêté le même jour par ses soldats mutinés et livré au général français Janin.

30 décembre : l'Armée rouge occupe Ekaterinoslav.

31 décembre : signature d'un armistice entre la Russie soviétique et l'Estonie.

● 1920

3 janvier : l'Armée rouge prend Tsaritsyne.

8 janvier : l'Armée rouge prend Krasnoiarsk. Il n'y a plus d'adversaire à l'Est. La 3e armée est transformée huit jours plus tard en première armée du travail.

17 janvier : suppression de la peine de mort, rétablie lors de l'offensive polonaise.

2 février :

— l'Armée rouge prend Kherson et Nicolaiev ;

— signature de la paix entre l'Estonie et la Russie soviétique.

7 février :

— l'Armée rouge prend Odessa.

— éxécution de Koltchak ;

— la 2e armée est transformée en armée du travail.

10 février : la 7e armée est transformée en armée du travail.

19 février : les ouvriers soulevés libèrent Arkhangelsk, occupée deux jours plus tard par l'Armée rouge.

6 mars : début de la nouvelle offensive polonaise. Les Polonais prennent Mozyr et Ovroutch.

15 mars : l'Armée rouge occupe Mourmansk. Le front Nord n'existe plus.

17 mars : l'Armée rouge prend Ekaterinodar. Les fuyards de l'armée de Denikine convergent sur Novo Rossiisk, où s'installe la panique.

26 mars : Denikine, acculé à la défaite, nomme le baron Wrangel commandant en chef des forces armées du Sud de la Russie.

27 mars : l'Armée rouge prend Novorossiisk. Denikine s'enfuit à l'étranger.

29 mars-4 avril : IXe Congrès du PCR (b).

21 avril : création de l'armée caucasienne du travail.

25 avril : début de l'offensive polonaise en Ukraine. Les Polonais prennent Jitomir et Berditchev.

28 avril :

— les Polonais prennent Moghilev ;

— proclamation de la République soviétique d'Azerbaïdjan ;

29 avril :

— l'Armée rouge prend Sotchi (Sud) ;

— signature d'un armistice entre le commandement soviétique et le commandement japonais à Vladivostok.

6 mai : les Polonais prennent Kiev.

7 mai : signature du traité de paix soviéto-géorgien.

18 mai : la flotte soviétique, dirigée par Raskolnikov, effectue un raid victorieux sur Enzeli pour récupérer les bateaux abandonnés par Denikine.

25 mai : début de la contre-offensive soviétique sur le front Ouest.

7 juin : début de l'offensive de Wrangel en Crimée.

8 juin : la cavalerie de Boudienny enfonce le front polonais en Ukraine.

12 juin : l'Armée rouge reprend Kiev. Les Polonais, en évacuant la ville font sauter l'église Saint-Vladimir, la gare, l'usine électrique et le réservoir d'eau.

23 juin : l'armée de Wrangel occupe Berdiansk.

29 juin : l'Armée rouge reprend Mozyr aux Polonais.

11 juillet : l'Armée rouge prend Minsk.

12 juillet : signature du traité de paix soviéto-lituanien.

14 juillet : l'Armée rouge occupe Vilna.

19 juillet : l'Armée rouge prend Grodno.

20 juillet : le gouvernement anglais exige l'arrêt de l'offensive soviétique en Pologne.

28 juillet : offensive de Wrangel au Sud.

31 juillet : constitution d'un Comité révolutionnaire provisoire polonais.

1er août : l'Armée rouge prend Brest-Litovsk.

3-13 août : continuation de l'offensive soviétique sur Varsovie. L'Armée rouge arrive le 13 à 50 kilomètres de Varsovie.

14-17 août : pour les Polonais, le "miracle" de la Vistule. L'Armée rouge reflue. Le 17 s'ouvrent les négociations polono-soviétiques à Minsk.

18 août : raid de Wrangel sur le Caucase.

21 août : l'armée polonaise prend Brest-Litovsk.

29 août-20 septembre : mouvements révolutionnaires en Italie. Constitution de conseils ouvriers.

2 septembre : soulèvement révolutionnaire à Boukhara, où est proclamée la République soviétique de Boukhara.

2-7 septembre : Ier Congrès des peuples de l'Orient à Bakou. 1 890 délégués y représentent 37 peuples.

13 septembre : les Polonais prennent Kovel.

14 septembre : reprenant leur offensive, les troupes de Wrangel reprennent Berdiansk.

18 septembre : les troupes polonaises prennent Rovno.

19 septembre : les troupes de Wrangel prennent Alexandrovsk.

21 septembre : les pourparlers de paix polono-soviétiques reprennent à Riga.

27 septembre : les troupes polonaises prennent Pinsk et Sarn.

28 septembre : les troupes de Wrangel prennent Marioupol.

12 octobre : signature de l'armistice avec la Pologne.

14 octobre : défaite des troupes de Wrangel devant Nikopol.

21 octobre : l'Armée rouge prend Tchita, dernière place forte du dernier chef blanc en Sibérie, Semenov.

7-9 novembre : combats violents entre l'Armée rouge et Wrangel sur le détroit de Perekop. Le 9, l'Armée rouge enlève les positions fortifiées du détroit.

12 novembre : Wrangel licencie son armée et en commence l'évacuation.

13 novembre : l'Armée rouge prend Simferopol.

14 novembre : Wrangel s'enfuit de Crimée.

15 novembre : l'Armée rouge occupe Sébastopol.

16 novembre : l'Armée rouge prend Kertch. L'aventure de Wrangel est liquidée. Pendant tout le mois de novembre, l'Armée rouge a lutté contre les bandes de Boulak-Balakhovitch dans la région de Mozyr (Biélorussie), libérée le 20 novembre, et contre les restes des troupes de Petlioura en Ukraine.

26 novembre : le dirigeant anarchiste ukrainien Makhno refuse de dissoudre ses détachements dans l'Armée rouge.

30 novembre : soulèvement des ouvriers arméniens contre le gouvernement du mouvement nationaliste Dachnak.

2 décembre : prise d'Erivan par l'Armée rouge. Proclamation de la République soviétique d'Arménie.

3 décembre : écrasement des détachements de Makhno, qui s'enfuit.

● 1921

11 février : soulèvement déclenché à Tiflis contre le gouvernement menchevique.

12 février : l'Armée rouge entre en Géorgie.

26 février : l'Armée rouge prend Tiflis. Proclamation de la République soviétique de Géorgie.

28 février : Troubles sur le navire *Petropavlovsk*, à Cronstadt.

2 mars : les matelots de Cronstadt se soulèvent.

8-16 mars : Xe Congrès du PCR (b), qui interdit les fractions dans le parti et ordonne, entre autres, la dissolution de l'Opposition ouvrière.

10 mars : le gouvernement menchevique géorgien réfugié à Koutaïs en est chassé.

15 mars : le Xe Congrès supprime les réquisitions, remplacées par l'impôt en nature.

17 mars : l'insurrection de Cronstadt est écrasée.

18 mars : signature de la paix entre la Pologne et la Russie soviétique.

La législation soviétique

Lois fondamentales

Déclaration des droits des peuples de Russie du 2-15 novembre 1917

(la *Pravda*, 3-16 novembre 1917)

La révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans a commencé sous le drapeau commun de l'affranchissement.

Les paysans sont affranchis du joug des gros propriétaires, car il n'y a plus de propriété privée sur la terre — elle est supprimée.

Les soldats et les matelots sont affranchis du pouvoir des généraux autocrates ; les généraux, dorénavant, seront élus et amovibles. Les ouvriers sont affranchis des caprices et de l'arbitraire des capitalistes, car, à partir d'aujourd'hui, un contrôle sera établi par les ouvriers sur les usines et les fabriques.

Il ne reste que les peuples de Russie, qui ont patienté et patientent sous le joug et l'arbitraire, et qu'il faut s'occuper immédiatement d'affranchir et de libérer.

A l'époque du tsarisme, les peuples de Russie étaient excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : massacres et pogroms d'un côté, esclavage des peuples de l'autre.

Il ne peut pas y avoir de retour vers cette politique honteuse. Aujourd'hui, elle doit être remplacée par une politique volontaire et honnête d'union des peuples de Russie.

A l'époque de l'impérialisme, après la révolution de Février, quand le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie cadette, la politique d'excitation fut remplacée par une lâche politique de méfiance envers les peuples de Russie, politique de chicaneries et de provocations se couvrant des mots de "liberté" et "d'égalité" des peuples. Les résultats de cette politique sont connus : augmentation de l'antagonisme entre les nationalités, manque de confiance mutuelle.

A cette politique indigne de mensonges et de méfiance, de chicaneries et de provocations, il doit être mis un terme. Elle doit être remplacée aujourd'hui par une politique ouverte et honnête, conduisant à une confiance mutuelle complète des peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle confiance que peut se former l'union honnête et solide de tous les peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle union que peuvent se souder les ouvriers et paysans de Russie en une force révolutionnaire capable de se défendre contre tout attentat de la part de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

Partant de ce principe, le I^er^ Congrès des soviets, au mois de juin de cette année, proclama le droit pour les peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes.

Le II^e^ Congrès des soviets, au mois d'octobre dernier, confirma ce droit d'une façon plus décisive et plus précise.

Exécutant la volonté de ces conseils, le Conseil des commissaires du peuple a résolu de se guider dans la question des nationalités sur les principes suivants :

1. Egalité et souveraineté des peuples de Russie.

2. Droit des peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation et constitution d'un Etat indépendant.

3. Suppression de tous privilèges et limitations, nationaux ou religieux.

4. Libre développement des minorités nationales et groupes ethnographiques habitant le territoire russe.

Des décrets seront préparés immédiatement après constitution d'une commission sur les nationalités.

Au nom de la République russe,
le commissaire du peuple
pour les Nationalités :
Ioussif Djougachvli-Staline

le président du Conseil
des commissaires du peuple :
V. Oulianov (Lénine)

Décret sur l'abolition des classes et des titres

(la *Pravda*, 12-25 novembre 1917)

Article 1er — Toutes les classes et divisions en classes, tous les privilèges et délimitations de classes, les organisations, les institutions des classes et tous les grades civils sont abolis.

Article 2 — Toutes les classes (nobles, marchands, petits bourgeois, paysans, etc.) et les titres (de prince, comte et autres) et les dénominations de grade civil (conseiller secret d'Etat et autres) sont abolis, et il est établi une appellation générale de citoyen de la République de Russie.

Article 3 — Les propriétés des institutions des classes de la noblesse doivent passer immédiatement aux institutions correspondantes des zemstvos.

Article 4 — Les propriétés des sociétés marchandes et bourgeoises doivent passer immédiatement aux autorités correspondantes des villes.

Article 5 — Toutes les institutions des classes, les affaires, la procédure et les archives doivent passer à l'administration des institutions correspondantes des villes et des zemstvos.

Article 6 — Toutes les lois existantes sur ce qui précède sont abolies.

Article 7 — Le présent décret entre en vigueur à partir du jour où il sera publié et sera appliqué par les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans.

Le décret présent a été confirmé par le comité central exécutif des conseils des députés ouvriers, soldats et paysans, dans la séance du 10 novembre 1917, et a été signé par :

Le président du comité central :
Sverdlov

Le président du Conseil
des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Le directeur des affaires
du Conseil des commissaires
du peuple : Bontch-Brouevitch

Le secrétaire du conseil :
N. Gorbounov

Décret de socialisation des terres

adopté par le congrès des députés ouvriers, soldats et paysans dans sa séance de nuit du 26 octobre-8 novembre 1917

1. Les droits sur la grande propriété foncière sont annulés sans rachat.

2. Les grosses propriétés foncières, ainsi que toutes les terres des apanages, des monastères, des églises, avec tout le bétail et le matériel agricole, les biens immobiliers et tous leurs accessoires sont transmis à la disposition des comités agraires cantonaux et du soviet de district, jusqu'à l'Assemblée constituante.

3. Les dégâts quels qu'ils soient, causés aux propriétés appartenant dès maintenant à tout le peuple, sont considérés comme crimes graves ressortissant du tribunal révolutionnaire. Les soviets de districts prendront toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre le plus complet lors de la confiscation des propriétés foncières, pour déterminer quelle superficie et quelles parcelles doivent être confisquées, pour établir un inventaire exact de toutes les propriétés confisquées et pour garder contre toute atteinte la terre passée au peuple, avec toutes les constructions, le matériel, le bétail, les réserves de produits.

Pour la réalisation des grandes réformes agraires, on se guidera partout, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée constituante, sur les "instructions" suivantes, établies sur la base des "instructions" adoptées par 262 sociétés locales de paysans, par le soviet des députés paysans et publiées dans le n° 88 des *Izviestia* (19 août 1917).

4. Les terres des Cosaques simples soldats et des paysans ne sont pas soumises à la confiscation.

Finances : annulation des emprunts

Décret du 8-21 janvier 1918 sur l'annulation des emprunts

***(Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans*, 23 janvier 1918, n° 20)**

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1er janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1er décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.

2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

7. Les dépôts des caisses d'épargne nationales et leurs intérêts sont intangibles. Toutes les obligations des emprunts annulés, appartenant aux caisses d'épargne, sont inscrites au grand livre de la dette de la République paysanne et ouvrière russe.

8. Les coopératives, les administrations locales et toutes les institutions démocratiques ou utiles au point de vue général possédant des obligations des emprunts annulés reçoivent des compensations déterminées par un règlement élaboré par le Conseil supérieur de l'économie nationale et les représentants de ces institutions, s'il est démontré que ces obligations ont été acquises antérieurement à la publication du présent décret.

Remarque : les organes locaux du Conseil supérieur de l'économie nationale sont chargés de définir le caractère d'utilité sociale ou démocratique des institutions mentionnées.

9. La liquidation des emprunts d'Etat est confiée au Conseil supérieur de l'économie nationale.

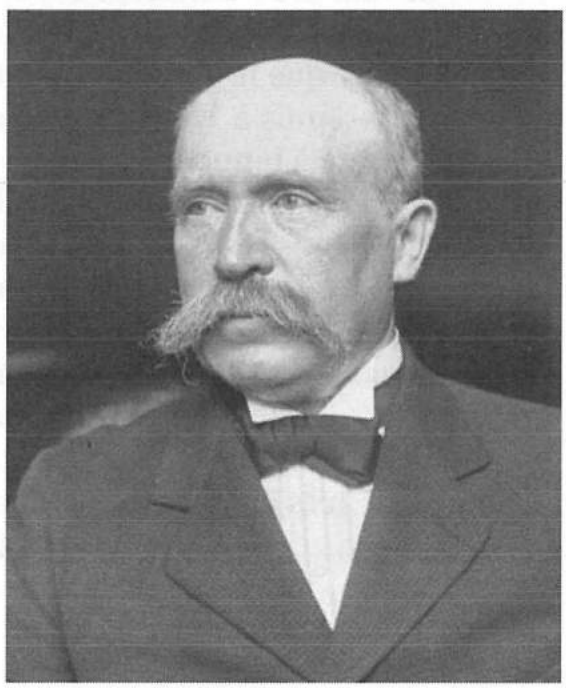
10. Les opérations relatives à la liquidation sont effectuées par la banque de l'Etat, qui doit dresser immédiatement la liste des obligations des emprunts appartenant aux différents propriétaires, de même que la liste des autres titres susceptibles ou non d'annulation.

11. Les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans forment, d'accord avec les conseils locaux de l'économie nationale, des commissions chargées d'établir la liste des citoyens appartenant à la classe des peu fortunés.

Ces commissions ont le droit d'annuler toutes les économies acquises en dehors du travail personnel, même dans le cas où ces économies ne dépassent pas la somme de 5 000 roubles. Ce décret est porté à l'examen du comité central exécutif des soviets.

Le secrétaire
du Conseil des commissaires
du peuple : N. Gorbounof

La solution : annuler la dette, nationaliser les banques



Joseph Noulens,
ambassadeur de France en Russie de 1917 à 1919, à propos de l'annulation de la dette et des nationalisations

Joseph Noulens (1864-1964), député puis sénateur du Gers de 1902 à 1924, président d'un parti dit de centre droit qui prit, entre autres, les noms d'Alliance républicaine démocratique puis de Parti républicain démocratique, ministre de la Guerre puis des Finances en 1913-1914, fut ambassadeur de France à Petrograd, de mai 1917 à avril 1918, après la signature du traité de Brest-Litovsk — que le gouvernement français refuse de reconnaître —, puis à Vologda jusqu'en juillet 1918, date à laquelle il part pour Arkhangelsk retrouver le « *gouvernement du nord* » antibolchevik placé, écrit-il dans ses *Mémoires* « *sous la protection de nos canons* » (tome 2, page 198). En 1933, il publie deux tomes de *Mémoires* très instructifs. Nous en extrayons les pages où il dénonce l'annulation de la dette et les nationalisations avec une indignation très éloquente… et qui n'a rien perdu de son actualité !

La solution : annuler la dette, nationaliser les banques

Joseph Noulens,

ambassadeur de France à Petrograd de 1917 à 1919, à propos de l'annulation de la dette et des nationalisations

Extrait de *Mon ambassade en Russie soviétique. 1917-1919* (Plon 1933).

L'annulation de la dette

"Vers le milieu de novembre, le bruit courait déjà que les commissaires du peuple avaient l'intention de renier les engagements financiers contractés par l'Etat russe sous le tsarisme. Une très vive émotion était signalée, comme conséquence de cette nouvelle, sur les places de Paris, de Londres et d'Amsterdam, dont la clientèle si nombreuse de souscripteurs aux emprunts russes se voyait menacée de spoliation.

Dès le 23 novembre paraissait dans la *Novaia Jizn*, sous la signature d'un bolchevik de marque nommé Larine, un projet dont les dispositions essentielles étaient celles que devait reproduire, quelques semaines plus tard, le décret prononçant l'annulation de tous les emprunts conclus ou placés à l'étranger.

Le texte de Larine était accompagné d'un commentaire que je reproduis ci-dessous, comme spécimen de l'effronterie candide qui est dans la manière propre aux bolcheviks.

"Les emprunts russes sont placés principalement en Angleterre, en Allemagne et en France, et, actuellement, c'est le moment le plus favorable pour les supprimer. Les capitalistes de ces pays sont tellement affaiblis par cette longue guerre et par le mécontentement populaire qui en est la conséquence, qu'ils ne seront pas capables de faire la guerre à la Russie uniquement parce que nous aurons annulé les emprunts étrangers.

La statistique montre que ces emprunts sont placés principalement entre les mains des capitalistes. Quant à la partie de nos emprunts qui, surtout en France, est placée entre les mains de petits propriétaires, les capitalistes français n'auront qu'à ouvrir leur bourse et prendre à leur compte le remboursement des petits porteurs. Ce sera pour les capitalistes français un châtiment parfaitement mérité pour leur guerre, et, s'ils essaient de s'y soustraire, les petits propriétaires les chasseront de leurs places et se payeront eux-mêmes sur leur dos.

L'annulation des emprunts étrangers de la Russie est une des conditions les plus naturelles et les plus obligatoires de la paix."

Quelques jours après, la *Pravda* reprenait le même thème, dont il était aisé de deviner les inspirateurs.

La question ainsi posée devant l'opinion russe était déjà tranchée en principe dans l'esprit des commissaires du peuple. Mais ils voulaient donner à leur décision une solennité particulière, en la faisant prononcer par le comité exécutif central panrusse des soviets, qui devait se réunir au début de l'année nouvelle. C'est ainsi que le décret annulant les em-

prunts de l'Etat russe ne fut approuvé par cette assemblée que le 21 janvier (3 février) 1918.

Un sentiment de stupeur et de réprobation...

Cette mesure scandaleuse, édictée au mépris d'engagements qui, jusqu'alors, avaient été considérés comme sacrés par tous les grands Etats, fut accueillie avec un sentiment de stupeur et de réprobation par les membres du corps diplomatique.

La France, nul ne l'ignore, avait, plus que tout autre pays, en souscrivant aux emprunts russes, fait les frais de mise en valeur du territoire de l'empire, notamment par la construction de chemins de fer. Ces émissions approuvées et encouragées par l'Etat français avaient eu un succès populaire qui aurait dû entrer en considération auprès d'un gouvernement socialiste. La créance française, évaluée alors à une douzaine de milliards, était répartie entre des millions de petits épargnants. Aussi étais-je bouleversé à l'idée des misères que les bolcheviks, ces prétendus amis du peuple, allaient provoquer parmi les moins fortunés de nos compatriotes.

On sait que les premiers coupons de rente russe qui vinrent à échéance au début de l'année 1918 furent acquittés par le Trésor français. En annonçant cette prise en charge provisoire, M. Klotz, ministre des Finances, fit, le 19 janvier, devant la Chambre, des déclarations qui étaient empreintes de sympathie et de confiance envers la Russie.

Certains journaux bolcheviques l'interprétèrent comme une acceptation du fait accompli : acceptation qui leur paraissait facile, car, disaient-ils, *"le chiffre des emprunts russes est faible par rapport aux dettes de guerre de la France. Celle-ci peut se substituer à la Russie sans s'imposer un fardeau excessif."*

Quant à la *Pravda*, dont les attaches avec les commissaires du peuple étaient étroites, voici en quels termes elle s'exprimait dans son numéro du 17 février 1918 : *"L'annulation des emprunts extérieurs porte aux puissances de l'Entente un coup dont l'importance n'est pas moins grande que celle des victoires allemandes sur le front occidental. L'heure du châtiment sonne pour les Clemenceau et Poincaré. Le petit-bourgeois français pardonnera les millions de victimes sur le champ de bataille, mais il ne pardonnera pas la ruine matérielle. Le gouvernement français cherche à ajourner l'échéance de sa chute, en prenant à son compte le paiement des intérêts des coupons des emprunts russes."*

Après la France, la nation la plus gravement atteinte par la décision des commissaires du peuple était la Hollande, dont la population était créancière de l'Etat russe pour plus de trois milliards. Les Etats scandinaves, Suède, Norvège et Danemark, représentaient aussi des montants élevés de souscriptions, de même que l'Angleterre, la Belgique et la Suisse.

A la première nouvelle de la répudiation des dettes, les chefs des missions neutres et alliées s'étaient réunis chez l'ambassadeur des Etats-Unis, devenu doyen du corps diplomatique depuis le départ de Sir George Buchanan. Ils avaient rédigé une protestation dont le texte devait être définitivement adopté le lendemain.

Nous nous étions séparés assez tard dans la soirée. Chacun regagnait sa demeure à travers une ville mal éclairée, obligé à tout instant, par des ouvriers armés ou des gardes rouges, d'exciper de ses qualités et de présenter son *proputsk* ou permis de circuler. Le marquis de la Torretta, ministre d'Italie, allant souper chez des amis, fut arrêté par de soi-disant malandrins, qui lui dérobèrent sa pelisse et le laissèrent dans la rue, sans autre vêtement que sa jaquette, par un froid de 15 à 18 degrés au-dessous de zéro. Le soir même, les ambassadeurs apprenaient le fait. Ils eurent l'impression que le ministre d'Italie avait été dépouillé par des agents du gouvernement soviétique, qui pensait, par ce moyen, s'emparer du projet de note diplomatique relatif à la répudiation des dettes.

En réponse à la plainte du marquis de la Torretta, Trotski répliqua, sur le mode ironique, que la mésaventure du ministre d'Italie était analogue à celle qui, dans la capitale de l'Europe la mieux policée, aurait pu se produire au détriment de bourgeois victimes d'attaques nocturnes.

Le marquis de la Torretta semblait par-

ticulièrement visé par les bolcheviks. Une douzaine de jours avant l'incident que nous venons de relater, un détachement de soldats était entré de vive force à l'ambassade d'Italie, avait pillé la cave et pénétré dans les appartements du ministre. Le corps diplomatique s'était empressé de protester avec vigueur contre cette violation de l'exterritorialité diplomatique. Le commissariat des Affaires étrangères, rompant, pour une fois, avec ses errements habituels, avait chargé un de ses fonctionnaires d'exprimer des excuses.

La solidarité des gouvernements qui se succèdent

La note collective dans laquelle le corps diplomatique s'élevait contre l'annulation des emprunts fut adoptée le 31 janvier. Après avoir brièvement rappelé les principes du droit des gens, la solidarité des gouvernements qui se succèdent dans un même pays, les besoins d'ordre économique auxquels le produit des emprunts avait été affecté, enfin la condition modeste de la plupart des souscripteurs, le document se terminait ainsi :

"Tous les ambassadeurs et ministres alliés ou neutres, présents à Pétrograd, font savoir au commissariat des Affaires étrangères qu'ils tiennent les décrets du gouvernement ouvrier et paysan relatifs à l'annulation des emprunts, à la confiscation des biens, etc. pour autant qu'ils concernent les intérêts des sujets étrangers, comme non existants. En conséquence, les ambassadeurs et ministres soussignés déclarent que leurs gouvernements se réservent le droit, au moment voulu, d'exiger instamment satisfaction et réparation du préjudice et des pertes occasionnés par l'application de ces décrets aux Etats étrangers en général et à leurs sujets habitant la Russie en particulier."

Nous n'avions aucune illusion sur l'efficacité de notre protestation. Les bolcheviks étaient incapables d'un retour sur eux-mêmes, provoqué par un sentiment d'équité ou d'honneur.

A propos des nationalisations

Une autre opération financière, qui dénotait, peut-être, encore moins de scrupules que l'annulation des emprunts, avait été réalisée par le gouvernement soviétique dès le milieu de décembre. C'était la nationalisation des banques et la réquisition de leurs coffres-forts. La décision avait été prise sans étude préalable ni hésitation, avec un mépris de l'opinion publique attesté par Lénine lui-même dans son discours du 13-26 janvier 1918 :

"Le fond de la tactique du pouvoir des soviets est qu'il place les masses devant le fait accompli.

Nous n'avons pas résolu la nationalisation des banques de façon théorique, par voie de longue préparation ; nous avons dit : nous disposons d'ouvriers et de paysans armés ; profitons-en pour occuper, dès ce matin, les banques privées, et ensuite nous examinerons les mesures à prendre. Le matin les banques furent occupées, et, le soir, le comité exécutif discutait la situation et donnait un fondement théorique au fait accompli."

C'était sous le prétexte ironique de servir l'économie populaire que les commissaires du peuple s'appropriaient les avoirs des banques : *"Nous tâcherons de confisquer, au profit du peuple russe, une quantité de capitaux suffisante pour créer une forte et riche banque populaire de la République russe"* disait, le 14 décembre, devant le comité exécutif des soviets, Sokolnikov, qui préludait ainsi, comme apologiste de cette mesure, aux fonctions de commissaire aux Finances et ensuite d'ambassadeur en Grande-Bretagne. C'est encore lui qui déclarait, devant la même assemblée : *"L'or en monnaie et en lingots des coffres-forts sera immédiatement et indiscutablement confisqué et déclaré propriété nationale."*

Le décret décidait que toutes les banques privées étaient rattachées à la Banque d'Etat, qui se chargeait de l'actif et du passif de chacune d'elles. En vertu de ce texte, toutes les sommes en garde, soit dans les caisses des banques, soit dans les coffres-forts particuliers, devaient être versées à la Banque d'Etat et inscrites au compte-courant des clients, qui naturellement ne revirent jamais un centime des avoirs confisqués.

La plus touchée des nations étran-

gères fut, de beaucoup, la France, dont les nombreux nationaux, établis ou non en Russie, avaient dans ce pays des intérêts financiers considérables. Certains établissements français possédaient également en Russie d'importantes succursales, dont les dépôts se trouvèrent détournés au profit du Trésor soviétique.

Les chefs de missions ne purent se dispenser de protester contre la révoltante spoliation dont leurs nationaux étaient victimes : leur démarche ne fut pas mieux accueillie que ne devait l'être, plus tard, celle qu'ils firent concernant la répudiation des dettes.

Les espoirs en la Constituante

Tous les espoirs des partis d'opposition allaient vers la Constituante. La période électorale était ouverte depuis le 25 novembre. Une agitation fébrile se manifestait dans les groupes politiques. Quant au gouvernement, il prenait toutes les mesures propres à peser sur la volonté des électeurs. Il comptait aussi sur la proposition d'armistice, malheureusement conforme au vœu des populations, pour les amener à se prononcer en faveur de sa politique.

Les adversaires des maximalistes comptaient trouver dans la Constituante, même dénuée de toute force matérielle, l'appui moral qui leur permettrait de rallier une partie des ouvriers d'usine et des soldats fourvoyés dans l'aventure bolchevique.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

La révolution vue à travers treize de ses protagonistes

Lénine

***"La dette est un poison mortel qui tue les empires et provoque les révolutions"*, écrivait le 17 mai 2010 l'éditorialiste du journal patronal *Les Echos*, J.-M. Vittori. Il proposait comme antidote la panoplie des moyens qui, appliqués depuis lors, n'ont fait qu'aggraver l'empoisonnement, avant de rappeler l'autre solution, qu'il rejetait : *"La solution Lénine : répudier la dette, comme la Russie en 1917."* C'est peut-être aujourd'hui ce qui illustre le mieux la rupture radicale, unique, avec l'économie de marché et la propriété privée des moyens de production, dont la décomposition menace la civilisation elle-même.**

Dès mai 1894

En mai 1894, Vladimir Oulianov, qui s'est engagé un an plus tôt dans l'activité militante au sein d'une social-démocratie russe à peine balbutiante et n'a pas encore pris le pseudonyme de Lénine, publie sous forme polycopiée son premier ouvrage : *Ce que sont les amis du peuple et comment ils luttent contre les sociaux-démocrates*. On y trouve déjà deux aspects fondamentaux de sa conception de la révolution.

Il déclare d'emblée : *"L'histoire tout entière*, écrit-il, *est précisément formée d'actions de personnalités, qui sont sans nul doute des forces agissantes."* Mais quelle est la garantie que ces *"actions de personnalités"* ne resteront pas un acte isolé ? Il répond : *"Lorsque les représentants avancés de la classe ouvrière se seront assimilé les idées du socialisme scientifique (...) et que des organisations solides se seront fondées parmi les ouvriers, susceptibles de transformer l'actuelle guerre économique* (c'est-à-dire les grèves qui commencent à peine à apparaître en Russie) *(...) en une lutte de classe consciente, alors* ***l'ouvrier*** *russe, prenant la tête de tous les éléments démocratiques, abattra l'absolutisme et conduira le* ***prolétariat russe (aux côtés du prolétariat de tous les pays) par la voie directe d'une lutte politique déclarée, vers la victoire de la révolution communiste"*** (1).

Ici, Lénine, définit déjà la conception de la révolution qu'il défendra jusqu'à la prise du pouvoir en Octobre, à de menues inflexions près : la classe ouvrière, *"à la tête de tous les éléments démocratiques"* (c'est-à-dire de la masse de la paysannerie et de la petite bourgeoisie), doit se rassembler et s'organiser pour renverser le tsarisme, et ouvrir ainsi la voie au socialisme en relation avec la classe ouvrière du reste du monde. Pour Lénine, les idées ne sont de sens que si l'on forge les moyens de les transformer en actes : aussi, en 1895, fonde-t-il à Pétersbourg avec les futurs mencheviks Fiodor Dan et Iouli Martov l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière, forte de... 17 membres, arrêtés avant que le n° 1 du bulletin préparé n'ait pu être publié.

Que faire ?

Cinq ans plus tard, Lénine, parti en exil, s'attache à publier un journal l'*Iskra*, dont le numéro un paraît en décembre 1900 à Munich. Il consacre un soin minutieux à tenter de le faire pénétrer en Russie. Il prolonge sa réflexion sur la traduction en actes de la vision qu'il esquissait dès 1894. C'est l'objet de *Que faire ?*, qu'il achève en février 1902.

Il étudie les moyens de construire *"l'organisation de révolutionnaires"* indispensable et suffisante *"pour retourner la Russie"* et dénonce *"le dilettantisme artisanal"* qui interdit d'y parvenir. Le livre a souvent été réduit à l'une de ses thèses reprise de Karl Kautsky : *"Par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste* (on dirait aujourd'hui syndicaliste ou revendicative), *c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc."* Sans la théorie socialiste élaborée par les intellectuels issus de la bourgeoisie, les revendications restent confinées dans le cadre de l'ordre capitaliste existant. Donc, *"la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur"* (2).

Mais il présente la classe ouvrière comme *"combattant d'avant-garde pour la démocratie"*. Les ouvriers ne peuvent accéder à une conscience politique véritable que s'ils *"réagissent contre tous les abus, toutes les manifestations d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont*

(1) Lénine, *Œuvres complètes* (édition russe), tome 1, pp. 311-312.
(2) Lénine, *Que faire ?*, Le Seuil, 1967, pp. 85-86 et 134.

les victimes". Un véritable *"journal politique national"* doit les aider à réaliser cette tâche.

On accuse souvent Lénine de se dresser dans ce livre contre la "spontanéité", c'est-à-dire les réactions élémentaires de la classe ouvrière à l'exploitation et à l'oppression. La discussion est viciée par la traduction rituelle erronée du terme russe utilisé par Lénine de *"stikhiinost"* par "spontanéité". On parle en russe de la *stikhiinost "des forces de la nature"* ou de la *stikhiinost "des lois de l'économie capitaliste"* (3). Ce mot désigne donc le caractère élémentaire, aveugle, inorganisé, inconscient d'un phénomène naturel et non le simple caractère "spontané" des actions humaines.

Dès le congrès de 1903 il soulignera qu'il a dans *Que faire ? "forcé la note" et "tordu en sens inverse le bâton tordu par les économistes"* (4), bref, outré certaines formulations. Dans la préface de sa réédition de 1907, il soulignera l'aspect circonstanciel de cette *"brochure"* : « Que faire ? *est une œuvre polémique destinée à corriger les erreurs de "l'économisme" et il est incorrect d'examiner le contenu de cette brochure en l'isolant de cette tâche* » (5). Ce n'est pas un concentré des conceptions générales de Lénine.

Bolcheviks et mencheviks

En août 1903 se tient le IIe Congrès du POSDR, qui doit unifier les divers groupes sociaux-démocrates de Russie. L'unité des membres de l'*Iskra* face aux économistes, qui veulent réduire la lutte de la classe ouvrière à son aspect revendicatif immédiat et laisser la politique à la bourgeoisie libérale, se rompt brutalement lors de la discussion sur l'article Ier des statuts : Lénine propose de considérer comme membre du parti *"celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle à un des organismes du parti"*. Martov, lui, propose : *"celui qui en adopte le programme, soutient le parti par des moyens matériels et lui prête un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations"*(6). Lénine, moqueur, résume cet article par ces mots : *"Tous ceux qui nous aident sont membres du parti"* (7). Pour Martov, *"chaque gréviste, chaque manifestant, en prenant la responsabilité de ses actes, peut se déclarer membre du parti"* (8). Faire grève et manifester vaudrait donc adhésion... même sans adhérer ?

Le congrès adopte l'article Ier de Martov par 28 voix, contre 22 pour celui de Lénine et une abstention. Trois ans plus tard, en 1906, le congrès de réunification, tirant les leçons de la révolution, congrès où les mencheviks seront largement majoritaires, remplacera l'article Ier de Martov adopté en 1903 par celui de Lénine, validé par tous en 1906 !

Le 17 août, les cinq délégués du Bund quittent le congrès, bientôt suivis par deux "économistes". Les partisans de Lénine, minoritaires sur les statuts, deviennent donc majoritaires lorsque le congrès élit — par 24 voix contre 20 abstentions — un comité central et un comité de rédaction de l'*Iskra* de trois membres chacun, et un conseil du parti. Les partisans de Lénine prennent le nom de bolcheviks (majoritaires), ceux de Martov celui de mencheviks (minoritaires). La scission rampante se consomme dans les semaines suivantes.

Dans les différences politiques, alors à peine embryonnaires, entre bolcheviks et mencheviks s'esquissent des divergences qui aboutiront en 1912 à une nouvelle rupture définitivement consacrée en 1917 entre les deux ailes de la social-démocratie russe. Pour ces deux ailes, la révolution à venir doit être démocratique-bourgeoise. Les mencheviks en tirent la conclusion qu'elle doit remettre le pouvoir à la bourgeoisie libérale (les capitalistes), que Lénine juge trop timorée pour s'attaquer au régime tsariste auquel, elle ne demande que quelques aménagements. Il avance donc comme perspective une "*dictature démocratique*

(3) *Slovar Rousskogo Iazyka*, Moscou, tome 3, p. 367.
(4) Lénine, *Que faire ?*, p. 257.
(5) Lénine, *Que faire ?*, pp. 44-45 et 51.
(6) *Vtoroï Sjezd RSDP*, Moscou, pp. 63-64.
(7) *Ibidem*, p. 244.
(8) *Ibidem*, p. 246.

de la classe ouvrière et de la paysannerie", dont la classe ouvrière doit être la force motrice.

Prague 1912

Lorsque la révolution éclate en octobre 1905, Lénine rentre en Russie en novembre. Il n'y joue qu'un rôle assez modeste, mais au cours des dix-huit mois qui suivent, selon l'Américain Adam B. Ulam, *"à aucun moment de sa carrière, Lénine ne déploya une énergie nerveuse aussi ahurissante (...) ; il tentait d'arracher aux mencheviks le contrôle du parti ; il dirigeait la guérilla que menaient ses partisans et travaillait à la préparation du soulèvement armé dont rêvaient ces derniers (...) ; il combattait les illusions constitutionnelles de la Douma et tentait d'amener les bolcheviks à renoncer à leur vain boycottage du Parlement (...). A lui seul* (alors), *il représente le bolchevisme, sa politique multiple et ses tendances diverses"* (9).

Il combat, d'un côté, le courant des mencheviks, qu'il qualifie de liquidateurs, dirigé par l'ancien cofondateur de l'Union de lutte de Pétersbourg en 1895 et corédacteur de l'*Iskra*, Potressov, puis animé un peu plus tard avec lui par Fiodor Dan ; il affronte, de l'autre côté, les bolcheviks ultra-gauche, dits "otzovistes" ou "ultimatistes".

Pour les partisans de Potressov et Dan, les concessions de Nicolas II marquent le début d'une ère constitutionnelle permettant d'utiliser largement les institutions légales : la Douma, qu'ils croient pouvoir transformer en vrai Parlement, les syndicats (autorisés, mais qui n'ont pas le droit de se fédérer), les caisses d'assurances, etc. Pour eux, la poursuite de l'action clandestine gênerait, voire menacerait cette politique réduite à la seule activité légale (qui limite leur politique aux seules exigences admissibles par le régime et exclut par exemple de se battre pour la République). Ils veulent donc la liquider, d'où le nom que leur donne Lénine, et dissoudre le Parti social-démocrate dans un parti dit "large". Ces ultimes conclusions que Lénine pressent d'emblée ne sont encore qu'en pointillés, mais la retombée de la vague révolutionnaire renforce ce courant "liquidateur" alors embryonnaire.

Le courant gauchiste du bolchevisme, dirigé par Bogdanov, Alexinski (qui travaillera plus tard pour les services roumains et en 1917 dénoncera Lénine comme agent allemand) et Krassine, rejette l'action légale au profit de la seule action clandestine, demandant que les députés démissionnent de la Douma ou en soient rappelés.

Il reprend la route de l'exil en décembre 1907, se fixe d'abord à Genève, puis à Paris, avant de rejoindre Cracovie avec Zinoviev et Kamenev en août 1912. Son double combat aboutit à la conférence que Lénine convoque à Prague en janvier 1912 pour assumer la continuité du POSDR. La conférence exclut les "liquidateurs" du POSDR, mais affirme que les autres courants y ont leur place, qu'ils refusent d'occuper. Ils se coalisent dans le bloc d'août animé par Trostky au nom de l'unité, qui réunit entre autres les liquidateurs et les gauchistes, et explose vite. A partir du 22 avril, Lénine fait publier légalement à Pétersbourg la *Pravda,* qui paraît jusqu'à la guerre malgré des interdictions successives et de lourdes amendes, et rassemble autour des bolcheviks une large couche d'ouvriers.

Le défaitisme révolutionnaire

Le 3 août 1914, la Russie, l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Angleterre sont en guerre. Le 4, le groupe parlementaire social-démocrate allemand unanime, malgré l'opposition de Karl Liebknecht, vote les crédits de guerre. Les députés socialistes français les imitent avec enthousiasme. Seuls les députés menchéviques et bolcheviques russes et deux députés sociaux-démocrates serbes refusent de les voter. L'Internationale socialiste s'effondre ; ses partis s'alignent presque tous sur leurs gouvernements. Aux yeux de Lénine, elle est morte.

(9) A. B. Ulam, *Les bolcheviks*, Paris, Fayard, 1973, pp. 272-273.

Il réunit d'urgence la poignée d'exilés bolcheviques en Suisse pour définir une position internationaliste face à la guerre. Lénine reproche aux sociaux-démocrates allemands non de n'avoir pu empêcher la guerre, mais de l'approuver et de la cautionner par leur vote, attitude injustifiable *"même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation"* (10). Les partis ouvriers ne pouvaient certes pas empêcher la guerre — et Lénine ne le leur reproche nullement ! —, mais, en se subordonnant à leur bourgeoisie nationale, ils s'interdisent demain d'utiliser ses méfaits pour la renverser. Lénine précisera en 1922 : *« L'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre véritablement imminente (...), la question de la "défense de la patrie" se pose inévitablement et l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie. »* Et il déclarera impossible de *"répondre"* à la guerre par la grève ou par la révolution (11).

Il définit une ligne simple, celle du *"défaitisme révolutionnaire"*. L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays : c'est sa bourgeoisie et son gouvernement. Il faut créer une nouvelle Internationale et transformer *"la guerre impérialiste"* en guerre civile. Cela ne veut pas dire distribuer des tracts pour inviter les soldats à déserter, mais aider ces derniers à comprendre le sens de la guerre pour laquelle leurs gouvernements les envoient se massacrer pour parvenir à les dresser demain contre eux.

C'est avec cet objectif qu'il participe aux conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et Kienthal (avril 1916), qui réunissent des adversaires de la guerre des pays belligérants. Il oppose le défaitisme révolutionnaire au mot d'ordre de paix sans contributions ni annexions et avance la perspective d'un nouvelle Internationale, mais vote le Manifeste de la conférence de Zimmerwald, rédigé par Trotsky, qui ne reprend ni l'un ni l'autre, mais lui paraît constituer un pas en avant, tout en insistant pour diffuser ses propres thèses.

En juillet 1916, il achève *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. L'impérialisme est, écrit-il, un capitalisme de monopole marqué par l'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, *"un capitalisme agonisant (...), parasitaire ou pourrissant"*, marqué par la domination du capital financier. Il accroît les différences et les inégalités de développement économique entre les pays. La domination du capital financier sur le capital industriel exigera le rétrécissement, puis la liquidation de la démocratie parlementaire au profit de formes autoritaires de gouvernement. L'impérialisme, c'est donc *"la réaction sur toute la ligne"*. Enfin, *"les surprofits que les capitalistes tirent de l'exploitation des colonies et semi-colonies (...) leur donnent la possibilité de corrompre une couche ouvrière privilégiée, gagnée chacune à sa bourgeoisie nationale dans la bataille qu'elles se livrent entre elles pour le partage du monde"* (12). C'est l'aristocratie ouvrière.

Face au comité central

Rentré en Russie au début d'avril 1917 en passant par l'Allemagne, comme le font avec lui ou le feront plus tard 280 révolutionnaires russes exilés en Suisse, il va mener pendant un an sur toutes les questions brûlantes un combat farouche pour parvenir à imposer ses vues, chaque fois confirmées par les faits, à une majorité de la direction réticente ou hostile. Par quatre fois, il se heurte à l'opposition d'une majorité de la direction de son parti et à chaque fois son obstination a été décisive. Sans son acharnement, la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu ou aurait été enterrée, comme la Commune de Paris.

A son arrivée à Petrograd, il trouve une direction du Parti bolchevique assumée par Kamenev et Staline, qui apporte un soutien critique au gouvernement provisoire et se prépare à la fusion des

(10) Lénine, *Œuvres complètes* (édition française), tome 21, p. 10.
(11) Lénine, *Œuvres complètes* (édition russe), tome 45, pp. 318-319.
(12) *Ibidem*, tome 49, p. 302.

mencheviks et des bolcheviks dans un POSDR réunifié. D'ailleurs, des comités locaux unifiés existent dans près de la moitié de la Russie. Lénine affirme que la Russie vit *"la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré de conscience et d'organisation insuffisant du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie"*. Cette étape, il faut la préparer par un patient travail d'explication auprès des masses. La volonté d'unification avec les mencheviks "défensistes" est *"une trahison"*. Il faut constituer *"une République des soviets"* et *"une Internationale révolutionnaire"* (13). Il lui faut trois semaines d'intense bataille pour rassembler la majorité derrière ces vues.

Opposition parlementaire ou pouvoir des soviets

Il mène son deuxième combat de minoritaire dans des conditions beaucoup plus difficiles. Dénoncé en juillet avec Zinoviev comme agent allemand, il doit se cacher. La poursuite de la guerre imposée par la majorité des soviets (mencheviks et S-R) ruine le pays. Cette majorité a convoqué pour le 25 octobre, contrainte et forcée, un congrès des soviets où la majorité s'annonce incertaine. Comment faire dépendre le sort du pays et de la révolution européenne, dont, pour Lénine, la révolution russe est une partie constituante et peut être l'étincelle, de cette majorité incertaine alors que tout s'effondre, que les transports menacent de s'arrêter, que la famine menace ? Lénine juge nécessaire de préparer l'insurrection, qui, seule, peut transmettre tout le pouvoir aux soviets. La majorité du comité central sous la direction de Kamenev, soutenu par Zinoviev, le comité de Moscou et de façon plus louvoyante le comité de Petrograd y sont hostiles. Pour eux, la place du Parti bolchevique est d'être le principal parti d'opposition dans la future Assemblée constituante. Il faut un combat acharné de Lénine, soutenu par Sverdlov, Boukharine et Trotsky — la seule nuance consiste à faire coïncider l'insurrection et le congrès lui-même, et non à placer le congrès devant une insurrection achevée — pour arracher la décision et surtout sa mise en œuvre.

A peine a-t-il surmonté cette opposition, qui voulait réduire l'action du Parti bolchevique à une activité parlementaire dans une époque de secousses sociales violentes où celle-ci était impuissante, qu'il se trouve confronté à une nouvelle manifestation de cette opposition. De nombreux dirigeants bolcheviques, à commencer par Kamenev et Zinoviev, soutenus par Rykov, Milioutine, Riazanov, Lounatcharski, persuadés que les bolcheviks ne pourront pas tenir deux semaines au pouvoir, se battent pour imposer un gouvernement "socialiste homogène" avec les socialistes faillis (les mencheviks, les S-R et leurs satellites) qui ont soutenu depuis le début le gouvernement provisoire et la poursuite de la guerre, dont la population ne veut plus ; ils sont même prêts à accepter que ni Lénine ni Trotsky ne fassent partie du gouvernement de coalition "socialiste" ! Le 4 au matin, cinq membres du comité central (Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine), refusant d'*"endosser la responsabilité de la politique fatale du comité central"*, en démissionnent. Le soir, quatre commissaires du peuple (Noguine, Rykov, Milioutine et Teodorovitch) annoncent leur démission du gouvernement dans une déclaration fracassante à laquelle six autres responsables s'associent et démissionnent de leurs postes. Lénine se dresse contre cette capitulation, soutenu par Sverdlov, Staline et Trotsky. Il finit par l'emporter.

La paix ou la mort

A peine est-il sorti vainqueur de cette épreuve qu'une nouvelle l'attend : la question de la paix. L'armée russe continue à se désagréger ; elle compte déjà deux millions de déserteurs ; chaque jour, des centaines de soldats quittent les tranchées et rentrent chez eux en maraudant dans les campagnes. L'armée tout entière de soldats-paysans veut la paix.

(13) *Ibidem*, tome 31, pp. 103 à 112.

Après une trêve, des pourparlers de paix s'engagent avec les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche. Lénine veut signer la paix tout de suite. Une réunion de 400 cadres communistes du soviet de Moscou accorde 13 voix à sa position et 387 aux partisans de la "guerre révolutionnaire", qui compensent l'absence d'armée réelle par des imprécations anti-impérialistes. Boukharine prône une guerre de partisans, dont les détachements que nul ne tente de former se comptent alors sur les doigts de la main.

Le 8 janvier 1918, Lénine explique à une soixantaine de cadres du parti de Petrograd : *"L'armée paysanne russe, épuisée et affamée, est incapable de se battre, mais très capable, au lendemain des premières défaites, de se retourner contre le gouvernement et de le renverser"* (14). Et la révolution européenne n'est pas encore là... Dès lors, le gouvernement soviétique n'a le choix qu'entre accepter la paix annexionniste ou déclencher la guerre révolutionnaire impossible. Lénine recueille 15 voix, les partisans de la guerre révolutionnaire 32, Trotsky 16 voix sur sa proposition visant à faire traîner au maximum les négociations pour une campagne d'agitation internationale permettant de réfuter les accusations d'entente entre le Kaiser et les bolcheviks portées par les Alliés. *"Déclarer qu'il est mis fin à l'état de guerre, démobiliser l'armée et la renvoyer dans ses foyers, mais ne pas signer la paix"* (c'est la formule *"Ni guerre ni paix"*).

La famine frappe à la porte. En janvier, la ration quotidienne de pain est de 120 grammes. La grogne s'étend. Le 11 janvier, Lénine insiste : *"L'Allemagne n'est qu'enceinte de la révolution, tandis que nous, nous pouvons déjà présenter un nouveau-né vigoureux (...) que nous pouvons tuer en commençant la guerre."* Et il avertit : quand les Allemands attaqueront, *"nous allons être obligés de signer n'importe quelle paix, (...) évidemment encore pire"* (15).

Le 28 janvier, Trotsky annonce le retrait de l'armée russe de la guerre, le refus d'accepter les conditions allemandes, et donc de signer le traité de paix Le 30 janvier, le commandant en chef des armées, Krylenko, publie le décret de démobilisation de l'armée, signé de lui et de Trotsky. Six jours après, le 18 février 1918 (dans le nouveau calendrier grégorien), les troupes allemandes et autrichiennes prennent l'offensive sur tout le front, de la mer Baltique aux Carpathes. Les soldats russes détalent à la vue de leurs seuls uniformes.

La position intermédiaire de Trotsky, son *"Ni guerre ni paix"*, a épuisé toutes ses vertus. Vu la fuite éperdue des troupes russes, le comité central, après une ultime hésitation de Trotsky, vote la motion *"Faut-il nous adresser immédiatement au gouvernement allemand avec la proposition de conclure la paix ?"* par 7 voix (dont Trotsky) contre 6 et une abstention. Mais les Allemands alourdissent leurs exigences. Le 23 février au soir, le comité central hésite encore sur la réponse à donner aux exorbitantes exigences allemandes. Lénine annonce qu'en cas de refus, il démissionne du comité central et du gouvernement. Finalement, Lénine, appuyé cette fois sur Zinoviev, Sverdlov et Staline, parvient à sauver les meubles et à faire valider le traité de Brest-Litovsk par le comite exécutif central des soviets par 116 voix contre 84 et 26 abstentions, puis par le VII[e] Congrès (réduit à une cinquantaine de délégués) du Parti bolchevique, puis par le IV[e] Congrès des soviets. Mais quatre membres du comité central (dont Boukharine) en démissionnent et sept commissaires du peuple quittent le gouvernement.

Face à la guerre civile

Dans la guerre civile qui s'engage dès décembre 1917, Lénine se fixe comme première tâche de faire fonctionner une économie délabrée dans un pays ravagé par la famine où tout part en lambeaux. Il est amené à prendre au fil des mois toute une série de mesures empiriques, dont le détail serait beaucoup trop long pour cet article. Ces mesures visent à assurer le ravitaillement d'une population affamée, à nourrir une Armée

(14) *Ibidem*, tome 35, p. 244.
(15) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Maspero, 1964, pp. 235 et 237.

rouge qu'il faut construire pour résister aux armées blanches et aux troupes étrangères qui les soutiennent et les arment, et à permettre à la Russie de tenir jusqu'au moment où la révolution va éclater en Allemagne et ailleurs en Europe. Ainsi, le 12 mars 1919, il déclare au soviet de Petrograd : *"L'édification* (du socialisme) *dépend de la rapidité avec laquelle la révolution triomphera dans les pays les plus importants d'Europe. Ce n'est qu'après une telle victoire que nous pourrons nous atteler sérieusement à cette édification"* (16). Staline effacera cette phrase du texte imprimé de ce discours. L'édition khrouchtchevienne ne la rétablira pas.

Constatant que le paysan qui dispose d'excédents de blé ne veut les vendre qu'à qui il veut, quand il veut et au prix qu'il veut, et donc ouvre la voie à la spéculation effrénée qui affame la population, il instaure un système de réquisition de ces excédents par des comités de paysans pauvres créés en juin 1919, puis dissous en décembre 1919 vu leur inefficacité, et par des détachements de réquisition qui susciteront le mécontentement, voire la révolte d'une bonne partie de la paysannerie.

En novembre 1919, Lénine en soulignera la *"contradiction fondamentale"* du paysan, qui, *"en tant que travailleur, qu'homme qui vit de son travail (...), est du côté de l'ouvrier, mais, en tant que propriétaire qui dispose d'un surplus de grain, est habitué à considérer ces surplus comme sa propriété, qu'il peut vendre librement"* quand il veut. Lénine s'insurge : *"Les paysans ne comprennent absolument pas du tout que le libre commerce des grains est un crime d'Etat"* (17). Surmonter cette contradiction exige une tension extrême et une centralisation effective de la vie économique.

Aucune mesure économique n'est possible, souligne-t-il, aussi longtemps que *"chaque région se présente comme (...) une république soviétique autonome"* (18) (ce que les makhnovistes systématisent jusqu'à la caricature). Il définit *"comme tâche essentielle et urgente de l'heure (...) de combattre impitoyablement le chaos, la désorganisation et la ruine (...), héritage d'une guerre extrêmement pénible"* (19). A cette fin, il exige *"l'achèvement de la nationalisation de toutes les fabriques, usines, chemins de fer, moyens de production et d'échange (...), une véritable mise en œuvre de la centralisation de la vie économique à une échelle nationale"* (20). Il dénoncera un peu plus tard l'autogestion : la nationalisation ne vise nullement à remettre les bateaux aux mains des équipages et les banques aux mains de leurs employés les gérant pour leurs intérêts particuliers, mais à permettre cette centralisation.

La politique de réquisition pousse mécaniquement à transformer les mesures circonstancielles prises pour répondre à la guerre, aux destructions et à la famine en un système cohérent de "communisme de guerre" conçu comme une première phase du communisme... en pleine pénurie généralisée. Lénine le reconnaîtra le 17 octobre 1921 : *"Nous avons commis l'erreur d'entreprendre le passage immédiat à la production et à la répartition communistes. Nous estimions que les paysans nous donneraient au moyen des prélèvements des excédents la quantité de grain nécessaire et que nous le partagerions entre les usines et les fabriques, et qu'on obtiendrait ainsi la production et la répartition communistes."* Ce n'était pas un plan aussi net et explicite, ajoute-t-il, mais c'est ce que les bolcheviks ont fait. Résultat : *"Avec la tentative de passage au communisme, nous avons subi au printemps 1921 une défaite plus grave qu'aucune de celles que nous avaient infligées Koltchak, Denikine ou Pilsudski, une défaite beaucoup plus grave"* (21). C'est la raison pour laquelle, en mars 1921, il soumet au X[e] Congrès du Parti bolchevique

(16) *Severnaia Kommouna*, n° 58, 14 mars 1919. La phrase a disparu de la réédition des *Œuvres complètes*, tome 38, pp. 1 à 7.
(17) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 39, p. 312.
(18) *Protokoly zassedaniii vtsk 4 ogo sozyva*, p. 56.
(19) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 36, pp. 122-123.
(20) *Ibidem*, tome 36, pp. 217-218.
(21) *Ibidem*, tome 44, p. 159.

les premières mesures d'une Nouvelle Politique économique (NEP), qui remplace la réquisition par un impôt en nature, laissant au paysan le libre choix de l'utilisation du reste de sa récolte et ouvrant la possibilité de créer des entreprises privées.

"Les communistes sont devenus des bureaucrates"

A dater du printemps 1922, Lénine engage la lutte contre *"les déformations bureaucratiques"* de l'Etat ou le *"bureaucratisme"*. Le 22 février, il se plaint : *"Les communistes sont devenus des bureaucrates. Si quelque chose doit nous perdre, c'est bien cela"*(22). Le combat contre ce *"bureaucratisme"* va l'amener à affronter un adversaire dont il ne devine pas encore l'identité.

Dans son rapport introductif du XI[e] Congrès, le 27 mars 1922, il exprime le sentiment que son œuvre lui échappe. *"L'Etat* , dit-il, *n'a pas fonctionné comme nous l'entendions (...). La voiture n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue : elle va où la pousse une autre force (...) venue on ne sait d'où (...), et bien souvent elle ne roule pas du tout comme se l'imagine celui qui est au volant..."* Venue on ne sait d'où ? Il y à Moscou, écrit-il, 4 700 communistes responsables. Face à l'énorme machine bureaucratique, *"ce ne sont pas les communistes qui mènent. C'est eux qui sont menés"* (23). Mais les mesures de réorganisation qu'il prône n'aboutissent à rien et ses exigences répétées de réduction de l'appareil administratif de l'Etat (et, par contrecoup, du parti) se heurtent à un mur du refus silencieux, mais obstiné.

Son dernier combat

Paralysé par une attaque le 26 mai 1922, qui l'éloigne de toute activité politique jusqu'au 1[er] octobre, Lénine se trouve confronté à une série de problèmes nouveaux, qui portent tous le nom de Staline. Ce dernier prépare dans le dos de Lénine une Constitution de l'Union soviétique marquée par le chauvinisme russe, qui refuse toute autonomie aux républiques fédérées. Les communistes géorgiens protestant, Staline persécute leurs dirigeants. Lénine, qui n'y voit d'abord que du feu, s'inquiète bientôt de cette dérive chauvine.

Il se heurte ensuite à la volonté d'une majorité du bureau politique, dont Staline, de supprimer ou d'affaiblir le monopole du commerce extérieur. Le 6 octobre, le comité central, en son absence et celle de Trotsky, décide de permettre l'ouverture provisoire de certaines frontières pour certains produits. Staline vote pour. Lénine proteste aussitôt contre la brèche ainsi ouverte dans le monopole, qui, vu la faible productivité du travail en Russie, la basse qualité et le prix élevé des marchandises soviétiques, ruinerait l'industrie nationale convalescente et non compétitive. Il s'allie à Trotsky pour faire revenir le comité central sur son vote

Les relations entre Lénine et Trotsky, dégradées depuis la querelle sur les syndicats de l'hiver 1920-1921, se rétablissent au moment même où les relations se tendent entre Lénine et Staline. Lénine propose à Trotsky de *"secouer"* l'appareil et de conclure une alliance *"contre le bureaucratisme"* (24). Son bref message au V[e] Congrès des syndicats du 22 novembre insiste sur la réduction sévère, systématique et urgente, de l'appareil de l'Etat, qui ne cessera d'enfler au fil des années.

Après une double attaque dans la nuit du 15 au 16 décembre 1922, qui lui interdit d'écrire, l'activité politique de Lénine se réduit à des notes dictées sur ces problèmes.

Le 26 décembre, il approfondit sa réflexion sur le bureaucratisme envahissant en définissant l'appareil d'Etat soviétique comme *"un héritage de l'ancien régime"* qui reste le *"vieil appareil du tsar et de la bourgeoisie"*. Il y revient six jours plus tard : *"Nous appelons nôtre un appareil qui nous reste en fait totalement étranger, un fatras bourgeois et tsariste qu'il nous était absolument impossible de transfor-*

(22) *Ibidem*, pp. 368-369.
(23) *Ibidem*, tome 45, pp. 86, 93 à 95.
(24) Léon Trotsky, *Ma Vie*, p. 485.

mer en cinq ans alors que nous étions privés de l'aide des autres pays et que nos préoccupations essentielles étaient la guerre et la lutte contre la faim" (25).

Les 30 et 31 décembre, dans deux notes sur les nationalités, il accuse Staline d'incarner le chauvinisme russe ; il dénonce *"la hâte et l'engouement administratif de Staline"*, son refus *« d'admettre la nécessité, pour la "nation oppresseur", de faire droit au nationalisme de la "nation opprimée" »*, et stigmatise *« le Géorgien, qui accuse dédaigneusement les autres de "social-nationalisme" (alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique "social-nationaliste", mais un grossier argousin grand russe) »* (26), c'est-à-dire un policier chauvin...

En conclusion d'une série de notes caractérisant six membres de la direction du parti, il déclare Staline *"trop brutal "*, et précise : *"Ce défaut tout à fait supportable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, est insupportable dans les fonctions de secrétaire général."* Il recommande d'écarter Staline du poste de secrétaire général auquel il a été promu le 4 avril 1922 avec son accord et propose de le remplacer par un homme *"plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif à l'égard des camarades"*. Lénine, comptant soumettre cette exigence au prochain congrès du parti, choisit des termes qui ne choqueront pas les membres de l'appareil du parti géré par Staline lui-même et majoritaires au congrès !

Les articles qu'il parvient à dicter avant la crise qui l'écarte avancent des propositions qui visent pour l'essentiel à essayer de briser ou de contrôler cet appareil.

Dans son dernier article, *Mieux vaut moins, mais mieux,* il donne comme objectif à la Russie soviétique, *rejetée en arrière"*, de *"tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés"*. Les puissances capitalistes européennes *"ont*, écrit-il, *accompli leurs tâches à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant"* illustrant la capacité du socialisme à faire passer l'humanité à un *"stade de développement nouveau"*. Et il s'inquiète : *"Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?"* En attendant ce jour, il faut, écrit-il, *"empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser (...), tenir jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste"* (27). Lénine n'imagine donc nullement que cette Russie soviétique *"rejetée en arrière"* dans un état profond de délabrement puisse par elle-même et à elle seule construire le socialisme. Une fois Lénine embaumé et canonisé après sa mort, le 21 janvier 1924, Staline, soutenu par la bureaucratie naissante, pourra inventer *"l'édification du socialisme dans un seul pays"*.

Fiodor Dan a dit un jour : *"Il n'y a pas un seul homme au monde, qui, comme lui, soit occupé vingt-quatre heures sur vingt-quatre de la révolution, qui n'ait d'autres pensées que celles qui concernent la révolution, qui, même quand il dort, ne voit que la révolution dans ses rêves ! Comment donc avoir raison d'un tel homme !"* (28).

Mais Lénine ne s'est pas contenté de voir la révolution dans ses rêves. Il s'est attelé à sa réalisation. A la tête des bolcheviks, il a tenté de briser le diktat du capital en putréfaction, décidé de ne pas rembourser la dette ruineuse par laquelle les banques pillent les peuples et abrogé la propriété privée des moyens de production, dressant contre lui les forces attachées à leur maintien.

Jean-Jacques Marie

(25) *Ibidem*, pp. 347 et 357.
(26) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, p. 360.
(27) *Ibidem*, p. 483.
(28) M. Oulianova, *Vospominania o V I Lenine v piati tomakh*, Moscou 1969, tome 1, p. 184.

Nicolas Boukharine

"Il y a en lui quelque chose de scolastique" (Lénine)

Nicolas Boukharine

"Il y a en lui quelque chose de scolastique" (Lénine)

"*Produit maudit du croisement d'un renard et d'un porc*" : c'est ainsi que le procureur Vychinski, docile valet de Staline et insulteur patenté des anciens dirigeants de la révolution russe — très apprécié par l'ambassadeur américain à Moscou, Joseph Davies —, qualifia Boukharine lors de la conclusion du troisième procès de Moscou, en mars 1938.

L'une des raisons de la haine de Staline pour Boukharine est sans doute l'appréciation que Lénine avait portée sur lui dans la deuxième partie de sa lettre au congrès où il trace un portrait des cinq principaux dirigeants du parti (Staline, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine) et de Piatakov, dictée le 24 décembre 1922.

Lénine dit en effet de lui : *"Boukharine est le théoricien le plus précieux et le plus éminent du parti (...). Cependant, ses conceptions théoriques ne peuvent être tenues pour pleinement marxistes qu'avec les plus grandes réserves, car il y a en lui quelque chose de scolastique, il n'a jamais étudié et n'a jamais pleinement compris la dialectique"* (1).

En insistant sur ce "quelque chose de scolastique" et ce qu'il considère comme une insuffisante incompréhension de la "dialectique", Lénine attire l'attention sur le trait caractéristique de Boukharine : Boukharine est un esprit systématique qui pousse ses conceptions du moment jusqu'à l'extrême limite de leur cohérence... ou de leur incohérence. Ainsi, pendant la guerre, il anime un petit groupe gauchiste, dit de Baugy (dans la banlieue de Lausanne, où ils habitent), qui affirme : à l'époque de l'impérialisme, les revendications démocratiques (à commencer par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) sont dépassées et caduques. Lors du débat sur la paix de Brest-Litovsk, il affirme que puisque la révolution socialiste ne peut être qu'internationale, il faut refuser tout compromis avec un pays impérialiste, et donc déclencher la guerre révolutionnaire de partisans même en l'absence d'armée de partisans. *"La paix, c'est le déshonneur ! L'honneur, c'est la guerre"*, même perdue..., écrit-il alors. Même si tous les bolcheviks, comme Lénine le reconnaîtra en 1921, ont plus ou moins théorisé les nécessités imposées du communisme de guerre, en transformant la réparation centralisée de la pénurie en prémisses du communisme, Boukharine a transformé cette vision empirique du communisme de guerre en "théorie" d'une transition vers le socialisme qui se fracasse sur la réalité.

Lorsqu'il abandonne l'idée que le socialisme en Russie dépend du succès de la révolution internationale et se rallie à la *"construction du socialisme dans un peul pays"*, il pousse cette idée à son terme en affirmant qu'il est possible de l'édifier *"à pas de tortue"* (2). Déçu de la révolution mondiale, il prône dans les pays colonisés l'alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale, qui subordonne la première à la seconde, soumise à l'impérialisme.

(1) Lénine, *Œuvres complètes* (russe), tome 45, p. 345. Moshe Lewin, Le dernier combat de Lénine, Minuit, 1978, p. 87.
(2) *XIV sjezd Stenografitchesko Otchot*, Moscou 1926, p. 136. Stephen Cohen, *Nicolas Boukharine*, Maspero 1979, p. 222.

De Heine et Molière à la révolution

Nicolas Boukharine est né le 27 septembre 1888 à Moscou, fils d'un couple d'instituteurs qui lui apprennent très tôt à lire. En 1893, son père est nommé inspecteur des impôts en Bessarabie, où la famille vit près de quatre ans dans une bourgade provinciale plus riche en rongeurs et en animaux de toutes sortes qu'en livres. En 1897, la famille repart à Moscou, où le père de Boukharine reste deux ans sans travail. Finie alors l'insouciance des années antérieures. La famille vit dans une gêne extrême : *"Souvent,* écrit Boukharine dans son autobiographie, *je ramassais des os et des bouteilles pour les vendre 2 à 3 kopecks. Je collectais de vieux journaux que j'apportais à une petite boutique pour gagner quelques kopecks"* (3).

A l'en croire — et il n'y a aucune raison de ne pas le croire —, Boukharine est alors à la fois un enfant turbulent qui participe avidement aux bagarres de rue entre gamins et un dévoreur de littérature (*"Je lisais absolument tout ce qui me tombait sous la main. Je connaissais par cœur des pages entières de Heine (...), à cet âge, j'avais lu presque tout Molière"*) (4).

Rien d'étonnant à ce qu'il se révèle un excellent élève au lycée et participe vite à la rédaction de modestes revues de lycéens, d'abord absolument inoffensives, puis qui, bientôt, abordent des questions politiques. Il participe à un cercle de lycéens et de révolutionnaires où se mêlent d'abord S-R et sociaux-démocrates, puis se range du côté de ces derniers par conviction de la justesse du marxisme. La révolution de 1905 l'enthousiasme. En 1906, il adhère au POSDR... et dirige une grève avec le futur écrivain soviétique officiel Ilya Ehrenbourg dans une usine de papiers peints.

La même année, il entre à l'Université, où il organise des réunions clandestines d'étudiants. En 1908, il est coopté au comité de Moscou, est tenté un moment par l'empiriocriticisme de Mach et Avenarius, dont Bogdanov, leader de la tendance gauchiste... et même ultra-gauche du POSDR, est le grand propagandiste, et contre lequel Lénine engage une vigoureuse campagne en 1909 en rédigeant *Matérialisme et empiriocriticisme*. En mai 1909, il est par deux fois arrêté, puis vite relâché. En 1910, il est à nouveau arrêté avec tout le comité du POSDR de Moscou, dirigé par un agent provocateur qui livre ses "camarades" à l'Okhrana. Exilé à Onega, Boukharine s'enfuit alors à l'étranger, où il fréquente surtout les bibliothèques, apprend les langues des pays étrangers où il passe. A partir de 1912, il écrit régulièrement des correspondances pour la *Pravda*.

En octobre 1912, il vient voir Lénine à Cracovie : convaincu par de nombreuses arrestations suspectes que Malinovski est un agent de l'Okhrana, il tente en vain d'en convaincre Lénine, qui l'envoie promener.

En janvier 1913, Lénine lui demande de guider dans les bibliothèques de Vienne un jeune militant, Joseph Staline, qu'il a chargé d'écrire un ouvrage sur *Le marxisme et la question nationale*. Boukharine choisit et traduit pour Staline, qui ne connaît aucune langue étrangère, des citations de Kautsky, Otto Bauer et quelques autres austro-marxistes.

Lorsque la guerre éclate, il est en Autriche. La police autrichienne l'arrête, les sociaux-démocrates autrichiens le font libérer. Partisan convaincu du défaitisme révolutionnaire, Il s'installe à Baugy, dans la banlieue de Lausanne. Il y rassemble trois ou quatre bolcheviks (Evguenia Bosh, Piatakov), qui, lors de la modeste conférence des bolcheviks émigrés que Lénine réunit à Berne du 27 février au 4 mars 1915, rejettent les revendications démocratiques avancées par Lénine, qu'ils jugent trop peu radicales, et proposent des slogans antimilitaristes que Lénine refuse. Boukharine et Piatakov s'opposent à Lénine en rejetant le droit des nations à l'autodétermination. Pour eux comme pour Rosa Luxemburg, ce droit appartient à l'époque révolue des révolutions bourgeoises ; l'impérialisme, faisant de la planète un marché

(3) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero 1969, p. 29.
(4) *Ibidem*, pp. 29-30.

mondial unifié soumis aux monopoles, donne un caractère réactionnaire aux revendications nationales et à tout mouvement nationaliste. Boukharine lance à Lénine : *"Sur le mot d'ordre de l'autodétermination, vos positions datent du siècle dernier"* (5). Dans son autobiographie rédigée en 1925 pour les éditions Granat, Boukharine passe totalement sous silence ces désaccords politiques avec Lénine, dès cette époque embaumé et transformé en icône. Peu après, il part en Angleterre, en Suède, en Norvège, puis, à la fin de 1916, part aux Etats-Unis, où il dirige le quotidien russe *Novy Mir*, largement diffusé dans la colonie russe aux Etats-Unis. Lorsque Trotsky, expulsé de France, arrive à New York dans les premiers jours de janvier 1917, c'est Boukharine qui l'accueille sur le port.

Dans le maelström de la révolution

Dès que la révolution de Février éclate, il tente de rentrer en Russie... par le Japon. Il met quelque temps à arriver à Moscou, où il est vite élu membre du comité exécutif du soviet de Moscou et membre du comité bolchevique de Moscou, alors dominé par une aile droite (Noguine, Rykov et Milioutine) très hostile à l'insurrection d'Octobre, et, au lendemain de cette dernière, favorable à un gouvernement socialiste homogène avec les partis socialistes membres du gouvernement provisoire failli, où les bolcheviks mêmes pourraient être minoritaires. Boukharine n'appartient pas à ce groupe.

Au lendemain de la révolution, le comité central l'affecte avec Staline, Boukharine et Sokolnikov à la rédaction de la *Pravda*, à la tête de laquelle il passera de nombreuses années. Début novembre 1917, Lénine demande à Trotsky si Boukharine et Sverdlov s'en tireraient au cas où Trotsky et lui seraient liquidés. Le choix de Boukharine apparaît étonnant, car il n'est ni un chef politique ni un organisateur à la différence de Sverdlov, mais à ce moment-là Lénine ne peut compter ni sur Zinoviev ni sur Kamenev, hostiles à l'insurrection et même un moment démissionnaires. Et Staline, solide, mais généralement muet faute d'idées politiques, est manifestement un peu court.

Mais lors des discussions sur la paix de Brest-Litovsk, en janvier-février 1918, Boukharine, à la tête d'une aile gauche nombreuse, sombre dans le verbalisme ultra-révolutionnaire. Il juge inadmissible de signer un accord de paix avec un pays impérialiste et prône une guerre de partisans, dont les détachements, que nul ne s'attache vraiment à former, se comptent alors sur les doigts de la main. Lorsque, le 22 février, le comité central se réunit sans Lénine pour réagir à la nouvelle offensive allemande et aux exigences accablantes de l'état-major allemand, Trotsky souligne que *"tous les arguments parlent contre la guerre révolutionnaire"*, mais informe qu'il a, par précaution, sondé les missions alliées pour une aide en cas de guerre avec les Allemands. Lénine, absent, demande de *"joindre sa voix pour l'acceptation des pommes de terre et des armes des brigands impérialistes anglo-français"* (6). Boukharine s'indigne ! Ses partisans veulent mener la guerre avec le seul enthousiasme, très limité, des masses épuisées par la guerre, et votent contre la proposition adoptée par 6 voix contre 5. Boukharine démissionne du comité central. Le 3 mars, le traité est signé : la Russie perd un quart de la population de l'empire et les trois quarts de son charbon et de son fer. Sept mois plus tard, il écrira : *"Je dois le reconnaître publiquement (...), nous avions tort et c'est Lénine qui avait raison ; la période d'accalmie dont nous avons disposé nous a permis de concentrer nos forces et d'organiser l'Armée rouge"* (7).

Au congrès des soviets qui se réunit à la mi-mars 1918 pour avaliser la signature du traité léonin de Brest-Litovsk, pendant le discours de Lénine, le S-R de gauche Kamkov déclare à Piatakov et Boukharine : si vous avez la majorité dans le parti, *"Lénine s'en ira, et vous et nous, nous devrons installer un nouveau*

(5) Lénine, *Œuvres complètes*, russe, tome 27, pp. 421 à 424.
(6) *Ibidem*, pp. 282-283.
(7) La *Pravda*, 18 octobre 1918.

Conseil des commissaires du peuple, que Piatakov pourrait présider". Les deux hommes n'y voient à juste titre qu'une plaisanterie. Mais la plaisanterie aura de nombreux rebondissements.

Le comité régional de Moscou cesse de reconnaître l'autorité du comité central. Boukharine, Piatakov, Boubnov, Safarov et Inessa Armand constituent un bureau public de fraction. Le ressort d'Octobre semble brisé.

Un journal d'opposition

Le VII[e] Congrès du parti devait s'ouvrir le 5 mars. Ce 5 mars, Boukharine publie le numéro un d'un journal d'opposition, *Le Communiste*, au nom des comités bolcheviques de ville et de région de Petrograd. L'éditorial, signé Boukharine et Radek, proclame : *"Nous devrions mourir dans un beau geste, l'épée en main, en criant : la paix, c'est le déshonneur ! L'honneur c'est la guerre !"* Lénine, écrit Boukharine, répète *"les erreurs dans lesquelles s'est embourbé Kautsky"*.

Au congrès, la discussion fait basculer des délégués mandatés pour la guerre révolutionnaire : ceux qui discourent sur la guerre révolutionnaire ne s'y engagent pas eux-mêmes et n'organisent pas la moindre force. Boukharine, élu (et bien élu) au comité central, déclare d'abord qu'il refuse d'y siéger. A Moscou, le comité des soviets de la province dirigé par des communistes de gauche alliés aux S-R de gauche a formé un Conseil des commissaires du peuple autonome de la province de Moscou, qui compte même un commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Il lui faudra trois mois et une délibération du comité central sur les rapports entre les deux conseils pour liquider ce gouvernement provincial bis gauchiste, qui ne sera dissous que... le 9 juin !

Dans son autobiographie rédigée en 1925, à l'heure où Boukharine est le grand "théoricien" de la dénonciation du "trotskysme", il écrit : *"Parmi les étapes les plus importantes de ma vie politique, je considère comme indispensable d'attirer l'attention sur la période de Brest-Litovsk, où, étant à la tête des communistes de gauche, je commis une énorme faute politique"* (8). Mais autant Boukharine dans cette autobiographie est disert sur son goût pour les papillons dans son enfance, autant il est discret sur cette *"énorme faute politique"* dont il ne dit pas au lecteur en quoi elle consistait.

Le communisme de guerre

La révolution allemande de novembre 1918, qui permet à la Russie soviétique d'annuler la paix de Brest-Litovsk, efface aussi les débats qui ont alors déchiré le Parti communiste. Boukharine est l'un des membres de la délégation soviétique à la conférence de fondation de l'Internationale communiste (2-6 mars 1919), dont le congrès définit les contours avec l'adoption des thèses rédigées par Lénine, de la plate-forme écrite par Boukharine et du Manifeste rédigé par Trotsky. Boukharine est l'un des cinq membres du présidium de l'Internationale élu à cette conférence. Au congrès de mars 1919, le comité central crée un bureau politique de cinq membres (Lénine, Trotsky, Staline, Kamenev, Krestinski) et de deux suppléants, dont Boukharine.

Sa théorisation du communisme de guerre l'amène en 1920, lors de la discussion syndicale qui divise brutalement le Parti communiste, à tenter d'élaborer un compromis entre la plate-forme de Lénine dite *"des dix"* et celle de Trotsky et des trois secrétaires du comité central qui veulent adapter les syndicats au communisme de guerre maintenu, mais moribond, et en faire essentiellement des organismes contribuant à la reconstruction économique du pays ruiné. Il se rallie finalement à cette dernière... dans un dernier salut au "communisme de guerre". Lénine le critique brutalement. Il écrit ainsi : *"L'étude de notre propre expérience pratique nous serait un million de fois plus profitable que tous les écrits des camarades Trotsky et Boukharine"* (9), qui ne valent donc rien. Après

(8) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 32.
(9) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 40.

quoi, Boukharine, déçu de la révolution mondiale à laquelle au printemps 1918 il était prêt à sacrifier la révolution russe, se rallie avec enthousiasme à la NEP, dont il va devenir un propagandiste convaincu, et au marché.

Vers le *"socialisme à pas de tortue"*

Converti à l'économie de marché — certes régulée et contrôlée par l'Etat —, Boukharine, à son habitude, pousse son ralliement à son terme. En novembre 1922, à la fureur de Lénine à peine remis de l'attaque qui l'a tenu plus de quatre mois à l'écart de la vie politique, Boukharine se prononce pour la suppression du monopole du commerce extérieur, qui, vu l'état lamentable de l'industrie russe ruinée, lui interdirait de résister à la pression des marchandises de meilleure qualité et de moindre prix fabriquées ailleurs.

A cette époque, malgré ses relations personnelles amicales avec Trotsky, il collabore étroitement avec Staline. Ainsi, le 18 décembre 1922, Staline réunit Kamenev et Boukharine avec les médecins qui soignent Lénine pour leur faire adopter une résolution brutale : *"1) Vladimir Ilitch a le droit de dicter chaque jour pendant 5 à 10 minutes, mais les notes qu'il dictera ne doivent pas avoir le caractère d'une correspondance et Vladimir Ilitch ne doit pas attendre de réponse à ces notes. Les rendez-vous lui sont interdits. 2)Ni ses amis ni ses proches ne doivent communiquer à Vladimir Ilitch aucune nouvelle de la vie politique afin de ne pas lui donner matière à réflexion et de ne pas l'agiter"* (10). La formule *"ne pas donner matière à réflexion"* est un aveu. Il s'agit d'empêcher Lénine de réfléchir, de discuter et correspondre.

Cette collaboration avec Staline l'amène à censurer Lénine lui-même. Ce dernier achève le 23 janvier un article, *"Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ?"*, qu'il fait porter à la *Pravda*. Boukharine, rédacteur en chef, s'oppose à sa parution.La question est soumise au bureau politique : tous ses membres, sauf Trotsky, s'opposent d'abord à sa parution ! L'article paraît dans la *Pravda*, datée du 25 janvier... mais censuré ! Lénine propose de *"refondre"* ou de *"réorganiser"* l'Inspection ouvrière en réduisant à 300 ou 400 le nombre de ses employés — qui sont alors 8 000 ! —, d'ajouter 75 à 100 nouveaux membres à la commission de contrôle, de fusionner en fait les deux organismes en un organisme unique, dont les membres *"formeraient un groupe cohérent, qui devra — sans considération de personnes, même de secrétaire général ni d'un quelconque autre membre du comité central* (membre de phrase supprimé par Staline et Boukharine dans la *Pravda* ; le secrétaire général est déjà intouchable !) — *veiller à ce qu'aucune influence ne puisse les empêcher de faire une enquête, de vérifier les dossiers"* et de faire toute la lumière sur tout.

Boukharine se range de plus en plus du côté de Staline. Dans la lutte engagée par l'Opposition de gauche à l'automne 1923, il est l'un des plus violents orateurs de la majorité.

Au début de décembre 1923, il raconte à une assemblée de militants un épisode jusqu'alors inconnu : en mars 1918, dit-il, les S-R de gauche hostiles comme eux à Brest-Litovsk ont proposé aux communistes de gauche d'arrêter et d'emprisonner le gouvernement de Lénine, et de nommer un nouveau gouvernement présidé par Piatakov. Boukharine et ses amis en discutèrent et repoussèrent cette proposition avec indignation. Mais leur combat l'avait permise. Celui de Trotsky, suggère Boukharine, peut avoir aujourd'hui les mêmes conséquences. L'Opposition fait donc le jeu des ennemis du parti. Boukharine paiera de sa vie ce trafic politicien de la mémoire. Au troisième procès de Moscou, en mars 1938, le procureur Vychinski l'accusera d'avoir négocié avec les S-R de gauche le renversement et l'arrestation de Lénine.

"Le septuor"

En juin 1924, Boukharine devient membre titulaire du bureau politique. Au mois d'août 1924, pour isoler Trotsky, se constitue clandestinement à la tête du

(10) *Ibidem*, tome 45, p. 710.

parti "le septuor". Avant le bureau politique, se tient une réunion fractionnelle conspirative (le bureau politique moins Trotsky, plus Kouibychev, président de la commission de contrôle). Ce septuor, aux ramifications secrètes dans les instances régionales du parti, prépare la réunion officielle du lendemain pour établir un accord général sur tout face à Trotsky. De même la troïka, avant les réunions du comité central, réunit le "cercle", formé par ce dernier amputé de Trotsky et de Rakovsky. La réunion officielle répète le scénario mis au point la veille. Ainsi, ceux-là mêmes qui accusent l'Opposition de constituer une fraction sont les seuls à en constituer une.

Trotsky, en octobre 1924, publie *Les leçons d'Octobre*, préface au tome 3 de ses *Œuvres* qui comprend ses écrits de 1917. Relatant les oppositions — en particulier de Kamenev et Zinoviev — auxquelles Lénine s'est heurté à l'automne 1917, il suscite un violent tir de barrage que l'on appelle *"la campagne littéraire"*. Boukharine donne le 13 décembre 1924 dans la *Pravda* sa "dimension théorique" à la campagne. Il dénonce la *"révolution permanente"* comme fondée sur *"une sous-estimation"* de la paysannerie (formule bientôt rituelle et litanique indéfiniment répétée). Et même, fabule Boukharine, il *"s'est trouvé côte à côte avec le renégat Korsch"* (ex-communiste allemand), qui, *"en prêchant la croisade* (inventée par Boukharine — NDA) *contre la révolution russe, rachète ses péchés de communiste"*. On ne saurait discuter une théorie qui débouche sur une croisade anticommuniste, on ne peut évidemment que la dénoncer.

C'est pourtant alors que Boukharine rédige une *"lettre à tous les membres du comité central adversaires du trotskysme"* sur la façon de combattre Trotsky. Son opposition, écrit-il, cristallise *"une tendance au regroupement autour de lui de tous les mécontents, à l'intérieur du parti comme au-delà de ses frontières"*. Trotsky devient même *"l'expression objective du mécontentement de la paysannerie, et le moujik, dans les rangs de l'armée, trouve en lui son chef"*. De plus, *"l'intelligentsia militaire, la petite bourgeoisie des villes, en particulier la jeunesse intellectuelle besogneuse, ainsi que parfois les ouvriers frappés par des réductions d'emploi, etc., tous ces gens tendent à se regrouper autour du héros de la révolution persécuté"*. Cela fait beaucoup de monde ! *"Trotsky, autrefois considéré comme (...) le dirigeant de l'aile terroriste de notre parti, prend le visage d'un grand réformateur et de protecteur des victimes du parti"*. Il faudrait donc tenter de *"coexister"* avec Trotsky, vu le nombre des opposants présents *"dans les pores de l'appareil du parti"* et en dehors ; dans leur *"immense majorité, ils ne sont pas trotskystes, mais marchent avec Trotsky"* par respect pour lui.

L'attaque frontale contre Trotsky interdit de dissocier cette masse hétérogène, mais ce choix est, dit-il, *"un moyen de renforcer notre unité interne (...). On s'est raccroché à cette bouée de sauvetage chaque fois qu'un conflit interne mûrissait (...). Tous les problèmes sont réglés en fonction du principe : surtout, que cela n'aide pas Trotsky."* Cela introduit *"à l'intérieur du parti un état d'esprit terroriste, sans précédent dans notre histoire"*, et crée dans la majorité elle-même *"méfiance réciproque, violation cynique des décisions prises en commun, choix des gens uniquement pour nuire à Trotsky ou se nuire mutuellement, c'est-à-dire constitution de clans, conspirations mutuelles (...). Le premier adjudant venu est un Voltaire pourvu seulement que ce soit un antitrotskyste acharné"* (11).

Le tableau que brosse Boukharine des mœurs engendrées dans l'appareil par la lutte contre Trotsky, ses objectifs et ses méthodes est accablant. L'appareil ne peut écraser l'Opposition qu'en lui fermant la bouche par l'intimidation, la pression, la menace, et demain par la terreur. Mais Boukharine n'envoie pas cette lettre à ses destinataires et fait ce qu'il condamne. Son accord politique avec Staline prime sur son analyse de la dégénérescence du parti. Son brouillon de lettre sera en revanche utilisé contre lui au troisième procès de Moscou, en mars 1938, pour prouver qu'il voulait s'allier avec Trotsky.

(11) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24, septembre-octobre 2004, pp. 54 à 64.

Le tandem Boukharine-Staline

Pour construire le socialisme à pas de tortue, il faut, selon Boukharine, compter sur l'enrichissement de la paysannerie, qui dégagera peu à peu les ressources nécessaires à sa lente édification. Boukharine explique : plus le koulak sera riche, plus il dégagera des ressources qui permettront d'industrialiser le pays. Le 17 avril 1925, dans un meeting à Moscou, affirmant que le koulak a peur d'accumuler, il propose d'abolir un certain nombre des restrictions légales qui le freinent, et lance : *« Nous devons dire aux paysans, à tous les paysans :* "Enrichissez-vous !". » (12). La formule, brutale, émeut nombre de militants.

Dans le duo Staline-Boukharine qui se constitue alors, écrit son biographe Stephen Cohen, *"généralement Boukharine et Staline se divisent le travail. En gros, le premier formule et théorise les choix politiques, tandis que le second s'attache à faire fonctionner la machine organisationnelle"* (13). Dès 1925, Boukharine est le véritable codirigeant du Comintern, dont Zinoviev reste le président jusqu'en octobre 1926. A cette date, lorsque Zinoviev est limogé et le poste de président supprimé, Boukharine est nommé secrétaire général du comité exécutif de l'Internationale.

Au XIV[e] Congrès de décembre 1925, Staline et Boukharine écrasent la Nouvelle Opposition de Zinoviev-Kamenev. Au comité central du 5 janvier 1926, Kamenev apostrophe Boukharine. Lui qui avait rejeté en 1923-1924 les sanctions contre l'Opposition de gauche approuve désormais les mesures brutales contre l'Opposition de Leningrad. Trotsky s'esclaffe alors : *"Il y a pris goût."* Boukharine, offensé, lui envoie un mot : *"Vous pensez que j'y ai pris goût, mais ce goût me fait trembler de la tête aux pieds"* (14). Mais lorsque l'Opposition unifiée engage le combat pour l'industrialisation, la planification économique et la démocratisation du parti, puis pour la rupture en Chine entre le Parti communiste chinois et le parti bourgeois du Kuomintang dirigé par Tchang Kaï-chek, Boukharine se déchaîne.

Au comité exécutif de l'Internationale du 27 septembre 1927, qui a comme seul objectif d'exclure de ses rangs Trotsky, Rakovsky et le yougoslave Vouyovitch, Boukharine déclare : *"La plate-forme de Trotsky est une plate-forme de mensonge et de calomnie contre le parti et l'Internationale communiste"* (15).

L'Opposition unifiée se dresse contre la direction Staline-Boukharine du parti et de l'Internationale, qui, en assujettissant les communistes chinois au Kuomintang, les a condamnés au massacre et à la défaite, affaiblissant par contrecoup l'Union soviétique. Staline et Boukharine, qui se déchaînent contre elle au XV[e] Congrès, en décembre 1927, exigent d'elle qu'elle renonce à ses activités, mais, en plus, qu'elle renie ses idées et ses conceptions. Trotsky s'y refuse par principe. Zinoviev et Kamenev, jugeant secondaire la politique internationale du Kremlin, l'acceptent.

La rupture avec Staline

En janvier 1928, le nombre des chômeurs atteint un million et demi, soit un ouvrier sur quatre. La NEP semble avoir épuisé ses possibilités. Les paysans aisés ou riches renâclent à mettre leur blé sur le marché au prix, à leurs yeux bien trop bas, fixé par l'Etat. Staline, pris à la gorge, envisage de décréter la réquisition, à laquelle Boukharine est hostile. Le bloc de Staline et de Boukharine se fissure. Au comité central de juillet 1928, l'affrontement entre eux se dessine ; Staline feint de reculer dans les mots. Le 11 juillet, Boukharine rend visite à Kamenev, qui *"a l'impression d'avoir devant lui un homme qui se sait condamné"*. Boukharine lui fait un portrait noir de Staline, qu'il compare à Gengis Khan : *"C'est un intrigant sans principe qui subordonne tout au fait de se maintenir au pouvoir. Il change de théorie d'après l'identité de la personne qui doit être éliminée au moment où il*

(12) Stephen Cohen, *op. cit.*
(13) *Ibidem*, p. 257.
(14) Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, 1989, p. 474.
(15) Pierre Broué, *L'Internationale communiste*, Fayard, 2002.

parle (...). Il nous étranglera (...). Il tient uniquement à garder le pouvoir. En cédant devant nous, il est resté au volant et il nous écrasera par la suite" (16).

Du 7 juillet au 2 août 1928, se tient à Moscou le VI[e] Congrès de l'Internationale communiste. Boukharine y soumet un projet de programme approuvé par Staline. Mais c'est son chant du cygne. Pour faire face à la crise du ravitaillement, Staline esquisse les premiers pas vers la collectivisation agricole. Pour y préparer un appareil du parti éduqué pendant cinq ans à dénoncer la collectivisation comme une dangereuse chimère trotskyste, au comité central d'avril 1929, il attaque les partisans de Boukharine, limogé de la direction de la *Pravda* et de ses fonctions de secrétaire du comité exécutif du Comintern en juillet 1929. Staline qualifie de *"déviation de droite"* les partisans de Boukharine, qui ne mènent aucun combat dans les rangs du parti où ils sont pourtant peut-être majoritaires.

Le 17 novembre 1929, Staline fait exclure Boukharine du bureau politique, où il laisse ses deux alliés, Rykov et Tomski, qu'il en chassera en 1930 ; il chasse les partisans de Boukharine, dits "droitiers", de leurs fonctions à la tête du Comintern. Le 25 novembre, Boukharine, Rykov et Tomski signent une déclaration d'autocritique : *"Nos vues sont erronées. Nous reconnaissons nos erreurs et nous sommes prêts (...) à combattre résolument toute déviation par rapport à la ligne générale du parti, et plus particulièrement la déviation de droite"* (17)... c'est-à-dire leur propre politique.

La descente aux enfers

Après une telle autocritique, les trois hommes ne sont plus que des âmes mortes. Staline peut donc utiliser Boukharine à sa guise avant de le liquider. En 1934, il le nomme à la tête des *Izvestia*. En 1935, il l'affecte (avec Radek, ancien opposant de gauche) à la commission chargée de rédiger la Constitution soviétique dite "stalinienne" de 1936, qui sera adoptée triomphalement juste avant sa mise en accusation et célébrée comme la Constitution la plus démocratique du monde.

C'est le moment choisi par Staline pour l'abattre. Au comité central du 7 décembre 1936, Staline lance une offensive violente contre Boukharine et Rykov. Boukharine se présente comme un fidèle stalinien diffamé par les "trotskystes". A la sortie de la réunion, il tente de rappeler ses mérites passés à Staline, qui l'envoie promener en ricanant : *"Personne ne les conteste. Mais Trotsky en a. Personne n'a, devant la révolution, autant de mérites que Trotsky, entre nous soit dit"* (18). Entre nous, bien entendu. Le sens de la confidence est clair : si personne n'a autant de mérites devant la révolution que Trotsky et si les Seize ont été fusillés pour avoir jadis partagé ses idées ou pour de prétendus liens avec lui, c'est donc que les mérites devant la révolution sont devenus une charge. Et plus ces mérites sont grands, plus la charge est lourde : Staline définit ainsi la portée de la contre-révolution qu'il a organisée. Boukharine, dont les mérites ont été grands et qui doit donc périr, ne le comprend pas et se demande si Staline n'est pas devenu fou.

Le comité central du Parti communiste russe du 23 février au 5 mars 1937 déchaîne la terreur dans ses propres rangs. Boukharine, qui a fait la grève de la faim pour protester contre sa dénonciation imminente, s'y présente, hirsute, vêtu d'un costume râpé. Mikoïan se déchaîne : Trotsky, Zinoviev et Boukharine *"avaient créé*, dit-il, *un nouveau type d'individus, des monstres, pas des êtres humains, des bêtes sauvages"*. Boukharine tente à nouveau de rappeler ses mérites antérieurs. Molotov le coupe : *"Même Trotsky a fait des choses bien, mais maintenant, il en est arrivé à être un agent fasciste."* Boukharine, terrorisé, bafouille : *"C'est juste ! C'est juste !"* Un certain Stetsky, bientôt liquidé lui aussi, lui hurle au visage : *"Vous empruntez tout à Trotsky !"* (19). Staline le fait arrêter, ain-

(16) Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, 2001, p. 335.
(17) Stephen Cohen, *op. cit.*, pp. 389-390.
(18) Anna Larina, *Boukharine, ma passion*, Gallimard, 1992, p. 319.
(19) *Voprossy Istorii*, 1993, n° 2, pp. 5 et 12-13.

si que Rykov, en plein comité central. Tomski échappe à Staline : après sa dénonciation au cours du premier procès de Moscou, il s'est suicidé...

Le procès final

Le 2 mars 1938 s'ouvre le troisième et dernier procès de Moscou, dit du centre des droitiers et des trotskystes, qui rassemble sur le banc des accusés Rakovsky, Boukharine, Rykov, quatre commissaires du peuple staliniens, Rosengoltz, Grinko, Tchernov et Ivanov, et l'ancien chef du Guépéou, Iagoda. Trois mois avant l'ouverture du procès, le 10 décembre, Boukharine, son principal accusé, a, du fond de sa prison, proposé un étrange marché à Staline : Staline lui laisse la vie sauve et l'envoie en mission en Amérique. *"Je mènerais une campagne sur les procès, je mènerais une lutte à mort contre Trotsky, je raccrocherais de grandes couches de l'intelligentsia qui hésitent, je serais factuellement l'Anti-Trotsky et j'accomplirais cette tâche avec ampleur et enthousiasme."* Que Staline le *"fasse accompagner par un tchékiste qualifié"*, et Staline verra, conclut-il, comment *"j'écraserai la gueule de Trotsky"* (20). Ce dont Staline doute fortement ! Boukharine, qui le connaît pourtant bien, ne comprend pas que ce dernier ne saurait une seule seconde envisager un quelconque débat sur les procès d'où Trotsky sortirait inéluctablement vainqueur. La seule campagne pour lui, c'est la répétition des vociférations de Vychinski.

Le procès trace un tableau apocalyptique de la *"construction du socialisme"* en URSS. On y apprend que, de 1929 à 1935, toute une génération d'enfants n'a pas pu manger de beurre (sauf, bien sûr, ceux des privilégiés disposant des magasins spéciaux). Depuis, le beurre est souvent rempli de verre pilé. En 1936, Moscou a souvent manqué d'œufs. Les élèves des écoles ont souvent été privés de cahiers. 30 000 chevaux de Biélorussie sont morts d'anémie et la majorité des porcs de la même Biélorussie sont morts de la peste. Et ainsi à l'infini ou presque. Le coupable de tous ces maux, ce n'est pas le chef Staline, c'est, du fond de sa retraite, Trotsky, saboteur, traître et agent nazi, le mauvais génie de l'impossible construction du socialisme dans un seul pays et de ses incroyables faux frais.

Vychinski, dans sa litanie d'accusations monstrueuses et invraisemblables, accuse Boukharine d'avoir voulu assassiner Lénine en 1918. Mais dans ce procès dont le scénario a été répété soigneusement, Boukharine introduit des dissonances qui embarrassent parfois le procureur. Vychinski lui demande s'il a *"parlé de sabotage"* avec Ikramov (stalinien convaincu, mais en disgrâce). Boukharine répond sèchement : *"Non."* Vychinski lui demande : *"Accusé Boukharine, reconnaissez-vous avoir fait de l'espionnage ?"* Boukharine répond encore non. Vychinski lui rétorque que deux coaccusés, Rykov et un autre, l'ont dit. Boukharine répond : *"Je plaide non coupable."* Vychinski insiste dans son style de primate qui plaisait tant à Staline : *"Acceptez-vous de révéler à la cour quel service d'espionnage vous a fait travailler : les Anglais, les Allemands, les Japonais ?"* Boukharine l'envoie promener en répondant : *"Aucun d'entre eux."* Vychinski insiste : *"Et les tentatives d'assassinat des camarades Staline, Sverdlov et Lénine ?"* Boukharine l'envoie dans les cordes : *"Je n'y suis pour rien."* Vychinski : *"N'était-il pas prévu d'assassiner le camarade Lénine ?"* Boukharine *"le nie formellement"*. Et pour couronner le tout, il ajoute qu'il *"nie catégoriquement avoir été complice de l'assassinat de Kirov, Menninsky, Kouibychev, Gorki ou Maxime Pechkov"* (21).

Certes, Boukharine ne va pas plus loin, sinon il aurait été abattu d'une balle dans la nuque et ne figurerait pas sur le banc des accusés. Mais lors de sa dernière déclaration, Boukharine sème encore deux grains de sable dans la machine : *"L'aveu des accusés,* dit-il, *est un principe juridique moyenâgeux"*, et il rend un hommage ambigu à Trotsky : *"Il faut être Trotsky pour ne pas désarmer"* (22).

(20) *Istotchnik*, n° 0 (zéro), 1993, pp. 24-25.
(21) Stephen Cohen, *op. cit.*, pp. 453-454.
(22) *Le procès du bloc antisoviétique des droitiers et des trotskystes*, Moscou, 1938, p. 826.

Avant d'être condamné il a pu dicter à sa jeune femme, Anna Larina, une lettre — testament qu'elle apprend par cœur et qu'elle rendra public cinquante ans plus tard. Il y dénonce le NKVD : *"Je n'ai plus la force d'affronter cette machine infernale qui a acquis un gigantesque pouvoir et qui fonctionne à coups de calomnies et de secrets. C'est une organisation de bureaucrates dégénérés, sans idéaux, pourris et grassement payés, qui utilisent l'ancienne autorité de la Tcheka pour satisfaire le goût morbide du soupçon de Staline."* Mais c'est Staline et son clan qui hissent le NKVD au-dessus du parti ainsi et font valser ses chefs à leur guise. A la fin de sa lettre, Boukharine s'adresse à Staline : *« Vous avez utilisé le terrorisme politique et la torture à une échelle sans précédent pour contraindre les vieux membres du parti aux "aveux"(...). Et il vous faut maintenant ma tête et celle de Rykov pour mener à terme ce coup d'Etat que vous préparez depuis si longtemps »* (23). Ce coup d'Etat n'est pas seulement politique, il est aussi social : l'instauration du pouvoir absolu de la caste bureaucratique parasitaire sur les ruines de l'ancien Parti bolchevique...

Marc Teulin

(23) Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 447.

Fiodor Dan

Fiodor Dan

Fiodor Dan (pseudonyme de Gourvitch) naît le 19 octobre 1871, à Pétersbourg, dans une famille aisée : son père, propriétaire d'une pharmacie, appartenait à la couche assez mince des juifs autorisés à résider et à travailler dans la capitale. Il poursuit avec succès des études de médecine et commence à militer en 1894, au moment même où il devient médecin. Il est, avec Lénine et Martov, l'un des fondateurs de l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière, est arrêté comme tous les autres membres en décembre 1895, exilé, puis appartient au groupe des partisans et des diffuseurs de l'*Iskra* en Russie. Arrêté, exilé à nouveau, il s'enfuit en septembre 1903, un mois après le congrès du POSDR qui s'est conclu par une scission entre bolcheviks et mencheviks. Il se joint aussitôt à ces derniers et appartient très vite à leur centre dirigeant et au comité de rédaction de l'*Iskra,* une fois celle-ci, grâce à Plekhanov, passée du côté des mencheviks, dont il devient bientôt l'un des dirigeants incontestés avec Martov. A peine revenu en Russie après l'amnistie de novembre 1905, il est coopté au comité central du POSDR (menchevique) en décembre, puis élu au comité central du POSDR réunifié lors des IV[e] (1906) et V[e] Congrès (1907).

Le chef des "liquidateurs"

A ce dernier congrès se dessine chez les mencheviks un courant qualifié par Lénine de *"liquidateur"*. Pour eux, les concessions de Nicolas II marquent le début d'une ère constitutionnelle permettant d'utiliser largement les institutions légales : la Douma, les syndicats (autorisés, mais qui n'ont pas le droit de se fédérer), les caisses d'assurances, etc. La poursuite de l'action clandestine gênerait, voire menacerait, cette politique réduite à la seule activité légale (qui limite leur politique aux seules exigences admissibles par le régime : impossible, par exemple, de revendiquer la république dans ce seul cadre légal). Ils veulent donc liquider l'activité clandestine, d'où le nom que leur donne Lénine, et dissoudre le Parti social-démocrate dans un parti dit "large". Ces ultimes conclusions que Lénine pressent d'emblée ne sont encore qu'en pointillés, mais la retombée de la vague révolutionnaire renforce ce courant "liquidateur" alors embryonnaire, et dont Fiodor Dan est d'emblée l'un des principaux dirigeants.

Il émigre en janvier 1908. Dans le POSDR réunifié depuis 1906, il est le principal adversaire des bolcheviks, qui, en janvier 1912, à Prague, proclament la continuité du POSDR en élisant un comité central composé seulement de bolcheviks. Les mencheviks "liquidateurs" (dont Dan est l'un des chefs) sont exclus du POSDR maintenu. Dan est logiquement l'une des chevilles ouvrières du bloc d'août constitué en août 1912 par Trotsky contre les bolcheviks au nom de l'unité, et qui rassemble tous les autres courants, des ultragauches de Vperiod partisans de la seule action clandestine aux "liquidateurs" partisans de supprimer cette dernière ! Ce bloc se disloque donc très vite.

Dan, profitant de l'amnistie décrétée pour le 300[e] anniversaire de la dynastie des Romanov, rentre à Pétersbourg en 1913. Il y anime le journal des mencheviks, *Loutch* ; membre du comité d'organisation constitué par les mencheviks pour répondre à la Conférence de Prague, il dirige l'activité des sept députés mencheviques élus à la Douma.

Le chef des "défensistes"

Lorsque la guerre éclate, il se prononce contre le vote des crédits de guerre, que les députés mencheviques et bolcheviques refusent de voter. Il est arrêté et exilé en Sibérie. En mai 1916, il est mobilisé en tant que médecin à Irkoutsk. Libéré par la révolution de Février, il arrive à Petrograd à la fin de mars et est aussitôt élu au bu-

reau du comité exécutif du soviet de Petrograd. Voyant dans la révolution russe une révolution bourgeoise que la bourgeoisie doit diriger, il soutient le gouvernement provisoire du prince Lvov, puis la politique de coalition entre les partis soviétiques (mencheviks et S-R) et les partis bourgeois, essentiellement le parti dit des constitutionnels-démocrates (Cadets). Avec Tseretelli, il est le leader du courant "défensiste", majoritaire chez les mencheviks : pour eux, avec la chute du tsarisme, la guerre a changé de nature : il faut défendre la Russie révolutionnaire et la patrie... et donc continuer la guerre aux côtés de Londres et Paris, conformément aux accords passés par Nicolas II, même dénoncés en parole.

Membre du présidium du Premier Congrès des soviets (3-24 juin 1917), il rejette le slogan *"Tout le pouvoir aux soviets !"*, où il voit *"l'expression d'une tendance bien connue à sortir de la réalité dans laquelle nous devons agir pour se réfugier à l'ombre du romantisme révolutionnaire, car ce passage du pouvoir dans vos mains ne sera pas un moyen de répondre aux questions qui nous sont posées de jour en jour, mais un moyen d'esquiver la réponse (...). Qu'a proposé le camarade Lénine pour changer la politique du gouvernement provisoir ? Vous vous rappelez les mesures qu'il a proposées : publier le montant des profits, arrêter quelques dizaines de capitalistes, déclarer que tous les capitalistes du monde entier sont des brigands et conclure la paix universelle sans annexions par un moyen inhabituellement simple : en enlevant à la Russie toutes les parties qui lui ont été adjointes depuis les origines. C'est cela, une paix sans annexion ? En réalisant ce programme, est-ce que nous verrons circuler des trains pleins de blé, est-ce que nous obtiendrons les clous, les chaussures, les marchandises dont parlait Pechekhonov ? Est-ce que la crise financière va cesser, est-ce que la guerre mondiale va s'interrompre, est-ce que les Etats impérialistes vont cesser de nous menacer ?"* (1).

Quatre jours plus tard, dans son rapport sur la question de la guerre, il explicite clairement le fondement de la politique défensiste : *"Nous ne devons pas soumettre au gouvernement provisoire des exigences dont la présentation au nom du gouvernement aboutirait à une rupture immédiate avec nos alliés"* (2).

Le gouvernement de coalition, en tentant de contenir les convulsions qui secouent la Russie, les décuple : il se refuse à donner la terre aux paysans en renvoyant la décision à une Assemblée constituante dont l'élection est prévue dans un avenir indéterminé, il poursuit avec une armée en lambeaux une guerre qui accable la Russie, ruine son économie, appauvrit et irrite la population laborieuse ; les patrons licencient et sabotent leur propre production, exaspérant les ouvriers. Trotsky dira : *"La guerre jusqu'à épuisement de l'ennemi se transformait en guerre pour l'épuisement de la révolution"* (3). L'abîme est béant entre ce qu'ouvriers, paysans et soldats attendent d'un gouvernement avec des ministres socialistes et la réalité quotidienne ; certes, la liberté d'expression est totale et tout a changé dans les mots, mais nul ne vit de mots et la faim menace déjà.

Le 8 juin, les bolcheviks appellent à manifester le 10 pour exiger *"Tout le pouvoir aux soviets !"* et la fin de la guerre en demandant que *"le soviet dise les conditions d'une paix équitable"*. La majorité du congrès y voit une atteinte à sa souveraineté, interdit le 10 juin et appelle à une manifestation le 18. Dan est l'un des plus acharnés à demander l'interdiction de la manifestation. Le congrès élit Dan au comité exécutif central, puis au bureau de ce dernier.

L'armée russe compte alors deux millions de déserteurs, qui rôdent et maraudent dans les campagnes, contre six millions d'hommes dans les tranchées et les casernes. Kerenski écrira dix ans plus tard : *"Dès les premières semaines de la révolution de mars, l'armée russe avait cessé d'exister en tant que force combattante"* (4). Il l'envoie pourtant au massacre. Le 16, il donne l'ordre de l'offen-

(1) *Pervy Sjezd sovietov*, Petrograd, 1917, tome 1, pp. 140-141.
(2) *Ibidem*, p. 311.
(3) Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Le Seuil, Paris, 1995, tome 1, p. 316.
(4) *New York Times*, 22 mai 1927.

sive générale pour le 18. Ce même jour sous, les yeux des dirigeants du soviet blêmes, plus de 400 000 travailleurs défilent en brandissant pour la plupart des pancartes exigeant *"Tout le pouvoir aux soviets !"*, *"A bas les conciliateurs !"*, *"A bas la guerre !"*, *"A bas les ministres capitalistes !"*, *"Toute la terre aux paysans !"*, *"Nationalisation du capital !"*, *"Vive la révolution prolétarienne universelle !"*, etc. Les manifestants, à Moscou et ailleurs, présentent les mêmes exigences. Cette revue des forces en présence aiguise leur polarisation.

L'offensive suicidaire du 18 juin s'achève en débâcle payée de plus de 70 000 morts. Ce fiasco sanglant exacerbe les tensions. Les revendications des multiples nationalités exigeant l'autonomie s'ajoutent aux revendications sociales des ouvriers exigeant la journée de huit heures et confrontés à une vague de lock-out des patrons. Les paysans commencent à s'emparer des terres.

Conscients que la province et Moscou suivent Petrograd de loin, les bolcheviks tentent de freiner une protestation qui, en se répétant, risque d'aboutir à la lassitude et à l'impasse, alors que l'impatience d'une fraction croissante des ouvriers et des soldats développe l'anarchisme.

Le partisan de la coalition

Après la déroute de l'opération militaire en Galicie, les quatre ministres Cadets démissionnent du gouvernement provisoire ; les dirigeants S-R et mencheviks réaffirment la nécessité de perpétuer la coalition avec eux. Le matin du 3, le premier régiment de mitrailleurs appelle à manifester contre le gouvernement provisoire en fin d'après-midi. Les bolcheviks, hantés par le souvenir de la Commune de Paris, écrasée parce que isolée, refusent d'organiser la manifestation.

A 17 heures, le premier régiment de mitrailleurs descend dans la rue, mitrailleuses en batterie sur ses camions ; des colonnes d'ouvriers descendent de Vyborg, le quartier nord de Petrograd. Les bolcheviks prennent alors la direction de la manifestation qui se dirige vers le palais de Tauride, où siège le comité exécutif du soviet. Une délégation réclame *"Tout le pouvoir aux soviets !"*, exigence que les bolcheviks et Trotsky soutiennent devant les manifestants harangués par de multiples orateurs et que la nuit disperse.

Le lendemain, des milliers de marins de Cronstadt débarquent à Petrograd, le fusil à la bretelle, convergent vers le palais de Tauride, où se tient une réunion conjointe des comités exécutifs des soviets d'ouvriers et de soldats, et des soviets paysans. Une délégation est reçue. La délégation entre. Dan lui déclare : *"Dans les rues, il y a un peuple révolutionnaire, mais il se livre à une action contre-révolutionnaire"* (5). Il symbolise si bien la politique de la coalition que Lénine confie à Zinoviev et à Trotsky : *"Il est impossible de prendre le pouvoir maintenant parce que les soldats du front ne sont pas encore tous à nous, et le soldat du front trompé par les Lieber-Dan* (Lieber est un autre dirigeant menchevik) *viendra à Petrograd égorger les travailleurs de la ville"* (6).

Une campagne se déchaîne contre Lénine et Zinoviev, accusés d'être des agents allemands. Le gouvernement Kerenski les inculpe. Ils se cachent. Le 13 juillet, Dan fait voter par les comités exécutifs réunis une motion affirmant : *"Toutes les personnes inculpées par le pouvoir judiciaire sont écartées des comités exécutifs jusqu'au jugement du tribunal"* (7).

Pour soutenir un pouvoir vacillant et justifier le report des élections à l'Assemblée constituante, qu'il veut, avec l'accord des partis qui le soutiennent, convoquer après une victoire de plus en plus incertaine, Kerenski convoque miseptembre une conférence dite par antiphrase démocratique, qui va désigner un Préparlement qui n'est élu par personne.

A la fin de la conférence, les délégués des soviets désignés à celle-ci se réunissent et, sous l'impulsion entre autres des

(5) Léon Trotsky, *op. cit.*, tome 2, p. 40.
(6) *Proletarskaia Revolioutsia*, 1927, n° 6, pp. 226-227.
(7) Léon Trotsky, *op. cit.*, tome 2, p. 134.

bolcheviks, réclament la tenue du deuxième congrès des soviets. La date retenue est celle du 20 octobre. A peine les délégués repartis, les membres du comité exécutif central sont ravagés par l'inquiétude : que pourrait décider un tel congrès dans une situation de crise politique et sociale ? Le bureau du comité exécutif décide d'abord de ne rien faire pour préparer la convocation de ce congrès, puis, dès le 26 septembre, Dan lui propose de différer la tenue du congrès. Après une intervention de Trotsky, le bureau rejette la motion. Dan soumet alors à sa section militaire la proposition, adoptée par ce dernier, d'ouvrir une enquête sur l'opportunité de tenir un tel congrès.

Sous la pression quotidienne de Lénine et malgré les réticences de la majorité du comité central, les bolcheviks préparent une insurrection concomitante à la tenue du congrès des soviets.

Le 24 octobre, devant les signes manifestes de préparation de l'insurrection, Dan déclare : *"Nous, mencheviks, sommes prêts à défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang le gouvernement provisoire ; mais que celui-ci donne à la démocratie la possibilité de se grouper autour de lui"* (8). Le soir, les mencheviks exigent du gouvernement provisoire qu'il prenne les mesures auxquelles il s'opposait avec leur accord : la remise immédiate de la terre aux comités agraires, l'exigence affirmée auprès des alliés d'engager immédiatement des pourparlers de paix, etc. Il s'agit de retirer aux bolcheviks l'appui politique que leur apportent des millions d'hommes et de femmes qui veulent la terre et la paix.

L'adversaire d'Octobre

Le 24 au soir se réunissent les comités exécutifs des deux soviets. Les dirigeants mencheviques historiques Tseretelli et Tchkeidzé, comprenant que la bataille est perdue, sont déjà partis rejoindre leur Géorgie natale. Trotsky commente : *"Comme leader du bloc conciliateur, restait Dan. Il n'avait ni la bonhomie malicieuse de Tchkeidzé ni l'éloquence pathétique de Tseretelli ; en revanche, il les dépassait tous les deux par une myopie obstinée (...). Il prit la parole dans un grand silence."* Que dit-il ? *"Jamais encore la contre-révolution n'avait été aussi forte que dans le moment présent (...). Dans les usines et les casernes, la presse des Cent-Noirs a beaucoup plus de succès que celle des socialistes."* Et il assure que le comite exécutif central empêchera l'insurrection : *""C'est seulement sur son cadavre que se croiseront les baïonnettes des parties belligérantes"* (9).

Le 25 s'ouvre le IIe Congrès des soviets. Au nom de la direction sortante et bientôt sortie, Dan annonce d'une voix lugubre que ses camarades se trouvent au palais d'Hiver sous les obus, en réalité réduits alors à un tir à blanc du croiseur *Aurore*. Les bolcheviks ont autour de 51 % des délégués. D'autres délégués se joignant à eux, les élections du bureau à la proportionnelle donnent aux bolcheviks 14 sièges (dont Lénine) sur 25. Kamenev remplace Dan à la présidence. Les S-R et les mencheviks refusent d'occuper leurs places au présidium, sauf trois S-R de gauche.

Au comité central menchevique, réuni peu après, le 3 novembre, Dan déclare : *"Pour empêcher la guerre civile, la capitulation du bolchevisme est indispensable (...) ; notre tâche est de séparer le bolchevisme du mouvement ouvrier."* Il ajoute : *"Pendant les premiers jours du complot, on avait l'espoir qu'il pouvait être liquidé par la force militaire, mais la tentative de l'écraser a échoué, l'attaque lancée sur Petrograd* (par Kerenski à partir de Gatchina) *a fait de la défense de Petrograd la cause du prolétariat ; le parti socialiste ne peut pas prendre part à l'écrasement de la classe ouvrière ; c'est pourquoi nous nous sommes placés sur le terrain de l'accord qu'exigent les larges masses ouvrières."*

Il prône donc un gouvernement de coalition socialiste, autour des socialistes du gouvernement provisoire déchu et de leurs satellites, visant à *"contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets"*. C'est donc le pouvoir des soviets lui-même, et non celui des

(8) *Ibidem*, p. 592.
(9) *Ibidem*, pp. 592 et 603.

seuls bolcheviks, que rejette le dirigeant menchevique, qui ajoute : *"L'accord est impossible sans la scission du bolchevisme."* Il explicite la deuxième partie de son calcul : *"Le refus d'un accord par les bolcheviks détachera les énormes masses des ouvriers des bolcheviks et leur soulèvement ne sera plus qu'un acte de la soldatesque. Tel est le résultat de notre tactique"* (10). Mais cette tactique échoue malgré la pression de la droite bolchevique (Zinoviev, Kamenev, Noguine, Riazanov, Miloutine, etc.) : le gouvernement socialiste homogène où les bolcheviks auraient été minoritaires n'est pas mis sur pied et la scission espérée ne se produit pas.

Dan déduit de cet échec une conclusion catastrophique : dans le journal menchevique *Vperiod* (21 novembre 1918), il écrit : *"Non seulement les ouvriers seront contraints de payer à un prix très cher la politique bolchevique d'anarchisme (...), mais quand les conséquences effrayantes de cette politique deviendront évidentes, le nom même de socialisme dont les bolcheviks abusent deviendra un objet de haine pour des millions de travailleurs. Voilà en quoi consiste le péché mortel des bolcheviks contre le prolétariat et le socialisme"* (11).

Pour l'Assemblée constituante, contre Brest-Litovsk

A la veille de la réunion de l'Assemblée constituante, il soumet à la réunion de la commission politique des mencheviks un projet de résolution dénonçant la volonté des bolcheviks de *"soumettre l'Assemblée constituante à leur pouvoir"* et les *"négociations pour une paix séparée à des conditions honteuses et mortelles pour l'existence ultérieure d'une Russie indépendante"*. La résolution affirme qu'*"en ces jours de destruction effrayante, quand une partie importante du pays est saisie par la famine et que les villes s'enfoncent dans le froid et les ténèbres"*, la seule voie du salut pour le pays est représentée par *"l'Assemblée constituante dotée des pleins pouvoirs, élue par l'ensemble du peuple"* (12).

Martov, partisan lui aussi *"du transfert du pouvoir à l'Assemblée constituante"*, fait remarquer que ce projet qui dénonce les bolcheviks est muet sur les partisans de l'ataman Kaledine, muet sur les négociations de la Rada ukrainienne avec les Allemands. Le projet ne dit effectivement pas un mot de la contre-révolution qui s'organise dans le sud, de l'Armée des volontaires, des Cosaques de Krasnov... Les bolcheviks sont le seul adversaire désigné. En proclamant leur volonté de voir les soviets subordonnés à l'Assemblée constituante — et donc vidés de tout contenu politique —, les mencheviks et les S-R affirment en fait leur volonté de reconstituer l'alliance de la bourgeoisie et de la démocratie sur laquelle reposait le gouvernement provisoire, et qui a fait faillite.

Les bolcheviks et les S-R de gauche dissolvent l'Assemblée constituante après sa première et unique journée de réunion le 5 janvier 1918. Ils affirment la prééminence du pouvoir des soviets, élus par les seules couches opprimées, sur elle.

Selon l'historien américain Martin Malia, *"cette assemblée aurait été bien en peine de gouverner face aux désordres de l'époque : elle était dominée par les mêmes partis qui avaient été incapables de maîtriser la situation en 1917 et, comme eux, elle était privée de tout appui militaire et administratif. Elle n'avait pas non plus de programme (...). Enfin, elle n'avait derrière elle aucun électorat prêt à se battre pour défendre son droit à gouverner"* (13). L'historien américain Rabinovitch souligne lui aussi *"l'indifférence fondamentale du peuple Russe au destin de l'Assemblée constituante"* (14). Dès lors, les mencheviks se retrouvent suspendus en l'air.

Dan se dresse contre le traité de Brest-Litovsk, puis, après sa signature,

(10) *Polititcheskie deiateli Rossii v*, 1917, Moscou, 1993, *op. cit.*, p. 96.
(11) *Ibidem*.
(12) *Mencheviki v bolchevitskoï Rossi, Mencheviki v 1918 godou*, Moscou 1999, pp. 64-65.
(13) M. Malia, *La tragédie soviétique*, Paris, Seuil, 1995, p. 158.
(14) A. Rabinovitch, *op. cit.*, p. 127.

part avec une partie du comité central menchevique s'installer à Moscou, participe aux III[e] (mi-janvier) et IV[e] (mi-mars) Congrès des soviets. Au IV[e], il vote contre la ratification du traité de Brest-Litovsk, et à la fin du congrès est élu au comité exécutif central des soviets. En juillet 1918, Lénine fait chasser du comité exécutif des soviets les mencheviks et les S-R accusés de collaborer avec les blancs. Les mencheviks sont à nouveau légalisés le 30 novembre 1918. A leur conférence de décembre, ils abandonnent le mot d'ordre du pouvoir à l'Assemblée constituante, sous lequel se rassemble une partie de la réaction.

De prison en réunions et retour en prison

De cette date 1918 au printemps 1921, Dan est à intervalles réguliers arrêté par la Tcheka, puis relâché au bout de quelques jours pour assister à une réunion du comité central des mencheviks ou à un congrès des soviets. De mars à juin 1919, il est enfermé trois mois dans la prison de Boutyrka. A sa sortie, en juin, il est mobilisé comme médecin dans l'administration du commissariat du peuple à la Santé et mis à la disposition du commissaire à la Santé Semachko, qui le nomme chef du service de chirurgie chargé de l'approvisionnement en matériel médical, dont il passe l'essentiel de son temps à consigner l'absence massive dans ses rapports.

Le 15 octobre 1919, les ouvriers affamés de la fabrique d'armes de Toula — un fief menchevique qui avait assuré une majorité menchevique au soviet de la ville — se mettent en grève pour réclamer de la nourriture. C'est la deuxième fois de l'année. La fabrique d'armes de Toula est alors la seule véritable en Russie soviétique. Alors que les armées blanches reçoivent des armes des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, l'Armée rouge n'en reçoit pas une et ne peut en acheter aucune, puisque, depuis le 1[er] janvier 1919, Londres et Paris ont décrété le blocus total de la Russie. La grève menace donc l'approvisionnement de l'Armée rouge. Lors de leur première grève, le 3 avril, Lénine a envoyé Dzerjinski les contraindre à reprendre le travail. Dzerjinski avait fait arrêter près d'un millier de grévistes, le ravitaillement avait été amélioré, les grévistes arrêtés relâchés et le travail avait repris. Mais la famine est vite revenue. Lénine pense cette fois que la recette Dzerjinski sera inefficace. Il invite Dan à aller haranguer les ouvriers de Toula. Dan leur explique que la défaite des blancs signifierait la défaite de la révolution. Les ouvriers harassés l'écoutent dans un morne silence, mais reprennent le travail contre une promesse d'améliorer le ravitaillement.

Le 6 mai 1920, les Polonais, qui, armés par la France et l'Angleterre, ont envahi l'Ukraine à la mi-avril, prennent Kiev. Le 11 mai, le bureau politique décide d'autoriser les mencheviks à publier un journal. Une semaine plus tard, une délégation de syndicalistes britanniques vient visiter l'Union soviétique. La situation du pays agressé par la Pologne et ravagé par la famine est très délicate. Le gouvernement soviétique, désireux d'obtenir le soutien des Trade-Unions, organise une visite de propagande que les mencheviks malmènent. Ils organisent un meeting à l'initiative du syndicat des ouvriers typographes, qu'ils dirigent. Dan y prononce, au nom du comité central du POSDR, un discours très critique de la politique du gouvernement, surtout en matière de ravitaillement, qu'il conclut en dénonçant l'intervention étrangère en Russie et en demandant aux syndicalistes britanniques de lutter pour la levée du blocus contre elle.

A la fin du meeting, un participant se lève et vient à la tribune. Il compare la situation à celle du christianisme : les socialistes sont les premiers chrétiens, les bolcheviks l'appareil dégénéré de l'Eglise. L'orateur, déguisé, à la fin de sa philippique, donne son nom : Tchernov, alors recherché par la Tcheka. A ce moment, affirme dans ses souvenirs ce dernier, qui émigre peu après, *"les présents se levèrent aussitôt, beaucoup bondirent sur leur chaise et je reçus une ovation telle que je n'en connus jamais durant toute ma vie"* (15). Dan, qui n'a vu personne grimper sur sa chaise, affirme le

(15) Victor Tchernov, *Pered Bouriei*, New York, 1953, p. 412.

contraire : *"Son discours trop littéraire et trop abstrait intéressa peu l'auditoire ouvrier, qui n'y réagit que par de maigres applaudissements"* (16). Qui croire ? Sans doute Dan, malgré la mémoire phénoménale que l'éditeur des souvenirs de Tchernov attribue à ce dernier.

La réaction des bolcheviks est immédiate. La direction du syndicat des typographes est dissoute et Dan exilé à Ekaterinbourg, où le comité menchevique local est en même temps arrêté ; puis, en août 1920, il est autorisé à rejoindre Moscou pour participer à la conférence nationale des mencheviks, qui disposent encore d'un local légal. A la fin de la conférence, on l'envoie comme médecin sur le front polonais. Il arrive à Minsk au moment même où l'Armée rouge, rejetée par la paysannerie et la majorité de la classe ouvrière polonaise, recule sous la pression des armées polonaises. Il revient peu après à Moscou.

Délégué au VIII[e] Congrès des soviets, où, selon lui, Lénine et Trotsky furent reçus avec beaucoup moins d'enthousiasme que lors du congrès précédent, Dan y prononce un discours critique d'une heure. Dans ses souvenirs, il affirme que des délégués bolcheviques vinrent le voir dans les coulisses pour affirmer leur soutien muet, bien qu'ils eussent évidemment voté contre la résolution proposée par les mencheviks, massivement rejetée. Au sortir du congrès, il ne veut pas retourner à Ekaterinbourg, où la vie politique est morne. Il demande à être affecté à Petrograd. On l'y envoie. Il y prend contact avec le comité menchevique local. Cet envoi risque de lui être fatal.

Dan et Cronstadt

Fin janvier 1921, le soviet de Petrograd, confronté à la chute brutale des arrivages de ravitaillement, réduit certaines rations alimentaires et les normes de livraison de pain. Mécontents, les traminots, les ouvriers des usines de la Baltique et Kabelny se mettent en grève le 9 février. Dans les unités de la garnison où les soldats manquent de bottes et de pain, et mendient parfois dans les rues, la grogne se répand. La raréfaction brutale des matières premières et du combustible pousse le soviet de Petrograd à fermer le 11 février une centaine d'usines. Le 24, deux mille ouvriers manifestent à Petrograd.

Le lendemain, Zinoviev déclare la loi martiale. Dan rédige un tract du comité menchevique tiré à 1 000 exemplaires défendant les revendications des grévistes.

La nouvelle des troubles de Petrograd parvient à Cronstadt, île dressée au milieu du golfe de la Baltique à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Petrograd, et qui en défend l'accès. Près de vingt-sept mille hommes y sont entassés sur les navires immobilisés par les glaces et dans les forts. Le 26, des délégués de l'équipage de deux cuirassés ancrés dans l'île descendent dans les usines en grève et tiennent, le 1[er] mars, un grand meeting. Les 15 000 marins et soldats présents adoptent à la quasi-unanimité une résolution qui réclame la réélection immédiate des soviets à bulletin secret, la liberté de parole et de presse pour les anarchistes et les socialistes de gauche, la libération de tous les détenus politiques ouvriers et paysans, l'abolition de tous les organes politiques et détachements de choc dans l'armée et les usines, et des détachements de barrage, l'égalisation des rations alimentaires, la liberté totale d'exploitation du paysan et de l'artisan sans main-d'œuvre salariée. Cette vision d'une société de petits paysans et d'artisans libres se répand sous le slogan *"Les soviets sans communistes"*, qui n'y figure pas, mais résume assez bien son contenu. Le 2 mars, les révoltés passent de la protestation à l'insurrection en créant un comité révolutionnaire provisoire.

Les insurgés espèrent enflammer les ouvriers de Petrograd, dont la majorité, las de la guerre civile, et souvent hostiles à ces marins qui perçoivent une ration alimentaire double de la leur, ne bougent pas. Dan le souligne dans ses souvenirs : *"Le mouvement de Cronstadt ne fut en aucune manière soutenu par les ouvriers de Pétersbourg"* (17). Il attribue cette

(16) Fiodor Dan, *Dva goda skitanii*, Moscou, 2006, p. 8.
(17) *Ibidem*, p. 97.

absence de soutien au fait que le soviet a amélioré leur ravitaillement et annoncé la fourniture de chaussures ! Mais Cronstadt peut s'étendre au continent, transformer les révoltes paysannes éparses en insurrection généralisée et favoriser une intervention des puissances occidentales. Affolée, la Tcheka arrête Dan et le comité menchevique de la ville, accusés — sans aucun fondement réel — d'être les inspirateurs de la révolte de Cronstadt, et les jette en prison dans la forteresse Pierre et Paul... où Dan avait déjà été enfermé vingt-cinq ans plus tôt (avec Lénine). Il y reste un an. Début janvier 1922, lui et ses camarades décident une grève de la faim. Ils sont libérés au bout de quinze jours, et, le 26 janvier, partent pour Riga, et de là à Berlin... Il raconte tous ces épisodes dans un livre de souvenirs intitulé *Dva Goda Skitanii* ("Deux années d'errance"), *1919-1921*, très vivant... mais non publié en français.

A Berlin, il assure d'abord avec Martov, qui meurt l'année suivante, la rédaction de l'organe des mencheviks, *Sotsialistitcheski Vestnik*. Il est régulièrement délégué du POSDR en exil — dont, après la mort de Martov, il est le principal dirigeant historique — aux congrès de l'Internationale ouvrière socialiste.

Pour la défense des conquêtes de la révolution

En décembre 1932, il prononce une conférence sur la révolution russe devant les étudiants socialistes à Paris. Il y déclare : « *Sans aucun doute, la dictature jacobine du bolchevisme n'a pas accompli une œuvre moins importante que son prototype français. Avec un radicalisme inouï, elle a anéanti tous les vestiges de l'ordre féodal tsariste et accompli la révolution agraire. Dans la guerre civile, elle a battu la restauration et la contre-révolution "blanche", résisté à l'intervention impérialiste, libéré les nationalités en même temps qu'elle rétablissait l'unité de l'Etat qui menaçait de s'écrouler.*

Forcée par la résistance des paysans, la grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1921 et le soulèvement de Cronstadt de jeter par-dessus bord les utopies du "communisme de guerre", elle rendit possible, en inaugurant la Nouvelle Politique économique (la NEP), le rétablissement des forces productives du pays presque anéanties par la guerre extérieure et la guerre civile, par l'intervention et le blocus, par les tempêtes de la révolution, non moins que par les expériences utopiques. »

Il dénonce en suite *"la dégénérescence de la dictature"* et *"la dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne"*. Il affirme donc la nécessité de *"défendre les véritables conquêtes de la révolution (...) sur le terrain de l'économie, de la culture, de l'autonomie nationale, etc."*. Et conclut : *"Les résultats économiques et sociaux du formidable bouleversement révolutionnaire pourraient devenir les prémisses d'une évolution accélérée de la Russie arriérée vers le socialisme, mais à une seule condition : que, de la grande bataille qui s'annonce entre le capitalisme et le socialisme dans les pays avancés, le socialisme sortît vainqueur. Et inversement, toutes les prémices d'une économie étatique et collective en Russie devront traverser une évolution régressive si le capitalisme réussit à vaincre la classe ouvrière dans les pays avancés et à y rétablir sa toute-puissance"* (18).

C'est là que le bât blesse. A la lecture de ces lignes, on pourrait dire : le menchevik Dan parle désormais à peu près comme le bolchevik Trotsky : conquêtes de la révolution, dégénérescence de la dictature, constitution d'une couche privilégiée (la bureaucratie), le choc entre révolution et contre-révolution se jouera sur le terrain international... Mais une nuance de taille sépare les deux hommes : Dan appartient à l'Internationale ouvrière socialiste, qui partout défend l'ordre bourgeois existant comme elle n'a cessé de le faire depuis 1918. Elle va le démontrer à nouveau en 1936, où, appuyé sur le Parti communiste français, Blum fera tout pour réduire la grève

(18) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 18, septembre-octobre 2002, pp. 51 à 58.

générale à un simple mouvement revendicatif. Il déclarera ainsi à ses juges, à Riom, en 1942, en évoquant juin 36 : *"A ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention présidentielle ; je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion, un ascendant suffisant pour qu'il lui fît entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force"* (19). Bref, il a empêché la révolution.

Ainsi, en France et en Espagne en 1936, comme en 1918 en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Hongrie et ailleurs, comme en 1934 en Autriche, les partis de l'Internationale à laquelle Dan appartenait ont soutenu à bout de bras le maintien de la propriété privée des moyens de production, et donc, dans le conflit international où Dan voyait la solution, œuvré dans le sens de la restauration du capitalisme en URSS. Cette contradiction va mener Dan, à la fin de la guerre, à voir dans la bureaucratie stalinienne le défenseur des conquêtes de la révolution et à s'incliner devant elle.

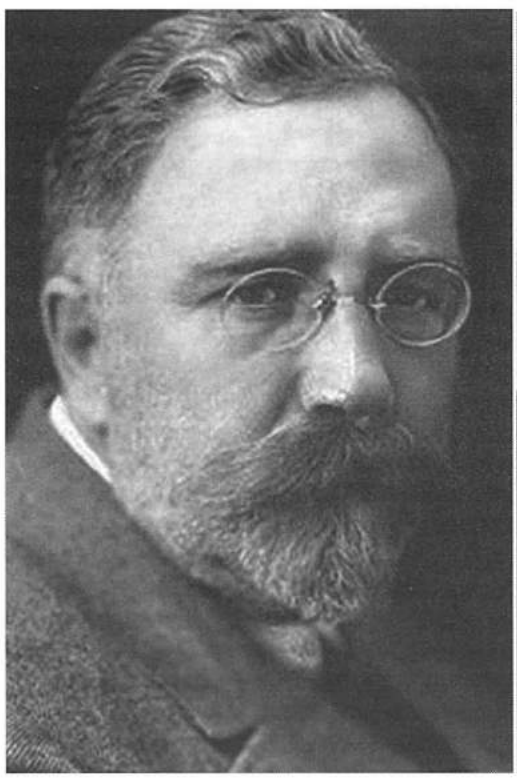
En mars 1938, analysant le troisième procès de Moscou, il déclarait pourtant : *"Il faut défendre l'Union soviétique, il faut sauver la révolution russe (...) non pas avec Staline, qui prépare inévitablement le triomphe de la contre-révolution, mais contre lui et en accord avec les classes laborieuses russes"* (20).

Après l'accession de Hitler au pouvoir, il se réfugie à Paris, où il assure la présidence de la délégation étrangère du POSDR menchevique. En février 1940, il renonce à cette fonction et à celles de rédacteur du *Sotsialistitcheski Vetsnik* (qu'il assure pourtant jusqu'à la fin de 1942) parce qu'il est pour la défense de l'URSS dans la guerre qui vient d'éclater, alors que la majorité de la direction menchevique et de la rédaction sont pour la défaite de "la dictature de Staline". En mars 1940, il se réfugie à New York. Il prend alors sa retraite de président de la délégation étrangère du POSDR menchevique, puis lance une revue, *Novy Put* ("La Nouvelle Voie"), pro-stalinienne. Peu avant de mourir, il publie *L'origine du bolchevisme*, où il s'affirme convaincu de la convergence entre socialisme et communisme (dont le stalinisme lui paraît être l'expression) et s'affirme convaincu de l'inéluctable démocratisation de la société soviétique, attribuant ainsi à la bureaucratie la capacité de se réformer et de se démocratiser.

Le texte reproduit plus loin est extrait d'une conférence qu'il a tenue à Paris en décembre 1932 devant les étudiants socialistes SFIO. Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une interview accordée en 1938 par Dan sur le troisième procès de Moscou.

Jean-Jacques Marie

(19) Maurice Ribet, *Le procès de Riom*, Paris, Flammarion, 1945, p. 167.
(20) *Juin 36, 18 mars 1938* et *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 153.



Léon Kamenev et Grigori Zinoviev

Léon Kamenev et Grigori Zinoviev : un tandem bicéphale

"L'épisode d'Octobre"

Lorsqu'il fait un bref portrait de six dirigeants soviétiques dans les notes dictées à la fin de sa vie et qui ont reçu le nom de Testament, Lénine examine ensemble Kamenev et Zinoviev, et se contente d'une très courte appréciation négative, voire assassine : *"L'épisode d'Octobre ne fut pas, bien entendu, un accident, mais il ne peut guère plus* ***lui*** (sic !) *être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky"* (1). ***"Lui"***, c'est bien ce que Lénine a dicté ; le texte publié ***"leur"*** est une correction des éditeurs choqués de l'absence de logique apparente, alors que le ***"lui"*** souligne à quel point, pour Lénine ces deux hommes, d'un certain point de vue, n'en faisaient politiquement qu'un dans les moments les décisifs ; leur attitude commune en octobre 1917, dans les semaines qui précèdent l'insurrection et dans celles qui la suivirent, exprime donc, selon Lénine, l'essence même de leur politique à l'un et à l'autre.

C'est une première raison pour tenter de présenter un portrait commun des deux hommes. Ce n'est pas la seule. Leur destin les présente en effet devant l'histoire comme un couple politique à peu près indissociable à partir du moment où ils se rencontrent... En exil après la révolution russe de 1905, ils sont tous les deux les principaux collaborateurs de Lénine ; en 1917, ils mènent la même politique, sous la houlette de Kamenev, puis sont présidents du soviet des deux capitales (Zinoviev président du soviet de Petrograd, Kamenev président du soviet de Moscou). En 1923, ils s'allient tous deux à Staline et forment avec lui le triumvirat pour faire barrage à Trotsky, ils dénoncent l'un et l'autre dans l'Opposition de gauche une résurgence d'un "trotskysme" bien oublié, puis, en 1925, ils forment une Nouvelle Opposition à Staline battue au XIV[e] Congrès, en décembre 1925. Après quoi, ils se rapprochent de Trotsky pour constituer en avril 1926 l'Opposition unifiée. En décembre 1927, ils sont d'accord tous les deux pour rompre avec Trotsky et capituler devant Staline afin de rester dans le parti unique, en dehors duquel ils ne voient pas d'activité politique possible. Puis, Staline les déclare tous deux moralement responsables de l'assassinat de Kirov le 1[er] décembre 1934. Ils sont tous les deux condamnés à la prison, puis sont les deux principales figures du premier procès de Moscou, en août 1936, tous les deux condamnés à mort et tous les deux abattus d'une balle dans la nuque. Ils forment donc un tandem politique comme il y en a peu d'exemples dans l'histoire.

"Des natures profondément différentes"

Pourtant, dans le bateau qui l'emmène au Mexique le 31 décembre 1936, Trotsky, comparant les deux hommes, note : *"Zinoviev et Kamenev étaient des natures*

(1) Lénine, *Œuvres complètes* (russe, tome 45, p. 345), et Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Minuit, 1978, p. 87.

profondément différentes." Il précise en quoi : "*Zinoviev agitateur et Kamenev propagandiste. Zinoviev se laissait principalement guider par son flair politique, Kamenev réfléchissait et analysait. Zinoviev toujours enclin à s'emballer. Kamenev, au contraire, péchant par excès de circonspection. Zinoviev, tout entier absorbé par la politique, sans goût ni intérêt pour le reste. Kamenev doublé d'un jouisseur et d'un esthète. Zinovievv vindicatif, Kamenev débonnaire.*"

Puis, évoquant leur itinéraire politique, Trotsky note : "*En 1917, l'opposition à la révolution d'Octobre les rapprocha. Dans les premières années qui suivirent la victoire, Kamenev eut plutôt à l'égard de Zinoviev une attitude ironique. L'opposition contre moi les rapprocha par la suite, puis l'opposition contre Staline (...). En dépit de leurs dissemblances, ils avaient, outre une expérience commune acquise dans l'émigration, sous la direction personnelle de Lénine, à peu près le même diapason de pensée et de volonté. L'analyse de Kamenev complétait le flair de Zinoviev ; ils trouvaient en tâtonnant la solution commune. Plus prudent, Kamenev se laissait parfois entraîner par Zinoviev plus loin qu'il n'eût souhaité aller, mais ils se retrouvaient toujours à la fin sur la même ligne de retraite. Proches l'un de l'autre par leurs valeurs personnelles, ils se complétaient par leurs différences*" (2).

Zinoviev a suscité des antipathies violentes, qui ont en général épargné Kamenev. Victor Serge le qualifie dans *Ville conquise* de "*dictateur, demeuré un peu gras par ces temps de famine*" (3). Ainsi, le communiste — puis social-démocrate — allemand Paul Lévi l'appelait "*l'âne de réputation européenne*". La communiste — puis sociale-démocrate — italienne Angelica Balabanova, peu portée sur la nuance, le déclare "*le personnage le plus méprisable qu'elle ait connu après Mussolini*". L'historien britannique des premières années de l'Union soviétique, E. H. Carr, plutôt pro-bolchevik, porte sur lui un jugement politique assassin : "*Il ne dominait ni les problèmes politiques ni les problèmes économiques et préférait les discours à l'action (...). Il ne comprenait rien au maniement des hommes (...). Sa volonté de reprendre le manteau de Lénine s'étalait si naïvement qu'elle rendait son ambition ridicule (...). Il n'avait aucun don d'organisation (...). Il se gagna une réputation peu enviable d'instabilité et de manque de scrupules.*" Le plus sévère, peut-être, est le vrai codirigeant du Parti bolchevique avec Lénine jusqu'à sa mort en mars 1919, Jacob Sverdlov, qui dit un jour de lui : "*Zinoviev, c'est la panique*" (4).

En tout cas, une chose est sûre : de toutes les "biographies autorisées" publiées dans l'Encyclopédie Granat en 1927 et rédigées par le secrétariat des dirigeants en 1925 et 1926 (pour Lénine, par sa sœur Anna), la plus mensongère et la plus vaniteuse est celle de Zinoviev, qui gonfle son rôle au-delà du vrai... et du vraisemblable. Sur ce double plan, sa biographie autorisée bat très largement celle de Staline, rédigée par le secrétaire de ce dernier, Tovstoukha. Staline, il est vrai, se rattrapera largement plus tard et deviendra le champion du monde toutes catégories de la falsification historique. Quoique parsemée de silences sur ses désaccords avec Lénine, la biographie autorisée de Kamenev est un peu plus modeste et trafique un peu moins la vérité...

Nés la même année

Kamenev et Zinoviev, de plus, naquirent la même année, en 1883. Léon Kamenev (pseudonyme de Lev Rosenfeld) naît à Moscou le 18 juillet, Zinoviev (pseudonyme de Radomylski) à Elizabethgrad en septembre.

Kamenev est le fils d'un ingénieur-mécanicien des chemins de fer, Zinoviev, fils d'un paysan propriétaire d'une petite ferme laitière. Le père de Kamenev part bientôt à Vilnius, puis, en 1896, il est nommé dans les chemins de fer à Tbilissi. Kamenev fait ses études au ly-

(2) Léon Trotsky, *Les crimes de Staline*, Grasset, 1937, pp. 98-99.
(3) Victor Serge, *Ville conquise*, Climats Flammarion, 2011, p. 69.
(4) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero 1969, p. 97.

cée de la capitale géorgienne, puis, en 1901, s'inscrit à la faculté de droit de Moscou.

Zinoviev, lui, d'une formation beaucoup plus autodidacte, commence à travailler comme employé de bureau à l'âge de 15 ans et entre bientôt en contact avec des cercles d'éducation politique sociaux-démocrates de la région. Pour échapper aux persécutions policières, il part à l'étranger en 1902, à Berlin d'abord, puis Paris et enfin Berne. En Suisse, il rencontre Plekhanov et Lénine. Au lendemain de la scission de 1903, il se rallie aux bolcheviks, et, à l'automne 1903, repart dans le sud de la Russie participer à l'activité des groupes locaux du POSDR. B. Bogdan, l'auteur de sa "biographie autorisée" de Granat, écrit : *"A la fin de 1904, il tombe malade et repart pour l'étranger"*, où il s'inscrit à la faculté de chimie de l'université de Berne, et rentre en Russie en 1905. B. Bodgan note : *"Il eut bientôt une grave maladie de cœur. Les médecins l'envoient de nouveau à l'étranger, où il reçoit des soins pendant quelques mois. Le professeur Salli lui interdit toute activité politique. Il guérit"* (5). Il abandonne alors la chimie et s'inscrit à la faculté de droit.

Kamenev, lui, est arrêté en mars 1902 pour participation à une manifestation étudiante. Il passe quelques mois en prison, puis la police le renvoie en résidence surveillée à Tbilissi dans sa famille. La résidence n'est pas très surveillée, car à l'automne 1902 il part pour Paris, où il adhère au groupe de l'Iskra. Il rencontre Lénine lors d'une visite de ce dernier à Paris et s'installe à Genève lorsque la rédaction de l'*Iskra* y déménage au début de 1903. En septembre 1903, il rentre à Tbilissi, qu'il quitte pour Moscou en janvier 1904 après une grève des chemins de fer du Caucase à laquelle les cercles sociaux-démocrates ont contribué. C'est alors que Kamenev rejoint les bolcheviks. Il est arrêté mi-février lors d'une rafle de militants de Moscou, reste cinq mois en prison et est renvoyé en résidence surveillée à Tbilissi. Il entre alors au comité bolchevique de l'Union du Caucase auquel appartient Joseph Staline. Le comité le délègue au bureau des comités de la majorité bolchevique installé à Saint-Pétersbourg et chargé de préparer le III[e] Congrès du POSDR (purement bolchevique, car boycotté par les mencheviks). Kamenev fait le tour d'une série de comités locaux et part à Londres participer au congrès en avril 1905 sous le pseudonyme de Gradov. Puis, il repart en Russie en juillet et fait à nouveau le tour d'une série de comités locaux avant de revenir à Saint-Pétersbourg, où, en mars 1906, arrive Zinoviev, élu deux mois plus tard au comité social-démocrate unifié de Pétersbourg, où Kamenev entre en même temps.

Dans la révolution de 1905, il ne joue qu'un rôle limité consistant surtout à écrire des articles. Après la dissolution, le 3 juin 1907, de la Deuxième Douma, qui déplaît beaucoup au tsar pour ses exigences démocratiques, Kamenev reste à Saint-Pétersbourg comme membre du centre bolchevique aux côtés de Zinoviev, avec lequel commence une collaboration qui ne cessera qu'avec leur mort commune.

La biographie autorisée de Zinoviev donne alors de son activité un tableau impressionnant aux allures épiques : *"A l'époque de la première Douma, Zinoviev dirige l'agitation contre les Cadets et les mencheviks (...). Il mène le combat parmi les ouvriers du textile (...), il part sur ordre de Lénine pour Cronstadt, afin d'organiser l'insurrection (...). Dans de nombreuses réunions, dans les discussions avec les orateurs influents menchevïques, Zinoviev défend avec succès la politique bolchevique. En même temps, il mène l'agitation parmi les soldats de Pétersbourg et des environs. Il va dans les casernes de Tsarskoie-Selo et prend part aux réunions que les soldats tiennent hors de l'enceinte du palais, où il arrive déguisé."* Emprisonné un moment, *"il tombe gravement malade"* (6). Un point est indiscutable : délégué au congrès du POSDR, à Londres, en avril 1907, il est l'un des six bolcheviks élus au comité central avec Lénine et Bogdanov. Il est donc bien l'un des principaux cadres organisateurs des bolcheviks.

(5) *Ibidem*, p. 87.
(6) *Ibidem*, pp. 88-89.

Leur collaboration étroite avec Lénine

Kamenev est arrêté le 18 avril 1908 sous l'accusation de préparer un tract appelant au 1er Mai. Libéré en juillet, il part rejoindre Lénine à Genève à la fin de l'année et est nommé rédacteur en chef de l'organe central des bolcheviks (*Proletarii*), dont la rédaction est composée de Lénine, lui et Zinoviev.

C'est de cette année 1908 que date à la fois la coopération étroite entre Zinoviev et Kamenev, et leur collaboration tout aussi étroite avec Lénine.

En 1910, les deux hommes sont envoyés comme délégués du POSDR au congrès de la IIe Internationale, à Copenhague.

Constatant que le parti et ses organes dirigeants ne fonctionnent plus, Lénine convoque à Prague, du 18 au 30 janvier 1912, une conférence pour "rétablir" ou "ressusciter" le POSDR.

La conférence réunit en tout quatorze délégués avec voix délibérative, dont Zinoviev, deux partisans de Plekhanov et deux agents provocateurs : Romanov et Malinovski, plus quatre (dont Lénine et Kamenev) avec voix consultative. Zinoviev rapporte sur plusieurs questions et est élu au nouveau comité central.

En août 1912, Lénine, Kroupskaia, Zinoviev et Kamenev s'installent dans la banlieue de Cracovie, capitale de la Galicie autrichienne, attribuée à l'Autriche-Hongrie lors du partage de la Pologne en 1795, à une dizaine de kilomètres de la frontière russe, d'où Lénine peut suivre les affaires du parti et de la *Pravda*.

Lénine lit et travaille dans son bureau jusqu'à l'arrivée du courrier, qu'il dépouille avec Kroupskaia, Zinoviev et Kamenev.

La biographie autorisée de Zinoviev efface curieusement la présence de Kamenev en affirmant : "*De là, Lénine et Zinoviev peuvent d'une manière active collaborer aux publications de Pétersbourg. Zinoviev écrit les discours pour les députés ouvriers de la Quatrième Douma*" (7). Zinoviev se vante et se pousse du col. C'était souvent Lénine qui faisait ce travail.

Face à la guerre

Au début de 1914, Lénine envoie Kamenev à Moscou prendre en main la rédaction de la *Pravda* décimée par les arrestations. La guerre va séparer un long moment les destins de Zinoviev et de Kamenev. Lorsqu'elle éclate, Zinoviev est toujours avec Lénine en Galicie. Il l'accompagne en Suisse, où il est pendant toute la guerre, jusqu'à leur retour en Russie à travers l'Allemagne, son plus proche collaborateur. Il participe avec lui à la rédaction du bulletin des bolcheviks *Le social-démocrate*, aux conférences contre la guerre de Zimmerwald et de Kienthal, et à la sortie du recueil *Contre le courant* contre le social-chauvinisme, dont les textes appartiennent à la plume des deux hommes. Sa biographie autorisée poursuit dans la vantardise : "*Zinoviev organise la gauche zimmerwaldienne*" (8), qui rassemble quelques dizaines d'hommes. Non, il aide Lénine, qui en est le réel organisateur.

Kamenev, lui, passe la guerre en exil en Sibérie. Installé en Finlande (alors province semi-autonome de l'empire russe), il convoque à Ozerki, près de la frontière, une conférence bolchevique après le refus des députés bolcheviques (comme les mencheviks) de voter les crédits de guerre. Tous les participants sont arrêtés et passent en jugement. Lors de leur procès, en février 1915, Kamenev, pour éviter une condamnation trop lourde, s'affirme hostile au "défaitisme révolutionnaire". En Suisse, Lénine déclare "*le procédé incorrect et, du point de vue d'un social-démocrate révolutionnaire, inadmissible*", mais ne lui en tiendra pas rigueur quand il le retrouvera en avril 1917 à Petrograd. En revanche, lorsque Zinoviev et Kamenev rompront leur alliance avec Staline à la fin de 1925, le secrétaire général sortira du passé cet épisode oublié pour discréditer Kamenev.

Lui et ses camarades sont exilés d'abord à Touroukhansk (où est exilé Staline), puis en 1916 dans la ville d'At-

(7) *Ibidem*, p. 90.
(8) *Ibidem*.

chinsk, encore avec Staline, où la révolution de Février libère les deux hommes, qui reviennent ensemble à Petrograd où, en tant que membres du comité central, ils prennent la direction du Parti bolchevique et de la *Pravda*. Lénine, de la Suisse, leur adresse quatre *Lettres de loin*, où il exige l'indépendance absolue vis-à-vis du gouvernement provisoire et de sa politique et vis-à-vis des mencheviks. Ces propositions paraissent inacceptables à Staline et Kamenev, qui, comme les mencheviks, soutiennent le gouvernement provisoire et se prononcent logiquement, le 1er avril, pour la réunification avec eux. Staline et Kamenev impriment la première lettre en en coupant un cinquième et mettent les trois autres au placard.

Lorsqu'ils arrivent le 3 avril à la gare frontière de Beloostrov, Kamenev se précipite dans le wagon où se trouvent Lénine et Zinoviev, et traîne ce dernier par la main pour le présenter aux jeunes bolcheviks qui ne le connaissaient que de nom. Ce geste allait prendre une valeur symbolique. Lénine reproche vivement le contenu de la *Pravda* à Kamenev, qui combat l'orientation que Lénine propose pendant trois semaines. Kamenev rejette, dans la *Pravda* datée du 8 avril, ses *Thèses d'avril*, qui invitent les bolcheviks à préparer le passage de la première étape de la révolution à la seconde, qui doit transmettre le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie pauvre. Puis il se rallie.

Les journées de juillet 1917 unissent étroitement Lénine, Zinoviev et Kamenev dans la calomnie. Zinoviev, dénoncé comme agent allemand ainsi que Lénine, se cache avec lui à Razliv, puis, en août, se cache chez un ouvrier bolchevique de Petrograd. Kamenev, lui, dénoncé comme agent... de l'Okhrana tsariste, est jeté en prison et en sort après l'échec du putsch de Kornilov, à la fin août 1917.

Auparavant, le VIe Congrès (26 juillet-3 août) du Parti bolchevique, qui enregistre l'adhésion collective de la mejraionka, dont Trotsky, élit un nouveau comité central de 21 membres : Lénine est élu avec 133 voix, Zinoviev avec 132, Trotsky et Kamenev avec 131. Les désaccords passés sont oubliés et les prochains ne sont encore qu'en (tout petit) germe.

Unis contre la révolution d'Octobre

Tout au long de l'année 1917, Kamenev est dans la direction du Parti bolchevique l'opposant de droite le plus cohérent, le plus résolu et le plus déterminé. Il oppose sa politique à celle de Lénine. On peut résumer la sienne en quelques lignes : le Parti bolchevique doit mener une opposition résolue au gouvernement provisoire dans le cadre des institutions existantes (les soviets, les doumas municipales, plus tard la Conférence démocratique et le Préparlement fabriqués par Kerenski), avec l'objectif de devenir à l'Assemblée constituante la première force... d'opposition, une opposition de gauche à la "démocratie" régnante. La prise du pouvoir isolerait les bolcheviks des autres courants de la "démocratie" (c'est-à-dire des autres partis socialistes).

Le conflit éclate dès le début de septembre avec Lénine, partisan inflexible de la prise du pouvoir face à la catastrophe qui s'annonce. Kamenev, soutenu par Zinoviev et les dirigeants du comité de Moscou Rykov, Noguine, Milioutine, est en réalité majoritaire. Lénine dirige le second courant, minoritaire. Trotsky est, dans l'ensemble, de son côté, comme Sverlov. Staline opine du bonnet silencieusement.

Lorsque, à la mi-septembre, Lénine envoie au comité central deux lettres recommandant de préparer l'insurrection, Kamenev s'oppose à sa proposition. La majorité du comité central, apeurée, décide, par 6 voix (dont Zinoviev) contre 4 et 6 abstentions, de ne les communiquer à personne et d'en conserver un unique exemplaire pour les archives, bref bâillonne Lénine. Sur proposition de Kamenev, elle décide même de tout faire pour empêcher toute manifestation dans les casernes et les usines, c'est-à-dire de ne rien faire, d'attendre et de renvoyer le débat à sa séance suivante du 20 septembre.

Lénine, furieux des atermoiements du comité central, convoque ce dernier le 10 octobre ; il y présente une résolution décidant d'organiser l'insurrection. Dix membres votent pour ; Kamenev et Zi-

noviev votent contre et le lendemain adressent une lettre de six pages, intitulée *"Sur le moment présent"*, aux principales organisations du parti. C'est la plate-forme des opposants à l'insurrection, qui lui préfèrent une perspective parlementaire. Selon eux, vu la bolchevisation rapide des soviets, une insurrection armée à la veille des élections à l'Assemblée constituante mettrait en jeu le destin du parti et de la révolution russe et internationale. Un développement pacifique de la révolution garantirait aux bolcheviks un tiers, sinon plus, de sièges à l'Assemblée constituante, qui formerait avec les soviets un gouvernement combiné. Là serait la victoire des bolcheviks.

La préparation de l'insurrection votée n'avance guère. Zinoviev et Kamenev imposent en fait leur orientation au comité central. Pourtant, le régime est moribond. Le 14 octobre, les *Izvestia*, organe officiel des soviets mencheviko-S-R, écrivent : *"Tout est à un cheveu de la ruine (...). A la moindre tension, à la moindre surcharge, le cheveu sera rompu, et alors..."*

La biographie autorisée de Zinoviev ose affirmer : *"Dès le jour de son arrivée en Russie, Zinoviev prend part à la préparation du parti et des masses ouvrières à la révolution d'Octobre"*... contre laquelle il se battit, et, utilisant le faux fabriqué en 1924 par Staline à l'époque de leur collaboration contre Trotsky, il affirme : *"Le 10 octobre, il est élu membre du bureau politique du CC créé pour diriger l'insurrection"* (9). Bien que trafiquant lui aussi la vérité, Kamenev n'ose, lui, pas s'assurer une telle place. Son biographe autorisé écrit : *"Avant l'insurrection d'Octobre, entre Kamenev et Zinoviev d'un côté, Lénine et la majorité du comité central de l'autre, des divergences se font jour qui suscitent de la part de Lénine une résistance farouche. Cependant, avant l'insurrection d'Octobre, ces désaccords sont liquidés et, sur proposition de Lénine, Kamenev est élu président du IIe Congrès des soviets, qui met au point et dirige le coup d'Etat d'Octobre, puis premier président au nouveau CEC bolchevique"* (10). Superbe mensonge, car le congrès n'a ni mis au point ni dirigé le coup d'Etat d'Octobre, il en a pris acte et l'a légitimé.

Quant aux désaccords nés dès le lendemain d'Octobre sur la formation d'un gouvernement socialiste homogène avec les mencheviks et les S-R membres et soutien du gouvernement provisoire de Kerenski, il n'en dit mot, ce qui rend incompréhensible la phrase suivante : *"Peu après, il cède ses fonctions de président du CEC à Sverdlov..."* (11). Pourquoi donc ? Mystère. Il faut reconnaître que le biographe de Zinoviev ne passe pas le désaccord sous silence. Il le signale, mais par une allusion obscure : *"Au début de novembre 1917, les désaccords qui avaient déjà surgi auparavant entre la majorité du CC et un grand nombre de camarades, dont Zinoviev, s'aggravent. Ils concernaient la surestimation par une minorité de l'influence de l'aile gauche des prétendus partis soviétiques sur les masses."*

A la réunion du CC du 16 octobre, Lénine dépose une motion pour l'insurrection, votée à une écrasante majorité : 20 voix pour, 2 contre (Zinoviev et Kamenev) et 3 abstentions. Mais ce vote est trompeur : nombre de ceux qui la votent ne font rien pour l'appliquer. Cette passivité frôle le sabotage. Le 18 octobre, le journal de Gorki, *Novaia Jizn*, publie une lettre des deux hommes dénonçant la décision d'insurrection, ainsi rendue publique. Lénine les qualifie de *"briseurs de grève"* et exige leur exclusion du Parti bolchevique. Kamenev quitte le comité central.

La prise du pouvoir efface tout aux yeux de Lénine. Ainsi, c'est Kamenev qui remplace le menchevik Dan à la présidence du IIe Congrès des soviets des 25 et 26 octobre et c'est lui qui préside le nouveau comité exécutif central des soviets (CEC) élu à ce congrès. Mais les désaccords, à peine passés et dépassés, se prolongent et même s'aggravent. Le 29 octobre au matin, la direction menchevique du syndicat des cheminots, le Vikjel, menace de déclencher la grève

(9) *Ibidem*, p. 91.
(10) *Ibidem*, p. 42.
(11) *Ibidem*.

dès le 29 à minuit si les bolcheviks n'acceptent pas un gouvernement socialiste homogène où ils seraient minoritaires. La panique s'empare de Kamenev, Zinoviev et quelques autres.

Le 29 au soir, le comité central réuni sans Lénine ni Trotsky vote à l'unanimité une proposition de Kamenev qui *"juge nécessaire d'élargir la base du gouvernement et d'effectuer éventuellement des changements dans sa composition"* en incluant dans le comité exécutif central des soviets *"des représentants des partis ayant quitté le congrès en quantité proportionnelle"* et d'autres organisations (12).

Aussitôt après, Kamenev fait voter au comité exécutif central des soviets, qu'il préside, l'envoi d'une délégation conduite par lui et Sokolnikov à la table ronde convoquée par le syndicat des cheminots avec les autres partis "socialistes". Ces derniers proposent un gouvernement de coalition socialiste homogène où les bolcheviks recevraient cinq postes sur dix-huit et dont Trotsky et Lénine seraient exclus ! Les bolcheviks, devenus opposants minoritaires, n'auraient ainsi même pas le droit de choisir librement leurs représentants. Pour Kamenev, *"il n'y a pas de quoi rompre"* (13).

Les négociations s'engagent au siège du syndicat des cheminots en l'absence de Lénine et de Trotsky, occupés à défaire les troupes de Krasnov. Kamenev s'empresse de déclarer qu'*"un accord est possible et nécessaire"*, et le lendemain, avec trois autres bolcheviks, donne son accord pour remplacer le comité exécutif central des soviets élu par le IIe Congrès des soviets par un conseil populaire provisoire de 420 membres désignés par tous les partis "socialistes" où les bolcheviks seraient archiminoritaires.

Au comité central du 1er novembre, Kamenev annonce, satisfait : *"Les négociations ont abouti à la création d'un organisme : le gouvernement est responsable devant lui."* Lénine exige : *"Kamenev doit immédiatement renoncer à sa politique (...). Il faut rompre les pourparlers (...) qui étaient destinés à être une couverture diplomatique des mouvements militaires."* Rykov soutient Kamenev et déclare : *"Il y a un fossé entre nous"*, rompre les pourparlers, c'est perdre le pouvoir... Kamenev répète : *"Un accord est nécessaire."* Lénine tranche : *"Il est temps d'en finir avec nos indécisions (...). Le choix se présente ainsi : ou avec les agents de Kalédine ou avec la base populaire"* (14).

Le comité central, par 10 voix contre 4, s'oppose à l'interruption des pourparlers. Au comité de Petrograd réuni juste après, Lénine dénonce les propos défaitistes de Zinoviev et Kamenev. La droite du Parti bolchevique veut la "coalition" avec les adversaires de l'insurrection ? Il rompra avec elle. *"Nous marchons avec les masses. Avec les masses actives et non avec les masses fatiguées"* (15).

Vers la scission ?

Le lendemain, 2 novembre, l'insurrection l'emporte à Moscou. Au comité central, Lénine se déchaîne contre la droite bolchevique animée par Kamenev et Zinoviev, à qui il reproche de *"saboter la volonté et la décision du deuxième congrès des soviets"* en cédant aux ultimatums de ceux qui l'ont quitté. Le 2 au soir, au comité exécutif central, Zinoviev soumet au vote des bolcheviks de cette instance, qui la rejettent, la résolution adoptée par leur comité central quelques heures plus tôt. Kamenev y substitue sa propre résolution, largement votée, qui affirme la nécessité d'un gouvernement de tous les partis socialistes d'accord avec les décisions prises les 24 et 25 octobre, exigeant que les bolcheviks aient la moitié des postes dans le gouvernement de coalition (mais pas la présidence). Lénine, furieux de la capitulation de Kamenev, Zinoviev et leurs camarades, fait signer par dix membres du comité central (dont Staline, Trotsky et Sverdlov) un ultimatum à la minorité, accusée de *"saboter le travail du parti"* à l'heure où le sort de la révolution est en jeu.

La scission semble avancer à grands pas. Le 4 au matin, cinq membres du co-

(12) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Paris, Maspero, 1962, pp. 181-182.
(13) *Ibidem*, p. 184.
(14) *Ibidem*, pp. 184 à 190.
(15) Jean-Jacques Marie, *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, Le Seuil, 1967, p. 130.

mité central (Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine), jugeant nécessaire un gouvernement socialiste homogène et refusant d'*"endosser la responsabilité de la politique fatale du comité central"*, en démissionnent. Le soir, quatre commissaires du peuple, dont Rykov, annoncent leur démission du gouvernement dans une déclaration fracassante.

La majorité du comité central, à l'instigation de Lénine, menace Zinoviev, Kamenev, ainsi que Riazanov et Larine, de les exclure du parti. Lénine rédige le 5 et le 6 une adresse du comité central où il dénonce *"les partisans des capitalistes et leurs complices inconscients"* qui sapent le principe fondamental de la révolution *"Tout le pouvoir aux soviets"* (16). Il qualifie Kamenev et Zinoviev de *"déserteurs"*. Léonide Krassine écrit le 7 novembre à sa femme : *"Tous les bolcheviks éminents, Kamenev, Zinoviev, Rykov (Alexis le bègue) se sont déjà détachés de Lénine et de Trotsky, mais ces deux-là continuent à faire des leurs"* (17).

Mais ce même jour, Zinoviev, refusant toute scission, retire sa démission. Un an plus tard, il affirmera : *"A cette époque, notre comité central n'était pas d'accord avec le camarade Lénine. Presque chacun de nous pensait qu'il était encore trop tôt et que les mencheviks et les S-R étaient encore largement suivis"* (18).

Le lendemain, Lénine fait démettre Kamenev de la présidence du comité exécutif central et élire à sa place Sverdlov, du groupe bolchevique dirigeant. Kamenev reviendra sur sa démission du comité central à la fin du mois, mais n'y retrouvera sa place qu'en mars 1919. En 1924, Trotsky soulèvera une tempête en rappelant — pourtant de façon fort modérée — le comportement politique de Zinoviev et de Kamenev pendant cette période décisive.

De Brest-Litovsk à l'Internationale

Lors des discussions sur la paix de Brest-Litovsk, Zinoviev est l'un des plus sûrs soutiens de Lénine au comité central face aux communistes de gauche, partisans d'une guerre révolutionnaire de partisans purement verbale faute de détachements, et à l'hésitation de Trotsky à abandonner le *"Ni guerre ni paix"* propagandiste lorsqu'il a épuisé ses vertus et que les Allemands repassent à l'attaque. Ainsi, au comité central du 18 février, jour de la reprise de l'offensive allemande, restent deux blocs en présence. Le temps presse, chaque "opinion fractionnaire" a droit à deux orateurs, chaque orateur à 5 minutes : d'un côté, Trotsky et Boukharine, de l'autre, Lénine et Zinoviev, qui proposent d'*"envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix"* rejetée par 7 voix contre 6.

Lorsque le Conseil des commissaires du peuple, le 10 mars, transfère la capitale du pays à Moscou, Zinoviev est élu président du soviet de Petrograd, ville confrontée à la famine grandissante et à la peur d'une attaque de l'armée allemande proche, et dont une division a débarqué en Finlande pour aider les blancs finlandais à écraser la révolution déclenchée par la gauche social-démocrate finlandaise. Kamenev, lui, est élu président du soviet de Moscou en septembre 1918. Ce même mois, il confie au menchevik Soukhanov : chaque fois qu'il a eu des désaccords avec Lénine, il s'est finalement aperçu que c'est Lénine qui avait raison. Dès lors, il devient un adjoint fidèle de ce dernier, marquant juste ici et là des nuances. Ainsi, à chaque fois que la politique de réquisition forcée des excédents de blé auprès des paysans provoque des tensions (et c'est fréquent), Kamenev suggère que l'on rétablisse partiellement la liberté du commerce, ce à quoi Lénine s'oppose jusqu'en mars 1921. Il proteste aussi contre les excès de la Tcheka, que Lénine tente de freiner tout en jugeant son rôle indispensable dans la guerre civile inexpiable en cours

Zinoviev, lui, consolide son pouvoir à Petrograd, non sans céder de temps à

(16) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre, op. cit.*, pp. 194 à 204.
(17) *Voprossy Istorii*, 2002, n° 1, p. 94.
(18) G. Zinoviev, *Lenin*, Londres, 1966, p. 42.

autre à la panique. Le 28 août, à Petrograd, le bruit court qu'il a échappé à un attentat. Le soviet de Petrograd affirme alors sa détermination *"à liquider tous les gardes blancs dans nos mains si un seul cheveu tombait de la tête de l'un de nos dirigeants"*. Le 30 août, l'étudiant Kanneguisser abat Ouritski, le si modéré chef de la Tcheka de Petrograd qu'il envisageait... de la dissoudre. Zinoviev prend peur. Il convoque le comité bolchevique de Petrograd et propose de *"permettre à tous les ouvriers de régler leur compte à l'intelligentsia à leur choix. Directement dans la rue."* Un morne silence accueille cette suggestion. Elena Stassova se lève et déclare : *"La proposition de Zinoviev est dictée par la panique"* (19). Zinoviev, furieux, quitte la salle.

Le mois suivant, le président de la section ouvrière du soviet de Petrograd informera Lénine de la corruption qui ravage la direction du soviet et du parti. Les travailleurs affamés qui voient des privilégiés sortir de l'institut Smolny et partir en voiture avec des sacs entiers de nourriture destinés entre autres aux trafiquants et aux prostituées craignent de se plaindre à Zinoviev, entouré, écrit-il, de gardes armés qui menacent les mécontents. Lénine charge Staline d'effectuer un contrôle sur les bureaux de Smolny sans en informer Zinoviev, le patron de Petrograd. Staline refuse *"d'espionner des camarades"*, bref enterre l'affaire, mais la garde sous le coude.

Zinoviev à la tête de l'Internationale, Kamenev au bureau politique

Mars 1919 : c'est l'heure de Zinoviev. Réunie à Moscou du 2 au 6 mars 1919, une conférence de militants ouvriers, dont beaucoup de Russes, crée la IIIe Internationale, ou Internationale communiste, dans une situation très difficile pour la Russie soviétique encerclée par les blancs soutenus par l'intervention étrangère et par le blocus total décrété par la France et l'Angleterre pour empêcher la *"contagion du bolchevisme"*. Le congrès définit les contours de la nouvelle Internationale avec l'adoption des thèses rédigées par Lénine, de la plateforme écrite par Boukharine et du *Manifeste* rédigé par Trotsky. Zinoviev, dont Lénine déclarera en décembre 1922 que son opposition à l'Octobre russe n'était pas un hasard, est nommé à la tête de l'Internationale chargée d'organiser un Octobre mondial. Faute de mieux, sans doute : peu de bolcheviks connaissent le mouvement ouvrier européen. Lénine doit faire fonctionner le gouvernement soviétique en pleine guerre civile et en pleine famine Trotsky doit faire marcher l'Armée rouge. Boukharine est certes un excellent polémiste et un bon écrivain, mais ce n'est pas absolument pas un homme d'organisation. Rakovsky, le polyglotte bulgaro-roumano-russe, est un très jeune rallié au bolchevisme et Lénine en a besoin en Ukraine, plaque sensible de la révolution et de la contre-révolution. Reste le seul Zinoviev.

Mais du vivant de Lénine, jusqu'en 1922, c'est ce dernier qui, avec le concours de Trotsky, définit la ligne politique de l'Internationale.

Mars 1919 : c'est aussi l'heure de Kamenev. Au congrès du parti, il retrouve sa place au comité central, qui crée un bureau politique de cinq membres (dont il fait partie aux côtés de Lénine, Trotsky, Staline et Krestinski). Kamenev va devenir l'un des rouages essentiels de l'appareil gouvernemental soviétique : il siège au Comité de la défense et du travail, en 1922 il devient vice-président du gouvernement. C'est lui qui propose à Lénine — réticent sur l'idée elle-même — de publier ses œuvres complètes et entreprend cette tâche avec beaucoup de sérieux.

Prolongement du congrès de l'Internationale, un congrès des peuples d'Orient se tient un peu plus d'un an plus tard, à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, du 1er au 7 septembre 1920. La majorité des 1 891 délégués sont des représentants d'organisations nationalistes qui se battent pour l'indépendance de leur peuple, flanqués d'une poignée

(19) Elena Stassova, *Vospominania*, Moscou, Mysl, 1969, p. 181.

d'anticommunistes, d'aventuriers, d'affairistes et trafiquants. Zinoviev achève son discours inaugural par un appel fracassant aux peuples d'Orient à une guerre sainte contre l'impérialisme britannique ! Les 1 891 délégués se lèvent, hurlent *"Djihad ! Djihad !"*, brandissent des poignards, des sabres ou des revolvers, puis clament : *"Nous jurons !"* Le mois suivant, Zinoviev part à Halle, en Allemagne, au congrès du parti social-démocrate indépendant, pour tenter de gagner ce dernier à l'Internationale communiste. Il a en face de lui Martov, qui tente de convaincre les délégués de ne pas franchir ce pas. Zinoviev l'emporte aisément.

De la querelle syndicale à Cronstadt

Ce congrès se déroule au moment où le Parti communiste commence à être déchiré par le débat sur le rôle et la place des syndicats dans un système de "communisme de guerre" fondé sur la réquisition et la répartition des produits de la terre, en train de se décomposer. Dans ce débat, se dressent finalement trois résolutions face à face : celle dite des Dix, autour de Lénine (signée par Zinoviev, Kamenev et Staline) ; celle de Trotsky et des trois secrétaires du comité central du moment, à laquelle se rallie finalement Boukharine (et qui diffère en réalité assez peu de celle des Dix, puisque les deux se situent dans le cadre du maintien du communisme de guerre) ; et celle de l'Opposition ouvrière dirigée par Chliapnikov.

Dans cette bataille qui enfièvre tout l'appareil du parti, Zinoviev est le véritable gourdin de Lénine. C'est lui qui organise la campagne de démolition de la plate-forme de Trotsky en annonçant un développement encore inconnu de la démocratie qui agite les ouvriers de Petrograd et les marins de la base navale et de Cronstadt... et cela au moment même où les insurrections paysannes bloquent les trains chargés d'apporter du blé et du charbon à Petrograd, qui se trouve fin janvier dépourvu et de l'un et de l'autre ! Fermetures d'usines et grèves (que Zinoviev se refuse à appeler grèves en les qualifiant de *"tirage au flanc"*) nourrissent un climat lourd sur lequel vient se greffer l'agitation des marins de Cronstadt, qui dégénère en insurrection, en partie — en partie seulement, certes — grâce aux maladresses de Zinoviev. C'est lui qui caractérise la résolution anarchisante des marins de Cronstadt de texte *"S-R Cent-Noirs"* (pogromistes), ce qui est manifestement faux. C'est lui qui, le 5 mars, promet aux insurgés de les *"canarder comme des perdreaux"* s'ils ne se rendent pas...

L'alliance avec Staline contre Trotsky

Lors du comité central réuni le 4 avril 1922, au lendemain du XI[e] Congrès du Parti communiste, Kamenev propose Staline au poste de secrétaire général du comité central avec l'accord de Lénine. Dans les semaines qui suivent et pendant sa maladie, Lénine réunit parfois Zinoviev, Kamenev et Staline. Ces derniers en concluent qu'ils peuvent se débarrasser de Trotsky avec son assentiment. Le 14 juillet, Kamenev lui présente la liste d'un comité central réduit, sans Trotsky. Lénine se fâche : *"Jeter Trotsky par-dessus bord (...), c'est le comble de la stupidité. Si vous ne considérez pas que je sois devenu désespérément stupide, comment pouvez-vous penser cela ?"* (20).

Lorsque Lénine revient aux affaires le 1[er] octobre 1922, après plus de quatre mois d'absence forcée due à une attaque qui l'a à moitié paralysé, il se heurte sur plusieurs points à Staline, mais aussi — quoique beaucoup moins — à Zinoviev et Kamenev, qui, par exemple, proposent alors avec Staline d'affaiblir le monopole du commerce extérieur.

Plus grave peut-être, Lénine met sèchement en cause brutalement la direction de l'Internationale par Zinoviev. Le 18 novembre, dans son discours au IV[e] Congrès de l'Internationale, il démolit la résolution présentée par Zinoviev, qu'il qualifie de *"faute grave"*, sur la structure et les méthodes de travail des

(20) Lénine, *Neizvestnye Dokumenty*, Moscou, 1999, p. 544.

partis communistes revus par Zinoviev : *"Presque aucun communiste étranger,* dit-il, *ne peut la lire (...), elle est trop russe (...), entièrement imprégnée de l'esprit russe."* Les délégués étrangers ont, dit-il, signé *"sans lire ni comprendre (...) ce texte excellent"*... qui ne vaut donc rien (21).

Le 18 décembre, pour réduire Lénine au silence, Staline réunit avec ses médecins Kamenev et Boukharine, qui, l'un et l'autre, se comportent comme ses alliés. Ils adoptent une résolution affirmant entre autres : *"Ni ses amis ni ses proches ne doivent communiquer à Vladimir Ilitch aucune nouvelle de la vie politique afin de ne pas lui donner matière à réflexion et de ne pas l'agiter"* (22). Il s'agit bien d'empêcher Lénine de réfléchir, de discuter et correspondre.

Lorsque Lénine dicte les 24 et 25 décembre son appréciation sur les six principaux dirigeants du parti et du pays, il exige que ce texte reste secret, mais la secrétaire Lydia Fotieva le montre à Staline, qui le montre aux autres. Zinoviev et Kamenev apprennent ainsi que Lénine ne leur consacre que trois lignes pour dire que l'épisode d'Octobre n'était pas un hasard, pour juger exorbitant le pouvoir concentré par Staline dans ses mains en tant que patron de l'appareil et que, pour Lénine, Trotsky est incontestablement l'homme le plus capable du comité central. Tout cela pousse Zinoviev et Kamenev, qui ne prêtent pas assez attention à l'avertissement de Lénine sur le pouvoir exorbitant de Staline, à s'allier avec lui pour faire barrage à Trotsky. Pour les deux hommes, Staline n'est qu'un apparatchik assez lourdaud. Dans la troïka, Staline semble occuper la dernière place. Zinoviev et Kamenev pensent manœuvrer à leur guise contre Trotsky l'apparatchik géorgien à l'éloquence morne. Ils croient à tort que le secrétariat n'est qu'un organe administratif et que tout se joue encore au bureau politique. Mais avec le recul de la révolution en Europe et la lassitude de la population soviétique épuisée, le temps des tribuns et des théoriciens s'achève.

Vu leur objectif, Zinoviev et Kamenev, avec tous les autres membres du bureau politique sauf Trotsky, votent logiquement le 25 janvier 1923 contre la publication dans la *Pravda* de l'article de Lénine *"Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ?"*, qui comporte une série de critiques visant indirectement, mais très clairement, Staline et son appareil. De même, au XII[e] Congrès, en avril 1923, à chaque fois que le Géorgien Boudou Mdivani tente de citer un extrait de la lettre de Lénine sur la question des nationalités ou simplement de l'évoquer, Kamenev, le président de séance, l'interrompt en disant qu'il n'est pas possible de se référer à ce document.

Pourtant, dès le 30 juillet 1923, Zinoviev, dans une lettre à Kamenev resté à Moscou, tempête contre Staline en énumérant quatre décisions prises par ce dernier dans le plus parfait mépris de ses deux associés de la troïka, qu'il n'a pas consultés, et il conclut : *"En réalité, il n'y a aucune troïka, il y a la dictature de Staline. Ilitch avait mille fois raison"* (23). Une semaine plus tard, le 7 août, Staline se moque impudemment de Zinoviev dans une longue lettre où il lui demande : *"Pourquoi avez-vous besoin de faire des allusions à une lettre d'Ilitch sur le secrétaire que je ne connais pas ?"* (24).

Une troïka à poigne...

A l'automne 1924 sort des presses le tome 3 des *Œuvres* de Trotysky, avec une longue préface intitulée *Les leçons d'octobre,* qui rappelle assez modérément, mais clairement, les hésitations de la majorité du comité central et les postions de Kamenev et Zinoviev en octobre 1917. La troïka se déchaîne, même si Staline se frotte les mains de voir ses alliés provisoires affaiblis.

L'anathème remplace d'emblée la discussion. Le 17 novembre, Kamenev rédige un projet de résolution pour le comité de Moscou du parti, qui affirme : *"Le parti ne veut pas de discussion, mais il veut indubitablement, et il l'obtiendra, que soit donnée une riposte dé-*

(21) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, pp. 292 à 294.
(22) *Izvestia Tsk KPSS*, 1991, n° 4, p. 198.
(23) *Ibidem*, p. 203.
(24) *Izvestia TsK KPSS*, 1991 , n° 7, pp. 165-166.

cidée aux falsificateurs du bolchevisme" (25). Le ton est donné : pas de discussion... mais une avalanche de ripostes musclées. Dans un rapport aux cadres du parti de Moscou du 18 novembre, répété devant deux autres auditoires et publié dans la *Pravda* sous le titre *"Léninisme ou trotskysme ?"*, Kamenev présente Trotsky comme un vieil ennemi du "léninisme" : *"A partir de 1903 (...), Trotsky joua le rôle d'un agent du menchevisme dans la classe ouvrière."* Lénine l'a stigmatisé. Lénine mort, Trotsky veut *"prendre sa revanche"* et *"empoisonner les esprits des jeunes (...), il démontre qu'il n'est pas un bolchevik (...). Trotsky est devenu l'élément conducteur de la petite bourgeoisie dans notre parti, le symbole de tout ce qui dans le parti est opposé au parti (...). Qu'il le veuille ou non — et certainement, il ne le veut pas —, il est l'espoir de tous ceux qui veulent s'émanciper de la férule du Parti communiste"* (26), donc des forces contre-révolutionnaires. Trotsky leur ouvre la porte.

Le comité central de la mi-janvier 1925 condamne Trotsky ; sa résolution, rédigée par Zinoviev, affirme que *"le trotskysme n'est qu'une falsification du communisme"* (27). Zinoviev et Kamenev demandent imprudemment que Trotsky soit exclu du bureau politique. Staline, jouant les modérés, s'y oppose ; le comité central refuse. Staline apparaît ainsi à l'appareil comme un garant d'unité et de stabilité : il combat à la fois les discussions qui divisent et les exclusions qui appauvrissent.

La dislocation de la troïka

Si la NEP rétablit un secteur privé dynamique, si une partie des paysans s'enrichissent comme le demande Boukharine, le chômage se développe et l'inégalité sociale s'accroît dangereusement. En Sibérie, en Ukraine, au Caucase, des paysans pauvres, anciens partisans rouges, forment des bandes qui attaquent et rackettent les paysans riches ou les coopératives. C'est le *"banditisme rouge"*. Le mécontentement se développe aussi chez les ouvriers. Ainsi, quatre grèves secouent Poutilov, la grande usine de Leningrad, dans le seul mois de septembre, dont trois pour exiger des augmentations de salaires. Le rapport du Guépéou qui en fait état signale un mécontentement généralisé.

En rapport avec cette crise sociale, la troïka se disloque : le 4 septembre 1925, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et la veuve de Lénine, Kroupskaia, déposent au bureau politique une plate-forme qui critique la politique de la direction en faveur des paysans aisés et riches. Cette Nouvelle Opposition et le groupe de Staline-Boukharine tentent en vain d'éviter la rupture. Au XIV[e] Congrès, en décembre 1925, Staline et Boukharine écrasent la Nouvelle Opposition. Kamenev, sous les huées de la salle, proclame : *"Le camarade Staline ne peut remplir le rôle d'unificateur du vieil état-major bolchevique (...). Nous sommes contre la création de la théorie du guide, contre la fabrication d'un guide"* (28). Le congrès réélit Zinoviev au bureau politique et rétrograde Kamenev au rang de suppléant.

Kamenev, qui n'est pas un homme d'appareil et ne contrôle rien à Moscou, est balayé de la présidence du soviet de Moscou en quelques heures au début de janvier. Zinoviev croyait inexpugnable sa *"citadelle de Leningrad"* (nouveau nom donné à Petrograd à son initiative au lendemain de la mort de Lénine). Il suffit d'un mois à Kirov, envoyé par Staline le déloger, pour parvenir à ses fins. Les ouvriers regardent le plus souvent avec indifférence un nouveau groupe d'apparatchiks remplacer l'ancien.

C'est alors que Zinoviev publie son livre *Le léninisme*. Il y avoue d'emblée : *"Lénine serait sans aucun doute contre l'usage de ce terme."* Mais il l'emploie à tour de pages sans craindre les hyperboles grotesques du genre : *"Lénine va encore plus loin que Marx (...). Marx sans Lénine n'est déjà plus Marx en entier (...). Lénine a développé en système*

(25) La Pravda, 26 novembre 1924.
(26) Nicolas Vassetski, *Trotsky*, Moscou, 1992, p. 216.
(27) *Ibidem.*
(28) *Tchetyrnadsaty Sjezd RKP(b) Stenografitcheski otchot*, Moscou 1926, pp. 274-275.

coordonné, ce qui, chez Marx et Engels, n'était qu'à l'état embryonnaire" (29).

L'Opposition unifiée

Zinoviev et Kamenev se rapprochent alors de Trotsky sur une plate-forme réclamant l'accélération de l'industrialisation, qui avance alors à pas de tortue, le développement de la planification et la démocratisation du parti. Ils forment ainsi l'Opposition unifiée, qui annonce sa constitution par une déclaration de treize membres du comité central soumise à ce dernier en avril 1926. En juillet 1926, le comité central exclut Zinoviev du bureau politique. A la suite de cette décision, il est démis de la présidence de l'Internationale communiste et le poste de président est supprimé.

Tout comme il avait en 1923 envoyé Rakovsky comme plénipotentiaire à Londres, puis à Paris, Staline envoie alors Kamenev comme plénipotentiaire en Italie... chez Mussolini. Kamenev est ainsi éloigné du combat politique en URSS et ses fréquentations officielles obligées permettront demain de l'accuser de liaisons douteuses.

Fortifiée par la montée en 1926-1927 de la révolution en Chine, l'Opposition réclame que le Parti communiste chinois rompe enfin ses liens de subordination au parti nationaliste bourgeois du Kuomintang, dont Staline et Boukharine imposent le maintien, même après l'écrasement sanglant par Tchang Kaï-chek, en mars 1926, d'une grève générale à Canton. L'écrasement de la révolution provoqué par cette subordination justifie les critiques de l'Opposition, que la défaite chinoise affaiblit.

En octobre 1927, Zinoviev et Trotsky sont exclus du comité central. En novembre, après la participation de l'Opposition unifiée aux manifestations du 7 novembre sur ses propres mots d'ordre, ils sont exclus du parti et ne peuvent donc participer au XV^{e} Congrès de décembre 1927, où les seuls porte-parole de l'Opposition unifiée sont Rakovsky et Kamenev, exclus dès la fin du congrès.

Staline exige que les opposants capitulent, livrent la liste de leurs partisans et fassent leur autocritique. Face aux exigences de Staline, l'Opposition unifiée éclate : Kamenev et Zinoviev acceptent. A leurs yeux, il ne peut y avoir d'activité politique possible que dans et par l'appareil du Parti communiste. Il faut donc tout faire pour y rester, même en reniant ses propres idées ; demain, en cas de crise, on fera, pensent-ils, de toute façon appel à eux. Zinoviev écrit à Trotsky : *"L'heure est venue d'avoir le courage de capituler."* Trotsky lui répond : *"S'il avait suffi de ce courage, la révolution serait faite depuis longtemps dans le monde entier"* (30). Zinoviev et Kamenev font leur autocritique. Kamenev explique que Trotsky, utile pour gagner la direction du parti, est un poids mort pour ceux qui aspirent à y rester ou à y rentrer. Pour eux, le parti, c'est son appareil, et surtout son appareil dirigeant, qui, depuis des années, décide lui-même à son gré qui peut en être membre ou pas, qui doit être chassé de ses rangs sous les prétextes les plus divers ou y être maintenu. Lui et Zinoviev rédigent une lettre dénonçant les trotskystes et stigmatisant Trotsky comme *"scissionniste"*, publiée dans la *Pravda*, datée du 17 janvier 1928. Cet acte les réduit à n'être plus que des âmes mortes obéissant aux injonctions de Staline, qui peut donc leur faire dire ce qu'il veut et non ce qu'ils veulent. Staline le leur fait sentir en repoussant à six mois l'examen de leur demande de réintégration dans le parti.

Ils n'en ont pas conscience. En décembre 1928, ils définissent ainsi leur tactique : *"Il faut se cramponner au gouvernail. On ne peut y arriver qu'en appuyant Staline. N'hésitons donc pas à lui en payer tout le prix."* Staline nomme Kamenev président du Comité des concessions, Zinoviev recteur de l'université de Kazan, puis membre du comité de rédaction de la revue *Le Bolchevik*, postes dérisoires au regard de leur passé.

En 1932, l'ancien boukharinien Martemian Rioutine rassemble autour de lui d'anciens opposants qui reprennent du poil de la bête, constitue une Union des

(29) Zinoviev, *Le léninisme*, pp. 11, 16, 19 à 21.
(30) Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, Payot, 2006, p. 344.

marxistes-léninistes et rédige une plateforme qu'il fait largement circuler (31). Kamenev et Zinoviev la lisent, ne s'y associent pas, mais ne dénoncent pas l'auteur au Guépéou, qui arrête Rioutine et ses camarades. Pour cette non-dénonciation, ils sont à nouveau exclus du parti et exilés. Kamenev à Minoussinsk, en Sibérie, Zinoviev à Koustanaé.

Mais l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne avec l'aide sans doute involontaire, mais précieuse, de Staline provoque une crise dans le Parti communiste et dans son appareil. Staline a besoin de tous les renforts possibles. Il rappelle Zinoviev et Kamenev de leur exil et les réintègre dans le parti, contre la signature d'une déclaration d'allégeance où ils avouent à nouveau leurs torts et reconnaissent le génie de Staline, bien persuadé qu'ils n'en pensent pas un mot. Mais pour le moment, ils lui sont utiles. L'agence Tass l'annonce le 22 mai 1933.

De Kirov aux bibliothécaires du Kremlin

Le 1er décembre 1934, le premier secrétaire du PC de Leningrad, Serge Kirov, est abattu dans le couloir qui mène à son bureau. Meurtre commandité ou seulement utilisé par Staline pour déchaîner la terreur ? On ne le saura jamais.

Staline dicte et fait promulguer deux heures plus tard un décret instaurant une justice expéditive, se précipite à Leningrad, fait fusiller cent trois monarchistes déjà emprisonnés, puis invite le Guépéou à chercher les organisateurs de l'assassinat chez les anciens partisans de Zinoviev et de Kamenev. Staline donne à l'opération le nom de code *"Les beaux-frères"* (Kamenev est l'ancien beau-frère de Trotsky). Il fait circuler dans l'appareil la rumeur : *"C'est un coup des trotskystes."* Il hésite un instant sur la piste à suivre ou plutôt à inventer. Il commence par présenter Trotsky comme le commanditaire de l'assassinat. Nicolaiev, le meurtrier de Kirov, à qui Staline fait avouer un complot inexistant, met en cause Trotsky. Il a, dit-il, rencontré un consul étranger (le NKVD précisera bientôt *"letton"*), qui lui a donné cinq mille roubles pour tuer Kirov et lui a demandé une lettre à transmettre à Trotsky. Jacques Duclos reprend l'accusation dans *L'Humanité* (7 janvier 1935), bientôt relayé par le servile Aragon, toujours dans *L'Humanité* (27 janvier).

Mais Trotsky est loin et hors de sa portée. Staline a besoin de frapper vite : il concentre ses feux sur Kamenev et Zinoviev, à portée de sa main. Nicolaiev dénonce treize "complices", treize zinoviévistes emprisonnés, dont onze refusent d'avouer ; le procès doit donc se tenir à huis clos. Les treize et Nicolaiev sont condamnés à mort et exécutés le 29 décembre. Le 9 janvier 1935, soixante-dix-sept membres d'un mythique "Groupe contre-révolutionnaire zinoviéviste léningradois" sont condamnés à des peines de prison et d'exil.Le 16 janvier, dix-neuf membres d'un tout aussi mythique "Centre de Moscou", dirigé par Zinoviev et Kamenev, jugés moralement responsables de l'assassinat, sont condamnés à des peines de prison de cinq à dix ans. Le 18 janvier, Staline adresse aux secrétaires régionaux du parti une circulaire confidentielle sur les leçons *"du meurtre scélérat du camarade Kirov"*, directement organisé, affirme-t-il, par Kamenev et Zinoviev.

Il monte aussitôt une seconde affaire contre eux. Fin janvier, le NKVD arrête les femmes de ménage, la téléphoniste et les sept femmes qui gèrent la bibliothèque du Kremlin, coupables de ragots. Le 27 janvier 1935, la bibliothécaire Moukhanova accable sa voisine de bureau, Nina Rosenfeld, née princesse Beboutov et ancienne femme du dessinateur Nicolas Rosenfeld. Ce Nicolas est le frère de Léon Kamenev. Elle affirme, sans doute sur les conseils du NKVD, que son ancien mari Nicolas lui a déclaré : *"Il faut tuer Staline."* Ce 27 janvier 1935, le NKVD arrête le fils de Nina, Boris Rosenfeld. Il travaille pourtant en dehors du Kremlin à la station centrale d'électricité et aucune des

(31) *Les Cahiers du mouvement ouvrier,* dans leurs numéros 42 à 48, ont publié l'essentiel, non de la plate-forme, mais du texte théorique rédigé par Rioutine qui en définit le fondement.

femmes interrogées n'a prononcé son nom. Son arrestation annonce un vaste élargissement de l'affaire, Boris étant, comme Serge Sedov, le neveu de Léon Kamenev, marié en premières noces à Olga Bronstein, sœur de Trotsky.

Nicolas, arrêté dès le lendemain, craque vite et accepte d'accabler son frère aîné, dont, dit-il, *"l'attitude hostile à l'égard de Staline a contribué à la formation de ses opinions et intentions contre-révolutionnaires et terroristes"*(32). Léon Kamenev en est donc responsable. Zinoviev, extrait un moment de sa prison, le confirme : il *"n'exclut pas que les déclarations venimeuses et les déclarations de haine de Kamenev à l'encontre de Staline aient pu être utilisées à des fins contre-révolutionnaires directes"* (33).

Le 31 janvier, le NKVD arrête la mère de Boris, Nina. Iejov finalement, réduit le nombre de "groupes terroristes" de cinq à trois, tous acharnés à préparer un attentat contre les dirigeants soviétiques, et d'abord contre Staline : un simple *"groupe terroriste contre-révolutionnaire"*, puis un *"groupe terroriste contre-révolutionnaire trotskyste"* et enfin un *"groupe terroriste contre-révolutionnaire de gardes blancs"*, lié aux *"activistes de l'organisation contre-révolutionnaire zinoviévo-kaménevienne"* (!). Léon Kamenev est stigmatisé comme leur inspirateur principal.

Le 27 juillet, les trente principaux accusés du complot des bibliothécaires, dont Léon Kamenev, sont jugés à huis clos.

La mécanique du procès truqué grince encore : quatorze accusés rétifs ne se reconnaissent coupables de rien, dix se reconnaissent seulement coupables d'avoir entendu et écouté des déclarations *"antisoviétiques"* ou *"calomnieuses"* proférées par d'autres sans l'avoir dénoncé. Seuls six accusés, dont Nicolas Rosenfeld, le père de Boris, avouent avoir nourri des *"intentions terroristes"*. Ils sont tous déclarés coupables. L'intendant du Kremlin et son secrétaire sont condamnés à mort et fusillés sur le champ. Kamenev écope de dix ans de prison, les autres de deux à dix ans.

Le procès des Seize

Dès le début de 1936, Staline prépare la provocation du procès des Seize. Détenus depuis plusieurs mois dans les cellules de la Loubianka, Zinoviev, Kamenev et quatorze autres communistes soviétiques et allemands, sous les coups, les menaces de liquider leurs proches, la démoralisation, finissent par avouer tout ce que le Guépéou exige d'eux. Lors des interrogatoires des 23 et 25 juillet, Zinoviev a craqué et déclaré : *"Trotsky a donné des instructions directes de se préparer à tuer Staline."* Kamenev évoque *"un ordre direct de Trotsky pour préparer des attentats contre Staline et Kirov"* (34).

Le 14 août au matin, l'agence Tass annonce l'ouverture prochaine d'un grand procès à Moscou contre Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, huit autres anciens dirigeants bolcheviques et cinq communistes juifs allemands, accusés, comme membres d'un prétendu centre zinovieviste-trotskyste, d'avoir assassiné Kirov et préparé de multiples attentats contre Staline et d'autres chefs bien aimés du peuple. Trotsky, alors exilé en Norvège, refuse d'abord de croire à la nouvelle et déclare à son hôte norvégien, Knudsen : *"Tout de même, il y a des limites à tout ! Un tel communiqué ne peut être que l'œuvre d'un agent provocateur ivre et par surcroît illettré"* (35). Œuvre d'un agent provocateur, certes, mais ni ivre ni illettré.

Le procès des Seize s'ouvre le 19 août et se clôt le 24. Le procureur Vychinski, ancien menchevik, se déchaîne contre les *"agents de la Gestapo"*, *"clowns,"* *"pygmées"*, *"chiens enragés"*, *"amas fétides de débris humains"*, *"chiens vénéneux"*, *"aventuriers qui ont essayé de piétiner de leurs pieds les fleurs les plus odorantes du jardin socialiste"*. Pendant que les onze accusés russes, en 1917, participaient à la révolu-

(32) *Troud*, 15 août 1991, et Jean-Jacques Marie, Staline, *op. cit.*, p. 447.
(33) *Izvestia TsK KPSS*, 1989, n° 7, p. 90, et Jean-Jacques Marie, *Staline*, p. 448.
(34) *Izvestia Ts K KPSS*, n° 8, 1989, août, pp. 104 à 106.
(35) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 11, p. 36.

tion, Vychinski, alors menchevik, signait en juillet au titre de ses fonctions administratives le mandat d'amener contre Lénine, qualifié d'agent allemand.

Ce premier procès répond à des nécessités intérieures et internationales. L'opposition, à partir de 1935, ne cesse de se renforcer en URSS. Des ralliés reviennent officiellement sur leur repentir, sans se douter qu'ils se condamnent ainsi à mort.

Les accusés "avouent" avoir appartenu à un imaginaire centre trotskyste-zinoviéviste, dirigé par Trotsky : sous sa coupe, ils ont manigancé l'assassinat de Kirov et prémédité des attentats (tous virtuels) contre Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev (Staline lui-même fera abattre les deux derniers en 1938). Le centre a décidé d'organiser *"une série d'actes terroristes ayant pour but de décapiter la direction et de s'emparer du pouvoir"* à l'initiative de Trotsky, auteur lui-même de *"l'idée qu'il était nécessaire d'assassiner Staline"*. Zinoviev affirme : *"Le trotskysme est une variété du fascisme."* Trotsky est dénoncé comme *"l'âme et l'organisateur du groupe terroriste"* (36) et le trotskysme comme une agence de la Gestapo et du fascisme, le mois même où soixante-dix dirigeants du PC italien appellent les *"fascistes de la vieille garde"* et de la *"jeune garde"* à appliquer avec eux *"le programme fasciste de 1919"* (37) ! Le 24 août, le verdict tombe : les Seize sont condamnés à mort et abattus dans les heures qui suivent.

Ce jour-là, la *Pravda* publie un article de l'ancien organisateur de la prise du palais d'Hiver le 25 octobre 1917, Antonov-Ovseenko (qui n'en a peut-être pas écrit la moindre ligne lui-même !). L'ancien opposant repenti propose d'étrangler les condamnés de ses propres mains. Staline prépare ainsi sa future condamnation à mort.

Jean-Jacques Marie

(36) *Le procès du centre terroriste trotskyste-zinoviéviste*, Moscou, 1936, pp. 169 à 176.
(37) Voir le texte complet de cet appel dans le n° 4 (décembre 1998) des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 106 à 116.

Nestor Makhno

Nestor Makhno

De tous les chefs d'armées paysannes de la révolution russe, seul ce fils de berger est entré dans l'histoire, et même dans la littérature : Serge Essenine en fait l'un des principaux personnages de son drame *Le pays des vauriens* sous le nom transparent (en verlan !) de Nomakh. Alexis Tolstoï le peint sous des traits noirs — comme il peint Trotsky, son ennemi — dans *Le chemin des tourments*. Le poète bolchevique juif Bagritski le décrit comme une bête sauvage. L'anarchiste russe Archinov en fait un portrait lyrique : *"Makhno fut non seulement l'organisateur et le guide des paysans, mais aussi un vengeur redoutable pour le peuple opprimé (...). Il allait comme un balai gigantesque par les villes, les hameaux et les villages, enlevant tout vestige d'exploitation et de servitude"* (1).

L'anarchiste russe Voline, qui fut un temps son ami et prend sa défense contre ceux qui le réduisent au statut de bandit, en fait en même temps un portrait contrasté : *« Le paradoxal du caractère de Makhno fut qu'à côté d'une force de volonté et de caractère supérieure, cet homme ne savait point résister à certaines faiblesses et tentations qui l'entraînaient, et où il entraînait derrière lui plusieurs amis et collaborateurs (...). Son plus grand défaut fut certainement l'abus de l'alcool. Il s'y habitua peu à peu (...), sous l'influence de l'alcool, il devenait méchant, surexcité, injuste, intraitable, violent (...), irresponsable de ses actes : il perdait le contrôle de lui-même. Alors, c'était le caprice personnel (...), l'arbitraire, les incartades absurdes, les coups de tête, les "singeries dictatoriales" d'un chef armé »* auxquelles Voline ajoute l'organisation *"d'orgies"* (2).

Ce comportement est typiquement celui des chefs des bandes ou armées paysannes dites "vertes", qui pullulent de 1918 à 1921, c'est aussi celui du célèbre commandant de la première division de cavalerie rouge, Semion Boudionny, brute ivrogne et futur maréchal de l'Armée rouge sous Staline, et des chefs de l'armée blanche Chkouro et Maï-Maievski, tous trois grands amateurs de beuveries et d'orgies.

De la garde des troupeaux à la Boutyrka...

Nestor Makhno est né le 27 octobre 1888 à Gouliai Polie, bourgade du sud de l'Ukraine, dans le district d'Alexandrovsk, province d'Ekaterinoslav, dans une famille de paysans misérables. On ne sait pourquoi ses parents ne font enregistrer sa naissance que l'année suivante. Il perd son père à l'âge d'un an. A l'âge de sept ans, il commence à travailler comme berger tout en fréquentant de temps à autre l'école primaire. A douze ans, il s'embauche comme journalier sur les domaines de colons allemands, nombreux dans la région, ou de grands propriétaires. Puis, il s'embauche comme ouvrier dans une fonderie.

En 1906, il adhère à un cercle de jeunes membres du groupe ukrainien de laboureurs anarchistes-communistes. Il participe à des "expropriations" destinées à fournir de l'argent au groupe. Il est arrêté deux fois, en 1906 et en 1907, mais rapidement relâché. En 1908, son groupe abat à coups de revolver un fonctionnaire de la justice militaire. Est-ce lui qui l'a abattu ? On ne sait, mais la police lui attribue le meurtre. Il est arrêté peu après. En mars 1910, il est condamné à mort par pendaison, reste 52 jours dans la cellule des condamnés à mort ; mais, comme au moment de son crime, Makhno n'avait pas atteint la majorité de 21 ans en des-

(1) Archinov, *La makhnovchtchina*, Spartacus, 2000, pp. 63 et 151.
(2) Voline, *La révolution inconnue*, Verticales, 1997, pp. 704-705.

sous de laquelle on ne pouvait être pendu, sa condamnation est remplacée par le bagne à perpétuité. La fausse déclaration de naissance faite par ses parents lui sauve la vie.

Il est interné dans la prison de Boutyrka, à Moscou, où il rencontre l'anarchiste Archinov, qui l'influencera beaucoup. Quelle est la portée de cette influence ? Dans son livre sur la Makhnovchtchina, les envolées lyriques et emphatiques sont beaucoup plus nombreuses que les (rares) réflexions politiques : on y apprend que Makhno est le *"guide aimé"* de ses troupes ; on y trouve en abondance des phrases du genre : *"Makhno se trouva être le balai historique du peuple (...). Avec une patience suprême, avec une volonté tendue, sous le feu terrible et continu de l'ennemi, ils* (les makhnovistes) *suivaient leur guide aimé (...). Les makhnovistes avaient été les seuls à faire retentir les roulements du tonnerre révolutionnaire et à préparer la fosse commune de la contre-révolution"* (3), et ainsi *ad libitum*...

Doté de connaissances fort minces quand il arrive en prison, Makhno décide d'utiliser la bibliothèque de la prison pour se cultiver. Il étudie avec acharnement et se forge une culture disparate d'autodidacte. Son caractère obstiné l'amène à des conflits permanents avec l'administration de la prison et les gardiens, et il fait de longs séjours au cachot, vraie chambre froide glaciale où il contracte les premiers signes de la tuberculose qui l'emportera.

Retour à Gouliaï Polié

La révolution de Février le libère. Il sort de la Boutyrka le 2 mars 1917. Il repart presque aussitôt en Ukraine et arrive à Gouliai Polie le 24 mars. Il s'embauche comme peintre dans une usine. Il affirme une conviction : *"C'est d'ici, de Gouliaï Polié, que sortira, du sein de la masse des travailleurs, cette force révolutionnaire formidable sur laquelle (...) doit s'appuyer l'anarchisme révolutionnaire"* (4). La paysannerie ukrainienne serait donc la force motrice de la révolution. Le 25 mars, il déclare nécessaire d'organiser une Union paysanne qui *"donnera la possibilité aux paysans eux-mêmes d'aborder en bloc la question de la terre et d'en proclamer la possession commune sans attendre que cette question importante pour les paysans soit réglée par un gouvernement révolutionnaire"* (5).

Le 29 mars, Makhno est élu à l'unanimité au comité de l'Union paysanne, puis élu à sa présidence. Il décide alors de se rendre à Moscou. Il rencontre le théoricien de l'anarchisme, le prince Kropotkine — qui, malgré ses imprécations contre l'Etat, s'est rallié en 1914 à l'Union sacrée et a soutenu la guerre menée par le régime tsariste —, les responsables anarchistes de Moscou, et se rend au Kremlin, le 24 juin. Sverdlov, le lendemain, l'introduit dans le cabinet de Lénine. Ce dernier le mitraille de questions, dont la précision impressionne Makhno, sur l'attitude politique des paysans de sa région. Lénine juge avec dédain les anarchistes russes, mais se dit prêt à collaborer avec des anarchistes-communistes comme Makhno, qu'il aide à regagner l'Ukraine avec les faux papiers nécessaires...

Au village est l'âme de la révolution

Makhno arrive en Ukraine en juin au moment où l'Ukraine est soulevée par des insurrections paysannes sporadiques contre les armées allemandes et autrichiennes, contre le gouvernement de l'hetman Skoropadsky mis en place par elles et contre les grands propriétaires terriens, qui, pour des raisons politiques, sont leurs alliés dans le pillage des ressources du pays. Makhno, de retour dans sa région natale de Gouliai Polié, y rassemble les premiers éléments de son premier détachement insurrectionnel, qui, à la fin de 1918, rassemblera environ 3 000 hommes encore armés de façon rudimentaire, puis qu'il étendra aux régions voisines. Sa conception des choses s'exprime dans le discours qu'il tient alors à un groupe de militants d'Alexandrovsk avant de retourner dans sa bourgade de

(3) Archinov, *op. cit.*, pp. 148, 151 et 163.
(4) Makhno, *La révolution soviétique en Ukraine*, Belfond, 1970, p. 21.
(5) *Ibidem*, p. 25.

Gouliai Polie : *"Vous êtes habitués à la ville et liés aux ouvriers. Travaillez ici, mais souvenez-vous qu'ici, la révolution est en train d'abandonner l'action directe pour les ordres et ordonnances de comités révolutionnaires, tandis que dans les villages, cela ne pourra se faire aussi facilement. Là-bas vit l'âme de la révolution et ici celle de la contre-révolution. Seule une organisation intensive des forces révolutionnaires dans les villages pourra empêcher d'immoler la révolution"* (6).

Ainsi, selon Makhno, le village est l'âme de la révolution, et la ville, d'où viennent ordres, lois et décrets, celle de la contre-révolution. Les paysans ukrainiens de son armée éprouvaient une aversion profonde pour l'Etat, ses représentants et la ville qui les abritait, et où ils voyaient un parasite engraissé sur leur dos. Makhno a donné une forme brutale et colorée à cette aversion qui prend des formes parfois violentes. Ainsi, à la fin de décembre 1918, lorsque les partisans makhnovistes investissent Ekaterinoslav, non contents de piller le grand marché central de la ville, ils le saccagent et l'incendient.

Makhno se heurte dès juillet 1918 à la politique brutale menée à la fois par les armées allemande et autrichienne, qui pillent la région sans retenue, par les haïdamaks (troupes) de l'hetman Skoropadsky, installé au pouvoir par elles en avril, et par les commandos punitifs des gros propriétaires auxquels les occupants rendent leurs terres saisies par les paysans en 1917. Ils ont ainsi fusillé sous les yeux de ses enfants le frère aîné de Makhno, Emilien, invalide de guerre. Dès septembre 1918, Makhno constitue un détachement d'une centaine d'hommes, qui, en se déguisant en haïdamaks ou en soldats autrichiens, organisent des expéditions punitives contre les commandos armés des grands propriétaires, contre ces derniers et parfois contre des détachements allemands ou autrichiens.

La révolution qui éclate en Allemagne et en Autriche en novembre disloque en trois ou quatre semaines les armées d'occupation, qui regagnent le pays. Elles emmènent dans leurs fourgons l'hetman fantoche Skoropadsky. Le nationaliste ukrainien Petlioura s'installe au pouvoir. Soutenu par Londres et Paris, il représente les intérêts de la bourgeoisie ukrainienne. Les paysans se dressent contre lui. Makhno rassemble les insurgés de la région de Goulaï Polié et des régions voisines. Le 4 janvier 1919, l'Armée rouge forme un front ukrainien commandé par le marin Dybenko. Dybenko engage des pourparlers avec Makhno, qui se concluent par un premier accord signé le 16 janvier. Le 23 janvier, Makhno tient un premier congrès, dont le but, encore restreint, est d'*"exprimer la volonté de la majorité écrasante de la paysannerie de Gouliai Polié et de défendre ses intérêts"*. Le 21 février est formée une 1re division rouge ukrainienne commandée par Dybenko, dont Makhno commande la 3e brigade et l'aventurier Grigoriev la seconde.

Makhno organise sa brigade comme le noyau de son armée insurrectionnelle, bientôt forte de plus de 10 000 hommes, en même temps qu'il développe l'Union anarchiste-communiste, dont le cœur est à Gouliai Polié. Il forme un état-major qu'il dirige, un service de renseignement et un service de contre-espionnage efficaces. Le point fort de cette armée paysanne typique, baignant dans la population locale, est aussi son point faible : ses soldats veulent défendre leur izba, leur champ, leur village, leur canton, leur district, mais ils ne veulent pas aller au-delà. Ils répugnent à s'éloigner de leurs bases. En cas de revers, ils ne veulent même pas s'enfuir au-delà et viennent de réfugier au milieu de leurs familles ou de leurs voisins. Même si Makhno, lui réellement frotté d'anarchisme, enrobe ces soucis d'un vocabulaire politique, les soucis de la grande majorité de ses troupes sont purement locaux.

Une vague de révoltes paysannes...

Le printemps 1919 marque un revirement brutal en Ukraine. Les paysans sont mécontents des réquisitions de blé qui partent vers Moscou et les autres villes affamées de la Russie. Le Conseil des commissaires du peuple ukrainien les a exaspérés en décidant que les terres

(6) *Ibidem*, p. 158.

de culture betteravière fournissant les usines de sucre — ainsi que les vignobles — ne leur seraient pas distribuées, mais transformées en exploitations collectives ; ces paysans, souvent violemment antisémites, sont enfin mécontents de l'indifférence, voire du mépris avec lesquels les dirigeants bolcheviques de l'Ukraine — dont l'administration est composée aux trois quarts de juifs — traitent le sentiment national ukrainien. Ils se soulèvent. Un peu partout éclatent des révoltes paysannes, dont souvent les chefs, quelques semaines, voire quelques jours plus tôt, commandaient un détachement de l'Armée rouge, qui soudain se mutine.

Le bolchevik Zatonski, membre du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, raconte :

« La masse de la paysannerie se dressait souvent contre les communistes. Dans leur conscience politique vacillante, il leur arrive assez souvent de se dire favorables aux bolcheviks qui leur ont dit "Cogne sur le grand propriétaire, prend sa terre, arme toi..." *et hostiles aux communistes qui leur chantent* "Donne ton blé à l'Etat, sois discipliné", *et, plus tard,* "Rends tes armes". *Au printemps 1919, toute l'Ukraine bouillonnait et tempêtait. Ici et là éclataient des insurrections paysannes ; chaque village possédait son détachement chargé de défendre les accès stratégiques à sa propre république paysanne »* (7).

Makhno ne saurait rester étranger à ce mouvement, qui entraîne sa propre base sociale et pousse des atamans rouges à changer brutalement de camp. Ainsi, au début de mai, l'ataman Grigoriev, aventurier antisémite, ancien soutien de Skoropadsky, puis de Petlioura, passé un moment chez les rouges, dresse les 15 000 hommes de sa Division rouge contre les bolcheviks, qu'il accuse de crucifier à nouveau le Christ...

Makhno tente ou feint d'abord de s'entendre avec Grigoriev. Lors d'une première réunion, un commandement commun est désigné : commandant en chef, l'ataman Grigoriev, président du Conseil militaire révolutionnaire, Makhno (auquel le commandant en chef est subordonné), chef d'état-major, le frère de Grigoriev. Puis, Makhno invite Grigoriev le 27 juillet 1919 à *"un congrès d'insurgés des provinces de Kherson, d'Ekaterinoslav et de Tauride du nord"*, qui réunissait les troupes des deux hommes, au total près de vingt mille hommes.

Grigoriev propose à Makhno de s'allier avec Denikine contre les bolcheviks. Makhno rétorque : *"La lutte contre les bolcheviks ne saurait être vraiment révolutionnaire que si elle est menée au nom de la révolution sociale."* Il qualifie Grigoriev d'*"ennemi du peuple"* (8) et son aide de camp l'abat à coups de revolver. Makhno l'achève d'une balle. Deux membres de son état-major subissent le même sort. Après ce débat politique rondement mené, le "congrès" décide d'intégrer aux détachements de Makhno les soldats de Grigoriev, qui acceptent, mais dont certains rêvent de venger leur chef abattu.

Zatonski le souligne : *"Fondamentalement, chacun de nos régiments, à cette époque, pouvait parfaitement décréter une insurrection contre nous, et parfois on ne comprenait pas vraiment pourquoi tel détachement combattait de notre côté et tel autre contre nous. Ainsi, par exemple, Makhno nous apporta une aide indubitable dans la lutte contre Grigoriev, et Grigoriev aurait parfaitement pu nous soutenir contre Makhno si celui-ci s'était dressé contre nous avant lui"* (9).

Trotsky contre Makhno

Le 19 mai, la cavalerie du général blanc Chkouro enfonce un coin entre la brigade de Makhno et la 13e division de l'Armée rouge et s'avance à vive allure vers le nord. Trotsky descend en hâte sur le front ukrainien. Il s'en prend très vivement à Makhno : *"Il y a,* écrit-il, *la Russie soviétique, il y a aussi l'Ukraine soviétique. Et à côté, il y a encore un Etat peu connu : Gouliai Polié. L'état-major d'un certain Makhno y règne (...). Tous les soviets d'Ukraine reconnaissent le*

(7) Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe, 1917-1922*, Autrement, 2005, pp. 103-104.
(8) *Ibidem*, p. 112.
(9) *Ibidem*, p. 113.

pouvoir central qu'ils ont eux-mêmes choisi (...). Les bandes de Makhno, elles (...), reconnaissent le pouvoir ses soviets de Makhno à Gouliai-Polié."

Puis, il dénonce leur politique de guerre de partisans autonomes : *« L'"armée" de Makhno est le pire visage de la guérilla, bien qu'elle comprenne nombre de bons soldats. Impossible de trouver la moindre trace de discipline ou d'ordre dans cette "armée". »* Le lendemain, il ajoute que l'armée de Makhno *"attire actuellement à elle tous les éléments de décomposition, de décadence, de révolte et du putréfaction"* (10).

La violence de Trotsky et sa volonté de mater l'armée de Makhno s'expliquent aisément. Dans le Parti communiste, il est confronté à une "opposition militaire" qui rassemble tous les (nombreux) adversaires d'une armée centralisée et partisans d'une armée formée de groupes de partisans plus ou moins autonomes, qui n'obéissent aux ordres du centre que quand ils en ont envie... comme fait l'armée de Makhno. L'autonomie — même bridée — de cette dernière est un encouragement pour ces opposants bolcheviques. Ensuite, l'Armée rouge est une armée de paysans-soldats plus ou moins rétifs à la discipline, dont beaucoup désertent à l'époque des semailles ou de la moisson, et l'armée anarchisante de Makhno attire à elle un grand nombre de déserteurs, qu'elle invite à la rejoindre.

Un rude coup porté aux bolcheviks

On ne peut pas dire que la suite invalide l'analyse de Trotsky. Makhno débauche à la pelle des détachements de l'Armée rouge démoralisée par l'attaque de l'armée roumaine en mai 1919 et surtout par l'avance foudroyante de Denikine en juin et juillet 1919 : *"Au mois de juillet,* écrit l'anarchiste Archinov, ami de Makhno, *les détachements bolcheviques situés en Crimée se révoltèrent, destituèrent leurs chefs et se mirent en marche pour rejoindre les troupes de Makhno. Ce coup d'Etat avait été organisé par des commandants makhnovistes se trouvant alors dans les rangs de l'armée soviétique (...). Makhno emmenait leurs chefs de la veille, captifs (Kotcherguine, Dybetz et autres) (...). Ce fut un rude coup porté aux bolcheviks, car il réduisait presque à néant le peu de forces militaires qu'ils possédaient encore en Ukraine"* (11).

Le bolchevik Zatonski confirme les propos d'Archinov sur l'ampleur des coups portés alors par Makhno à l'Armée rouge : *"Après le débarquement des alliés à Odessa, en août 1919,* écrit Zatonski, *il fut clair que nous ne pouvions garder le Sud. Toutes les unités rouges, sauf la 45e division, étaient complètement démoralisées."* Quant à la seconde, la 58e, d'après son commandant Fedko, *"elle était à la veille de l'effondrement complet. Elle était formée surtout d'originaires de Tauride que les agitateurs de Makhno avaient gagnés à eux et qui ne voulaient pas abandonner leurs chaumières pour remonter vers le nord (...). A Nicolaiev (...), les équipes de blindés passèrent à Makhno, ainsi que la cavalerie (...). De sa division, il ne restait plus que six régiments de fantassins, et encore ils étaient peu sûrs."*

En effet ! Sur cinq régiments contactés, quatre, d'après leurs commandants, refuseront de se battre contre Makhno, et, d'ailleurs, *"ils pensent d'ailleurs à passer chez Makhno"*. Seul le 5e régiment se battra contre Makhno... Pourquoi ? Parce que ce sont d'anciens partisans de Grigoriev, qui le suivirent lorsqu'il se dressa contre l'Armée rouge... mais considèrent Makhno comme un traître parce qu'il a abattu Grigoriev. Zatonski poursuit : *"Nous n'étions pas du tout sûrs que Makhno ne parviendrait pas à ses fins ; nous n'avions aucune garantie que nos soldats ne nous égorgeraient pas ou ne nous livreraient pas à Makhno. Nos soldats rouges ne cessaient de passer chez lui individuellement ou par groupes"* (12). Zatonski et son détachement de soldats rouges n'échappent à un ancien escadron de la

(10) Trotsky, *Ecrits militaires,* L'Herne, 1967, pp. 668, 670 et 673.
(11) Archinov, *op. cit.*, pp. 143-144.
(12) Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe*, pp. 125-126.

cavalerie rouge rallié à Makhno que grâce à la résistance des anciens soldats du bandit Grigoriev ralliés aux rouges après l'assassinat de leur chef par Makhno. On ne peut trouver meilleure illustration des flottements des paysans soldats dans la guerre civile.

Le 6 octobre 1919, les troupes de Denikine (l'armée des Volontaires) prennent Voronèje, à 400 kilomètres au sud de Moscou, et avancent à une vitesse foudroyante devant une armée rouge minée par les désertions et démoralisée ; le 13, elles prennent Orel, à 300 kilomètres au sud de la capitale ; leur prochain objectif est Toula, à seulement 200 kilomètres au sud de Moscou, où se trouve la principale usine d'armement de la Russie soviétique. En chemin, elles pillent et fouettent les paysans invités à rendre les terres à leurs propriétaires, et multiplient les pogromes.

L'offensive de Denikine capote brutalement. Le bureau de propagande de Denikine, dans un rapport du 12 octobre 1919, lui énumère les pratiques de ses troupes qui leur aliène toute la population : *"Des châtiments corporels infligés à des paysans pour des fautes insignifiantes (...), la corruption cynique et illimitée des autorités (...), les pillages, les crimes et les réquisitions (...), la corruption, les pillages, les assassinats (...). La peine de mort est devenue habituelle. Souvent, on fusille sans jugement sous prétexte de tentative de fuite. Des pogromes (...) ont frappé un grand nombre de villes"* (13).

Les paysans se soulèvent. Makhno proclame alors le 1er septembre 1919 l'armée insurrectionnelle d'Ukraine, forte de près de 50 000 hommes, et passe un accord contre Denikine, chaud partisan de la *"Russie une et indivisible"*, avec le nationaliste ukrainien Petlioura, et conclut une trêve avec l'Armée rouge, dont il devient un moment l'allié de fait, et se tourne alors contre Denikine, dont ses détachements harcèlent les arrières.

Du 28 octobre au 3 novembre 1919, il réunit à Alexandrovsk son quatrième congrès paysan (220 délégués) et ouvrier (30 délégués). Il dénonce violemment les cheminots et les ouvriers des petites entreprises des villes d'Ukraine. Les 30 délégués ouvriers, mencheviks, quittent le congrès sous les huées des 200 paysans makhnovistes.

En novembre 1919, l'armée de Denikine s'effondre, l'Armée rouge prend le contrôle de l'Ukraine. C'est le début de la fin pour Denikine, qui, dans sa débâcle, inflige pourtant une défaite à Makhno, qu'il chasse d'Ekaterinoslav le 8 décembre. Makhno, qui a perdu un tiers de ses combattants, recule, entraînant avec lui une armée ravagée par le typhus. Un mois plus tard, le commandement de l'Armée rouge lui ordonne d'emmener son détachement vers la frontière polonaise. Une attaque de la Pologne semble en effet de plus en plus probable. Makhno, refusant de quitter son district natal, refuse net. Il est aussitôt déclaré hors la loi.

En avril 1920, la Pologne envahit l'Ukraine. La guerre contre la Pologne, puis contre Wrangel, engendre une nouvelle période de coopération entre Makhno et l'Armée rouge. Le 18 juin, Wrangel propose une alliance à Makhno, *"dans le but d'aider le peuple à se débarrasser de la commune et des commissaires, et de consolider la possession par la paysannerie travailleuse des terres appartenant à l'Etat, aux propriétaires fonciers et à d'autres propriétaires privés"*. Il lui demande de *"l'aider par toutes les manières à liquider définitivement les armées de Trotsky (Bronstein)"* (14), que Makhno hait, et il propose à cette fin de lui fournir des armes, des munitions. Makhno fait pendre l'envoyé porteur du message, un ancien makhnoviste passé chez les blancs.

Une brigade de près de 10 000 makhnovistes participe au combat contre Wrangel, qui s'effondre et embarque ses troupes début novembre vers la Grèce et la Turquie. Cette défaite semble marquer la fin de la guerre civile. Moscou ne veut pas alors laisser au cœur de l'Ukraine à reconstruire une armée insurrectionnelle de partisans de près de 20 000 hommes, au comportement imprévisible. Frounzé, qui vient de diriger les opérations victorieuses contre Wrangel, constatant que la

(13) *Ibidem*, pp. 149-150.
(14) *Ibidem*, p. 153.

fin des opérations militaires est proche, ordonne à Makhno de dissoudre son armée ou d'en intégrer les détachements comme unités régulières de l'Armée rouge, soumises à son commandement régulier. Le 26 novembre, Makhno refuse. Les troupes de Frounze occupent le sanctuaire makhnoviste de Gouliai Polié. Le 3 janvier 1921, les makhnovistes capturent le chef de la 14e division de l'Armée rouge, Parkhomenko, et son état-major, et les fusillent. Le 4 janvier, Frounzé ordonne à l'Armée rouge de s'emparer de Makhno et de liquider son armée réduite à près de 2 000 hommes équipés d'une centaine de tatchanka (carrioles rapides équipées de mitrailleuses). C'est le début d'une traque de neuf mois aux multiples rebonds et épisodes, qui s'achève le 28 août 1921 lorsque, avec une poignée de survivants de son armée détruite, Makhno, blessé franchit le Dniestr en forçant le poste-frontière et se réfugie en Roumanie.

L'exil

Moscou demande en vain son extradition au gouvernement roumain. Au début d'avril 1922, Makhno, accompagné de sa femme et de dix-sept anciens partisans, se réfugie en Pologne, où le gouvernement les emprisonne tous dans un camp de concentration. En mai 1923, le procureur du tribunal régional de Varsovie accuse Makhno de préparer une insurrection dans la Galicie occidentale, province ukrainienne alors rattachée à la Pologne. Le 27 novembre s'ouvre son procès. Makhno, pour se défendre, affirme entre autres que, par ses raids sur les arrières de l'Armée rouge au printemps 1920, il a quasiment sauvé Varsovie de l'Armée rouge arrivée dans les faubourgs de la capitale polonaise. Cette affirmation quelque peu exagérée, mais non dénuée de fondement, le fait acquitter. Il affirme alors sa volonté de continuer son combat contre le bolchevisme, mais les autorités polonaises n'ont alors aucune envie d'être entraînées dans un nouveau choc avec la Russie soviétique, et, au début de 1924, elles l'expulsent en Allemagne, où il est emprisonné dans la forteresse de Dantzig. En 1925, Makhno réussit à s'enfuir de la forteresse et s'installe en France, dans la banlieue de Paris, où il mène une existence difficile.

Il tente sans succès de constituer une Union anarchiste internationale. En 1929, il publie le premier tome de ses Mémoires, *La révolution soviétique en Ukraine*. Ravagé par la tuberculose, il meurt à Paris le 5 juillet 1934. Deux ans après sa mort paraît le deuxième tome de ses Mémoires, *Sous les coups de la contre-révolution*.

Lorsque les nazis occupent Paris, ils arrêtent la veuve de Makhno (Kouzmenko) et sa fille, et les envoient travailler à Berlin, où le NKVD les arrête en juillet 1945. Le NKVD condamne la mère à dix ans de camp et la fille à cinq ans. L'amnistie décrétée après la mort de Staline leur rend une liberté... très surveillée. On les envoie à Djamboul, au sud du Kazakhstan.

Après la chute de l'URSS, plusieurs travaux ont été publiés sur Makhno en Ukraine. Ainsi, Volkovinski a publié deux versions différentes de son ouvrage : la première en russe, en 1991, sous le titre *Makhno et son échec* ; la seconde en ukrainien, sous le titre *Nestor Makhno, légendes et réalités*. Si l'angle choisi est différent, dans les deux éditions l'auteur souligne un point : *"Makhno a combattu tous les pouvoirs et tous les régimes qui se sont manifestés pendant la guerre civile, et avec l'intervention militaire étrangère en Ukraine"* (15). Au nom de quoi ? Sous le couvert d'une communauté sans état ni pouvoir, pour édifier une république libre de petits propriétaires paysans sous la houlette de celui que l'anarchiste Archinov qualifie de *"guide aimé"*, rêve utopique, vieux fondement des révoltes russes comme celles de Pougatchev ou de Stenka Razine. Rien d'étonnant, donc, à ce que ce personnage historique n'ait pas laissé d'héritage politique.

Jean-Jacques Marie

(15) Volkovinski, *Makhno i jego krakh*, Moscou, 1991, p. 4.

Iouli Martov

Iouli Martov, le "Hamlet du socialisme démocratique"

Martov est sans aucun doute l'une des figures les plus tragiques de la révolution russe. Citant Trotsky, qui l'avait qualifié de *"Hamlet du socialisme démocratique"*, l'historien anglais Orlando Figès commente : *"C'est exactement ça"* (1). Grand connaisseur de Marx et d'Engels, révolutionnaire passionné à l'intégrité au-dessus de tout soupçon, internationaliste convaincu, hostile à la guerre impérialiste et à l'Union sacrée, d'une autorité morale qui freinera même les ardeurs de la Tcheka à son encontre, il ne joue à peu près aucun rôle dans la révolution russe, ne pèse sur aucun de ses moments, puis participe à la fondation d'une Internationale socialiste de gauche (dite deux et demie), dont la disparition et le ralliement à l'Internationale socialiste quelques années après sa création passent à peu près inaperçus et ne laissent en héritage que des œuvres de circonstance intéressantes pour les historiens, mais qu'en dehors d'eux, nul ne lit plus depuis longtemps.

Iouli Martov (pseudonyme de Tsederbaum) naît à Constantinople le 12 novembre 1873. Il est le fils d'un fonctionnaire qui quitte bientôt la ville turque pour s'installer à Odessa, que sa famille fuit après les pogromes de 1881 pour s'installer à Saint-Pétersbourg. En 1893, Martov s'inscrit à la faculté des sciences naturelles de la capitale, découvre Marx et Engels, et, à l'automne de cette même année, organise un petit groupe social-démocrate, L'émancipation du travail. Puis, il part à Vilnius participer à l'activité de la classe ouvrière juive, qui organise alors ses premières grèves. En 1893, il publie avec le futur dirigeant du Bund Kremer une brochure *De l'agitation,* où les deux hommes soulignent qu'en faisant grève, les ouvriers se préparent à se dresser contre un régime politique autocratique qui leur interdit de créer des syndicats.

Il revient à Saint-Pétersbourg au début d'octobre 1895 et rencontre Lénine. Les deux hommes sympathisent vite malgré leurs différences. Martov connaît à fond Marx et Engels, mais il est désordonné, brouillon, bavard et fume comme un sapeur, tout ce que Lénine déteste. Il fonde, avec lui et Fiodor Dan, l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière. Arrêté comme les autres membres en décembre, il est exilé au nord de la Sibérie, à Touroukhansk, où sera plus tard exilé Staline. A l'expiration de sa peine, en 1899, il retrouve Lénine, et les deux hommes prennent le chemin de l'exil. Lénine, qui ne tutoiera jamais personne (sauf Inessa Armand, pendant leur courte idylle), tutoiera Martov jusqu'à leur rupture en 1903.

Il s'installe en Allemagne, à Munich, où il appartient au comité de rédaction (composé, outre lui, de Plekhanov, Lénine, Potressov, Axelrod et Vera Zassoulitch) de *l'Iskra*, le journal social-démocrate dont le premier numéro sort en décembre 1900, puis à Londres, puis à nouveau en Suisse.

La scission de 1903

En août 1903 se tient le IIe Congrès du POSDR, qui doit unifier les divers groupes sociaux-démocrates de Russie. Les débats s'enflamment lors de la discussion sur l'article I des statuts : Lénine propose de considérer comme membre du parti *"celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle à un des organismes du parti"*. Martov, lui, propose *"celui qui en*

(1) Orlando Figès, *La révolution russe*, Folio Histoire, 2007, tome 1, p. 827.

adopte le programme, soutient le parti par des moyens matériels et lui prête un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations" (2). On pourrait ainsi être membre du parti sans appartenir à l'une de ses sections. Lénine, moqueur, résume cet article par ces mots : *"Tous ceux qui nous aident sont membres du parti"* (3). Il distingue l'adhérent qui cotise au parti et le sympathisant. Martov les confond et dilue la notion même de parti jusqu'à la dissoudre ; pour lui, *"chaque gréviste, chaque manifestant, en prenant la responsabilité de ses actes, peut se déclarer membre du parti"* (4). Faire grève et manifester vaudrait donc adhésion ? Martov, avec cette définition élastique de l'adhérent, veut attirer au parti intellectuels, étudiants, médecins, enseignants hostiles au tsarisme, mais rétifs à la discipline politique et aux rigueurs de l'activité clandestine alors inévitable.

Le congrès adopte l'article I de Martov par 28 voix, contre 22 pour celui de Lénine et une abstention. Trois ans plus tard, en 1906, le congrès de réunification, où les mencheviks seront largement majoritaires, remplacera l'article I de Martov adopté en 1903 par celui de Lénine, alors validé par tous !

Dans le débat qui oppose les deux hommes, Martov, pâle avec ses joues creuses, sa barbe mal tenue, son pince-nez qui ne lui tient pas sur le nez, sa silhouette voûtée, son épaule plus haute que l'autre, ses vêtements aux poches bourrés de manuscrits et de brochures, symbolise le laisser-aller face à la rigueur de Lénine engoncé dans un complet veston avec une chemise à col cassé fermée par un nœud de cravate étroitement serré.

Le 17 août, les cinq délégués du Bund, furieux que la majorité refuse un vote spécifique sur l'égalité des langues dans l'empire, quittent le congrès, bientôt suivis par deux "économistes". Les partisans de Lénine, minoritaires sur les statuts, deviennent donc majoritaires lorsque le congrès élit à bulletins secrets — par 24 voix contre 20 abstentions — un comité central de trois membres installé en Russie, un comité de rédaction de l'*Iskra* de trois membres (Lénine, Plekhanov et Martov, qui annonce son refus d'y siéger) installé à l'étranger et un conseil du parti. Les partisans de Lénine prennent le nom de bolcheviks (majoritaires), ceux de Martov celui de mencheviks (minoritaires).

La scission rampante surprend tout le monde. La déception des militants est à la hauteur de leurs espoirs. Les désaccords leur apparaissent peu compréhensibles et pourtant, dans les différences politiques, alors à peine embryonnaires, entre bolcheviks et mencheviks, ou entre Martov et Lénine, s'esquissent des divergences qui aboutiront en 1912 à une nouvelle rupture définitivement consacrée en 1917 entre les deux ailes de la social-démocratie russe.

Lorsque la révolution y éclate en octobre 1905, Martov rentre en Russie en novembre et est élu au comité exécutif du soviet de Saint-Pétersbourg, participe au comité de rédaction du quotidien *Natchalo*, dirigé par Trotsky, et se prononce pour la réunification avec les bolcheviks, qui s'effectue en 1906. Mais il ne joue à peu près aucun rôle dans les événements. Au congrès de l'Internationale socialiste de 1907, Martov rédige avec Lénine et Rosa Luxemburg, qui le défend à la tribune, un amendement — adopté par le congrès — précisant qu'en cas de guerre, les socialistes doivent utiliser la crise qu'elle suscitera pour renverser le régime capitaliste. Mais dès que les désaccords entre mencheviks et bolcheviks s'aiguisent à partir de 1910, il devient l'un des adversaires les plus acharnés ces derniers. Il publie en août 1911 une violente brochure, intitulée *Sauveurs ou liquidateurs ?*, contre Lénine et les bolcheviks, qu'il qualifie d'*"anarcho-blanquistes"* (5). Kautsky qualifie la brochure de *"répugnante"*, Clara Zetkin de *"sale"* et Rosa Luxemburg d'*"ignominie"*.

Dès qu'elle éclate, il se prononce contre la guerre et contre l'Union sacrée. Il fonde à Paris un journal, *Golos*, réunissant les émigrés russes socialistes

(2) *Vtoroï Sjezd RSDP*, Moscou, pp. 63-64.
(3) *Ibidem*, p. 244.
(4) *Ibidem*, p. 246.
(5) Iouli Martov, *Izbrannoie*, Moscou 2000, p. 264.

qui partagent cette orientation, mais en laisse bientôt la direction effective à Trotsky. En avril 1916, il participe à la deuxième conférence internationale contre la guerre à Kienthal, aux côtés de Lénine, Zinoviev, Inessa Armand, Axelrod et Tchernov.

Un révolutionnaire sans instrument

La révolution de février 1917 le trouve en Suisse avec près de 300 révolutionnaires russes émigrés, dont Lénine, Zinoviev, Riazanov et bien d'autres. Ils veulent tous rentrer au pays au plus vite et se réunissent pour débattre des moyens. Le 19 mars, Martov émet l'idée, votée à l'unanimité, de proposer au gouvernement allemand d'échanger des prisonniers allemands et autrichiens détenus en Russie contre les exilés russes. La majorité décide de demander au soviet de Petrograd son avis et d'attendre sa réponse. Lénine juge le plan de Martov fort bon, mais pense que les bolcheviks ne peuvent le prendre eux-mêmes en charge.

De Petrograd, rien ne vient. Les dirigeants du soviet ne sont pas pressés de voir revenir certains trublions émigrés. Lénine ne veut pas rester en dehors du champ de l'action, il ne veut plus attendre. Il sait que le passage par l'Allemagne sera impopulaire, mais là s'exprime l'une des différences entre lui et Martov. Il décide d'affronter l'impopularité. Martov s'y refuse. Il ne veut pas se salir les mains. Lénine part fin mars... Deux autres convois partiront, un mois plus tard, avec Martov, Axelrod, Angelica Balanova et d'autres. A leur arrivée à Petrograd, le menchevik Axelrod déclarera dans le journal menchevique *Rabotchaia Gazeta* du 3 mai (calendrier julien, 16 mai calendrier grégorien) : *"Bien entendu, l'Allemagne avait ses raisons pour nous laisser passer. Nous avions, nous, nos raisons pour utiliser cette possibilité. Nous ne pouvions plus tenir et désirions prendre notre place dans la révolution."*

Martov arrive à Petrograd juste à la veille de la première conférence nationale des mencheviks, qui adopte en mai la ligne présentée par Fiodor Dan et Irakli Tseretelli soigneusement préparée par eux : le soutien à l'entrée des dirigeants du soviet (mencheviks et S-R) dans le gouvernement provisoire, la poursuite de la guerre qualifiée de *"défensisme"* révolutionnaire. Martov critique ces deux prises de position. Son discours suscite l'hostilité de la majorité de délégués. Nombre de petits-bourgeois et fonctionnaires, voyant dans le POSDR menchevique le véritable parti au pouvoir, y adhèrent par opportunisme et carriérisme, et soutiennent donc toujours la majorité. Une fois installé au pouvoir, le Parti bolchevique connaîtra le même afflux de carriéristes. Lénine y répondra à partir de 1921 en organisant une épuration massive (et pourtant partielle !) de ces éléments. L'épuration, sous Staline, servira à l'inverse à chasser du parti les révolutionnaires qui y sont restés.

"A une lointaine distance de Lénine et Trotsky"

Martov forme alors un regroupement distinct des "mencheviks internationalistes" hostiles à la guerre, mais très minoritaire. Si Lénine avait hésité pendant deux mois par moralisme comme Martov, il serait arrivé en Russie en y trouvant un POSDR réunifié rassemblant mencheviks et bolcheviks. Il aurait certes mené la même bataille... mais sans parti ou avec un parti à reconstruire entièrement. Dans les mois décisifs qui suivent, Martov n'a pas d'instrument entre les mains. Il ne peut mener que la bataille d'idées. Il entreprend la publication dès la fin mai d'une *Feuille volante des mencheviks internationalistes*, dont le contenu critique des deux uniques numéros sortis irrite beaucoup les dirigeants mencheviques, qui se gardent bien de toute mesure publique contre lui, car ils ont besoin d'une aile gauche qui reste très minoritaire...

Il affirme alors : *"La dictature politique provisoire ou la totalité du pouvoir de toutes les couches démocratiques de la société bourgeoise constitue une phase inévitable du développement de tout*

renversement brutal qui transforme un Etat policier et de caste en un Etat bourgeois moderne" (6). Pour Martov, la tâche politique à l'ordre du jour est donc le passage d'une société de type féodal à une société capitaliste... Il condamne la politique des bolcheviks (*"Tout le pouvoir aux soviets"*) en affirmant qu'ils veulent *"accéder au pouvoir non par la forme de leur propre classe"*, mais en entraînant derrière eux *"les soldats-paysans"*, force, à ses yeux, étrangère au socialisme. Aussi décide-t-il de *"se tenir à une lointaine distance de Lénine et Trotsky"* (7).

Au premier congrès des soviets (3-24 juin 1917), il est à peu près aussi isolé qu'à la conférence menchevique. Il demande au congrès de réclamer au gouvernement provisoire (qui comprend parmi ses ministres des dirigeants des soviets, dont le S-R Tchernov et le menchevik Tseretelli) qu'il exige des alliés la réunion d'une conférence pour la paix sans annexion ni réparations, sous peine de rompre la coalition. Le congrès (à commencer par son camarade Fiodor Dan) s'y oppose.

Le 15 juillet se tient la deuxième conférence des mencheviks de Petrograd, l'organisation la plus à gauche des mencheviks. Martov y soumet une résolution condamnant l'attitude des dirigeants des soviets pendant les journées de juillet et ouvrant la perspective d'une concentration des pouvoirs entre les mains des soviets ; sa motion reçoit 36 voix, contre 37 à celle de Fiodor Dan, qui appuie la coalition avec les partis bourgeois et rejette l'idée d'un pouvoir exercé par les soviets.

Dès le lendemain des journées de juillet, où les manifestations monstres qui réclament *"Tout le pouvoir aux soviets"* se sont heurtées au refus de la majorité mencheviks-S-R, la calomnie s'est déchaînée contre les dirigeants bolcheviques, surtout contre Lénine et Zinoviev, accusés d'être des agents allemands. A la fin de juillet, Martov et Astrov, membres du bureau des mencheviks internationalistes, envoient leur salut au VI[e] Congrès du Parti bolchevique, qui doit s'ouvrir au début d'août. Martov et Astrov expriment *"leur profonde indignation devant la campagne de calomnies qui s'efforce de présenter tout un courant de la social-démocratie russe comme une agence du gouvernement allemand"*. Ils affirment leur espoir d'une *"collaboration des courants internationalistes* (c'est-à-dire des bolcheviks et des mencheviks-internationalistes) *dans la lutte contre les influences opportunistes et nationalistes qui se manifestent dans le mouvement ouvrier"*, et ils ajoutent : *"Il ne faut pas accepter de remplacer la conquête du pouvoir par la majorité de la démocratie révolutionnaire* (c'est-à-dire tous les partis se réclamant du socialisme) *par l'objectif d'une conquête du pouvoir dans le cours d'une lutte avec cette majorité et contre elle"* (8). En un mot, la conquête du pouvoir doit être l'affaire de tous les partis socialistes , même de ceux qui ne veulent pas le prendre pour ne pas rompre l'alliance avec les partis bourgeois. C'est un rejet préventif de la tactique que Lénine finira par imposer à son comité central réticent.

Il quitte le II[e] Congrès des soviets

Lorsque le II[e] Congrès des soviets s'ouvre le 25 octobre au soir, en l'absence de Lénine et de Trotsky, occupés par l'assaut du palais d'Hiver, Martov propose d'emblée de former un gouvernement socialiste homogène. Le bolchevik Lounatcharski l'appuie. La motion est votée à l'unanimité avec un enthousiasme qui souligne les hésitations de la délégation bolchevique. Mais, aussitôt après, deux délégués mencheviks stigmatisent les *"usurpateurs"* bolcheviks ; les dirigeants mencheviques et S-R de droite déclarent le congrès non représentatif, annoncent leur départ et appellent leurs partisans à le quitter pour pouvoir lui dénier sa légitimité. Leur appel est un fiasco. Seuls une cinquantaine de délégués sur environ six cents le suivent et s'en vont... Mais tous les dirigeants quittent la salle,

(6) *Polititcheskie deiateli Rossii v*, 1917, Moscou, 1993, p. 205.
(7) *Ibidem*.
(8) *Ibidem*, p. 206.

sauf Martov. Neuf délégués sur dix restent, dont la majorité des délégués S-R et mencheviks.

Martov réitère sa proposition d'un gouvernement socialiste homogène avec ceux qui viennent de quitter le congrès. Mais le vent a tourné, la salle le siffle. Trotsky qualifie les dirigeants mencheviques et S-R qui sont partis de *"groupes naufragés"* et de *"pitoyables faillis"* avec lesquels *"aucun compromis n'est possible"*, et leur lance : *"Vous avez joué votre rôle : allez où est votre place, dans les poubelles de l'histoire."* Martov, *« dans un moment de colère dont il dut se mordre les doigts jusqu'à la fin de ses jours,* écrit Orlando Figès, *s'écrie alors :* "En ce cas, nous partons !" ». *"Sur quoi,* commente Orlando Figès, *il sortit, pour se perdre dans un désert politique"* (9).

Ainsi se justifie la phrase mélancolique de Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe* : *"Comme toujours en de grands événements historiques, Martov avait irrémédiablement perdu la tête et ne reposait plus sur rien. En 1917 comme en 1905, la révolution s'aperçut à peine de l'existence de cet homme remarquable"* (10).

Alors qu'il a quitté le congrès des soviets, Martov écrit à son ami Axelrod, le 19 novembre : *"Presque tout le prolétariat est du côté de Lénine et attend que la révolution débouche sur son émancipation sociale"* (11).

Aussi, lors du congrès extraordinaire des mencheviks (30 novembre-7 décembre 1917), sonnés par une défaire accablante aux élections à l'Assemblée constituante, où ils ont reçu 3,5 % des voix, Martov s'oppose à la motion présentée par la majorité, qui prétendait *"reconnaître au peuple le droit à l'insurrection contre les bolcheviks"*, en affirmant que *"la révolution du 25 octobre a été préparée par tout le cours de la révolution russe"* dans la mesure où la politique de la coalition avait épuisé tout son crédit aux yeux des masses. Et il propose, pour sauver la révolution, de reconstituer l'unité des forces de la démocratie révolutionnaire (12). Martov s'allie alors avec Dan et retrouve sa place à la direction du POSDR menchevique.

Un menchevik presque solitaire au milieu des bolcheviks

D'abord partisan de la souveraineté de l'Assemblée constituante, il dénonce dans le journal menchevique *Novy Loutch* (17 janvier 1918) la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité* proposée par les bolcheviks au III[e] Congrès des soviets, à la mi-janvier 1918, en affirmant : *« Cette déclaration (...) est du niveau des manifestes babouvistes, elle est du premier au dernier mot pénétrée du socialisme "niveleur" simplifié des petits propriétaires et des lumpens (les va-nu-pieds), où tout est prévu sauf l'organisation socialiste de la production, sauf le travail collectif, la mise en oeuvre collective de la propriété commune des moyens de production. »* Deux mois plus tard, dans un article intitulé *A la veille du thermidor russe*, Martov accuse Lénine de mener une politique prothermidorienne et présente Babeuf comme le représentant des révolutionnaires authentiques qui renversèrent Robespierre et sa dictature prétendue, et mirent ainsi fin à la Terreur, mais furent ensuite renversés par les thermidoriens, véritables agents de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. .

Au plénum du comité central menchevique de juillet 1918, Martov se prononce contre l'intervention étrangère et contre la participation des mencheviks à la lutte armée contre les bolcheviks, et il adresse une lettre défendant cette position à toutes les organisations mencheviques. Au plénum du comité central menchevique de décembre 1918, il se prononce pour le soutien au pouvoir soviétique contre les armées contre-révolutionnaires et pour l'abandon du mot d'ordre *"Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante"*, sur lequel se regroupe la réaction. Il fait adopter cette position par

(9) Orlando Figès, *La révolution russe*, Folio Histoire, 2007, p. 907.
(10) Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Le Seuil, 1995, tome 1, pp. 272-273.
(11) *Polititcheskie deiateli, op. cit.*, p. 207.
(12) *Vperiod*, 6 décembre 1917.

le comité central, ainsi que l'affirmation selon laquelle les mencheviks adoptent *"comme point de départ de leur lutte le système soviétique comme un fait et non comme un principe"*. Lorsque le Parti menchevique est, après une brève période d'interdiction, à nouveau légalisé le 30 novembre 1918, Martov entre dans le comité de rédaction de son organe central, *Vsegda Vperiod* ("Toujours en avant"). Il est l'un des rédacteurs de la plate-forme d'action des mencheviks adoptée en juillet 1919 sous le titre de... *Que faire ?*, plate-forme qui exige, entre autres, la démocratisation du régime.

De cette date à la fin de 1920, Martov est membre du soviet de Moscou et du comité exécutif central des soviets. Il publie en 1919 un essai sur le *Bolchevisme mondial*. Il définit le bolchevisme comme un *"communisme anarcho-jacobin primitif"* et consacre plusieurs paragraphes à la comparaison entre le jacobinisme et le bolchevisme.

Le bolchevisme vu par Martov

Il y écrit : *"Dans les révolutions actuelles, nous rencontrons, d'un côté, des institutions tout à fait analogues aux institutions de la dictature jacobine (les cellules du parti ne se distinguent en rien des clubs jacobins ; les comités révolutionnaires de 1794 et de 1919 sont tout à fait similaires ; les comités de paysans pauvres sont tout à fait analogues aux comités et aux clubs sur lesquels la dictature jacobine s'appuyait à la campagne, puisqu'ils étaient formés surtout de paysans pauvres) ; d'un autre côté, les soviets, les comités d'usine et de fabrique, et les syndicats actuels sont quelque chose de spécifique, qui met son cachet propre sur les révolutions de notre temps. En cela s'exprime l'influence que le prolétariat de la grande industrie exerce sur le contenu et la marche de la révolution. Et pourtant, cela ne met en rien en cause le fait que ces organes de classe purement prolétariens par leur origine, issus des conditions mêmes de la grande industrie contemporaine, servent d'instrument à la mise en œuvre de la dictature d'un parti minoritaire tout comme les organes de la dictature jacobine des années 1792-1794, bien que ces derniers eussent des racines tout à fait différentes."*

Evoquant enfin la systématisation par les bolcheviks des soviets comme forme d'organisation politique, Martov complète sa comparaison avec le jacobinisme en écrivant que les soviets *« ressuscitent les formes de la dictature jacobine de la minorité créées par la révolution bourgeoise du XVIII^e siècle et rejetées ensuite par tout le développement ultérieur de l'évolution idéologique de la classe ouvrière dans le processus par lequel elle s'est libérée de l'héritage spirituel du révolutionnarisme petit-bourgeois. Cependant, à peine le "système soviétique" a-t-il joué son rôle de pseudonyme, sous la couverture duquel la conscience du prolétariat ressuscite l'idée jacobino-blanquiste de la dictature d'un parti minoritaire, il acquiert un caractère universel (...). Il devient la forme générale de toute révolution se réalisant dans une situation d'éparpillement politique et d'absence de cohésion interne des masses populaires, alors même que l'ancien régime est rongé jusqu'à la racine par le développement historique »* (13).

Lorsque la Pologne de Pilsudski envahit l'Ukraine en avril 1920, Martov engage le Parti menchevique dans le soutien à la guerre défensive à laquelle la Russie soviétique est contrainte, aussi longtemps qu'elle reste défensive. Dans un discours lors d'une réunion commune du comité exécutif central des soviets, du soviet de Moscou, des syndicats et des comités d'usines, il déclare : *"Le POSDR (...) fera tous ses efforts pour que les masses travailleuses, indépendamment de leur attitude vis-à-vis du pouvoir soviétique et de sa politique, considèrent comme leur cause vitale la victoire la plus rapide et la plus complète possible à l'Ouest (...). Le POSDR considère comme juste la ligne politique générale de la politique du pouvoir soviétique pendant le développement du conflit polono-russe."* Il est alors ap-

(13) Iouli Martov, *Izbrannoie, op. cit.*, pp. 402, 413, 418 et 420.

plaudi, mais suscite les vives réactions d'une assistance composée à 90 % de bolcheviks quand il déclare : *"Pour que la guerre soit remportée, il faut que le paysan ukrainien sache qu'il est considéré comme un membre à égalité de droits dans la république des travailleurs et que la politique de l'année passée est révolue"* (14), c'est-à-dire la politique de réquisitions.

L'exil volontaire

En octobre 1920, le comité central des mencheviks l'envoie à Berlin au congrès du Parti social-démocrate indépendant (USPD). Il doit y affronter Zinoviev, chargé de convaincre l'USPD de rejoindre les rangs de la IIIe Internationale. Il perd ce duel. Certes, Zinoviev est bien meilleur orateur que Martov à la voix faible, parfois cassée, mais, en octobre 1920, la vague de la révolution n'est pas encore retombée malgré les défaites en Allemagne et en Hongrie. Et depuis le début de l'année, l'Internationale communiste a vu affluer des partis entiers. Martov ne peut opposer que des analyses générales sans perspectives d'action à cette réalité et à l'éloquence de Zinoviev. Affecté par sa défaite, il décide de rester à Berlin, où il fonde en février 1921 le *Sotsialistitcheski Vestnik* ("Le messager socialiste"), dont il assume la rédaction pendant le peu de temps qui lui reste à vivre. Il organise aussi et préside la Délégation du POSDR menchevique à l'étranger, le centre menchevique en émigration. Il est enfin l'un des fondateurs de l'Internationale socialiste de gauche, dite par dérision la Deuxième Internationale et demie.

Lors de l'insurrection de Cronstadt, où les matelots révoltés avancent une longue liste de revendications démocratiques (15) et où Iouli Martov affirme que les mots d'ordre des marins de Cronstadt démontrent la possibilité d'un mouvement antibolchevique qui ne soit pas contre-révolutionnaire, Lénine rétorque que la tactique des blancs *"consiste à soutenir n'importe qui, même les anarchistes, n'importe quel pouvoir des soviets, pourvu que les bolcheviks soient renversés, pourvu qu'un déplacement de pouvoir soit opéré. Peu importe que ce soit vers la droite ou vers la gauche"* (15). Après quoi, affirme-t-il, les blancs chasseront les Tchernov et les Martov, comme Koltchak l'a fait en Sibérie.

Lorsque les bolcheviks proclament la Nouvelle Politique économique, en mars 1921, en remplaçant la réquisition des excédents (et parfois bien au-delà !) de blé par un impôt en nature, Martov, qui avait été hostile à la politique de réquisition, écrit à son ami Axelrod, le 24 mars 1921: *"Lénine a dans les faits repris intégralement notre programme de ravitaillement"* (17). C'est une victoire à la Pyrrhus. L'ancien S-R Pitirim Sorokine voyait alors dans la NEP les prémisses d'un effondrement du régime qui laisserait la place à un Etat exprimant les intérêts de la paysannerie aisée et riche, la couche sociale majoritaire. C'est précisément pour leur interdire de traduire politiquement cette concession à la masse de la paysannerie que Lénine fait interdire les mencheviks en décembre 1922.

Rongé par la tuberculose et miné par le tabac, Martov est cloué sur son lit d'hôpital en novembre 1922 et meurt le 4 avril 1923... quatre semaines après que Lénine a été définitivement réduit au silence par son attaque du 9 mars. Le journal qu'il avait fondé en 1921, le *Sotsialistitcheski Vestnik,* repris après sa mort par Fiodor Dan, puis par Boris Nicolaievski, disparaîtra en 1964, faute de mencheviks pour l'écrire et pour le lire.

Jean-Jacques Marie

(14) *Ibidem*, pp. 435 et 443.
(15) Voir leur résolution dans Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Fayard, 2005, pp. 137 à 139.
(16) *Ibidem*, p. 239.
(17) *Dialogue*, octobre 1991, p. 64.

George Christian Rakovsky

Christian Rakovsky, un internationaliste organique

L'historien Georges Haupt, qui n'avait pas l'habitude de céder à la tentation du lyrisme, donne un portrait enthousiaste de *"ce Bulgare de naissance, Roumain de nationalité, Français d'éducation, Russe par ses relations, ses sympathies et sa culture (...), propagandiste infatigable, essayiste érudit, publiciste et polémiste de grand talent"*. Il continue : *"Partout où l'amena sa vie mouvementée, il prit une part active dans le mouvement ouvrier : en Bulgarie, où il fut l'un des pionniers du socialisme ; dans la social-démocratie russe, où, dès 1893, il devint "l'enfant chéri" du groupe l'Emancipation du travail ; en France, où il acquit une audience parmi les guesdistes ; en Roumanie, où il devint dès 1905 le leader du mouvement ouvrier renaissant. En diverses périodes, il participa activement à la vie intérieure de ces partis sous toutes ses formes, allant de l'organisation pratique aux grandes décisions politiques"* (1).

Christian Rakovsky est né le 1er août 1873 à Kotel, dans la Dobroudja, partie méridionale de la Bulgarie, dans la famille d'un gros propriétaire terrien en même temps commerçant, Gueorgui Stanchev, dont il dira plus tard dans son autobiographie : *"De mon père, je n'héritai rien de ce qui devait déterminer mon évolution ultérieure"* (2), pour préciser aussitôt que l'héritage maternel était d'une autre ampleur. Au côté maternel appartient en effet un capitaine de l'armée russe, Gueorgui Mamartchev, qui organisa une première tentative de révolte contre l'empire turc, dont la Bulgarie était alors partie constituante — mais rebelle. Un lointain cousin de sa mère, Gueorgui Savva, passionné par les idées de la Révolution française, prit le surnom de Rakovsky et organisa un soulèvement contre les Turcs en 1841, fut arrêté, condamné à mort, mais réussit à s'enfuir en France.

En 1878, à la suite de la guerre russo-turque, le traité de Berlin attribue la Dobroudja méridionale à la Roumanie. Rakovsky devient *ipso facto* citoyen roumain. Mais il fait ses études au lycée de Varna, en Bulgarie. En 1887, les élèves du lycée se révoltent. La municipalité envoie un régiment de soldats mater les élèves. Rakovsky fait partie des élèves arrêtés et exclus de tous les lycées bulgares. Il obtient sa réinscription l'année suivante, au lycée de la petite ville de Gabrovo, où il découvre les œuvres de Marx et Engels, et devient marxiste ; deux ans plus tard, vu son comportement de trublion politique, il est exclu définitivement de tous les établissements bulgares.

Etudes de médecine et de marxisme

En 1890, il part à Genève faire des études de médecine, bien que la médecine ne l'intéresse pas le moins du monde. *"J'avais choisi la médecine,* écrit-il dans son autobiographie, *parce que, dans*

(1) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, 1969, p. 357.
(2) *Ibidem*, p. 343.

notre imagination, elle donnait la possibilité d'entrer directement avec le peuple" (3). A Genève, il rencontre Plekhanov, dont il sollicite souvent les avis, Axelrod, Vera Zassoulitch, Rosa Luxemburg, qui dirige quelque temps des cercles d'études marxistes auxquels il participe. Leur fréquentation le guérit de ce genre d'illusions héritées du populisme et reposant sur l'idée qu'il faut aller au peuple. Il milite avec des étudiants russes. Il est l'un des organisateurs du IIe Congrès international d'étudiants socialistes en 1893 et écrit dans les publications du Parti social-démocrate bulgare. Cette même année, à l'âge de 20 ans, il est délégué du Parti social-démocrate bulgare au IIIe Congrès de la IIe Internationale, qui se tient à Zurich du 6 au 12 août. A Zurich, il rencontre Engels, dont il sollicitera plusieurs fois les avis jusqu'à sa mort, en 1895.

A l'automne 1893, il entre à la faculté de médecine de Berlin *"dans le but de se rapprocher du mouvement ouvrier allemand"* (4), affirme-t-il, et devient correspondant du quotidien du Parti social-démocrate allemand (le SPD), le *Vorwärts*, pour les questions balkaniques. Bien qu'il ait adhéré aux étudiants socialistes allemands, son existence politique se déroule essentiellement dans la nombreuse colonie émigrée russe déchirée par les discussions entre socialistes-révolutionnaires (S-R) et sociaux-démocrates. Mais au bout de six mois, la police l'expulse de Berlin. Il reprend sans enthousiasme ses études de médecine à la faculté de Zurich, puis s'installe un an à Nancy avant de se fixer à Montpellier, où il continue ses interminables études médicales, écrit dans la *Jeune République* dirigée par Jules Guesde et participe aux discussions qui agitent le milieu étudiant. Il intervient avec une vigueur particulière contre les sionistes, nombreux à Montpellier. Officiellement citoyen roumain depuis le déplacement des frontières, il commence alors à prendre contact avec le socialisme roumain.

Il représente le Parti social-démocrate bulgare au IVe Congrès de la Deuxième Internationale, à Londres, en 1896. Au nom de son parti, il intervient pour exiger une intervention en faveur des Arméniens, alors tous sujets de l'Empire ottoman et dont une révolte vient d'être écrasée par les troupes turques.

Cette même année, il défend sa thèse de doctorat en médecine en présentant un mémoire tout à fait inhabituel à l'époque sur les causes de la criminalité et de la dégénérescence qui envoie des hommes dans les bas-fonds en insistant sur les raisons sociales de ce phénomène. Il fera paraître sa thèse un peu plus tard en Russie sous un pseudonyme (féminin) et sous le titre *Les Misérables*. La censure abusée doit y voir une sorte de variante des *Humiliés et offensés* de Dostoïevski. Il se demande alors que faire ? Il répond dans son autobiographie : *"J'avais essentiellement travaillé pour le Parti socialiste bulgare, mais, d'un autre côté, j'étais citoyen roumain. Enfin, mon plus grand désir était d'aller travailler en Russie, d'autant plus que j'avais épousé une Russe de Moscou, E. P. Riabova, proche amie de Plekhanov et de Zassoulitch, et marxiste révolutionnaire"* (5).

Un expulsé à répétition

Par prudence, il repasse ses examens de médecine en Bulgarie et en Roumanie, et fait son service militaire en Roumanie comme médecin militaire, ce qui lui vaut le grade d'officier. Il publie en bulgare un ouvrage sur *La signification politique de l'Affaire Dreyfus*. Il se rend à Saint-Pétersbourg, où il fréquente les cercles politiques russes, sociaux-démocrates, libéraux et populistes ; il en est bientôt expulsé, retourne en France à la fin de 1902, y exerce la médecine pendant six mois pour la première et dernière fois de sa vie, à Beaulieu, dans la Loire, s'installe à Paris à la fin de 1903, où il s'inscrit à la faculté de droit et rencontre Trotsky. Il pense un moment à se faire naturaliser Français, repart en Roumanie, où il participe à la constitution de syndicats ouvriers.

En 1903, il reprend contact avec les partis balkaniques. En Roumanie, les dirigeants sociaux-démocrates ont liquidé

(3) *Ibidem*, p. 344.
(4) *Ibidem*, p. 346.
(5) *Ibidem*, p. 347.

leur parti en fusionnant avec les libéraux, qui représentent à la fois les grands propriétaires terriens, les gros fermiers et les capitalistes de l'industrie. En 1904, il représente le Parti social-démocrate bulgare... et le Parti social-démocrate serbe au congrès de la Deuxième Internationale, à Amsterdam. En 1904, il est élu délégué du Parti social-démocrate roumain au Bureau socialiste international.

En février 1907, la Roumanie est embrasée par une révolte de paysans surexploités et humiliés, qui saccagent les manoirs des propriétaires terriens (juifs d'abord... puis les autres après) et égorgent souvent les propriétaires, et par une vague de grèves ouvrières. Craignant la conjonction des deux mouvements, le gouvernement roumain dirigé par le Parti libéral fait bombarder les villages des paysans révoltés et ferme les locaux des syndicats. Dans l'*Encylopédie socialiste,* de Compère-Morel, Jean Longuet écrit en 1913 : *"Toute la fureur des classes dirigeantes se concentrait contre Rakovsky, considéré comme l'auteur de tout le mal, dont on allait jusqu'à comploter l'assassinat et dont on devait essayer ensuite de se débarrasser par des moyens plus modernes"* (6). Le gouvernement, en effet, accuse Rakovsky, reconstructeur du Parti social-démocrate roumain, d'avoir fomenté les révoltes paysannes et les grèves au bénéfice de l'industrie bulgare, et de travailler pour l'état-major russe, et le bannit hors de Roumanie pour cinq ans (pendant la Première Guerre mondiale, son hostilité à la guerre lui vaudra de la part de ses adversaires l'accusation reprise par les deux ineffables Alexandre Adler et Soljenitsyne, d'être un agent allemand !). Pour prendre cette décision, le gouvernement libéral argue du fait que Rakovsky était né... en Bulgarie avant le changement de frontières et le déclare citoyen bulgare.

Jean Longuet écrit dans l'*Encyclopédie socialiste* : *"Cette monstruosité juridique (...) provoqua de violentes protestations dans tout le pays au cours des années 1908, 1909, 1910, protestations auxquelles prirent part avec toutes les organisations socialistes et syndicalistes des personnalités des partis bourgeois"* (7).

En 1909, Rakovsky publie en français un ouvrage, *La Roumanie des boyards*, qui sert de fondement aux pages que Jean Longuet consacre à la Roumanie dans l'*Encyclopédie socialiste* et où figure la photographie de Rakovsky (p. 480).

Rakovsky revient clandestinement en Roumanie en 1909. Il est vite arrêté et expulsé en octobre. La police réprime brutalement une manifestation ouvrière de protestation à Bucarest, arrête les dirigeants syndicaux qui y avaient appelé et les abat dans ses caves.

Au congrès de la Deuxième Internationale, à Copenhague, fin août-début septembre 1910, délégué du Parti social-démocrate roumain, il participe au regroupement des "marxistes révolutionnaires" avec Lénine, Plekhanov, Riazanov, Rosa Luxemburg, Jules Guesde, Pablo Iglesias, de Brouckère. Puis, il repart à Sofia.

En février 1911, il tente à nouveau de revenir en Roumanie. Le gouvernement l'expulse, veut l'envoyer en Bulgarie : le gouvernement bulgare n'en veut pas, il l'envoie alors à Constantinople, où les Turcs l'arrêtent. Les députés socialistes turcs le font libérer. Il parvient alors à s'installer à Sofia, où il fonde le quotidien socialiste bulgare *Napred*.

Les guerres balkaniques

C'est alors qu'éclate la première des deux guerres balkaniques, qui annoncent et préparent la guerre mondiale. Le Monténégro, la Grèce, la Bulgarie et la Serbie ont formé en mars 1912 une Ligue balkanique. Ils veulent secouer le joug de la Turquie, immense empire féodal chancelant, et la chasser des Balkans avec le soutien en sous-main de la Russie tsariste, désireuse de dépecer l'Empire ottoman, en exaltant l'émancipation et l'unité des Slaves du sud opprimés par les Turcs.

La Bulgarie déclare la guerre à la Turquie le 6 octobre 1912. En novembre 1912, les troupes turques, battues sur

(6) Jean Longuet, *Le mouvement socialiste international,* Aristide Quillet, 1913, p. 479.
(7) *Ibidem*, p. 481.

tous les fronts, évacuent la Thrace, l'Albanie et la Macédoine.

Le 23 janvier 1913, un groupe de militaires, dits Jeunes Turcs, renverse le sultan, prend le pouvoir à Constantinople, mais ne peut empêcher la défaite. Le 30 mai 1913, la paix signée à Londres réduit l'Empire ottoman en Europe à Constantinople et sa bande côtière, rend la Crète et la Thrace à la Grèce et attribue l'essentiel de la Macédoine à la Bulgarie.

A peine la paix conclue, les alliés d'hier se déchirent sur le partage de la Macédoine et de l'Albanie. Ivre de sa victoire, la Bulgarie, le 30 juin 1913, attaque la Serbie, à qui la Grèce se joint, puis la Roumanie envahit la Bulgarie. Trotsky part alors en Roumanie comme correspondant de guerre du journal russe *Kievskaia Mysl*. Il y retrouve Christian Rakovsky, dont il avait fait la connaissance en 1903, en France, et qu'il avait revu dans les congrès de l'Internationale socialiste.

Trotsky passe alors de longues semaines avec Rakovsky à parcourir la Dobroudja méridionale et dans sa grande maison de Mangalia, petit port cosmopolite de pêche et de commerce. Trotsky, fasciné, décrit dans la *Kievskaia Mysl*, datée du 12 septembre 1913, son activité bouillonnante : Rakovsky finance et dirige le quotidien du Parti socialiste roumain, y écrit, dirige les séances du comité central, organise des meetings et des manifestations, discute dans les rues de Mangalaia en roumain, en turc, en bulgare, en allemand et en français. Il discute même en russe avec les skoptsy, secte de mornes châtrés. Leur étroite amitié, que seul le Guépéou de Staline brisera en brisant Rakovsky en 1934, date de cette époque

Le 22 juillet 1913, la Turquie attaque la Bulgarie, qui demande l'armistice le 30. Le 10 août, la paix est signée. La Grèce et la Serbie se partagent la Macédoine. La Bulgarie, saignée à blanc, ne garde qu'un lambeau de ses conquêtes. L'Albanie, reconnue indépendante, est aussitôt et en toute démocratie placée sous la coupe du prince allemand Guillaume de Wied.

Contre la guerre

Rakovsky se prononce d'emblée contre la guerre ; il fait partie de l'équipe de *Nache Slovo*, qu'il finance en partie grâce à l'héritage paternel. Pendant l'été 1915, il organise une conférence des partis socialistes des Balkans, qui dénonce la guerre et débouche sur la constitution d'une Fédération social-démocrate des ouvriers révolutionnaires des Balkans rassemblant les partis bulgare, grec, roumain et serbe, et dont Rakovsky est élu secrétaire. Dès la fin de cette conférence, Rakovsky se rend à la Conférence de Zimmerwald. Il appartient à la majorité *"centriste"*, selon Lénine, qui, avec les délégations italienne, allemande, française, rejettent les deux volets de l'action proposée par Lénine (le défaitisme révolutionnaire et le combat pour une III[e] Internationale). Une sous-commission prépare un texte de synthèse, dont elle confie la rédaction à Trotsky. La discussion est violente. A un moment, exaspéré par les sarcasmes de Lénine, Rakovsky se jette sur lui. Il faut les séparer.

Diplomates russes et policiers français susurrent que les internationalistes arrosés d'argent allemand par Parvus, installé en Suède, travaillent pour le Kaiser. Le diffamateur Soljenitsyne synthétise ces ragots dans *Lénine à Zurich*, en faisant dire à Parvus : *"Au printemps, j'ai touché à Berlin un million de marks. De ce million, j'ai aussitôt fait profiter Rakovsky, Trotsky et Martov"* (8).

En août 1916, le gouvernement roumain entre en guerre aux côtés des alliés et, en septembre, jette Rakovsky, qualifié d'agent allemand, en prison à Bucarest, puis le transfère à Iassy lorsqu'il est contraint de s'y réfugier. Le 1[er] mai 1917, au lendemain de la révolution de Février, un régiment russe libère Rakovsky. A Petrograd, il adhère d'abord au petit groupe des mencheviks internationalistes de Martov. Après la révolution d'Octobre, sous l'influence de Trotsky, Rakovsky rejoint les bolcheviks. En 1918, il s'installe à Odessa, où il préside le Collège pour la lutte contre

(8) Soljenitsyne, *Lénine à Zurich*, Le Seuil, 1975, p. 98.

la contre-révolution et le comité exécutif central (CEC) des soviets de Roumanie. Il quitte la ville quand l'armée allemande l'occupe. En mars 1919, le CEC élu par le congrès pan-ukrainien des soviets l'élit président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. Le même mois, il est élu membre du comité central du Parti communiste russe.

En mars 1919, lors du congrès de fondation de l'Internationale communiste, il est l'un des cinq membres élus au comité exécutif avec Lénine, Trotsky, Zinoviev et le Suisse Platten. Mais il n'a guère de temps à consacrer à l'Internationale... sauf, si l'on peut dire, sa tentative d'apporter une aide à la révolution qui éclate en Hongrie à la fin du même mois. Mais il se heurte à l'aventurisme gauchiste et à l'obstination imbécile du dirigeant communiste hongrois Bela Kun, dont le premier souci est de faire retomber ses innombrables erreurs sur les autres (et finalement sur la classe ouvrière hongroise tout entière !). Bela Kun accable Rakovsky de reproches et va même jusqu'à faire fusiller deux officiers que ce dernier lui envoie comme agents de liaison. Rakovsky doit aussi arbitrer en Ukraine le conflit entre les communistes de gauche, dits ultra-internationalistes (Sapronov), et les communistes ukrainiens nationalistes borotbistes (anciens socialistes-révolutionnaires ralliés au Parti bolchevique, mais très attachés à l'indépendance de l'Ukraine et dits avec quelque exagération séparatistes).

Face au chauvinisme stalinien

A l'automne 1922, Rakovsky s'affronte à Staline. Le bureau politique a chargé le bureau d'organisation de préparer un projet de Constitution de l'URSS. Les débats sont vifs dans la commission entre les ultra-centralisateurs comme Staline et les partisans d'une certaine autonomie des républiques fédérées, au premier chef Rakovsky et les dirigeants communistes géorgiens. Rakovsky, partisan d'une vraie confédération des républiques soviétiques, combat dès l'automne 1922 le projet ultra-centralisateur et chauvin de Staline, et en particulier dans un discours retentissant au XIII[e] Congrès du Parti communiste russe, en mars 1923 (9). Mais il est quasiment le seul dans ce congrès à s'opposer à Staline, avec qui Trotsky, soucieux d'assurer la continuité alors que Lénine est définitivement écarté de la vie politique par sa dernière attaque, a passé un compromis que Staline piétinera à la première occasion. Staline se venge : en juillet 1923, il le limoge de la direction du gouvernement ukrainien et l'envoie représentant plénipotentiaire de l'URSS en Angleterre, puis, en octobre 1925, à Paris.

De Paris, il fait connaître son soutien à l'Opposition unifiée qui se constitue en avril 1926, sans pouvoir, en tant que plénipotentiaire, participer à son activité. Rappelé à Moscou, où il arrive le 21 octobre 1927, il s'engage aussitôt dans le combat de l'Opposition unifiée. Au XV[e]Congrès du Parti communiste, en décembre 192,7 il en est le principal porte-parole. Les apparatchiks hurlent, demandent qu'on le chasse de la tribune, le bombardent de projectiles. L'appareil l'invite à capituler pour rester dans les rangs du parti. Il répond : *"Je commence à me faire vieux. Pourquoi gâcher ma biographie ?"* (10).

Exclu aussitôt, il est embauché par Riazanov à l'Institut Marx-Engels... mais pas pour longtemps. A la mi-janvier 1928, il est exilé à Astrakhan, d'où il mène une longue correspondance avec Trotsky. Dans l'une de ces lettres, il aborde la question de la démocratie : *"Nous, je veux dire les membres dirigeants, avons été conduits à étendre progressivement l'attitude négative de la dictature du prolétariat vis-à-vis de la pseudo-démocratie bourgeoise à ces garanties élémentaires de la démocratie consciente sur laquelle est fondé le parti et au moyen desquelles il faut diriger la classe ouvrière et l'Etat lui-même. Au contraire, sous le régime de la dictature du prolétariat, alors qu'un pouvoir sans précédent est concentré entre les mains des dirigeants au sommet, violer cette démocratie est un grand mal et une grande faute"* (11).

(9) Lire son discours en entier dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 47.

(10) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 360.

Les dangers professionnels du pouvoir

En 1928, il rédige un texte connu à la fois sous les titres *Lettre à Valentinov* et *Les dangers professionnels du pouvoir*, où il analyse les causes de la dégénérescence du parti au pouvoir : évoquant les mœurs régnant dans l'appareil, il écrit : *"Vols, prévarications, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche : de tout cela, on parle comme de faits connus pas seulement depuis des mois , mais depuis des années, et que tout le monde, on ne sait pourquoi, a tolérés"* (12). Pourquoi cette impunité tranquille ? La première raison qu'il y voit, c'est l'apathie dans laquelle ont sombré les masses après des années de guerre, de guerre civile et d'épreuves multiples.

Il donne ensuite une explication générale de ce phénomène : *"Lorsqu'une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste (...), la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale (...). La situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti est bien différente de celle du communiste qui travaille dans les mines."*

Lorsque ces faits passent du stade de cas particuliers, même nombreux, à celui de système organisé, on passe de la bureaucratie comme résidu de l'ancien appareil d'Etat à une couche sociale cristallisée. La pénurie, la lassitude des masses épuisées par la guerre, la guerre civile, la faim, le typhus et le système du parti unique favorisent le développement rapide de l'appareil bureaucratique qui répartit la pénurie, c'est-à-dire l'insuffisance criante de marchandises, et cristallise en lui les éléments tendant à le transformer en une couche sociale séparée de la masse de la population par son monopole politique et ses privilèges.

Rakovsky souligne enfin : *"La fonction a modifié l'organe lui-même ; la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches dans l'administration et l'économie de l'Etat a changé au point que, subjectivement, non seulement matériellement, mais moralement, ils ont cessé de faire partie de la classe ouvrière"* (13), à laquelle ils donnent des ordres en son nom.

En octobre 1928, pour l'isoler, le Guépéou l'envoie à Saratov, où, au contraire, il resserre ses liens avec les oppositionnels et poursuit le travail d'écriture commencé à Astrakhan (il écrit un livre sur Saint-Simon, que le Guépéou détruira, ainsi que ses Mémoires et une *Histoire de la révolution en Ukraine*, qui a elle aussi disparu).

Après l'exil de Trotsky en Turquie, en février 1929, c'est lui qui assume la direction de l'Opposition de gauche en Union soviétique. En août 1929, il rédige une *Déclaration de l'Opposition*, répondant entre autres aux vagues de ralliement d'opposants à Staline, où il affirme : *"Seul un appareil reposant sur la confiance des masses, un appareil basé sur l'éligibilité, la mobilité, et sur le respect de la légalité révolutionnaire peut correspondre aux intérêts des masses laborieuses et aux exigences de la dictature prolétarienne"* (14).

Il rédige et signe la déclaration de l'Opposition au XV[e] Congrès de 1930. Staline le fait alors exiler à Barnaoul, dans l'Altaï, au nord du Kazakhstan, où il travaille dans un service du Gosplan. Sa santé se dégrade dans le climat étouffant de Barnaoul au point qu'en 1932 le bruit de sa mort circule.

Staline abat Rakovsky grâce à Hitler

En 1934, épuisé, démoralisé, effrayé par la menace que fait peser la victoire d'Hitler sur l'URSS, et en particulier sur l'Ukraine, il capitule et se rallie à Staline. Les *Izvestia* (23 février 1934), alors

(11) Pierre Broué, *Rakovsky*, Fayard, 1996, pp. 296-297.
(12) Le texte complet est publié dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 48.
(13) *Ibidem*.
(14) Pierre Broué, *Rakovsky, op. cit.*, p. 316.

dirigées par Boukharine, publient une première déclaration de lui affirmant : *"Devant la montée de la réaction internationale, dirigée en dernière analyse contre la révolution d' Octobre, mes anciens désaccords avec le parti ont perdu toute signification. Je considère comme le devoir d'un communiste bolchevique de se soumettre entièrement et sans réticence à la ligne générale du parti."*

Trotsky peut donc écrire : *"On peut, sans aucune exagération, dire que c'est grâce à Hitler que Staline a vaincu Rakovsky."* Il ajoute dans ce même article : *« Cette déclaration ne contient pas ces auto-accusations honteuses, ces répugnantes humiliations volontaires qui sont devenues aujourd'hui la condition nécessaire du repentir "bolchevique" »* (15).

C'est vrai, trop vrai... et ne peut pas durer. Cette absence est insupportable à Staline, qui exige de Rakovsky une seconde déclaration. Rakovsky renâcle un instant, mais est piégé. La *Pravda* et les *Izvestia* publient le 18 avril une seconde déclaration, où, cette fois, il se dit d'accord avec *"la ligne générale"* (c'est-à-dire la politique de Staline) et rompt avec le *"trotskysme contre-révolutionnaire"*. *"Staline,* écrit George Haupt, *donna une grande publicité à la lettre de Rakovsky et ne cacha pas sa satisfaction. Il était parvenu à mater un homme qui lui était particulièrement odieux, réputé pour son intégrité et son indépendance, et qui, de surcroît, était le meilleur ami de Trotsky"* (16), pour qui le coup est effectivement rude.

Le piège

Mais pour Staline, ce n'est qu'un début. A peine Rakovsky est-il libéré, soigné, réintégré dans le Parti communiste que Staline referme sur lui un piège qu'il ne devine pas. Il le fait nommer le 31 mai 1934 commissaire adjoint à la Santé de la République de Russie, et, aussitôt après, en septembre 1934, il est envoyé à ce titre au Japon dans une mission de la Croix-Rouge. Ainsi, Staline prépare l'accusation, portée plus tard contre lui, d'être entré en relations avec l'espionnage japonais.

Le 22 août 1936, en plein milieu du premier procès de Moscou qui va condamner à mort les seize accusés, dont Kamenev et Zinoviev, la *Pravda* publie un article signé de lui dénonçant les accusés, mais on ne lui a sans doute pas demandé son accord pour faire figurer son nom au-dessous de lignes dont il n'a probablement pas écrit la moindre. C'est la deuxième pièce du piège. La troisième est montée à la fin du deuxième procès de Moscou (23-30 janvier 1937). Le 27 janvier 1937, l'un des accusés, l'ancien oppositionnel Drobnis, met en cause Rakovsky, arrêté le même jour.

Ce n'est sans doute pas un hasard si la *Pravda* de ce même 27 janvier 1937 publie un article intitulé : *"Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a tenté d'empoisonner les ouvriers."* On y lit : *"Trotsky, le méprisable agent du fascisme international, a lancé ses ignobles tentacules (...). Le fils de Trotsky, Serge Sedov, digne rejeton de son père vendu au fascisme, a tenté d'empoisonner un grand groupe d'ouvriers avec le générateur de gaz."*

Dans une résolution à l'unanimité aussi artificielle que l'indignation, les ouvriers de l'usine jurent de *"répondre à l'activité répugnante des chiens fascistes déchaînés (...) en s'unissant plus étroitement encore (...) autour du père bien aimé des peuples de l'URSS, le camarade Staline"*. Cet amour *"exige avec insistance de la Cour suprême qu'elle anéantisse jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste du centre trotskyste antisoviétique."*

Le troisième procès de Moscou

Rakovsky renâcle : il est battu, torturé pendant huit mois pour lui arracher des aveux nécessaires au troisième procès de Moscou. Huit mois, c'est le temps qu'il faut aux bourreaux du NKVD pour faire plier le vieil homme et l'installer sur le banc des accusés du procès aux côtés de Boukharine et Rykov. La bu-

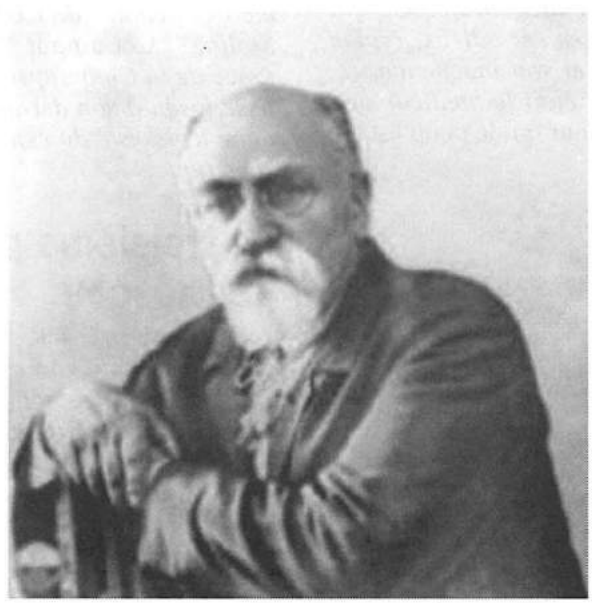
(15) Léon Trotsky, *Œuvres*, EDI, tome 3, p. 304.
(16) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 361.

reaucratie reprend sans ambages les inventions policière lancées lors de la Première Guerre mondiale pour discréditer les militants internationalistes opposés à la guerre et à l'Union sacrée : Vychinski accuse donc Rakovsky d'avoir travaillé avec et pour les services de renseignements allemands et japonais... et, en prime, avec l'Intelligence Service britannique (puisqu'il a été plénipotentiaire à Londres !). Il est condamné à 25 ans de détention. Peut-être Staline pense-t-il pouvoir l'utiliser une fois encore contre Trotsky.

Le NKVD l'envoie en prison à Orel, où il trouve comme compagnons d'emprisonnement la S-R de gauche Maria Spiridonova, Olga Bronstein, la sœur de Trotsky et la première femme de Kamenev, les vieilles trotskystes Varsenica Kasparova et Varvara Iakovleva, et quelques autres. Vient un moment où Rakovsky, par rage peut-être, prend la décision désespérée de se battre. En mai 1941, il lance au gradé du NKVD Aronson, qui le racontera à une commission d'enquête en 1956 : « *Je vais écrire que je revendique le réexamen de mon affaire. Je décrirai tous les "secrets de Madrid" des enquêtes soviétiques (...). Que l'on sache comment on cuisine des affaires falsifiées et des procès pour des règlements de comptes personnels.* » Et prévoyant sa mort prochaine, il conclut : *"Mais souvenez-vous que même les cadavres se mettent un jour à parler"* (17).

Le 22 juin 1941, la Wehrmacht envahit l'URSS. Ses colonnes enfoncent une Armée rouge dont Staline a démantelé l'état-major et le corps des officiers. Elles approchent bientôt d'Orel. Le 6 septembre 1941, Beria, dans une lettre à Staline, propose de fusiller les 170 détenus politiques de la prison. Staline donne son accord par retour. Tous les emprisonnés sont fusillés le 11 septembre 1941. Selon l'historien russe Tcherniavsky, le NKVD aurait même pris la précaution de découper le cadavre de Rakovsky en plusieurs morceaux pour éviter qu'il ne puisse avoir une tombe.

(17) *Izvestia Ts K KPSS*, n ° 1, p. 119.



David Riazanov

David Riazanov

David Riazanov est le pseudonyme de David Goldendakh, de son vrai nom David-Zimkhe Zelman Berov Goldendach.

Désaccords avec Lénine...

"Après *octobre 1917,* écrivent les biographes de Riazanov, Rokitianski et Muller, *il n'y eut pas une seule question politique importante sur laquelle sa position ne différât pas de celle de Lénine et de son entourage"* (1). C'est parfaitement exact... Mais, chose qui pourrait paraître étonnante — mais ne l'est guère —, l'article sur Riazanov imprimé dans le dictionnaire biographique des acteurs de la révolution de l'Encyclopédie Granat publié en 1927, et dont les articles ont été écrits et composés en 1925 et 1926, ne dit pas un mot de ces désaccords, comme s'ils étaient sacrilèges ! On ne peut avoir été en désaccord avec Lénine, déjà embaumé, momifié et dénaturé, sans être un agent de la bourgeoisie. Or, en 1927, Riazanov est directeur de l'Institut Marx-Engels. Admettre que le grand "spécialiste du marxisme" ait pu avoir des désaccords avec Lénine en 1927 ne peut être dit, à moins que le coupable ne soit dénoncé publiquement... ce qui ne tardera guère.

Plus étonnant peut-être, en 1993, la maison d'édition Bolchaia Rossiskaia Entsyklopedia publiait un dictionnaire biographique des acteurs (des bolcheviks aux Cent-Noirs ultraréactionnaires) de la révolution (et de la contre-révolution) russe sous la direction de l'historien (sérieux) Volobouiev. On y trouve près de 200 notices biographiques... mais pas celle de Riazanov. Cette absence s'explique sans doute parce que les dix dernières années de l'activité de Riazanov ont été exclusivement celles d'un spécialiste de Marx et Engels, et d'un travail scientifique sur eux. Mais elle n'en est pas moins injuste, car si Riazanov s'est trouvé relégué dans un travail purement académique, ce n'est pas son choix, mais celui des dirigeants du Parti bolchevique qui ont décidé de l'écarter de l'activité syndicale en 1921.

Cinq ans de prison...

David Goldendakh naît à Odessa, la grande ville juive de l'empire russe avec Vilnius (alors Vilna), le 10 mars 1870. Il est fils d'un marchand. Il entreprend des études au lycée ("gymnase") et en est exclu en 5e classe (l'équivalent de notre première) pour agitation politique. En 1897, il s'engage réellement dans l'activité révolutionnaire en adhérant à un groupe populiste de la ville. Mais ses lectures lui font très vite découvrir Marx et il devient sans doute le premier marxiste d'Odessa. En 1888 et 1890, il fait deux voyages à l'étranger pour prendre contact avec la social-démocratie européenne. Au retour de son second voyage, il est arrêté à la frontière, passe dix-huit mois en préventive, puis, sans être jugé, par simple décision administrative, il est interné quatre ans dans la dure prison de Kresty, à Pétersbourg. A sa libération, il est assigné en résidence surveillée à Kichinev, capitale de la Moldavie.

A peine libéré, en 1900, il repart à l'étranger, surtout pour étudier les classiques du marxisme. En 1901, à Berlin, il fonde un petit groupe, La lutte, scission de la Ligue des sociaux-démocrates russes... tout en s'affirmant partisan de l'union de tous les sociaux-démocrates.

En 1905, lorsque la révolution soulève la Russie, il rentre au pays et consacre toute son activité au mouvement syndical qui se constitue alors dans toutes les corpora-

(1) J. Rokitianski et R. Müller, *Krasny dissident*, Moscou, 1996, p. 44.

tions. La révolution arrache en effet le droit — jusqu'alors non reconnu — pour les travailleurs de constituer des syndicats par branche professionnelle sans droit de se confédérer. En 1907, il est arrêté quelques semaines, puis émigre à nouveau.

Des archives à Zimmerwald

Dans cette seconde émigration, il consacre l'essentiel de son activité à travailler dans les archives de la social-démocratie allemande, puis chez les Lafargue (Laura était la fille de Marx), à Draveil, et au British Museum. Le bruit a couru que sa passion pour les archives du marxisme l'amenait parfois à dérober des documents qu'il jugeait plus en sécurité entre ses mains que partout ailleurs...

Il publie alors deux ouvrages qui font du bruit : *Les relations anglo-russes vues par Marx,* dans lequel il soumet à une critique serrée l'analyse donnée par Marx du développement de la Russie et de la politique extérieure du tsarisme, et, dans le second, *Marx et les Russes des années quarante,* il étudie minutieusement les premières étapes de la pensée socialiste en Russie.

En 1909, il fait des conférences à l'école organisée à Capri par les bolcheviks du groupe Vperiod (Bogdanov, Alexinski, Volski, etc.), courant gauchiste du bolchevisme qui veut réduire l'activité du Parti bolchevique aux seules activités clandestines et donc supprimer l'activité légale (élections à la Douma, action des députés à la Douma, caisses de secours mutuel, etc.), à leurs yeux source d'opportunisme. Il abandonne vite cette école dès que son caractère fractionnel et scissionniste lui saute aux yeux.

Au congrès de la Deuxième Internationale qui se tient fin août-début septembre 1910, à Copenhague, il participe au regroupement des "marxistes révolutionnaires" aux côtés de Lénine, Plekhanov, Rakovsky, Rosa Luxemburg, Jules Guesde, Pablo Iglesias, de Brouckère.

Au cours de l'été 1911, il prononce des conférences sur le mouvement syndical à l'école de cadres bolcheviques organisée par Lénine à Longjumeau.

Dès l'hiver 1914, il appartient à l'équipe rédactionnelle du journal hostile à la guerre et à l'Union sacrée fondé à Paris par Martov et Trotsky, *Golos,* et ses succédanés, produits des interdictions imposées par l'ambassade de Russie au gouvernement français. On y trouve Vladimir Antonov-Ovseenko, Anatoli Lounatcharski, Simon Lozovski, Dimitri Manouilski, Karl Radek, Grigori Sokolnikov, Mikhail Pokrovski, Tchitchérine, Moise Ouritski, Alexandra Kollontai, Christian Rakovsky.

Il participe à la Conférence de Zimmerwald en se rangeant du côté de la majorité favorable à la lutte pour la paix et hostile au défaitisme révolutionnaire. Installé en Suisse lorsque la révolution russe éclate, il quitte son lieu d'exil le 13 mai 1917 dans le troisième train qui ramène une cohorte d'exilés, dont Martov, en passant par l'Allemagne. Il arrive à Petrograd le 22 mai 1917, adhère d'emblée au groupe des Mejraiontsy (interrayons ou interarrondissements), auxquels appartiennent Trotsky, Lounatcharski, Pokrovsky. Et il se lance dans l'activité syndicale. Il participe au congrès des syndicats qui se déroule du 20 au 28 juin. Il se présente à la présidence du conseil central des syndicats, est battu d'une voix par le président élu, Grinevitch, dont il devient le vice-président. Il adhère au Parti bolchevique avec ce groupe en août 1917 et appartient à son aile droite hostile à l'insurrection et favorable au lendemain de la prise du pouvoir à un gouvernement de tous les partis socialistes, en majorité soutiens jusqu'au bout du gouvernement provisoire de Kerenski.

Il justifiera cette opposition en affirmant que la révolution mondiale était la condition préalable de la prise du pouvoir : *"Je ne me suis jamais dissimulé le caractère petit paysan petit-bourgeois de la Russie (...). J'insistais sur la nécessité de construire notre politique sur le déchaînement de l'incendie de la révolution mondiale, car c'est seulement en prenant appui sur le prolétariat d'Europe occidentale que nous pourrions entraîner derrière nous les masses paysannes"* (2).

(2) *Sedmoï extrenny sjezd RKP(b)*, mars 1918, compte rendu sténographique, Moscou, 1962, p. 73.

Un opposant constant...

Dès le lendemain du IIe Congrès des soviets, Riazanov condamne la présence des bolcheviks à la tête du gouvernement. Il prend une part active aux négociations avec la direction du syndicat des cheminots (le Vikjel), qui prétend imposer un gouvernement socialiste homogène avec les partisans de la coalition avec les partis bourgeois, et donc de la poursuite de la guerre... jusqu'à une conférence démocratique de tous les belligérants qui relève du vœu pieux. Riazanov soutient à toute force Kamenev, le vrai animateur de cette politique chez les bolcheviks. Kamenev répète : *"Un accord est nécessaire."* Lénine lui oppose : *"Il est temps d'en finir avec nos indécisions (...). Le choix se présente ainsi : ou avec les agents de Kalédine ou avec la base populaire."* Kamenev persiste et signe. Riazanov fait un moment partie avec Kamenev, Zinoviev et deux S-R de gauche d'une commission sur la formation du nouveau gouvernement de coalition... Mais comment organiser un gouvernement commun entre les partisans du IIe Congrès des soviets et ses décisions, et ceux qui déclarent de congrès illégitime et ses décisions nulles et non avenues ? L'accord capote...

Dans la logique de sa prise de position à ce moment-là, Riazanov s'affirme partisan de la souveraineté de l'Assemblée constituante, où les S-R, hier piliers du gouvernement provisoire et partisans de la poursuite de la guerre, sont majoritaires. Furieux de sa dissolution, Riazanov exige du comité exécutif central des Soviets réuni le lendemain une enquête sur les violences qui ont abouti la veille à la mort de huit manifestants en faveur de la Constituante. Sa proposition est adoptée. Riazanov poursuit en exigeant la suspension des délibérations du comité exécutif central pour souligner la légitimité supérieure à ses yeux de la Constituante dissoute. Sa demande est rejetée.

Il est hostile à la signature de la paix de Brest-Litovsk et, en signe de protestation, il quitte le Parti bolchevique au lendemain du VIIe Congrès du parti communiste, qui, à la mi-mars 1918, décide de signer le traité. A ce congrès, il s'attaque à Lénine : *"Tolstoï proposait de construire la Russie à la paysanne, à la manière des crétins. Lénine, lui, propose de la construire à la manière des moujiks et des soldats. Nous récoltons maintenant les fruits de cette politique de moujik et de soldats"* (3). Il adhérera à nouveau au Parti bolchevique en novembre 1918, dans la foulée de la révolution allemande.

Le trublion syndical

Il s'investit à nouveau dans l'activité syndicale en cherchant systématiquement à freiner la subordination des syndicats au Parti communiste.

A la veille du IIIe Congrès des syndicats, en mars 1920, les délégués communistes se réunissent. Les sept membres du comité central présents leur soumettent la résolution élaborée par le bureau politique, qui fait des syndicats un organisme auxiliaire de la politique gouvernementale. Lénine en donnera le sens le 7 avril en affirmant la nécessité de *"concentrer toute l'attention sur les questions de la discipline du travail, qui est le clou de toute la construction du socialisme"* (4). Riazanov s'y oppose : les syndicats doivent, dit-il, être indépendants du parti. La majorité des délégués communistes votent sa résolution. Réuni le 8 avril, le comité central, à la demande de Lénine, furieux, décide de ne pas présenter sa motion au congrès et d'écarter Riazanov du travail syndical. Riazanov en appelle au bureau d'organisation, qui, le 30 avril, demande au comité central d'annuler sa décision, ce qu'il fera le 17 décembre. C'est une défaite pour Lénine. Riazanov ne perd rien pour attendre... car il recommencera.

La veille du congrès des syndicats, en mai 1921, le 17 mai, les délégués communistes sont réunis en fraction. Une commission du comité central a élaboré une résolution que Tomski, président du conseil central des syndicats et membre du bureau politique, doit y présenter. David Riazanov présente la sienne, qui

(3) *Ibidem.*
(4) Lénine, *Œuvres complètes* (édition russe), tome 40, p. 301.

exige, à son habitude, la totale indépendance des syndicats. Tomski ne la combat pas et ne soutient pas la résolution de la direction ! Une écrasante majorité adopte la résolution de Riazanov. Lénine se fâche. Le lendemain, sur sa proposition, le comité central limoge Tomski de la présidence des syndicats, l'envoie au Turkestan et écarte de toute activité syndicale Riazanov, accusé de violer à répétition les résolutions du X[e] Congrès et la discipline du parti, et de défendre une position opposée à celle du parti sur *"la prétendue indépendance des syndicats"*. Lénine réunit à nouveau le 18 mai la fraction communiste, qui adopte sa résolution. Riazanov proteste, mais, le 19 mai, le comité central confirme sa décision à l'unanimité.

Au XI[e] Congrès du Parti communiste, en mars 1922, Riazanov mènera un ultime combat sans résultat contre son éviction. Il se fait applaudir en déclarant *"inadmissible de priver du droit de militer dans le mouvement syndical un membre du parti qui a plus travaillé pour le mouvement syndical russe que tous ceux qui se sont occupés de m'exclure ou de m'écarter du mouvement syndical"*, décision prise sur l'insistance personnelle de Lénine et qu'il qualifie de *"sauvage et stupide"*. Il souligne d'ailleurs que 945 membres de la fraction communiste des syndicats sur un peu moins de 1 500 demandent au congrès de revenir sur cette décision, ce que Lénine refuse. Cet avertissement n'empêche pas David Riazanov de dénoncer la bureaucratisation rampante du parti en accusant le comité central, sous les rires de la salle, d'avoir *"déjà transformé plus d'un homme extrêmement révolutionnaire en vieille bonne femme"* (c'est-à-dire en bureaucrate docile) et *"le nombre de ces vieilles bonnes femmes se multiplie de manière incroyable"* (5).

Le mécontentement suscité par la bureaucratisation croissante du parti explose à l'occasion de deux votes. Des délégués (dont Riazanov) demandent la suppression de la commission de contrôle, qu'ils accusent de favoriser l'arbitraire qu'elle est censée combattre. La motion est officiellement repoussée par 223 voix contre 89 (et environ 200 abstentions), mais le vote a été largement truqué.

A la tête de l'Institut Marx-Engels

Le bureau politique, sur la demande de Lénine, invite fermement Riazanov à consacrer toute son énergie à l'Institut Marx-Engels qui vient d'être fondé. Riazanov accepte. Il se consacre à l'édition complète des œuvres de Marx et d'Engels, et constitue une équipe de chercheurs venus de tous les horizons politiques, des Cadets aux opposants du parti en passant par les mencheviks, le seul critère étant pour lui la compétence scientifique. Il s'oppose à l'ingérence du bureau politique dans le travail de son institut, bientôt dénoncé comme un repère d'opposants et d'ennemis du parti.

Il reste en dehors du combat engagé par l'Opposition de gauche à compter d'octobre 1923 contre la bureaucratisation du parti. Alors que Lénine agonise, le comité central organise du 15 au 18 janvier 1924 la XIII[e] Conférence nationale du parti, qui marque l'écrasement de l'Opposition après une suite de trucages des votes qui amplifie démesurément l'écart entre elle et la majorité. Le dernier jour de la conférence, à laquelle Trotsky, malade, ne participe pas, David Riazanov ricane aux membres du comité central : *"Vous n'allez pas vous faire ami-ami, mais vous ne pouvez pas être des Lénine. Chantez en solo, faites un duo, un trio, un quartette et un quintette, mais vous ne remplacerez pas ce qui représente une originalité historique, un moment particulier dans l'histoire du parti"* (6).

La proclamation en 1924, par Staline (puis par Boukharine), de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays fait rire ce spécialiste de Marx, qui ricane un jour publiquement : *"Je veux vivre pour voir comment le socialisme sera construit dans un seul quartier, dans une seule ville, dans un seul district"* (7).

En 1928, Riazanov propose à Trotsky, tout juste exclu du Parti communiste et

(5) *Odinnatsaty Sjezd RKP(b) Stenografitcheski otchot*, Moscou, 1961, p. 179.
(6) J. Rokitianski et R. Muller, *op. cit.*, p. 54.
(7) *Sto sorok bessed s Molotovim*, Moscou, 1991.

exilé à Alma-Ata, de participer à l'édition russe de Marx et Engels en faisant des traductions de Marx en russe, pour lesquelles il verse à Trotsky des honoraires dont on ignore le montant.

En 1929, Staline, dont la mainmise sur le parti est déjà complète, entre dans le bureau de Riazanov à l'institut. Il y remarque les portraits de Marx, Engels et Lénine, et l'absence du sien. Il lui demande : *"Où est ma photo ?"* Riazanov lui répond : *"Marx et Engels sont mes maîtres, Lénine est mon camarade. Et toi, qui es-tu pour moi ?"* (8).

Cette même année 1929, il refuse de participer au concert de flagorneries déchaîné pour le cinquantième anniversaire du secrétaire général. Un an plus tard, le 23 décembre 1930, le NKVD arrête l'un de ses plus proches collaborateurs, le professeur Roubine, ancien menchevik, accusé d'appartenir à un mythique Bureau russe des mencheviks, dont le NKVD organise le procès l'année suivante. L'arrestation de Roubine — qui sera fusillé en 1937 — vise indirectement Riazanov.

La stalinisation du parti est incompatible avec le maintien dans ses rangs d'un esprit libre et d'un véritable spécialiste de Marx et Engels. Le 15 février 1931, le Guépéou l'arrête. Il est exclu du Parti communiste russe deux jours plus tard, puis de l'Académie communiste, et enfin, le 3 mars, il est exclu à l'unanimité de l'Académie des sciences, puis exilé à Saratov. La veille, le 2 mars, dans la *Pravda*, un membre de l'appareil du comité central, Stetski, dénonce Riazanov comme *"un traître au parti"*, un *"talmudiste"* et autres compliments qui se concluent par une accusation grave : *« Alors qu'il était membre du parti, il a trompé la haute confiance que le parti lui faisait : il a transformé l'Institut Marx-Engels en refuge pour les mencheviks. Alors qu'il était membre du parti, il était au courant des plans des mencheviks, il connaissait les directives de leur "délégation étrangère" sur le sabotage et la préparation de l'intervention étrangère, il les a conservés... »*

Faut-il préciser que la délégation étrangère menchevique présidée par Fiodor Dan n'a jamais élaboré le moindre plan de sabotage en URSS ni la moindre aide à une intervention étrangère et n'a envoyé aucun document à un Bureau menchevik russe inexistant ?

Son crime à Saratov : nourrir des enfants et des vieillards affamés

A Saratov, Riazanov fréquente d'anciens opposants de gauche exilés (Ivan Smirnov, Olga Smirnova, Rebecca et Karl Grünstein, Varsenica Kasparova, etc.), mais ne mène avec eux aucune activité politique. Il y vit de traductions. Pendant la famine, au cours de l'hiver 1932-1933, il s'attache à sauver de la mort des dizaines d'affamés. Après son arrestation, l'enquêteur du NKVD le lui reproche vivement : *"Dans votre travail hostile contre le PCR(b) et le gouvernement soviétique, vous êtes allé jusqu'à ramasser des enfants que vous ne connaissiez pas dans la rue, à les nourrir, et ensuite, sur la base de conversations avec eux, vous avez construit vos conclusions calomniatrices sur les insuffisances matérielles et la paupérisation du pays. Que pouvez-vous indiquer à ce propos ?"*

Le policier reçoit en retour une réponse musclée comme peu d'enquêteurs du NKVD ont dû en recevoir à l'époque : *"Si la question fait référence au fait qu'en 1932 j'ai nourri chez moi des enfants affamés de locataires de notre immeuble, au fait que j'ai aidé en leur donnant de l'argent et de la nourriture des vieillards malades et mourant sous mes yeux, au fait que j'ai toujours aussi après 1933 fourni mon aide à tous ceux qui me le demandaient, il faut alors avoir l'imagination la plus dénaturée d'un calomniateur désireux de dissimuler ses sales petites affaires pour tirer des conclusions aussi ignobles de mon activité"* (9).

(8) *J. Rokitianski et R. Müller, op. cit.*, p. 98.

(9) On pourra se rendre compte de son extraordinaire résistance en consultant les larges extraits de ses interrogatoires publiés dans le numéro 3 (septembre 1998) des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 61 à 70, où figure cet extrait en page 66.

Le NKVD brûle ses livres... et le fusille

Le NKVD l'arrête le 23 juillet 1937. Les agents du NKVD passent des heures à brûler par fournées entières ses papiers et ses livres (soigneusement déchirés auparavant) dans le poêle de son appartement. Auparavant, le NKVD avait liquidé toute la direction du parti de Saratov, coupable d'avoir protégé le savant-militant. L'enquêteur du NKVD roue de coups ce vieil homme de 67 ans malade du cœur, mais Riazanov refuse d'avouer aucun des crimes imaginaires qu'on veut lui imputer.

Le NKVD, selon le rite, accuse Riazanov d'avoir appartenu à une organisation clandestine des droitiers et des trotskystes, bien entendu "terroriste". Il le nie farouchement. Il nie toutes les accusations portées contre lui. Le procès-verbal de ses interrogatoires témoigne de sa résistance obstinée, pied à pied. Il ne cède rien sur rien. Le 21 janvier 1938, la séance du collège militaire de la Cour suprême de l'URSS s'ouvre à 19 h 45. Riazanov confirme totalement ses déclarations faites à l'instruction et nie son appartenance à une organisation contre-révolutionnaire. Il est condamné à mort à 20 heures pour appartenance à *"une organisation terroriste trotskyste"* et fusillé aussitôt. Mais comme le NKVD n'a rien pu lui extorquer, sa condamnation et son exécution ne sont pas rendues publiques. Sa mort est tenue si secrète que sa femme n'en est pas informée. Le lendemain, le NKVD arrête deux de ses familiers, qu'il insère dans la fabrique d'un prétendu bureau menchevique de Saratov lié aux mencheviks étrangers et censé diriger un "Parti socialiste russe unifié" aussi imaginaire que le reste, et dont la direction personnelle est attribuée *post mortem* à Riazanov.

Jean-Jacques Marie

Maria Spiridonova

Maria Spiridonova

Maria Spiridonova naît le 16 octobre 1884 à Tambov, dans la famille d'un haut fonctionnaire, noble selon certaines sources. Elle entreprend des études au lycée ("gymnase") de Tambov, d'où elle est exclue au cours de la 6e classe (l'équivalent de notre terminale) pour avoir lu une littérature illégale et soutenu l'agitation des séminaristes de la ville, mécontents de leur vie de caserne et de la surveillance policière incessante exercée par les prêtres.

Elle se lance dans l'activité politique... tout en travaillant à comme employée de bureau à la conférence de la noblesse de la province. Le 24 mars 1905, elle est arrêtée une première fois pour participation à une manifestation d'un groupe d'élèves de l'Institut pédagogique de la ville. Libérée au bout de trois semaines de prison, elle est placée sous la surveillance secrète de la police.

Elle adhère au Parti socialiste-révolutionnaire (PSR) en 1905 et se lance d'emblée dans l'activité terroriste, pourtant alors officiellement momentanément suspendue par le PSR. Le 16 janvier 1906, sur ordre du comité régional des S-R de Tambov, elle abat le conseiller Loujenovski, coupable d'avoir déchaîné la répression contre les paysans de la région qui tentaient de s'emparer des terres des grands propriétaires. Arrêtée par les Cosaques, elle déclare d'abord que ces derniers l'ont battue, tenté de l'embrasser de force, mais, ajoute-t-elle peut-être par un sentiment de honte alors très répandu, ne l'ont pas violée. Elle revient sur cette déclaration devant un médecin auquel elle déclare sa crainte d'avoir, après le viol, contracté la syphilis. L'accusation vise à la fois le capitaine de Cosaques Avramov et le commissaire de police chez qui elle avait été emprisonnée. Quelques semaines plus tard, un groupe de terroristes S-R abat les deux hommes.

Condamnée à être pendue...

Le 12 mars, elle est condamnée à mort par pendaison, mais sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité. Elle est internée au bagne de Nertchinsk jusqu'à sa libération par la révolution de février 1917, sur ordre de Kerenski. A Nertchinsk, elle fait la connaissance de Fanny ou Dora Kaplan. Cette dernière, anarchiste dans sa jeunesse, avait en 1906 organisé un attentat à la bombe, dont elle avait réussi l'exploit d'être la principale et presque unique victime ! C'est elle qui, le 30 août 1918, tentera d'abattre Lénine de trois balles de revolver à Moscou à la sortie d'un meeting à l'usine Michelson. Mais Spiridonova ne sera pour rien dans cet attentat à moitié manqué...

Elle constitue un comité du PSR à Tchita sur des positions internationalistes (rejet de la guerre et du "défensisme révolutionnaire") et reste jusqu'à la mi-mai à Tchita pour développer le PSR. Le 10 mai, elle prononce un discours enflammé contre le bagne installé à Netchinsk (à côté de Tchitaz) par le régime tsariste. Le lendemain, le comité exécutif du soviet de la ville décide de liquider ce bagne et de faire sauter sa prison, qui est à son centre.

Elle arrive à Moscou le 31 mai comme déléguée de la région du Baïkal au IIIe Congrès du PSR. Elle s'associe d'emblée à l'aile gauche internationaliste qui s'y constitue, autour, en particulier, de Natanson, revenu en Russie par l'Allemagne comme Lénine et près de 300 autres, et qui, se prononçant contre la guerre, est soumis à une campagne de diffamation similaire à celle engagée contre Lénine. Elle entre au bureau d'organisation de la gauche des S-R. Candidate au comité central du PSR, elle est battue, mais elle est élue au comité exécutif du soviet des délégués paysans au nom... de la douziè-

me armée ! En juin, elle s'associe à l'activité du comité S-R de Petrograd dominé par les S-R de gauche.

Le 4 juillet, elle adresse un discours d'encouragement aux marins de Cronstadt descendus de leur île, armes à la bretelle, pour exiger des comités exécutifs des soviets (d'ouvriers et soldats, et de paysans) qu'ils prennent tout le pouvoir. Elle s'oppose ainsi aux S-R de droite, qui dénoncent ce mot d'ordre et affirment leur attachement au gouvernement de coalition avec les monarchistes constitutionnels-démocrates (ou Cadets).

A partir du mois d'août, elle dirige la publication de l'organe des S-R de gauche *Nach Pout* ("Notre voie"). Elle y définit une la position politique de cette aile gauche : *"En ce moment, affirmer (...) que notre révolution est bourgeoise (...), collaborer avec la bourgeoisie dans le domaine économique et politique, cela signifie tenter de consolider un système bourgeois qui se disloque définitivement, cela signifie l'aider à tenir pendant des années, des dizaines d'années sur les épaules courbées de la classe travailleuse."* Et elle accuse le Parti socialiste-révolutionnaire, sous la pression d'une aile droite constituée d'éléments *"philistins qui n'ont rien à voir avec le socialisme"*, de s'éloigner de plus en plus des besoins du peuple (1).

Lors de la tentative de putsch de Kornilov, à la fin d'août 1917, elle déclare que le salut de la révolution passe par le transfert du pouvoir aux ouvriers et aux paysans.

En octobre, elle est élue déléguée du soviet de Petrograd et conseiller municipal de la Douma de Petrograd.

Lors du IIe Congrès des soviets des 25-26 octobre, qui transfère le pouvoir au Conseil des commissaires du peuple, les S-R de gauche refusent de quitter le congrès comme les y invitent les dirigeants S-R et mencheviks (Tchernov et Dan) pour tenter d'en nier la légitimité. Le comité central du PSR exclut aussitôt tous les délégués S-R restés au congrès. Le 28 octobre, elle participe à la formation du bureau central d'organisation des S-R de gauche. En même temps favorable, comme la majorité des S-R de gauche, à un gouvernement de coalition socialiste homogène, elle rejette d'abord les propositions d'entrée des S-R de gauche dans le Conseil des commissaires du peuple. Au lendemain d'Octobre, elle est élue membre du présidium du comité exécutif central des soviets.

La fondation du Parti des S-R de gauche

Le 19 novembre 1917 se tient le congrès de fondation du Parti des S-R de gauche, où elle est élue présidente d'honneur. Elle déclare : *"En tant que jeune parti, nous devons conquérir la paysannerie."* Elle oppose la démocratie soviétique à la démocratie bourgeoisie et affirme : *"Nous ne pouvons pas aller au socialisme par la voie parlementaire"* (2). Lors du IIe Congrès des soviets paysans, fin novembre, elle est élue présidente du congrès par 269 voix, contre 230 au S-R de droite Tchernov. Les S-R de droite, furieux de l'échec de leur chef, quittent alors le congrès pour tenir leur propre congrès dans une salle voisine. Plusieurs S-R de gauche entrent alors au Conseil des commissaires du peuple.

Lors de la réunion de l'Assemblée constituante, le 5 janvier 1918, elle est la candidate commune des bolcheviks et des S-R de gauche à la présidence de l'Assemblée, qui élit à ce poste Victor Tchernov par 244 voix, contre 153 à sa candidature. Après le IIIe Congrès des soviets (mi-janvier 1918), elle est élue à la tête de la section paysanne du comité exécutif central des soviets, qui remplace l'ancien comité exécutif des soviets paysans, désormais réuni aux soviets de délégués soldats et ouvriers.

Une position originale

Lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, qui déchirent les bolcheviks au pouvoir, elle occupe une position originale dans la direction des S-R de gauche, massivement hostile aux négociations et favorable à la guerre révolutionnaire de

(1) *Nach Pout*, août 1917, pp. 5 à 12.
(2) *Protokoloy 1 ogo sjzezda PLSR* (internationalistes), Moscou, 1918, pp. 34-35.

partisans contre l'armée allemande. Un mois après la signature de l'accord, au IIIe Congrès des S-R de gauche, alors que la colère gronde chez les S-R de gauche contre la paix de Brest-Litovsk signée le 3 mars, elle déclare : *"La paix n'a été signée ni par nous ni par les bolcheviks, elle a été signée par le besoin, par la faim, par le refus du peuple tout entier — épuisé, las — de combattre."* On croirait lire Lénine. Elle poursuit : *"Et qui de nous dira que le parti des S-R de gauche, s'il représentait le pouvoir, agirait autrement qu'a agi le Parti bolchevique ?"* (3). En conséquence, Spiridonova condamne la décision prise par les S-R de gauche membres du Conseil des commissaires du peuple d'en démissionner. Elle affirme : *"La tâche essentielle du moment présent (...) est de faire passer réellement dans la vie la loi sur la socialisation de la terre, et, comme la pratique l'a montré, c'est impossible sans participer à l'appareil pouvoir (...). En tant que parti de classe, que parti populaire, le Parti des S-R de gauche n'a pas le droit de construire sa politique sur la base d'émotions personnelles et de jouer à un jeu politicien à l'époque de la révolution sociale. En quittant le pouvoir, les S-R de gauche ont trahi la paysannerie (...). En ce moment, le facteur social éventuel de notre révolution est la terre et la question agricole, et la force motrice de notre révolution sociale est la paysannerie"* (4).

C'est sur ce point qu'elle va rompre avec les bolcheviks. En mai, Lénine constitue des détachements de réquisition qui vont chercher le blé, les œufs, la volaille chez le paysan réticent en le menaçant.

Le 9 juin 1918, Lénine fait voter la constitution de comités de paysans pauvres chargés de faire la chasse aux paysans détenteurs d'excédents, souvent à la tête des soviets paysans, de confisquer tous les excédents disponibles de la production agricole, redistribuer les produits accaparés parmi les populations nécessiteuses des villes et des campagnes à des prix inférieurs à ceux du marché et interdire le commerce libre et spéculatif. La réquisition des céréales et la formation des comités de paysans pauvres exacerbent la tension dans les campagnes.

Cette politique de division de la paysannerie exaspère les S-R de gauche, qui se considèrent comme le parti de la paysannerie. Spiridonova accuse Lénine de remplacer la socialisation de la terre — qu'elle avait fait voter en janvier par le IIIe Congrès des soviets — par une nationalisation qui expulse le paysan, et de capituler devant les Allemands. Les S-R de gauche veulent rompre la "paix infâme" et relancer la guerre avec l'Allemagne.

Une étrange demi-insurrection...

Le 24 juin, Maria Spiridonova propose à leur comité central de *"mettre fin à la trêve (...) dans les intérêts de la révolution russe et internationale, et à cette fin (...) d'organiser une série d'attentats contre des représentants en vue de l'impérialisme allemand"* (5). A cette fin, le comité central désigne en son sein un bureau spécial de trois personnes (Goloubovskoï, Maiorov et Spiridonova) pourvu de pouvoirs dictatoriaux pour prendre les décisions conspiratives nécessaires, qui doivent évidemment rester secrètes. La décision se situe dans le droit fil des traditions terroristes des S-R : vouloir changer ou inverser une politique non pas par une bataille politique publique, de masse si possible, mais par un acte héroïque retentissant, censé électriser les masses. Cette aventure va coûter très cher aux S-R de gauche et à Spiridonova elle-même.

Leur comité central précise : *"Nous considérons nos actions comme dirigées contre la politique actuelle du Conseil des commissaires du peuple et en aucun cas comme une lutte contre les bolcheviks"* (6). Mais comme le Conseil des commissaires du peuple n'est composé que de dirigeants bolcheviques, l'insurrection préparée pour accompagner l'attentat contre l'ambassadeur allemand, Mirbach, pourra difficilement séparer les deux.

(3) *Znamia Trouda*, 19 avril 1918.
(4) *Ibidem*.
(5) *Krasnaia Kniga VTCHEKa*, Moscou, 1989, tome 1, p 185.
(6) *Ibidem*, p. 186.

Les délégués du congrès des S-R de gauche qui s'ouvre le 28 juin confirment les pleins pouvoirs donnés au bureau des trois, sans être évidemment informés de ses plans. Ils subiront de plein fouet les conséquences de la décision, sans y être sous aucune forme préparés. Ce "bureau" décide donc d'assassiner l'ambassadeur d'Allemagne, Mirbach, et quelques autres dignitaires allemands. La tâche est confiée à Jacob Blumkine, alors membre des S-R de gauche. Dans sa déposition ultérieure devant la Tcheka, Spiridonova affirmera : *"J'ai organisé l'assassinat de Mirbach du début à la fin (...). Blumkine a agi sur mon ordre* (7)." Exagère-t-elle pour dégager la responsabilité des autres dirigeants S-R de gauche ? Ce serait tout à fait dans la tradition du sacrifice propre aux populistes dont sont issus les S- R, de droite ou de gauche, mais elle a effectivement assumé un rôle politique dirigeant dans cette affaire. Au congrès des S-R de gauche, emportée par l'enthousiasme, elle affirme que les S-R de gauche ambitionnent de devenir le parti dirigeant du pays.

Le 5, Maria Spiridonova, dans un discours enflammé, dénonce la signature de la paix de Brest-Litovsk, la politique paysanne des bolcheviks, et les comités de paysans pauvres en particulier. *"Nous nous battrons dans les localités et je ne laisserai pas les comités de paysans pauvres trouver leur place* (8). Les S-R de gauche huent Lénine, aux cris de *"Mirbach !"*, *"Kerenski !"*, exigent l'abolition des détachements de réquisition de blé, la dissolution de l'Armée rouge permanente, la suppression de la Tcheka, la rupture du traité de Brest-Litovsk et l'organisation d'une guerre de partisans contre l'Allemagne. Lénine dénonce les discours *"hystériques"* et l'*"hystérie"* des S-R de gauche, tout en répétant que leur *"sincérité n'est pas en cause"*, surtout celle de Spiridonova l'exaltée.

Le 6 juillet, deux S-R de gauche, membres de la Tcheka, Jacob Blumkine et Nicolas Andreiev, abattent Mirbach ; les S-R de gauche Alexandrovitch, vice-président de la Tcheka, et Popov, membre de sa direction, arrêtent le président de la Tcheka, Dzerjinski, dans ses locaux mêmes. Les S-R de gauche et les régiments contrôlés par eux occupent la poste centrale, diffusent par téléphone dans tout le pays leurs appels à ne pas obéir aux autorités, à reprendre la guerre avec l'Allemagne, et invitent toutes les stations de télégraphe à bloquer les télégrammes signés Lénine, Sverdlov et Trotsky. Le 6 au soir, Spiridonova se rend au congrès des soviets, au Bolchoï, pour y lire une déclaration justifiant l'assassinat de Mirbach. La démarche est d'une grande naïveté. Comment peut-elle croire que les bolcheviks vont discuter paisiblement d'un assassinat qui risque fort de plonger la Russie soviétique sans armée dans une guerre avec une armée allemande certes essoufflée, mais encore debout et bien équipée, et déboucher sur une demi-insurrection ? La Tcheka l'arrête et l'emmène au corps de garde du Kremlin, où Lénine la fait installer dans deux pièces du palais Nicolaïev. Les insurgés qui veulent imposer au gouvernement la reprise de la guerre et non le renverser délibèrent à l'infini dans l'indifférence de la population moscovite ; leurs troupes, désorientées par leur passivité, se disloquent.

Le 7, les tirailleurs lettons chassent leur état-major de son hôtel. Trotsky constate qu'avec cette aventure insensée, les S-R de gauche se sont liquidés eux-mêmes. La grande majorité d'entre eux, pris par surprise, sont désorientés. Leur parti se disloque : une partie résiste aux mesures de dissolution prononcée par les bolcheviks et certains entrent dans la clandestinité ; d'autres rallient le Parti bolchevique ; d'autres, enfin, abandonnent l'activité politique et souvent se recasent dans l'appareil d'Etat pour se rendre utiles.

Le 27 novembre 1918, le Tribunal suprême, prenant en cause *"ses mérites particuliers devant la révolution"*, condamne Spiridonova à un an de prison ; deux jours plus tard, le comité exécutif central des soviets l'amnistie. Elle est libérée.

(7) *Ibidem*, p. 268.
(8) V[e] Congrès des soviets stenografitcheski Otchot, Moscou, 1918, p. 59.

"Cette bande de gens louches dirigés par Lénine, Trotsky..."

Pendant les trois mois qui suivent, elle développe une activité intense. Elle participe aux travaux du comité central clandestin des SR de gauche, à la rédaction de leur journal, *Znamia* ("L'étendard"). Elle multiplie les prises de parole dans les usines. Le 6 février 1919, elle apostrophe les ouvriers de l'usine Douks sous les rafales d'applaudissements que note un agent de la Tcheka. Elle déclare : "*La révolution sociale périt.*" Elle dénonce *"les décrets publiés par un ramassis de personnages louches dirigés par Lénine, Trotsky et autres traîtres de la révolution"*, qualifie de *"canailles"* tous les commissaires du peuple, *"cette bande de gens louches dirigés par Trotsky et Lénine, qui (...) fusillent les citoyens par grappes entières, et en particulier vous, les ouvriers"* (9). Quatre jours plus tard, la Tcheka l'arrête à nouveau. Le tribunal la condamne à un an d'isolement de la vie politique et sociale, et de soins dans un sanatorium, mais elle reste enfermée à l'hôpital du Kremlin. Le 2 avril 1919, elle s'échappera avec un jeune tchékiste S-R de gauche chargé de la surveiller et entre dans la clandestinité sous le nom d'Onoufrieva.

D'assignations à résidence en réclusion à répétition

Elle dirige la minorité du parti des S-R de gauche favorable à une politique d'opposition résolue à la politique du Parti communiste. Elle est arrêtée le 20 octobre 1920 alors qu'elle est malade du typhus. Elle est d'abord simplement assignée à résidence, puis internée et soignée dans l'infirmerie de la Tcheka. Une commission médicale la juge *"gravement malade"* (*"atteinte d'une tuberculose à un stade avancé et de troubles psychiques"*). Elle est, en juin 1921, transférée dans un établissement psychiatrique sous bonne garde de la Tcheka. Son sort fait grand bruit en Europe. La communiste allemande Clara Zetkin écrit personnellement à Lénine pour demander sa libération. Le 13 septembre 1921, le bureau politique décide de la libérer, mais de demander à deux S-R de gauche de la majorité (favorables à une alliance avec les bolcheviks), Isaac Steinberg et Iouri Bakkal, de se porter garants d'elle. En septembre 1921, elle est envoyée en résidence surveillée sous le contrôle de la Tcheka dans la banlieue de Moscou, à Malakhovka. Au début de 1922, le comité central des S-R de gauche demande au secrétariat du comité central du Parti bolchevique, alors dirigé par Molotov, de laisser partir Spiridinova à l'étranger pour se soigner, mais le présidium de la Tcheka, dirigé par Felix Dzerjinski, se prononce radicalement contre la demande. Plus grave encore, le collège du Guépéou accuse Spiridonova de mener une activité antisoviétique et de préparer son évasion à l'étranger, ce qui paraît doublement exagéré. Le collège du Guépéou l'envoie en résidence surveillée dans un kolkhoze. Elle est en même temps condamnée à trois ans d'exil à l'intérieur de l'URSS sans indication de lieu. Le 14 novembre 1924, la conférence spéciale (organisme parajudiciaire du Guépéou) décide de la transférer avec deux autres S-R de gauche (Izmailovitch et Maiorov) au camp de concentration de Souzdal. Le Guépéou affirme prendre cette mesure en réaction à plusieurs attaques armées de commandos S-R de gauche sur le kolkhoze où elle était internée, qui voulaient la soustraire à la surveillance policière et l'envoyer à l'étranger. Ces attaques et leurs échecs répétés paraissent peu vraisemblables et ont tout l'air d'un prétexte pour interner réellement Spiridonova.

Les trois S-R de gauche, avant leur transfert en camp, sont internés dans la prison Boutyrka, à Moscou. Ils déclenchent alors une grève de la faim pour exiger que leur soit maintenu le régime de l'exil administratif au lieu de l'envoi en camp. Le Guépéou cède et les envoie à Samarkand, capitale religieuse de l'Ouzbékistan, à l'autre bout du pays.

(9) V. Lavrov, *Maria Spiridonova*, Moscou, 1996, pp. 173 à 175.

Une fois la période de leur exil terminée, le 7 mai 1926, le Guépéou autorise les trois S-R de gauche à s'installer où ils veulent... dans les limites de l'Asie centrale soviétique (actuels Kirghizie, Ouzbékistan, Kazakhstan et Turkménistan). Ils s'installent alors à Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan). Par deux fois, leur exil est prolongé d'une année.

Fusillée à la demande de Beria et sur ordre de Staline

Au printemps 1930, elle est autorisée à partir faire soigner sa tuberculose au sanatorium de Yalta. A son retour, le 17 septembre 1930, elle est arrêtée et accusée d'avoir à Yalta pris contact avec les S-R de gauche émigrés et d'avoir tenté de mener une activité illégale. Cette double accusation paraît encore plus invraisemblable que les attaques de commandos sur le kolkhoze où elle avait été isolée en 1921. A l'époque, les S-R de gauche partis dans l'émigration n'ont plus guère d'autre activité que d'égrener leurs souvenirs. Le 3 janvier 1931, la conférence spéciale du Guépéou la condamne à trois ans d'exil à Oufa, et cette condamnation sera deux fois prolongée. A Oufa, elle travaille comme économiste et planificatrice dans la filiale d'Oufa de la Gosbank, puis comme conseillère en chef de la Selkhozbank. Elle épouse alors un autre dirigeant des S-R de gauche, Maiorov.

La répression déchaînée par Staline à partir du premier procès de Moscou d'août 1936 ne peut manquer de l'atteindre. Le NKVD l'arrête le 8 février 1937, puis elle est transférée à Moscou au cours de l'automne 1937. Elle refuse obstinément de faire les "aveux" truqués que le NKVD exige d'elle, alors que son mari Maiorov finit par craquer. Le 7 janvier 1938, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, en séance à huis clos (puisqu'elle n'a rien avoué !), la condamne en un quart d'heure à 25 ans détention (ce qui, à son âge, est équivalent à la perpétuité). Staline poursuit en elle la continuité de la révolution dont elle a été à un moment donné une incarnation, continuité que, malgré l'aventure des 6 et 7 juillet 1918, elle n'a jamais trahie et qu'elle défend en refusant de contresigner les "aveux" d'activité contre-révolutionnaire destinés à salir son image.

Elle est d'abord internée dans la prison de Iaroslavl, puis dans celle d'Orel, où elle trouve comme compagnons d'emprisonnement Olga Bronstein, la sœur de Trotsky et la première femme de Kamenev, Christian Rakovski et quelques autres. Le 6 septembre 1941, Beria, qui a remplacé Iejov à la tête du NKVD, dans une lettre à Staline propose de fusiller les 170 détenus politiques de la prison. Staline donne son accord par retour. Le collège militaire de la Cour suprême la condamne donc à mort (avec tous les autres) en précisant avec un humour noir tout à fait involontaire dans la bouche de ses membres *"sans confiscation de ses biens, vu l'absence de ces derniers"*." Tous les emprisonnés sont fusillés le 11 septembre 1941.

Jean-Jacques Marie

Joseph Staline

Joseph Staline

Deux moitiés

Pendant le premier tiers de sa vie consciente, Joseph Djougachvili a été un militant révolutionnaire et l'a payé de plusieurs arrestations et condamnations à l'exil, dont la dernière a été sévère. Il a appartenu au comité central du Parti bolchevique à partir de 1912, puis à son bureau politique dès sa fondation en 1919. Il a été commissaire du peuple aux Nationalités (dans un empire qui en comptait plus d'une centaine !) dès la formation du gouvernement soviétique, le 26 octobre 1917. Puis, quelques années plus tard, il est devenu l'expression, le chef, le défenseur et le Père Fouettard d'une couche sociale réactionnaire, la bureaucratie ou nomenklatura, dont la domination a mené à la dislocation de l'Union soviétique.

Cette mutation n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire : le général Bonaparte, sympathisant des Jacobins, devient l'empereur Napoléon et liquide nombre de Jacobins survivants et nostalgiques. Le Jacobin terroriste Fouché devient ministre de la Police de Napoléon. Jules Guesde, infatigable propagandiste de l'organisation de la classe ouvrière contre le capital pendant plus de trois décennies, devient ministre d'Union sacrée en 1915 et se comporte en serviteur docile du capital. On pourrait multiplier les exemples. Ces évolutions individuelles ne sont pas des incidents personnels ; elles reflètent des changements de situations, voire des mutations sociales et-ou politiques.

Mais dans le cas de Staline, le processus est d'une autre ampleur et d'une autre envergure. Car il exprime une dégénérescence, certes produite par une réalité objective (l'isolement de la révolution, la ruine du pays condamné par cet isolement à la pénurie permanente, l'accaparement de privilèges par l'appareil du parti, le maintien du vieil appareil bureaucratique d'Etat tsariste relayant les traditions et la pression d'un passé barbare, etc.), mais néanmoins la dégénérescence organisée par lui-même d'une révolution qui a renversé la classe dominante totalement expropriée et rompu les amarres avec le monde capitaliste en annulant la dette et en nationalisant toute l'industrie.

Un jeune révolutionnaire

Joseph Djougachvili, fils d'un savetier et d'une femme de ménage, naît le 9 (21) décembre 1878 à Gori, grosse bourgade de 6 000 habitants, en Géorgie. Pour d'obscures raisons, il fera repousser la date officielle d'un an, au 9 (21) décembre 1879. Sa première falsification, dans une carrière qui en en est emplie, commence donc par la date de sa naissance ; difficile de débuter plus tôt !

Chez lui et dans la rue, il parle géorgien. Lorsqu'il entre au petit séminaire de Gori en septembre 1888, il doit subir un enseignement donné entièrement en russe, langue qu'il apprend ainsi seulement à dix ans comme une deuxième langue. Il passe onze ans de son enfance et de son adolescence au petit, puis au grand séminaire de Tbilissi, d'où il est exclu en mai 1899 pour non-présentation aux examens. Il ne supportait plus l'atmosphère obscurantiste et policière du séminaire. Il adhère alors au POSDR en formation ; au lendemain de la scission, il rejoint les bolcheviks alors que la Géorgie est dans l'empire le fief des mencheviks. Sa participation à la révolution de 1905 est mince, mais en décembre 1905, il participe à la conférence bolchevique de Tammerfors. C'est le début d'une ascension assez rapide chez les bolcheviks. Il participe le 13 juin 1907 à Tbilissi à l'attaque d'un groupe de combat bolchevique pour s'emparer d'un convoi du Trésor qui transportait 341 000 roubles.

Après quelques arrestations et des condamnations à un exil dans diverses villes de la Russie d'Europe (Solvytchegodsk, Vologda), il fait partie des quatorze délégués de la squelettique (mais décisive) Conférence de Prague, en janvier 1912, à la suite de laquelle Lénine le fait

coopter au comité central. Lénine le fait travailler sur une brochure, *Le marxisme et la question nationale,* que Lénine suit de près et supervise de bout en bout.

Arrêté en janvier 1913 sur dénonciation d'un autre membre du comité central, le provocateur policier Malinovski, Staline est exilé dans le nord sibérien à Touroukhansk, puis à Koureika, plus au nord. Il y cohabite un moment avec Jacob Sverdlov, qui dirigera réellement l'appareil du Parti bolchevique d'août 1917 à sa mort brutale en mars 1919. Rentré d'exil à Petrograd, il se retrouve à diriger le Parti bolchevique avec Kamenev jusqu'au retour d'exil de Lénine, le 4 avril. Avec Kamenev, il se prononce pour le soutien à peine critique au gouvernement provisoire et pour la réunification du POSDR, donc pour la fusion avec les mencheviks. Le 27 mars, il écrit dans la *Pravda* : *"Le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire."* Kamenev et lui classent aux archives sans les imprimer les trois dernières *Lettres de loin* de Lénine, qui propose la rupture avec le gouvernement provisoire et les mencheviks partisans de la poursuite de la guerre, qui aurait, selon eux, changé de nature avec la chute du tsarisme.

Après le retour de Lénine, il se maintient deux semaines sur la même position, puis se rallie discrètement. Il est d'ailleurs discret en tout. Membre du comite exécutif central (CEC) des soviets où les bolcheviks sont très minoritaires, il n'y intervient jamais. Les procès-verbaux du CEC entre le 3 mars et le 9 août signalent quatre fois son nom en passant. Le dirigeant menchevique du CEC, Tseretelli, note : *"Staline ne prenait jamais part ni aux délibérations ni aux conversations particulières"* (1). Soukhanov, autre dirigeant du CEC, se demande, avec une ironie qui lui coûtera cher, comment Staline a pu accéder aux postes dirigeants de son parti : *"A l'époque de sa modeste activité au comité exécutif, il produisit, et pas seulement sur moi, l'impression d'une tache grise, s'éclairant parfois d'une lumière assez pauvre, mais sans qu'il en reste de trace"* (2). Certes, Staline, dont le russe n'est pas la langue natale, est très médiocre orateur, mais surtout, dans une période marquée par de vifs tournant politiques, il manque de la souplesse et de l'acuité d'esprit qui lui permettraient d'intervenir en pesant sur les décisions.

Dans l'ombre de Lénine

Il ne fera plus désormais de vagues, suit Lénine comme son ombre, mais, à la différence de Kamenev et Zinoviev, reste insensible à la pression de la "démocratie". Lors de la réunion du comité central du 10 octobre, il fait partie des dix qui votent pour l'insurrection, contre les deux qui votent contre (Zinoviev et Kamenev). Après ce vote, Dzerjinski propose, de *"former pour la direction politique, dans les jours à venir, un bureau politique constitué de membres du comité central (sept)"* (3) qui ne verra jamais le jour (sauf dans les ouvrages de nombreux historiens !), composé de Lénine, Trotsky, Staline, Sokolnikov, Boubnov, avec Kamenev et Zinoviev opposants déclarés à l'insurrection, qu'ils dénoncent dès le lendemain. Au témoignage de son secrétaire personnel, Tovstoukha, Staline, pour s'attribuer une place imaginaire dans l'insurrection, remplacera de sa main en 1924 dans le procès-verbal de la réunion *"pour la direction politique, dans les jours à venir"* par *"pour la direction politique* ***de l'insurrection***" (4). Lors des débats du comité central du 16 octobre, il se prononce certes pour l'insurrection, mais il fera plus tard ajouter au procès-verbal de son intervention une phrase qu'il n'avait pas prononcée : *"Donc, nous devons nous engager fermement et irrévocablement dans la voie de l'insurrection"* (5).

Cela étant, dans les batailles dans lesquelles Lénine est alors engagé, Staline

(1) Irakli Tseretelli, *Vospominania o fevralskoï revolioutsii*, Paris, 1963, p. 133.
(2) Nicolas Soukhanov, *Zapiski o revolioutsii*, Moscou 1990, tome 1, p. 280.
(3) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, p. 139.
(4) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 37.
(5) Staline : *Sur les chemins d'Octobre*, p. 268, et *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, p. 156.

le soutient dès lors constamment. Il le soutient contre le gouvernement socialiste homogène prôné par Kamenev, Zinoviev et autres, après quoi le comité central affecte Staline, Boukharine, Sokolnikov et Trotsky à la rédaction de la *Pravda* et remplace le bureau politique mort-né par un quatuor ayant droit de décider de toutes les questions extraordinaires à condition de consulter obligatoirement avant leurs décisions tous les membres du comité central présents à ce moment-là à Smolny : Lénine, Trotsky, Sverdlov et Staline, les quatre membres du comité central qui n'ont pas cédé à la panique au début de novembre.

Il ne prend ses distances qu'une seule fois. Lorsque Lénine, furieux contre la lettre de Zinoviev et Kamenev dénonçant l'insurrection décidée, les qualifie le 18 octobre 1917 de briseurs de grève, Staline publie dans le *Rabotchi Put*, qui remplace la *Pravda* suspendue, une note de Zinoviev, et y ajoute un commentaire anonyme (mais dont il avouera plus tard être l'auteur) affirmant : *"Le ton tranchant du camarade Lénine ne change rien au fait qu'au fond, nous restons des camarades politiques."* Le souci exprimé par cette phrase reflète l'un des atouts de Staline dans les années à venir. Dans une direction du Parti bolchevique où les conflits d'idées sont souvent très vifs, où certains démissionnent (certains plusieurs fois !), il apparaît comme un élément pondéré, soucieux d'unité et étranger aux querelles fractionnelles, donc un rouage important d'un appareil du parti qui reste très modeste jusqu'à 1921. Il soutient Lénine sur Brest-Litovsk, il le soutient dans la querelle syndicale de 1920-1921. Lors de la proclamation de la NEP, il se tait. Son silence peut passer pour une approbation.

Il gère tranquillement l'Inspection ouvrière et paysanne, repère de 8 000 permanents qui ne font pas grand-chose. Pourtant, au XI[e] Congrès de mars 1922, Lénine rend un hommage appuyé à son activité à la tête de l'Inspection ouvrière et paysanne : *"C'est un travail gigantesque. Il faut qu'il y ait à sa tête un homme doté d'autorité, sinon nous allons nous embourber et nous noyer dans les intrigues mesquines"* (6), auxquelles Lénine le juge donc étranger. Au lendemain du congrès, au cours duquel Staline n'a jamais pris la parole pour donner son avis sur quoi que ce soit, le comité central, en présence de Lénine, l'élit secrétaire du comité central. Staline utilisera ce poste administratif et technique pour contrôler l'appareil. Lénine a soutenu sa candidature proposée par Kamenev. Un peu plus tard, sans doute, il dira : *"Ce cuisinier nous préparera des plats épicés."* La phrase ironique est à moitié flatteuse. Lénine maintient d'ailleurs avec Staline d'excellentes relations jusqu'en novembre 1922. Mais moins de dix mois après le congrès, la situation va brusquement changer.

Lénine contre Staline

Lorsque Lénine, immobilisé par la maladie depuis la fin mai 1922, revient aux affaires au début d'octobre 1922, il se heurte vite à Staline et consacre les quatre derniers mois de sa vie consciente à une lutte contre lui. Il ferraille contre lui d'abord à propos de son projet de Constitution de l'URSS, qui accorde aux républiques sœurs une vague autonomie au sein de la fédération de Russie. Lénine flaire dans ce projet des relents de chauvinisme russe et déclare que Staline s'est trop hâté. Staline lui retourne le compliment et écrit dans une note à Kamenev : *"A mon avis, la fermeté est nécessaire contre Lénine"* (7).

Lénine s'engage ensuite contre lui pour la défense des communistes géorgiens persécutés par lui, contre la décision prise d'abord avec son accord par le comité central d'affaiblir le monopole du commerce extérieur, puis, deux mois plus tard, début janvier, il se prononce, dans une note secrète préparant son intervention au prochain congrès, pour écarter Staline de la fonction de secrétaire du comité central. Lénine souligne d'abord : *"Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir illimité et je ne suis pas convaincu qu'il saura tou-*

(6) Lénine, *Œuvres complètes* (édition russe), tome 45, p. 122.
(7) *Izvestia TsK KPSS*, 1989, n° 9, p. 209.

jours en user avec assez de circonspection" (8). Formulation prudente destinée à un congrès dont la majorité des délégués sont déjà choisis par le secrétariat du comité central lui-même. Puis, il s'engage plus loin le 4 janvier 1923 en dictant la phrase : *"Je propose aux camarades de réfléchir aux moyens de déplacer Staline de ce poste"* (9).

Le 18 avril 1923 s'ouvre le XII[e] Congrès, pour lequel Lénine avait préparé sa bombe contre Staline. Zinoviev, dans un silence pesant, ouvre le congrès à la place de Lénine. Staline présente un rapport administratif incolore et fade. Il écarte toute discussion sur les notes de Lénine en déclarant, patelin : *"On a beaucoup parlé ici de notes et d'articles de Vladimir Ilitch. Je ne voudrais pas ici citer mon maître, le camarade Lénine, puisqu'il n'est pas ici, car je craindrais de me référer à lui"* (10). Trotsky n'engage pas le combat contre Staline et, sur la question nationale, passe avec lui un compromis, que Staline se hâte de piétiner.

Dès qu'il est évident que Lénine ne reviendra jamais aux commandes, Zinoviev et Kamenev s'allient avec Staline et forment avec lui une troïka ou un triumvirat pour s'opposer à Trotsky, soupçonné par eux de vouloir succéder à Lénine. Les deux premiers sont persuadés de manipuler aisément le secrétaire du comité central. D'abord, ce poste est purement administratif, ensuite, Staline n'a aucune notoriété en dehors des sommets de l'appareil, il n'a aucun talent oratoire à la différence de Kamenev, président du soviet de Moscou, et surtout de Zinoviev, orateur renommé, président du soviet de Petrograd, la ville de la révolution et de l'Internationale communiste, dont il contrôle et remodèle à son gré l'appareil. Ils ne se rendent pas compte que le reflux de la révolution, le découragement engendré par ce reflux, la lassitude des masses éprouvées par sept ans de guerre et de guerre civile, par la famine, le typhus et le choléra, la dislocation du prolétariat quasiment disparu donnent à l'appareil un poids déterminant. Ils ne perçoivent pas à quel point cet appareil régulateur de la pénurie à son profit et dispensateur de privilèges même maigres est dévoué à son maître et défenseur.

Le 30 juillet 1923, Zinoviev en vacances à Kislovodsk, rendra un hommage tardif et inutile à la perspicacité de Lénine. Dans une lettre à Kamenev resté à Moscou, il tempêtera contre Staline en énumérant quatre décisions prises par ce dernier dans le plus parfait mépris de ses deux associés de la troïka, qu'il n'a pas consultés, et il conclut : *"En réalité, il n'y a aucune troïka, il y a la dictature de Staline. Ilitch avait mille fois raison"* (11). Mais la peur de Trotsky est plus forte.

L'ascension

Alliés ensemble, ils écrasent en décembre 1923-janvier 1924, grâce à des manipulations d'appareil et des trafics de votes, l'Opposition de gauche animée par Trotsky.

Le 18 mai 1924, Kroupskaia remet au secrétariat du comité central treize des notes rédigées par Lénine en décembre et janvier. Sur le bordereau de dépôt, elle souligne à propos des notes datées 24 et 25 décembre 1922 et 4 janvier 1923 : *"C'était le vœu express de Vladimir Ilitch que ces notes soient soumises au congrès du parti qui suivrait sa mort"* (12). Le secrétariat forme une commission dirigée par la troïka Zinoviev, Kamenev et Staline pour proposer une décision au comité central du 21 mai 1924. Sur rapport de Kamenev, le comité central décide de communiquer ces textes aux délégués du prochain congrès, non pas en assemblée plénière, mais par réunions séparées de délégations régionales introduites par les trois compères, qui manigancent une petite falsification : Kamenev et Zinoviev déclarent aux délégations que Lénine a évoqué seulement la *possibilité* de remplacer Staline (alors qu'il avait demandé de réfléchir aux *modalités* de son nécessaire remplacement). Ils jurent que Staline tiendra le plus

(8) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, p. 345.
(9) *Ibidem*, p. 346.
(10) *Izvestia TsK KPSS*, 1991, n° 4, p. 171.
(11) *Ibidem*, p. 198.
(12) *Ibidem*, n° 9, 1990, p. 151.

grand compte de la critique. Staline, qui, en 1936, fera fusiller les deux hommes, s'y engage, le cœur sur la main. Bientôt, le testament sera mis sous clé, sa lecture enverra au Goulag ou au poteau.

Mais dès qu'inquiets de la politique de Staline-Boukharine en faveur de la paysannerie aisée et riche (même relativement) et aux nepmen du secteur privé, les deux hommes s'opposent à Staline à la fin de 1925, celui-ci les écrase sans difficulté au XIV[e] Congrès du Parti communiste. Zinoviev et Kamenev s'allient alors à Trotsky sur une plate-forme politique qui met l'accent sur la planification économique, l'industrialisation rapide du pays et la démocratisation du parti. Après la défaite de la révolution chinoise au cours de l'été 1927, Staline chasse Trotsky et Zinoviev du parti. Au XV[e] Congrès de décembre 1927, il exige la capitulation des opposants. Kamenev et Zinoviev acceptent ; Trotsky refuse. L'Opposition unifiée explose.

Deux ans plus tard, lorsque Staline, pris à la gorge par la grève perlée des paysans aisés et riches (les koulaks), qui refusent de livrer leur blé à un prix qu'il jugent beaucoup trop bas, se heurte aux opposants à cette politique (Boukharine, Tomski et Rykov), qu'il qualifie de *"déviation"* de droite et non d'opposition — car les trois hommes ne se battent que dans le cadre étroit du comité central et du bureau politique, sans chercher à mobiliser des militants du parti où ils étaient probablement majoritaires —, Staline les élimine sans peine. L'appareil règne alors en maître absolu. Les congrès de plus en plus rares d'un parti qui cesse bientôt d'en être un deviennent des messes solennelles.

Le contre-révolutionnaire

La question à partir de quel moment Staline a-t-il cessé d'être un révolutionnaire (même très douteux...) pour devenir le représentant chef d'une caste parasitaire contre-révolutionnaire a évidemment un aspect quelque peu rhétorique ou artificiel. A quel moment passe-t-il d'une politique catastrophique due à une conception fausse des choses (comme face à la révolution chinoise en 1927) au sabotage délibéré de la révolution ouvrière (comme en Espagne et en France en 1936) ? Selon la célèbre formule de Hegel, vient le moment où la quantité se transforme en qualité... L'Allemagne de 1932-1933 marque sans doute le moment tournant : certes, Staline ne voulait pas la victoire de Hitler, qui faisait peser sur l'URSS un danger mortel, mais sa politique la prépare inéluctablement ; et dès lors, Staline sacrifie les intérêts vitaux de la classe ouvrière en Europe aux manœuvres diplomatiques de la bureaucratie soviétique pour conclure une alliance le protégeant de ce danger, une alliance soit avec les "démocraties" occidentales et colonialistes, pour laquelle les partis staliniens jurent de défendre la propriété privée et les banques, soit avec Hitler lui-même.

Cette politique débouche sur la liquidation de couches entières du Parti communiste russe, qui ne subsiste plus que comme un nom. Elle s'incarne dans les procès de Moscou, destinés entre autres à valider cette liquidation en calomniant, en salissant, en diffamant la vieille garde bolchevique (même ses membres ralliés depuis longtemps à Staline), et dans la chasse internationale aux "trotskystes". Cette normalisation policière passe par une chasse à l'homme de tout individu ou groupe dénoncé par le Guépéou comme trotskyste, ou, selon l'expression de Karl Radek au deuxième procès de Moscou, des *"huitièmes de trotskyste, quarts de trotskyste, moitiés de trotskyste"* (13), c'est-à-dire de tout communiste et, plus largement, tout militant ouvrier qui prétend penser avec sa tête...

Le comité central de fin février-début mars 1937 donne à la terreur contre le Parti communiste et ses cadres mêmes une nouvelle dimension. Staline y affirme que *"sur les 30 000 cadres zinoviévistes-trotskystes... il en reste 12 000 à fusiller"* (14). Les deux chiffres sont certes exagérés, mais donnent l'idée de l'ampleur de la purge au seul sein des cadres mêmes du Parti communiste. Ce

(13) *Le procès du centre antisoviétique trotskyste*, Moscou, 1937, p. 573.
(14) Vadim Rogovine, *1937*, Moscou 1996, p. 264.

comité central en donne une illustration immédiate : Staline fait arrêter en pleine séance du comité central deux de ses membres, Boukharine et Rykov. Les autres réunions du comité central verront se répéter le même scénario ou seront précédées de l'arrestation de plusieurs de ses membres.

Un épisode donne l'idée de l'atmosphère de chasse aux sorcières qui règne désormais dans le comité central. Un certain Pakhomov se glorifie d'avoir recensé 77 ennemis du peuple dans son commissariat à la Navigation fluviale, *"dont les deux tiers sont arrêtés"*. Staline ricane : *"Ce n'est pas beaucoup."* Pakhomov se rattrape aussitôt : *"Camarade Staline, je vous ai dit que ce n'était qu'un début."* Le chef du NKVD, Iejov, commente : *"Le discours du camarade Pakhomov est plus que modeste"* (15). Cette modestie répressive lui coûtera la vie.

Le plénum du comité central qui se tient les 11, 14, 18 et 20 janvier 1938 parachève le carnage avec le troisième procès de Moscou de mars 1938, où Staline envoie Boukharine et Rykov à la mort. Pour participer à cette réunion, il ne reste plus que 28 des 71 titulaires élus au congrès de janvier 1934. Staline convoque le comité central pour purger encore un peu plus cette assemblée dévastée au nom de laquelle se prennent pourtant toutes les décisions politiques, toutes affublées en effet de la formule rituelle : *"Le comité central décide..."* En réalité, il n'est plus alors qu'une fiction. Ce plénum, qui élit Khrouchtchev membre suppléant du bureau politique, est le dernier de la grande purge. Au mépris des statuts dont il n'a que faire, Staline n'en convoque plus un seul pendant quatorze mois, jusqu'au XVIII[e] Congrès, en mars 1939. Il continue néanmoins à décimer les derniers restes de ce comité central. Il en fera encore exclure 14 titulaires et 11 suppléants par consultation au cours de l'année 1938, plus 7 autres qu'il exclut sans même demander aux survivants du comité central de signer la fin de leurs camarades.

Ainsi, l'organe théoriquement dirigeant du Parti communiste est saigné à blanc : plus de 80 % de ses membres ont été arrêtés et liquidés. Sur les ruines du parti stalinisé, Staline construit l'organe politique de la nomenklatura, simple chambre d'enregistrement dépourvue de tout pouvoir politique. Ainsi, treize années séparent le XVIII[e] Congrès (mars 1939) et le XIX[e] (octobre 1952), que Staline ne convoquera que pour préparer une nouvelle purge.

Le voilà maréchal

Dès lors, la carrière de Staline est celle d'un homme d'Etat, généralissime, maréchal, guide de l'humanité progressiste, Père des peuples, locomotive de l'histoire, plus grand génie de l'humanité. Mais toujours hanté par la crainte de la révolution, il organise la chasse préventive à tout ce qui peut la nourrir. Le seul nom de l'Internationale communiste est dangereux. Il la dissout le 15 mai 1943. En 1947-1948, il soutient la création de l'Etat d'Israël, qu'il fait alimenter en armes par la Tchécoslovaquie en même temps qu'il prépare une campagne antisémite (dite contre le "cosmopolitisme") qui démarre en janvier 1949. En 1948, il crée les camps de concentration spéciaux destinés à accueillir les trotskystes, les anarchistes, les mencheviks, les S-R (pourtant massivement liquidés, mais dont il craint la renaissance), dont il prévoit une capacité d'accueil de 180 000 places ! La campagne antisémite débouche sur la provocation du prétendu complot des blouses blanches, dénoncé dans la *Pravda* le 13 janvier 1953, et que sa mort, le 5 mars 1953, vient interrompre. L'Assemblée nationale française unanime, tous partis confondus (sauf un député SFIO), lui rendra un hommage ému et solennel. Normal.

Marc Teulin

(15) *Ibidem*, p. 238.

Victor Tchernov

Victor Tchernov est né le 19 novembre 1873 dans la petite ville de Kamychine, dans une famille noble. A la fin de ses études au lycée, il entre à la faculté de droit de Moscou et commence une activité révolutionnaire en adhérant en 1888 à un petit cercle populiste de Moscou. Ce cercle participera en 1893, avec d'autres cercles similaires, à la création d'un groupe populiste dit Narodnoie Pravo ("Le droit populaire"). Ses membres sont arrêtés l'année suivante. Les héritiers du populisme (courant qui voit dans la paysannerie à peine — et à moitié — libérée du servage la force motrice première de la révolution) constituent, eux, dans une dizaine de villes, des groupes "socialistes-révolutionnaires" (SR). Exclu de l'université Tchernov est interné huit mois dans la forteresse Pierre et Paul (Petropavlovsk), à Pétersbourg, il est exilé pour trois ans à Tambov, où il participe à la création d'une organisation paysanne, Krestianskoie Bratstvo ("La fraternité paysanne).

La tête pensante du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R)

Tchernov s'exile à l'étranger en 1899. Il participe à la fondation de la Ligue socialiste agraire, dont la fusion avec deux groupes socialistes-révolutionnaires (le Parti méridional des S-R et l'Union septentrionale des S-R) fonde en 1902 le Parti socialiste-révolutionnaire (PSR), qui adhère à la Deuxième Internationale. Il appartient d'emblée à son comité central et fonde dès cette même année avec Michel Gotz le journal des S-R *Revolioutsionnaia Rossia* ("La Russie révolutionnaire"), qui devient très vite l'organe officiel du PSR, dont Tchernov est le principal idéologue et théoricien.

Les S-R, dans la tradition de la Volonté du peuple qui avait assassiné le tsar Alexandre II le 1er mars 1881, considèrent l'attentat individuel contre des hauts dignitaires du régime comme l'une de leurs principales armes politiques. Un an même avant la proclamation du PSR, les S-R ont constitué un Groupe de combat destiné à abattre des dignitaires du régime sous la direction de Grigori Guerchouni, auteur d'un manifeste affirmant que la voie du socialisme à construire *"est barrée par l'absolutisme ; il ne reste donc qu'à l'anéantir en utilisant la terreur"* (1). Ce texte va devenir l'axe central de l'activité du PSR jusqu'en 1909, avec l'accord plein et entier de Tchernov, qui ne participe pas à l'activité même du Groupe de combat, mais la contrôle, ou plutôt croit la contrôler.

Après l'arrestation de Guerchouni en juin 1903, Yevno Azev, agent de l'Okrana depuis dix ans, lui succède à la tête de l'Organisation de combat. Quasiment autonome vis-à-vis du PSR, celle-ci comptera au fil des ans de 10 à 30 membres, qui consacrent toute leur activité au terrorisme. L'un de leurs chefs, Boris Savinkov, qui sera en 1917 l'adjoint du deuxième président du gouvernement provisoire, Alexandre Kerenski, caresse au cours de l'été 1905 le projet de faire sauter le Palais d'hiver par un groupe de terroristes kamikazes cuirassés de bâtons de dynamite. Il sera en 1917 un partisan de la guerre jusqu'à la victoire...

(1) Jacques Baynac, *Les socialistes-révolutionnaires*, Robert Laffont, 1979, pp. 29-30.

Son camarade Schweitzer, qui mourra en manipulant une de ses bombes, affirme : *"Je crois en la terreur plus que dans tous les parlements du monde."* Sazonov, qui, le 15 (28) juillet 1904, abat le ministre de l'Intérieur Plehve, déclare : *"Il faut tendre toutes nos forces pour la terreur, et alors nous vaincrons."* Kaliaev, qui abat le Grand Duc Serge, oncle du tsar, gouverneur de Moscou, le 4 (17) février pour venger les victimes du massacre du Dimanche rouge, proclame : *"Un SR sans bombe n'est pas un SR"*(2).

La Deuxième Internationale, qui condamne le recours anarchiste à l'attentat individuel, l'accepte pour la Russie tsariste, qui bafoue toutes les libertés individuelles et pratique le pogrome à grande échelle.

Tchernov revient en Russie en décembre 1905, après l'amnistie. Il anime le Premier Congrès du PSR tenu fin décembre 1905-début janvier 1906, où il fait adopter un programme réclamant la socialisation de la terre, la république démocratique et la journée de travail de huit heures. Le PSR revendique 50 000 adhérents et 300 000 *"très proches sympathisants"*. La place des S-R dans la révolution russe s'explique par un trait souligné par Trotsky : *"Le réservoir d'où sortait la classe ouvrière russe n'était pas l'artisanat corporatif ; c'était le milieu rural, le village et non la ville"* (3). Tchernov fait partie des dirigeants S-R qui suspendent le terrorisme pendant la montée de la révolution, dans laquelle il joue un rôle mineur. Comme tous les dirigeants révolutionnaires, après sa défaite, il émigre en 1908. Lorsqu'en 1909 le dirigeant de l'Organisation de combat Azef est démasqué comme un agent provocateur au service de l'Okhrana, une discussion s'engage dans le PSR : faut-il conserver la terreur individuelle comme un instrument de la politique du PSR ? Tchernov y est favorable, mais le terrorisme agonise.

A Zimmerwald et à Kienthal

Tchernov condamne la guerre qui éclate en août 1914. Réfugié en France, il participe à la conférence des partis socialistes de l'Entente (France, Angleterre et leurs alliés). Il y lit une déclaration, signée par lui et un autre dirigeant S-R, Natanson, dénonçant la guerre comme un mal, un crime, et affirmant souhaitable qu'aucun des deux blocs ne remporte la victoire. Il participe aux conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916), qui rassemblent les adversaires de la guerre. Il appartient à la majorité qui se prononce pour la paix, contre la politique visant à transformer la "guerre impérialiste" en "guerre civile" avancée par Lénine. Il se prononce en conséquence pour la reconstruction de la Deuxième Internationale sans rompre avec les socialistes partisans de la guerre et de l'Union sacrée, et donc contre toute idée d'une nouvelle Internationale.

Au lendemain de la révolution de Février, il tente de rentrer en Russie par l'Angleterre, mais le gouvernement britannique renvoie d'abord en France cet adversaire de la guerre avant de le laisser passer. Il rentre en Russie avec Boris Savinkov, le terroriste, et Nicolas Avksentiev. Dès le lendemain, le 9, il est coopté au soviet de Petrograd ; le 14, il entre à la direction du comité S-R de Petrograd et au comité de rédaction du journal des S-R, *Dielo Naroda* ; le 15, il est élu au bureau du comité exécutif du soviet et le 25 au comité directeur du PSR.

Dans son *Histoire de la révolution russe,* Trotsky écrit de lui : *"Tchernov était incontestablement la figure la plus représentative du vieux parti socialiste-révolutionnaire, et ce n'est pas par hasard qu'il était considéré comme l'inspirateur, le théoricien et le guide de ce parti (...). Tchernov avait toujours à sa disposition un choix illustré de citations appropriées aux circonstances (...). Il n'était qu'une seule question où ce prolixe leader n'avait pas de réponse : qui menait-il et où ?"* (4).

(2) *La Russie des tsars*, Les collections de l'histoire, pp. 75-76.
(3) Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, tome 1, *Février*, Seuil Points, p. 47.
(4) *Ibidem*, p. 275.

810 voix contre 20 à Lénine

Il s'affirme d'emblée partisan du soutien au gouvernement provisoire du prince Lvov et partisan de la poursuite de la guerre. Il appartient donc au camp des "défensistes". Lorsque ce dernier entre en crise après les manifestations provoquées par la note du ministre des Affaires étrangères Milioukov affirmant la volonté de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, il s'affirme partisan de l'entrée dans le gouvernement provisoire si les mencheviks y entrent eux aussi : ces derniers, considérant que la révolution russe est une révolution bourgeoise et ne peut être autre chose, sont d'accord... à condition que les membres du soviet qui entrent au gouvernement y soient à titre personnel et non en tant que représentants du soviet, et y soient en minorité pour respecter le caractère bourgeois de la révolution. Tchernov, d'accord avec cette exigence, devient ministre de l'Agriculture dans le nouveau gouvernement provisoire.

Le premier congrès des soviets paysans, qui se tient à la fin de mai, soutient sa nomination. Lors des élections au comité exécutif issu du congrès, il reçoit 810 voix contre 804 à Kerenski... et 20 voix à Lénine, chiffre qui mesure alors la minceur de l'influence des bolcheviks à la campagnes.

Il annonce une réforme agraire radicale, mais se heurte aux résistances des grands propriétaires et du clergé, qu'il dénonce mais ne combat pas. Or les paysans voient dans sa nomination comme ministre de l'Agriculture un signe et un encouragement à s'emparer de la terre. Tchernov appelle au respect de l'ordre et de la loi, et, le 24 mai, il stigmatise les saisies spontanées de terres par des paysans, qui, eux, combattent ces résistances dans les actes.

Au III[e] Congrès du PSR (25 mai-4 juin), il présente deux rapports, dont le rapport central du congrès sur la situation et la politique des S-R. Alors que les S-R voient affluer chaque jour les adhésions par centaines, voire par milliers, il affirme que les prochains changements historiques en Russie se produiront *"sous le drapeau du parti des S-R"*. Il affirme que le premier moteur de la révolution en cours est constitué par *"le développement du sens de la justice des ouvriers, des masses travailleuses de Russie"*. Soulignant l'ampleur de la crise économique qui ravage la Russie, il en voit l'issue dans le développement de la vie économique *"sous le signe de la coopérative et du collectivisme, sous le signe du social à la place de l'individuel"*, ce qui permettra de *"révolutionnariser la démocratie de l'Occident"*. Il affirme en même temps que la société bourgeoisie actuelle est manquée par l'absence de classes *"capables de fonder le socialisme"*. Il déclare que la chute du tsarisme a changé la nature de la guerre, qui est désormais pour la Russie une *"guerre défensive"*, et apporte son soutien au déclenchement d'une offensive de l'armée russe, car *"il n'y a pas de défense dans offensive"* (5).

Au Premier Congrès des soviets (24 juin), où les S-R sont majoritaires, il affirme l'existence d'intérêts communs entre le prolétariat russe et le capital russe, et s'élève contre la volonté d'éliminer les classes privilégiées de la vie politique russe. Pour calmer l'agitation paysanne, il dépose en même temps un projet de loi visant à soumettre toute opération d'achat et vente de terres à l'autorisation des comités agricoles locaux, ce qui provoque la colère des constitutionnels-démocrates (ou Cadets) et du Premier ministre Lvov.

Après l'échec de l'offensive militaire en Galicie, qui coûte aux troupes russes 70 000 morts, les quatre ministres Cadets démissionnent dans la nuit du 2 au 3 juillet. Les dirigeants S-R et mencheviks réaffirment la nécessité de perpétuer la coalition avec eux. Le matin du 3, le premier régiment de mitrailleurs appelle à manifester contre le gouvernement provisoire en fin d'après-midi.

Les bolcheviks, hantés par le souvenir de la Commune de Paris, écrasée parce qu'isolée, refusent d'organiser la manifestation.

(5) *Treti Sjezd PSR*, Petrograd, 1917, pp. 66, 71, 72, 75, 95, 186, 195 et 406.

L'épisode du 4 juillet

Le 3 à 17 heures, le premier régiment de mitrailleurs descend dans la rue, mitrailleuses en batterie sur ses camions ; des colonnes d'ouvriers descendent de Vyborg, le quartier nord de Petrograd. Les bolcheviks décident alors de prendre la direction de la manifestation qui se dirige vers le Palais de Tauride, où siège le comité exécutif du soviet. Une délégation réclame *"Tout le pouvoir aux soviets"*, exigence que les bolcheviks et Trotsky, très applaudis, soutiennent devant les manifestants harangués par de multiples orateurs, et que la nuit disperse.

Le 4 juillet, des milliers de marins de Cronstadt débarquent à Petrograd, le fusil à la bretelle et montent vers le Palais de Tauride où siège le comité exécutif du soviet et réclament tout le pouvoir aux soviets. Les dirigeants du soviet invitent Tchernov à sortir pour les calmer. Un groupe de matelots surexcités se jette sur lui, le déclare en état d'arrestation, l'embarque dans une voiture et affirme qu'il le libérera dès que le soviet aura pris le pouvoir. Un marin l'apostrophe : *"Prends donc le pouvoir, fils de chienne, quand on te le donne."* Alerté, Trotsky sort de la salle et, malgré les cris de colère des marins, exige qu'ils libèrent Tchernov en s'écriant : *"Pourquoi nuire à votre cause par de petits actes de violence contre des individus isolés ? Les individus ne sont pas dignes de votre attention."* Les marins cèdent. On sort de leur voiture Tchernov hébété. Selon Orlando Figès, *"un moment critique s'achevait, l'un des plus célèbres de l'histoire de la révolution ; et, avec lui, était aussi passée l'initiative de la prise du pouvoir"* (6). Les marins s'éloignent, indécis, des groupes d'ouvriers et de soldats affluent de toute part pour exiger inlassablement des dirigeants du comité exécutif le pouvoir aux soviets. Les dirigeants bredouillent. La pluie survient ; les manifestants tournent en rond, puis se dispersent. Un, puis deux régiments fidèles au pouvoir arrivent au pas cadencé au Palais de Tauride. Le lendemain, l'ordre, égratigné, est rétabli.

Le gouvernement Kerenski, où Tchernov conserve son poste de ministre de l'Agriculture, adopte son projet de décret. Mais la colère des propriétaires terriens et des Cadets effraie Tchernov, qui démissionne le 20 juillet ; soutenu par le comité exécutif central des soviets ouvriers et soldats, et celui des soviets de paysans, il reprend sa démission, mais lorsque le général Kornilov lance sa Division sauvage à l'assaut de Petrograd pour renverser les soviets, le 26 août, Tchernov démissionne à nouveau — mais cette fois définitivement — du gouvernement provisoire.

Autocritique ?

Il rédige alors des *Pages d'un journal* qui ne seront publiées qu'après la révolution d'Octobre. Il y critique vivement la "démocratie" (c'est-à-dire le camp formé par les S-R, les mencheviks et les organisations qui tournent autour d'eux ou qu'ils contrôlent). La démocratie, écrit-il, *"souffre d'une faiblesse : parler beaucoup trop et agir beaucoup trop peu"*. Il accuse les partis qui la composent (dont le sien) d'avoir *"peur du pouvoir"*, de faire beaucoup trop de concessions aux Cadets, qui, en fait, leur dictent leurs conditions. Il qualifie l'alliance de la *"démocratie"* avec ces derniers de *"coalition sans coalition"*. Il écrit : *"Si, recevant le vote de la confiance populaire, nous ne l'utilisons pas et piétinons autour du pouvoir (...), cette tactique bavarde peut réellement produire l'impression d'une totale impuissance gouvernementale et mener à un désenchantement des couches populaires (...). Notre révolution russe s'abâtardit en un combat pour se débarrasser du pouvoir et le déverser sur n'importe quelles épaules."* Et il évoque les conversations sur *"le pouvoir qui traîne dans la rue, un pouvoir qui ne coûte rien à prendre : il suffit de se pencher pour le ramasser"*. A ceux qui considéreraient comme une usurpation la prise du pouvoir avant les élections à l'Assemblée constituante, il répond :

(6) Orlando Figès, *La Révolution russe*, Folio Histoire, 2007, tome 1, p. 763.

"Qui peut donc sincèrement discuter le fait évident que les masses se tournent précisément vers les slogans et les partis socialistes, et que leur tour historique est arrivé de montrer leur capacité à sauver la patrie et la révolution ?" Et il conclut : *"Avec la tactique qu'elle a mise en œuvre, la démocratie est condamnée à la défaite. Visiblement, le ressac du bolchevisme nous menace de façon irréversible"* (7).

Un adversaire d'Octobre

Malgré ce pronostic, il rejette radicalement la révolution d'Octobre. Il est l'un des initiateurs de la création, le 26 octobre, du Comité de salut de la patrie et de la révolution, qui vise à la combattre et à renverser les bolcheviks ; il appartient à sa commission militaire. Il soutient la timide contre-offensive lancée par Kerenski de Gatchina sur Petrograd, le 29 octobre, puis soutient la perspective d'un gouvernement socialiste homogène dont il serait le président et où les bolcheviks seraient minoritaires, et dont seraient exclus Lénine et Trotsky. Il prend même contact avec le Grand Quartier général.

Les élections à l'Assemblée constituante qui se déroulent mi-novembre 1917 donnent aux SR la majorité absolue. Sur environ 90 millions d'électeurs, 48,5 millions ont voté. L'abstention de 45 % des électeurs manifeste un certain désarroi. Les S-R et leurs satellites ukrainiens et musulmans reçoivent un peu plus de 60 % des voix, les bolcheviks 24,5 % les mencheviks 3,5 %, l'ensemble des partis bourgeois 13,5 %, dont 7,5 % aux Cadets. Plus des quatre cinquièmes des électeurs ont voulu voter pour "le socialisme", c'est-à-dire pour la paix, le partage des terres, l'égalité et la justice sociale. Les paysans, qui ignorent en général les différences entre bolcheviks, mencheviks et S-R, votent massivement pour ces derniers... qui veulent continuer la guerre, dont ils ne veulent plus ! Les bolcheviks ont la majorité absolue à Petrograd et Moscou, dans les deux zones voisines du front nord et du front ouest, et la majorité relative dans l'armée, dans les villes et les régions industrialisées de la Russie d'Europe et dans la flotte de la Baltique. Ces résultats annoncent le choc. Lénine annonce d'ailleurs clairement ses intentions : ou l'Assemblée constituante se soumettra aux soviets, organes des opprimés et des exploités, ou elle deviendra l'organe de la contre-révolution, et son sort sera scellé.

Ephémère président de l'Assemblée constituante

Tchernov réagit en formant fin novembre de l'Union de défense de l'Assemblée constituante. Cette dernière se réunit le 5 janvier 1918. Elle élit Tchernov président de séance par 244 voix contre 153 à la S-R de gauche Spiridonova. Dans un long discours programmatique de près de deux heures, Tchernov affirme la souveraineté de l'Assemblée constituante, propose une Russie fédérative, rejette la perspective d'une paix séparée avec les puissances centrales et propose une conférence internationale de tous les belligérants pour une paix juste et démocratique sans vainqueurs ni vaincus, et la formation d'une armée de volontaires. Il oppose au décret sur la terre du Deuxième Congrès des soviets un projet de loi dont plusieurs articles sont similaires à ceux de ce décret, et qui vise surtout à opposer la "légitimité" de l'Assemblée constituante à l'"illégitimité" du Deuxième Congrès des soviets. La foule, dans les tribunes, applaudit les rares orateurs bolcheviques ou S-R de gauche, hue les autres, siffle, tape des pieds pendant que les députés s'interpellent dans un vacarme étourdissant. A quatre heures du matin, la garde invite les députés à rentrer chez eux. Epuisés, ils s'exécutent. Lénine dissout l'Assemblée constituante

Les S-R, sous le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, vont désormais préparer la lutte armée et clandestine, dont ils ont une longue tradition.

(7) *Voprossy Istorii KPSS*, 1991, n° 6 , pp. 118-119.

Tchernov va en donner le fondement théorique. Il qualifie le régime soviétique de *"despotisme asiatique"*, d'*"araktchaievchtchina sanglante"* (du nom d'Araktcheiev, qui, sous Nicolas Ier, organisa des colonies agricoles de type militaire), d'*"oligarchie militaro-bureaucratique"*, de *"tyrannie réactionnaire de caserne"*, de *"système policier répugnant"*.

Pour les S-R de droite, Octobre est une contre-révolution. Leur chef, Victor Tchernov, expliquera en 1920 : *"Il n'y a pas eu de révolution d'Octobre, il y a eu un coup de force contre-révolutionnaire."* Pour lui, Lénine et les bolcheviks ont simplement transformé la guerre impérialiste en guerre civile, ouvert les portes de la bureaucratie de l'Etat à la plèbe et enfermé l'économie dans un carcan despotique. Ils n'ont pas donné la terre aux paysans, qui l'avaient déjà prise et que nul n'aurait pu leur retirer ; la dimension internationale d'Octobre n'est qu'un mythe gobé par les naïfs ouvriers occidentaux. Tchernov, divisant le peuple en deux catégories, le demos (le vrai peuple) et l'okhlos (la plèbe ou la populace, tchern en russe, d'où vient, ironie suprême, le nom de Tchernov !), qualifiera le régime d'*"okhklocratie"*, ou règne de la populace, qui exige la fin du chômage, du pain aux affamés, la paix, l'ordre et la prospérité, et charge un guide de transformer pour elle les pierres en pains. Elle est la base d'un système terroriste et césariste nécessaire pour violenter l'histoire (8). Pour combattre par les armes cette incarnation dictatoriale des bas-fonds opposés à la "démocratie", il manque aux S-R une force de frappe. Ils la trouveront fin mai avec la Légion des anciens prisonniers de guerre tchécoslovaques de l'armée autrichienne, qui se soulèvent contre les bolcheviks.

Le Komoutch

Le conseil du PSR de mai 1918 décide d'engager l'action pour *"liquider le pouvoir bolchevique"*. Tchernov quitte alors Moscou pour Samara. En juin, une insurrection dirigée par les S-R y renverse le pouvoir des soviets et y instaure celui d'un comité de membres de l'Assemblée constituante (le Komoutch, d'après ses initiales en russe), formé essentiellement de députés S-R. Tchernov n'occupe aucune fonction dans le gouvernement du Komoutch, mais il est accablé d'honneurs qu'Orlando Figès décrit de façon humoristique : *« Le "leader de la démocratie" était traité en VIP, avec une garde armée devant sa suite de l'hôtel National ; une série de banquets fut donnée en son honneur. L'espoir était de le voir devenir la figure de proue d'une croisade nationale. »* Mais le Komoutch, à maints égards, n'est, selon la formule d'Orlando Figès, qu'une *"résurrection du gouvernement Kerenski, si ce n'est que ce dernier était alors exilé à Paris (...). Le Komoutch était une sorte de laboratoire spectral testant le principe central qui avait préside à la constitution et à la chute du gouvernement provisoire : l'idée que les provinces n'étaient pas mûres pour le socialisme et que la révolution ne devait donc pas aller au-delà de cette étape démocratique"* (9).

En conséquence, le Komoutch rétablit les doumas municipales et les zemstvos du régime antérieur à la place des soviets paysans, au grand mécontentement des paysans qui voient dans leurs soviets locaux l'expression de leur pouvoir et la garantie qu'ils garderont la terre ; le Komoutch rend les banques au secteur privé, constitue un conseil du commerce et de l'industrie dominé par le patronat et réduit les soviets urbains à des organismes purement consultatifs.

L'échec du Komoutch, qui réussit à mécontenter tout le monde, aboutit à la création d'un pseudo-Directoire, dominé par les S-R, installé dans un wagon dans la gare d'Omsk, d'où il prétend exercer un pouvoir plutôt fantôme. Le 18 novembre 1918, l'amiral Koltchak renverse le Directoire S-R, accusé de complot. Tchernov organise la lutte des S-R contre Koltchak. Les troupes de ce dernier l'arrêtent, mais les officiers du corps des Légionnaires tchèques, mili-

(8) *Revolioutsionnaia Rossia*, 1920 , n° 1, annexe p. 1.
(9) Orlando Figès, *op. cit.*, tome 2, pp. 1053-1054.

tairement supérieurs aux régiments de Koltchak, exigent et obtiennent sa libération.

Certains S-R proposent de collaborer avec l'Armée rouge contre les généraux blancs (Koltchak, Denikine, Ioudenitch, etc.). Tchernov s'y oppose, mais soutient la décision du 9e conseil des S-R tenu à Moscou les 18-19-20 juin 1919, qui décide de mettre fin à la lutte armée contre le pouvoir soviétique.

En 1920, la direction du PSR confrontée, à la difficulté croissante de se procurer du papier pour publier son journal *Revolioutsonnaia Rossia* ("La Russie révolutionnaire"), décide de transférer la rédaction à Prague, où Tchernov s'installe pour en organiser la publication et pour mettre en place une délégation étrangère du PSR.

Le non des insurgés de Cronstadt

Lorsque, au début de mars 1921, les marins de Cronstadt se soulèvent et forment un comité révolutionnaire, Tchernov se précipite à Revel, en Estonie, et adresse un radiogramme au comité révolutionnaire : *"Le président de l'Assemblée constituante, Victor Tchernov, adresse ses salutations fraternelles aux camarades héroïques, matelots, soldats de l'Armée rouge et ouvriers, qui, pour la troisième fois depuis 1905, se sont levés pour secouer le joug de la tyrannie. Il offre des renforts en hommes et des vivres fournis par les coopératives russes à l'étranger. Faites-nous savoir ce qu'il vous faut et en quelles quantités. Je suis prêt à venir en personne pour placer mes forces et mon autorité au service de la révolution du peuple"* (10).

Ce message grandiloquent ne manque pas de sel quand on se souvient qu'en juillet 1917, un groupe de marins de Cronstadt avait tenté de s'emparer de Tchernov et de lui faire un mauvais parti. Mais Tchernov pensait sans doute, lui aussi, que les marins de 1921 n'étaient plus ceux de 1917.

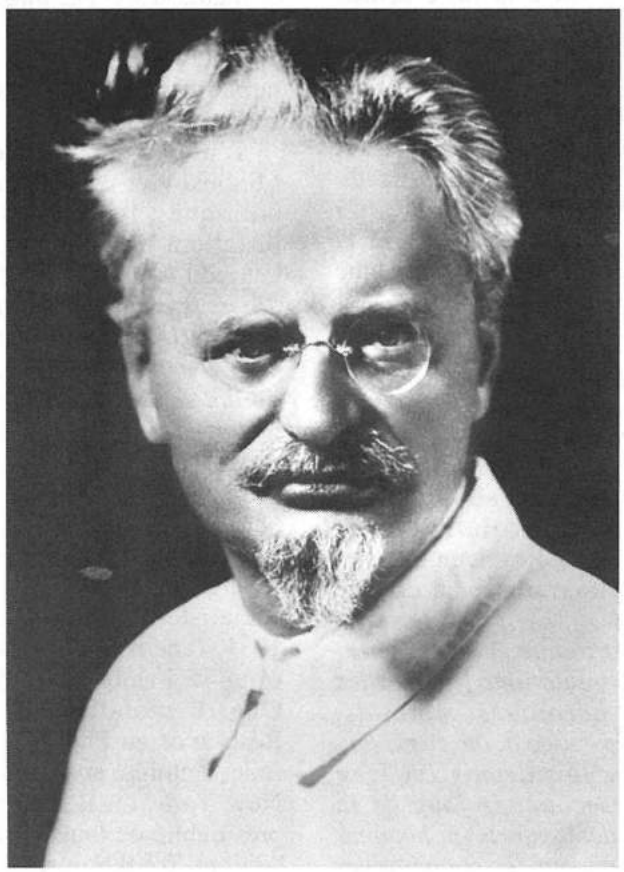
Sa proposition avait un double aspect embarrassant pour le comité révolutionnaire. Il se réclamait de l'Assemblée constituante, dont la majorité des insurgés ne voulaient pas entendre parler, et, ensuite, les S-R de droite avaient participé à des gouvernements de coalition antibolcheviques avec des blancs. Le comité, dans sa réponse du 13 mars, *"estime de son devoir de remercier le camarade Tchernov de sa proposition, mais lui demande de s'abstenir provisoirement de venir, en attendant que la situation soit clarifiée. Pour le moment, sa proposition est prise en considération"* (11). Les *Izvestia de Cronstadt* ne publient ni son appel ni la réponse du comité.

L'aide humanitaire envisagée par Milioukov et par Tchernov est purement politique ; le dirigeant S-R Zenzinov, installé à Prague, l'explique dans une lettre du 8 mars à l'un de ses camarades : *"Si nous pouvions maintenant envoyer du ravitaillement à Cronstadt, nous pourrions l'annoncer au monde entier. Et quand la Russie soviétique saura que Cronstadt libérée des bolcheviks a aussitôt reçu du ravitaillement de l'Europe, ce serait une étincelle dans un baril de poudre"* (12).

A la fin des années 1920, la délégation étrangère des S-R se disloque. Le Parti socialiste-révolutionnaire disparaît. En 1931, Tchernov quitte la Tchécoslovaquie pour la France. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance en France. Une fois la guerre finie, il émigre aux Etats-Unis, s'installe à New York, où il meurt en 1952, à peu près oublié de tous. L'année suivante, les éditions Tchekhov, à New York, publient ses souvenirs, *Pered Bouriei* ("Avant la tempête"), qui couvrent la période de son existence jusqu'à son départ de Russie, en 1920.

Jean-Jacques Marie

(10) Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Fayard, 2005, p. 279.
(11) *Ibidem*, p. 280.
(12) *Ibidem*, p. 280.



Léon Trotsky

Léon Trotsky

Une image faussée...

En dehors de quelques dinosaures staliniens ou de quelques résidus du *Livre noir du communisme* dont il est inutile de citer ici les noms, l'image de Trotsky la plus largement véhiculée reprend en gros, avec quelques vagues nuances, celle diffusée par Isaac Deutscher dans sa trilogie : *Le prophète armé, Le prophète désarmé* et *Le prophète exilé*. L'indubitable talent de narrateur de Deutscher ne doit pas faire oublier que cet historien a présenté la critique du "socialisme dans un seul pays" stalinien comme une querelle byzantine relevant du sexe des anges, qu'il a toujours développé l'idée que la bureaucratie stalinienne allait se réformer, se démocratiser et parachever la révolution, inachevée (titre de son dernier ouvrage), et qu'il concluait sa biographie de Staline par ces lignes éclairantes, qu'il maintint dans ces rééditions successives : *"La meilleure part de l'œuvre de Staline durera certainement plus longtemps que lui (...). Afin de sauvegarder* (sic !) *cette œuvre pour l'avenir, l'Histoire devra peut-être* (peut-être seulement ! on voit que Deutscher n'est ni difficile ni exigeant !) *encore purifier et remodeler l'œuvre de Staline"* (1).

Trotsky, dans cette vision, devient un prophète désarmé à partir d'octobre 1923, c'est-à-dire une sorte de Don Quichotte constamment condamné à la défaite et qui finit par se perdre dans des querelles de chapelles sans véritable but ni raison.

Imaginons un instant qu'il ait trouvé la mort à cette date, au moment même où Lénine est réduit au silence.

Que serait-il resté de lui ?

Le souvenir de l'éphémère président du soviet de Pétersbourg (dont il fut coprésident pendant une brève semaine, du 26 novembre au 3 décembre 1905, date de son arrestation), de son remarquable discours au procès des membres du soviet en octobre 1906, où il démonta le caractère liberticide du régime tsariste, justifia l'insurrection contre lui comme une nécessité engendrée par ce régime lui-même, qui lui valut la condamnation au bagne à vie.

On aurait sans doute oublié pour l'essentiel le combat qu'il mena contre Lénine de 1903 à 1914, qui ne ressortit des oubliettes qu'à partir de 1923, lorsque le triumvirat Kamenev-Staline-Zinoviev voulut écraser l'Opposition de gauche en lui attribuant l'héritage des vieilles querelles.

On aurait gardé ensuite le souvenir du rallié au bolchevisme (en août 1917), devenu le second de Lénine, l'homme qui organisa l'insurrection imposée politiquement par Lénine à son comité central rétif, puis l'homme de Brest-Litovsk l'auteur du fameux slogan *"Ni guerre ni paix"*, qu'il voulut appliquer, selon Lénine, trop longtemps.

Puis, le fondateur d'une Armée rouge de soldats-paysans, mal armée, mal vêtue, mal chaussée, souvent rongée par l'indiscipline, la désertion et la corruption des bureaux, mais qu'il mena pourtant à la victoire avec le concours de chefs militaires improvisés et d'officiers tsaristes, l'homme qui parcourut les fronts sur son train blindé, l'auteur du *Manifeste de fondation de l'Internationale communiste*, l'homme qui, en 1920, pour tenter de relever une industrie ruinée et sauver un "communisme de guerre" en crise, proposa de militariser les syndicats pour relever une production à peu près réduite à zéro, engagé avec Lénine dans une longue polémique aujourd'hui difficilement compréhensible sur les syndicats, puisque les deux hommes se prononçaient alors pour leur "militarisation" ; celui qui prit la responsabilité politique de la répression de l'insurrection de Cronstadt et figure sur le Testament de Lénine comme étant *"l'homme le plus capable du comité central"*... tous mo-

(1) Isaac Deutscher, *Staline*, Club du meilleur livre, 1961, pp. 588-589.

ments d'une histoire en partie révolue.

Bref, on garderait de lui à peu de chose près une image semblable à celle d'un Jacob Sverdlov, grand orateur de masse, organisateur de l'armée pendant que Sverdlov organisait (pas très bien, d'ailleurs) l'appareil du parti, un Sverdlov qui aurait eu un apport théorique et rédigé les fondements avec Parvus de la théorie de la révolution permanente et dont resterait un seul ouvrage, *Bilans et Perspectives*, ébauche certes remarquable, mais ébauche seulement de la théorie de la révolution permanente qu'il développera et enrichira dans un ouvrage publié en 1930.

Un homme du présent

Cette vision s'est à ce point imposée qu'un historien critique de la bureaucratie, dont il ne pensait pas qu'elle puisse ni se réformer ni se démocratiser, comme Pierre Broué, consacre dans sa biographie de Trotsky trente-quatre pages à Trotsky *"bâtisseur d'armée"* (pp. 237 à 270) contre une petite page à la grève générale de juin 1936 (p. 815), où Trotsky voyait le début de la révolution française trahie par les partis communiste et socialiste, et quatre pages seulement à la proclamation de la IVe Internationale de 1936 à 1938 (pp. 911 à 914)

Or si Trotsky appartient toujours au présent, ce n'est nullement parce qu'il aurait prophétisé l'avenir ni parce qu'il a parcouru tous les fronts de la guerre civile dans son train blindé, c'est à cause du combat qu'il a engagé à partir d'octobre 1923, et qu'il a poursuivi et amplifié jusqu'à sa mort dans des conditions de plus en plus dramatiques, contre la bureaucratie stalinienne et pour construire une organisation internationale capable d'aider la classe ouvrière mondiale dans sa volonté de s'émanciper du joug du capital. Pour cette activité inlassable, il a vu décimer, salir, craquer et mourir ses proches, à commencer par son fils aîné, Léon, et son second fils, Serge, apolitique, condamné à mort à huis clos et fusillé le 25 octobre 1937 sans qu'il l'ait jamais su, puis ses collaborateurs, à commencer par ses secrétaires et en poursuivant par ses amis comme Christian Rakovsky.

Ce combat a débouché sur la proclamation de la IVe Internationale, soumise depuis sa naissance à de multiples entreprises extérieures (la chasse aux trotskystes organisée par le Kremlin, par les Etats fascistes et les diverses dictatures) et intérieures de dislocation qui l'ont affaiblie, mais pas détruite ; il a aussi engendré ses œuvres majeures : *Europe et Amérique, La Révolution défigurée (ou L'école stalinienne de falsification), La Révolution permanente,* l'*Histoire de la révolution russe*, ses divers écrits pour le front unique contre Hitler en Allemagne, *La Révolution trahie* (dont la lecture est indispensable à qui veut comprendre les raisons de la chute de l'URSS), *Le marxisme et notre époque, Leur morale et la nôtre,* le *Programme de transition,* l'ensemble des textes rassemblés dans *Défense du marxisme, Le Manifeste d'alarme.*

De l'Opposition de gauche...

Il engage son combat en 1923 dans une lettre au comité central du 8 octobre, où il dénonce *"le système de la nomination des responsables dans le parti (...), la bureaucratisation de l'appareil du parti qui s'est développée dans des proportions inouïes avec les méthodes de sélection employées par le secrétariat (...), la très large couche de permanents qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leur opinions politiques personnelles ou du moins à leur expression ouverte"*. Pour *"la large masse des adhérents du parti, chaque décision apparaît sous forme d'ordres ou de sommations"* (2). Il rédige un long article intitulé Cours nouveau, publié dans la *Pravda*. Trotsky, dénonçant le bureaucratisme du parti et de l'Etat, définit l'axe central de sa bataille : *"Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée"* (3), ce qui doit se traduire comme en 1917 par l'élection

(2) *Izvestia TsK KPSS,* n° 5, mai 1989, p. 170. Jean-Jacques Marie, *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, Seuil, 1967, pp. 300-301.

de tous les responsables à tous les niveaux, systématiquement remplacée alors par leur nomination par en haut. Il affirme ainsi une règle : un parti n'est révolutionnaire que si l'appareil est son exécutant, non son maître. Il pose enfin un diagnostic qui fait hurler l'appareil : le parti, qui n'est qu'un instrument et non un absolu, peut dégénérer. Il dénonce *"la dégénérescence bureaucratique des mœurs et des rapports dans le parti"* (4). Le "bureaucratisme" du parti n'est plus comme chez Lénine un ensemble de comportement et de mœurs bureaucratiques héritée du vieil appareil d'Etat tsariste, mais un mode de fonctionnement qui peut déboucher sur une dégénérescence du Parti communiste comme celle de la social-démocratie. Il affirme, lui : *"Le bureaucratisme du parti n'est pas une survivance en voie de disparition de la période antérieure ; c'est au contraire un phénomène essentiellement nouveau, découlant des nouvelles tâches, des nouvelles fonctions, des nouvelles difficultés et des nouvelles fautes du parti"* (5).

Trotsky ne caractérise pas encore la bureaucratie qui se constitue dans le parti et l'Etat comme une caste parce que les éléments qui contribueront à cette définition ne sont pas encore cristallisés et que cette cristallisation dépend de facteurs qui ne sont pas seulement internes à l'Union soviétique, mais sont liés aux perspectives de la révolution mondiale : la révolution triomphera-t-elle ou non en Allemagne ? Cette cristallisation commence à prendre une forme politique ou idéologique lorsque Staline proclame en décembre 1924 la *"possibilité de construire le socialisme dans un seul pays"* indépendamment de la révolution mondiale ; c'est pourquoi, après une période d'accalmie, Trotsky reprend la lutte de l'Opposition, en union avec Zinoviev et Kamenev, en août 1926, au moment où la révolution se développe en Chine. La direction du Parti communiste russe et de l'Internationale (Staline et Boukharine) soumettent la révolution chinoise à une alliance avec le maréchal nationaliste bourgeois Tchang Kaï-chek, nommé par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste et qui écrase dans le sang les grévistes de Shanghai en avril 1927.

La défaite de la révolution chinoise entraîne la dislocation de l'Opposition unifiée, Kamenev et Zinoviev décidant de capituler devant Staline pour rester dans le Parti communiste stalinisé. Exilé à Alma-Ata (janvier 1928), Trotsky poursuit le combat de l'Opposition de gauche ; son refus de l'interrompre, comme l'exige Staline, entraîne en février 1929 son exil en Turquie, où il constitue l'Opposition de gauche internationale.

... au combat pour le front unique ouvrier contre Hitler

Après la crise financière de 1929, qui secoue le globe, le danger nazi menace l'Allemagne, où le nombre de chômeurs croit comme une avalanche. Sur ordre du Kremlin, le KPD (PC allemand) dénonce la social-démocratie comme l'ennemi principal avec des slogans du genre : *"L'arbre du national-socialisme ne doit pas masquer la forêt social-démocrate."* Trotsky multiplie les articles et les brochures appelant au combat pour la réalisation du front unique KPD-SPD. L'Opposition de gauche allemande est trop faible pour mener ce combat à l'échelle de toute l'Allemagne. Staline ne ménage aucun effort pour le saboter, y compris l'infiltration d'agents du Guépéou dans l'opposition allemande pour tenter de la disloquer.

Le 22 mai 1932, Trotsky lance un cri d'alerte : *"Si les organisations les plus im-portantes de la classe ouvrière allemande poursuivent leur politique actuelle, je crois que la victoire du fascisme sera assurée presque automatiquement, et cela dans un laps de temps relativement court."* Le journal du PC daté du 15 août 1932, *Die Rote Aufbau*, dénonce *"la proposition fasciste de Trotsky d'une unité du PC et du PS allemands (...), théorie d'un fasciste débridé et contre-*

(3) *Cours nouveau*, 10-18, 1963, p. 147.
(4) *Ibidem*, p. 153.
(5) *Ibidem*, p. 36.

révolutionnaire. C'est l'idée la plus dangereuse et la plus criminelle que Trotsky ait jamais avancée au cours de ses dernières années de propagande contre-révolutionnaire." Thälman le répète en septembre au comité exécutif du Comintern.

Constatant que le PC allemand s'est effondré sans combat malgré les aspirations de la classe ouvrière allemande, Trotsky s'interroge sur l'avenir de l'Internationale communiste. La réponse ne tarde guère : le 1er avril, l'Allemand Fritz Heckert affirme au comité exécutif de l'Internationale : les faits ont confirmé la nature contre-révolutionnaire de la "plate-forme" de Trotsky, le *"social-hitlérien qui voulait prouver que fascisme et social-démocratie ne sont pas jumeaux, mais antipodes"*, et le comité exécutif unanime juge *"absolument correcte la politique menée par la direction du KPD (...) avant et pendant la prise du pouvoir par le fascisme"* (6).

La faillite totale de l'Internationale communiste

Après cet aval donné par l'Internationale à une politique qui a ouvert la voie du pouvoir à Hitler, Trotsky constate le 20 juillet 1933 la faillite totale de l'Internationale communiste, dont il avait été l'un des principaux constructeurs. *"L'Internationale communiste est morte pour la révolution"*, elle n'est plus qu'un cadavre. Elle a poussé l'un de ses principaux partis à capituler sans se battre devant le nazisme. Elle a obéi à l'interdiction, imposée par Moscou, de discuter les raisons de la victoire de Hitler, qui met en jeu l'avenir même de la civilisation humaine. Aucun organe d'un parti communiste n'a enfreint l'interdit. Nul ne demande un congrès pour en débattre. *"Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie démontre par là même qu'elle est morte comme organisation de la classe ouvrière, qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera."* Elle ne peut donc plus être réformée, une nouvelle Internationale est nécessaire. Il n'est donc plus question d'être des opposants dans ses partis. Et il annonce la nécessité de construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale : *"Il faut construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale (...). Il ne s'agit pas de proclamer immédiatement de nouveaux partis et une Internationale indépendante, mais de les préparer."* Certes, *"il est impossible de la proclamer; la perspective est encore de la construire. Mais l'on peut et l'on doit dès aujourd'hui proclamer la* ***nécessité*** *de créer la nouvelle Internationale."* Les forces sont minces. Certes, mais il faut d'abord définir ce qui est et ce qu'il faut faire. Il prédit : *"La clique stalinienne ne peut dominer qu'en détruisant le parti en URSS."* Le processus alors seulement amorcé va culminer dans la terreur de masse contre le parti stalinisé, ses cadres et ses militants, de 1934 à 1938 (7).

La nécessité de défendre l'URSS et son système social ne saurait signifier la défense de l'Internationale. L'URSS est un complexe d'institutions sociales, l'Internationale est un simple appareil sans autre base sociale que la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin, pour défendre ses intérêts nationaux spécifiques, l'a transformée en instrument de combat contre la révolution mondiale et finira par la dissoudre en 1943.

Cette orientation et la crise sociale et politique qui ravage l'URSS poussent Staline et son appareil policier à organiser la lutte contre le "trotskysme" par la calomnie, l'intimidation, la terreur et l'assassinat, afin de lui interdire de trouver le lien avec une classe ouvrière que la victoire du fascisme en Allemagne après l'Italie pousse à se dresser contre le capital, vers la gauche. Cette politique terroriste va culminer dans les procès de Moscou (août 1936, janvier 1937 et mars 1938), qui dénoncent dans les trotskystes ou supposés tels des terroristes et espions agents de la Gestapo, du Japon, de l'Intelligence Service, etc.

(6) Léon Trotsky, *Œuvres*, EDI Paris, tome 1, p. 49.
(7) *Ibidem*, pp. 253 et 259-260.

Cette campagne vise à terroriser tout le mouvement ouvrier, et d'abord les partis communistes. L'émigré russe Baranetski expliquera en 1938 : *"Chaque communiste est en fait un trotskyste potentiel. Et l'achèvement effectif (et pas seulement apparent) de la lutte contre le trotskysme ne peut être obtenu qu'en surmontant le parti communiste lui-même."* Les plus dangereux adversaires de Staline et de son groupe se trouvent, écrit-il, *"à l'intérieur du parti lui-même"* (8). Tout communiste, même ayant soutenu et soutenant Staline contre Trotsky, reste en effet attaché au système social issu de la révolution et peut donc aspirer à étendre cette dernière : l'enthousiasme de milliers de jeunes communistes désireux de s'engager en Espagne lors de la révolution de 1936 en sera un témoignage éclatant. Tout communiste est donc suspect d'être un adversaire potentiel de la caste bureaucratique et menacé d'être exclu, arrêté, condamné, déporté ou fusillé sous l'étiquette de "trotskyste", même s'il la rejette. C'est le sort que connaîtront les vieux cadres bolcheviques. Lorsque, le 11 novembre 1937, Staline annoncera aux dirigeants de l'Internationale communiste sa décision de liquider le Parti communiste polonais, il leur déclarera : *"Il faut chasser les trotskystes, les fusiller, les détruire"* (9). Pourtant, aucun des dirigeants polonais abattus à Moscou ne l'était.

Qu'est-ce que l'URSS ? Et où va-t-elle ?

La "nature de l'URSS" soulève en permanence une discussion récurrente dans le mouvement trotskyste. En 1935, dans *L'Etat ouvrier, thermidor et bonapartisme*, Trotsky souligne : *"La bureaucratie (...) s'élève au-dessus des masses travailleuses"*, exclues du pouvoir politique et privées de toute représentation politique propre (10). Elle n'a cependant pas renversé les bases économiques et sociales créées par la révolution (expropriation du capital, propriété d'Etat, monopole du commerce extérieur, planification de l'économie), qui doivent être défendues contre le capitalisme et toute tentative de restauration. Ces transformations économiques radicales, bases sociales du système, ne sont pas détruites : elles sont tombées sous le contrôle politique d'une caste bureaucratique parasitaire (c'est-à-dire qui n'occupe aucune place dans le processus de production), qui les confisque à son profit et entrave leur développement. C'est pourquoi Trotsky qualifie l'URSS d'*"Etat ouvrier dégénéré"* ; la révolution à y réaliser devra donc être "politique" (c'est-à-dire chasser la bureaucratie du pouvoir) et non sociale (elle n'aura pas à modifier les formes de propriété) (11).

Trotsky précise cette analyse dans *La Révolution trahie*. Il y donne de l'URSS une définition fondée sur neuf aspects caractéristiques qui reflètent des réalités en mouvement. La bureaucratie n'est pas une classe sociale dominante *"parce qu'elle n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété"* ; ses membres n'ont pas encore pu, comme ils y aspirent, donner de base stable à leurs privilèges liés à la seule dictature politique de leur caste, et donc instables. Si elle demeure à la tête de l'Etat, la bureaucratie devra *"inévitablement chercher appui dans les rapports de propriété"*, c'est-à-dire rétablir la propriété privée. *"Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante"*, bref, une nouvelle bourgeoisie. La restauration du capitalisme en URSS mènerait à une catastrophe économique et sociale. *"La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée, et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée (...), avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture"* (12). Tant que la bureaucratie ne s'engage pas dans cette voie, elle défend à sa manière (la pire qui soit) les conquêtes économiques de

(8) *Tretia Sila*, n° 8, 1938, pp. 35-36.
(9) G. Dimitrov, *Journal*, Belin, 2005, p. 206.
(10) Léon Trotsky, *La nature de l'URSS*, *op. cit.*, pp. 217 et 233, et *Œuvres*, tome 5, pp. 71 et 86.
(11) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 5, pp. 71 et 86.
(12) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, Paris, 10-18, p. 253.

la révolution. Cette dégénérescence, souligne Trotsky, n'est pas un phénomène exceptionnel dans l'histoire : *"L'Eglise chrétienne, qui a commencé comme un mouvement de pêcheurs, de charpentiers, d'opprimés et d'esclaves, en est arrivée à bâtir une hiérarchie puissante, riche et cruelle. C'est ce qui est arrivé, sous nos yeux mêmes, aux partis de la IIe Internationale"* (13).

Le Front populaire pour la propriété privée contre la révolution

Au printemps 1936, un peu partout en Europe, les masses ouvrières se dressent contre leurs gouvernements.

En Pologne, grève générale et manifestation à Cracovie le 22 mars, puis les mineurs du sud du pays se mettent en grève. Trois semaines plus tard, la grève submerge Lodz, grand centre de l'industrie textile, et Lvov, où les grévistes barrent les rues de barricades que la police à cheval prend d'assaut, tuant douze manifestants. Les conducteurs de tramway y décréteront la grève à la fin de mai. Le 30 mars, à Zagreb, en Yougoslavie, la police tire sur une manifestation ouvrière qui tourne à l'émeute. Le 26 avril, une grève du bâtiment submerge la Pologne. Les 8 et 9 mai, trois semaines après l'arrivée au pouvoir du général Metaxas, une grève des ouvriers du tabac tourne à la grève générale à Salonique, au nord de la Grèce.

En France, le 11 mai 1936, au lendemain de la victoire électorale du Rassemblement populaire, les ouvriers de Bréguet, au Havre, exigent la réintégration de deux ouvriers licenciés pour refus de travailler le 1er Mai, débraient, occupent l'usine et obtiennent satisfaction. C'est le début d'une immense vague de grèves : le 26 mai, les ouvriers de Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, exigent la semaine de 40 heures et occupent leur usine ; c'est le début d'une marée d'occupations d'usines spontanées ; puis, la grève embrase l'industrie chimique, l'alimentation, le textile, les transports, l'ameublement, la restauration et l'hôtellerie, le Livre, la serrurerie, les laboratoires pharmaceutiques, le bâtiment, le gaz et même l'orfèvrerie !

Les grévistes, au nombre de deux millions le 9 juin, veulent quelque chose de plus profond. Ce jour-là, sous le titre *"La révolution française a commencé"*, Trotsky, depuis Vexhall, en Norvège, commente ce mouvement profond *"qui brise les cadres professionnels corporatifs et locaux en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat (...). Dans la grève s'exprime avant tout la méfiance ou le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité de briser les obstacles et de venir à bout de ses tâches"* (14). Le Front populaire vise à les faire rentrer dans le rang. Dès le 26 novembre 1935, Trotsky expliquait à propos de la France : *« Le "Front populaire" est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, en la personne du Parti radical et d'une série de pourritures de la même espèce et de plus petite taille"* (15) (comme, par exemple, le parti de Marcel Déat...).

Après l'explosion de la révolution en Espagne en réponse du coup d'Etat franquiste les 17 et 18 juillet 1936, Trotsky explique : *"Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaristes, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme"* (16).

Ainsi, le 27 juin 1936, Jacques Duclos explique dans *L'Humanité* : *"Les radicaux ont raison quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin (...), quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée."* Le Front populaire part ainsi des besoins du Kremlin, désireux de forger une alliance contre le danger allemand. Pour se concilier Londres et Paris, Staline s'engage, à travers les Partis communistes, à

(13) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 19, pp. 40-41.
(14) *Ibidem*, tome 10, p. 79.
(15) *Ibidem*, tome 7, p. 18.
(16) *Ibidem*, tome 10, p. 277.

interdire toute atteinte à la propriété privée des moyens de production et aux banques. Pour les mêmes besoins, le PC italien fait la cour aux fascistes italiens. Dans un appel du 1er août 1936, signé par son secrétaire, PalmiroTogliatti, alors à Moscou, et qui organisera la chasse aux "trotskystes" en Espagne, appelle les *"fascistes de la vieille garde"* et *"de la jeune garde"* à appliquer en commun avec lui le programme fasciste de 1919, qualifié de *"programme de progrès social, de paix et de liberté"* (17).

En France, puis en Espagne, sur ordre de Moscou, les Partis communistes se dressent donc en défenseurs de la propriété privée et dénoncent ceux qui veulent y mettre fin comme trotskystes agents de Franco et d'Hitler. Le 29 mai, dans *L'Humanité,* le secrétaire à l'organisation du PCF, Marcel Gitton, provocateur policier, déclare : *"Les travailleurs veulent des conditions plus humaines. C'est tout."* Rien de plus et rien d'autre... Et il dénonce *""toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés".*

Face à la guerre...

Au début de mars 1939, un groupe palestinien sympathisant de la IVe Internationale pose à Trotsky la question : dans la guerre imminente, faudra-t-il se ranger du côté des démocraties face aux pays fascistes ? Trotsky leur répond : que signifie le camp des démocraties ? *"Où placerons-nous la Pologne, la Roumanie, l'actuelle Tchécoslovaquie (par ailleurs, progermaniques) et un certain nombre d'autres puissances de second et de troisième ordres ?"* En Roumanie, le roi Carol a supprimé le Parlement et instauré le parti unique en1938, en Tchécoslovaquie, le régime à poigne du général Sirovy, soutenu par le Parti communiste, interdit ce dernier quelques semaines plus tard. La camarilla réactionnaire au pouvoir en Pologne, ravagée par l'antisémitisme, a instauré un régime autoritaire. Les démocraties sont de plus gangrenées par une fascisation rampante. Le ministre de l'Intérieur socialiste, Serol, du gouvernement Daladier dissoudra, en toute démocratie, le 26 septembre 1939, les organisations dites communistes : le parti du même nom, le groupe trotskyste, les anarchistes ! Le camp des démocraties, insiste Trotsky, comporte les centaines de millions d'esclaves colonisés, opprimés, bâillonnés et surexploités que leurs maîtres n'ont nullement l'intention de libérer. Et il interpelle les partisans de la défense de ce camp face au fascisme : *"Les 360 millions d'Indiens doivent-ils renoncer à toute tentative d'utiliser la guerre pour leur propre libération ? Or leur insurrection en pleine guerre contribuerait sans doute à la défaite de la Grande-Bretagne"* (18). En cas d'insurrection aux Indes en pleine guerre, les ouvriers anglais devraient-ils soutenir le mouvement des Indiens ? Il répond oui.

La crainte de la révolution

A l'approche de la guerre, les gouvernants se rappellent qu'août 1914 a débouché sur octobre 1917 en Russie, sur novembre 1918 en Autriche et en Allemagne, sur mai 1919 en Hongrie. Le 25 août 1939, Robert Coulondre, ambassadeur français à Berlin, déclare à Hitler pour le dissuader d'envahir la Pologne : *"J'ai la crainte qu'à l'issue d'une guerre, il n'y ait qu'un vainqueur : monsieur Trotsky"*, symbole d'une révolution dont beaucoup craignent qu'elle ne jaillisse de la guerre prochaine. Hitler objectera simplement : *"La faute à qui ?"* (19).

Staline décide donc de faire assassiner Trotsky. Beria explique à l'agent du NKVD Soudoplatov, chargé d'organiser son assassinat : *"Trotsky et ses partisans représentent un grave danger pour l'Union soviétique, car ils rivalisent avec nous pour devenir l'avant-garde de la révolution communiste"* (le Trotsky agent de la Gestapo n'est bon que pour

(17) *Stato Operaio*, n° 8, août 1936, p. 9, et Cahiers du mouvement ouvrier, n° 4, décembre 1998, p. 112.
(18) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 20, pp. 217-218.
(19) *Livre jaune français*, ministère des Affaires étrangères, Paris, p. 316.

la propagande). Staline lui déclare : *"Si on élimine Trotsky, tout danger disparaîtra."* Il lui répète plus tard : une fois Trotsky éliminé, *"nous n'aurons plus besoin de dépenser de l'argent pour combattre les trotskystes et les empêcher de détruire le Comintern ou de nous détruire"* (20).

Après avoir assassiné son fils aîné, Léon Sedov, à Paris, en février 1938, le NKVD (nouveau nom du Guépéou depuis 1934) parvient à ses fins le 20 août 1940, le jour où Mercader tue Trotsky d'un coup de piolet. L'assassinat de Trotsky est un succès de Staline, mais il est aussi un échec : en le tuant, Staline escomptait liquider la IV[e] Internationale. Certes, cette dernière est profondément affaiblie par le meurtre de Trotsky au moment même où le déchaînement de la guerre rend difficile l'action des trotskystes et paralyse leurs liaisons internationales. Mais Staline, qui parviendra sans difficulté à liquider les débris de la III[e] Internationale en mai 1943, avec l'accord de tous ses dirigeants serviles, et à préparer la chute de l'URSS en empêchant la révolution en Europe au lendemain de la guerre, n'a pas réussi sur ce point à atteindre l'objectif qu'il avait fixé à ses tueurs.

Jean-Jacques Marie

(20) Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, Le Seuil, 1995, pp. 99 et 109.

Texte

"L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique tout en améliorant lentement la condition des travailleurs continue à former une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs."

Dans quel sens peut évoluer une société déchirée par des contradictions aussi brutales, et donc instable ? Dans deux sens opposés : *"g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur le terrain national et international"*

La Révolution trahie (pp. 256-257)

Le Bund et la révolution russe

A peine la Pologne devint-elle indépendante en novembre 1918 que se formèrent des conseils ouvriers dans les grandes villes industrielles et à Varsovie.

I) Lors de la réunion plénière du conseil ouvrier de Varsovie en janvier 1919, la délégation du Bund soumit la résolution suivante :

« Le conseil ouvrier de Varsovie se réunit à un moment très important dans la vie du prolétariat international en général et du prolétariat de notre pays en particulier. La fin de l'horrible guerre mondiale est proche. Quatre années de guerre ont engendré une terrible destruction de la vie humaine. Il est impossible de se débarrasser de cet héritage dans les cadres du système capitaliste. La tâche brûlante du moment, la condition impérative de la survie, la lutte à la vie et à la mort pour les masses ouvrières épuisées devient la réalisation immédiate et directe du socialisme.

Ce but ne peut être atteint que par l'effort uni et unifié du prolétariat international tout entier. Le chemin qui mène à ce résultat est la révolution ouvrière, qui transférera le pouvoir dans les mains du prolétariat. Le prolétariat des pays vaincus s'est déjà engagé sur cette voie ; le prolétariat des pays vainqueurs devrait s'y engager lui aussi tôt ou tard.

En Pologne, le prolétariat commence son combat pour la liberté dans des circonstances extrêmement difficiles. La guerre a démoli la classe ouvrière de notre pays jusque dans ses fondements. Le massacre qui a disloqué le monde antérieur, le chômage, la misère, les épidémies, l'agiotage sur la nourriture et les activités de marché noir, la politique effroyable des occupants et leur "émigration" forcée ont détruit le prolétariat. Dans ces circonstances, les conseils ouvriers qui se constituent ont comme première tâche d'organiser les travailleurs dispersés pour défendre les intérêts du prolétariat dans sa lutte contre l'exploitation et de défendre les masses ouvrières contre l'offensive des groupes contre-révolutionnaires nationaux. L'un des moyens de cette lutte doit être la force armée rassemblée sous la direction immédiate du conseil ouvrier.

Le conseil ouvrier doit résister jusqu'au bout aux actions sinistres des réactionnaires qui s'appuient sur les instincts les plus bas des couches arriérées et qui poussent à la haine nationale en s'efforçant de noyer le mouvement des masses ouvrières vers la liberté dans les pogromes anti-juifs.

Les conseils ouvriers doivent conduire la lutte politique du prolétariat visant à permettre aux masses ouvrières des cités et des villes de s'emparer du pouvoir afin de réaliser l'idéal du prolétariat : le socialisme. Ils doivent devenir le foyer de la révolution internationale du prolétariat. Les travailleurs juifs se battront pour leur émancipation définitive, pour un ordre socialiste mondial, la main dans la main avec la classe ouvrière polonaise. Ils auront le soutien des conseils ouvriers de la classe ouvrière polonaise dans leur combat pour les droits nationaux de la langue juive et pour leur autonomie nationale et culturelle, à laquelle la bourgeoisie polonaise s'oppose obstinément. »

•
• •

II) Le gouvernement polonais, soutenu par Londres et Paris, était l'un des avant-postes du combat des alliés contre la Russie soviétique.

En réaction à cette réalité, le Bund présente à la réunion du conseil ouvrier de Varsovie du 4 mars 1919 — au moment même où l'offensive de l'amiral Koltchak en Sibérie et les insurrections en Ukraine semblent menacer l'existence

même de la Russie soviétique — une résolution manifestant son hostilité à la poursuite de la guerre contre la Russie soviétique, dans laquelle la France et l'Angleterre poussent la Pologne, et sa solidarité avec la République soviétique contre cette guerre :

"A la fin de la Grande Guerre mondiale, les gouvernements de la coalition victorieuse ont été les seules forces qui ont décidé la formation politique de l'Europe. L'indépendance des autres nations n'a été qu'un masque dissimulant leur complète soumission à la volonté de l'impérialisme des gouvernements occidentaux qui taillent les nouvelles nations et définissent leurs frontières en accord avec leurs propres intérêts.

Seule la classe ouvrière, dont la politique ne la lie pas à la coalition des vainqueurs, peut combattre ce capitalisme international qui contrecarre les droits des peuples à déterminer leurs propres destinées. Cette lutte doit être une lutte pour le socialisme, une lutte de classe qui exclut tout accommodement ou tout compromis avec les éléments bourgeois.

*Pour cette raison, l**e conseil ouvrier de Varsovie condamne toute guerre menée par les gouvernements bourgeois, y compris la guerre menée en ce moment par le gouvernement polonais,** particulièrement depuis que cette guerre doit, selon la logique du capitalisme, devenir une guerre impérialiste visant à domestiquer et asservir les peuples. La Pologne bourgeoise actuelle ne dissimule plus ses plans visant à renforcer le pouvoir des propriétaires fonciers en Lituanie et en Biélorussie. La Pologne a été contrainte de remplir cette mission sous le prétexte de protéger le monde capitaliste tout entier de la peste bolchevique, mais en réalité, la Pologne a été poussée à faire la guerre au mouvement ouvrier tout entier.*

Le conseil ouvrier de Varsovie déclare qu'il combattra de la façon la plus énergique les tentatives d'étouffer la révolution russe et que cette position est indépendante de l'attitude des différents groupes d'ouvriers polonais vis-à-vis des bolcheviks eux-mêmes.

Les ouvriers ne se laisseront pas tromper par la politique néfaste du gouvernement Paderewski, qui dissimule au peuple les propositions de paix du gouvernement soviétique.

Le conseil ouvrier de Varsovie exige :

— que soit mis fin à'une politique de guerre qui mène le pays à une ruine aggravée ;

— que soient immédiatement engagées des négociations de paix ;

— que l'on cesse de continuer à verser le sang des ouvriers polonais sur l'autel du capitalisme international."

(Les passages en gras sont soulignés par la rédaction.)

•
• •

III) Le 25 mars 1919, le Bund dépose une troisième motion, qui dénonce à la fois la vague des pogromes antijuifs déclenchés par le gouvernement Paderewski ami de l'Angleterre et de la France, et la croisade antibolchevique :

"En réponse aux grèves de protestation du prolétariat à travers le pays, organisées comme un acte d'autodéfense contre la politique impudente et provocatrice du gouvernement, les réactionnaires ont répondu en déclenchant une nouvelle vague de pogromes antisémites. A Dabrowa et à Bedzin (la région minière de la Pologne), *des forces militaires sous la direction de la police militaire ont battu et humilié des travailleurs, ont tiré sur un groupe de manifestants sans armes et blessé des femmes et des enfants à coups de baïonnettes. De plus, afin de détourner l'attention des masses de leurs besoins réels et de noyer la lutte révolutionnaire du prolétariat dans une vague de haine raciale, d'ordure et de pillage, de violence et de sang, les forces réactionnaires ont organisé toute une série de pogromes antijuifs.*

En même temps qu'il combat les fauteurs moraux et physiques de ces infâmes actes de violence contre la classe ouvrière et la population juive sans défense, le conseil ouvrier de Varsovie alerte les travailleurs contre l'idée que ces actes de répression et de terreur auraient déjà atteint leur zénith.

La proposition adoptée par la majorité réactionnaire du Sejm sur la lutte contre le bolchevisme est le signe avant-coureur d'une nouvelle croisade de la bourgeoisie contre la classe ouvrière qui tente de se libérer du joug de l'esclavage capitaliste.

Le prolétariat polonais répondra à ces assauts provocateurs des forces réactionnaires avec sa volonté inentamée de remplir sa mission historique, qui consiste à émanciper l'humanité.

Le gage de la victoire de la classe ouvrière, c'est son unité et son organisation.

C'est pourquoi le conseil ouvrier de Varsovie invite les travailleurs de Varsovie et de toute la Pologne à se rassembler autour des organismes de leur lutte de classe, les conseils ouvriers, et de conduire la lutte contre la bourgeoisie en rangs serrés. C'est ainsi que nous mettrons en échec la terreur déchaînée contre le mouvement ouvrier et l'exacerbation de la haine nationale en affirmant notre solidarité de classe et notre foi dans la victoire inéluctable du socialisme."

(Emmanuel Nowogrodzki, *The Jewish labor Bund in Poland*, pp. 23 et 26-27.)

Le gouvernement provisoire russe et son appel aux Polonais du 30 mars 1917

L'éminent historien polonais Antoni Czubinski, évoquant les évènements politiques critiques (décisifs) qui se sont produits en Russie au début de 1917, a écrit dans l'un de ses nombreux travaux : *"En mars 1917 une révolution a éclaté en Russie. Les masses populaires se sont dressées contre la politique de famine, d'oppression et de guerre menée par le régime tsariste. Les chefs de la bourgeoisie russe ont décidé d'utiliser la situation révolutionnaire. La Douma dominée par eux a avancé l'exigence de réformes limitant le pouvoir autocratique du tsar. Dans cette situation, le tsar Nicolas II a publié, le 11 mars (le 26 février dans le vieux calendrier julien) un décret dissolvant la Douma ; les députés jusqu'alors dociles ne se sont pas soumis à cette décision. La Douma a poursuivi son activité ; le 12 mars (27 février), elle a désigné un comité exécutif, qui s'est transformé en gouvernement provisoire indépendant du tsar. Les ministres du gouvernement tsariste ont été arrêtés, les prisonniers politiques libérés, on a engagé des réformes et décidé en même temps de continuer la guerre. Ce bouleversement soutenu par les alliés de la Russie a vite gagné d'autres villes. Le 15 mars (2 mars) le tsar Nicolas II a été contraint d'abdiquer. La dynastie des Romanov tombait après 304 années de règne. La république ne fut proclamée que le 14 (1er) septembre de la même année. Mais dès le 14 (1er) mars étaient proclamées les libertés civiles et annoncées la convocation d'une Assemblée constituante. La Russie était devenue une république bourgeoise."*

Un autre historien polonais, Norbert Kolomejczyk a écrit à son tour : *"Le 11 mars (26 février vieux style), une grève générale des ouvriers de Petrograd dirigée par les bolcheviks s'est transformée en un soulèvement armé. Les soldats de la garnison de Petrograd ont commencé à se joindre aux ouvriers. Le 12 mars (27 février) un soviet des délégués ouvriers et soldats a été formé à Petrograd. Le tsar a perdu son trône. La révolution a balayé l'appareil de violence, partout des soviets ont commencé à se former. Cependant, trois jours plus tard, le 15 mars, la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens formaient un gouvernement provisoire. Ainsi en Russie se forma un double pouvoir : le gouvernement provisoire — organe du pouvoir de la classe des possédants, et les soviets de délégués ouvriers et soldats, l'organe du pouvoir du prolétariat et de la paysannerie."*

Indépendamment des considérations de fond citées ci-dessus et qui débouchent sur le thème de cet article, il faut souligner nettement que le régime absolutiste tsariste qui venait d'être renversé avait légué au nouveau gouvernement provisoire "révolutionnaire" en héritage un grand nombre de problèmes qui n'avaient pas été dûment et convenablement réglés, problèmes de politique intérieure et de politique étrangère. L'un de ces problèmes non dûment et convenablement réglés par le régime tsariste au cours de sa longue existence était la question polonaise, c'est-à-dire concrètement la restitution à la Pologne démembrée de l'indépendance d'Etat que le régime impérial tsariste, alliance avec la Prusse et

l'Autriche, avait brutalement et sans cérémonie arraché à la Pologne au déclin du XVIII siècle.

Chose extrêmement significative : avant que le gouvernement provisoire bourgeois s'exprime sur la question polonaise, la soviet de Petrograd le fit en premier dans un *Manifeste aux Polonais*. Il faut le souligner avec force, ce fut la première parole prononcée par la révolution russe dans la question polonaise.

Le 27 mars 1917, le soviet, répondant à une proposition spécifique de la fraction bolchevique, adopta la résolution suivante :

"*Au peuple polonais ! Le régime tsariste qui pendant un siècle et demi a également étranglé le peuple polonais et le peuple russe, a été renversé par les forces conjointes du prolétariat et de l'armée. En informant le peuple polonais de cette victoire sur le gendarme russe, le soviet des délégués ouvriers et soldats de Petrograd déclare que la démocratie en Russie se place sur le terrain de la reconnaissance de l'autodétermination politique des peuples et affirme que la Pologne a le droit à une indépendance complète en tant qu'Etat sur l'arène internationale. Nous adressons au peuple polonais nos salutations fraternelles et nous lui souhaitons plein succès dans la lutte qui l'attend pour instaurer dans la Pologne indépendante un régime républicain démocratique.*"

Dans son *Manifeste aux Polonais*, le soviet de Petrograd du 27 mars affirmait ainsi avec force et sans aucune restriction le droit de la Pologne et du peuple polonais à une indépendance totale, authentique et factuelle.

Comment le gouvernement provisoire qui représentait avant tout les intérêts de la bourgeoisie russe et des grands propriétaires terriens a-t-il réagi à cette initiative prise par son concurrent politique ?

Le professeur Janusz Pajewski souligne à juste titre à ce propos : "*L'appel du soviet a incité l'autre pouvoir de la Russie d'alors, le gouvernement provisoire, à s'exprimer sur la question polonaise. Le silence était indésirable, il aurait suscité dans le monde l'impression que la liberté de la Pologne, ou pour parler plus largement, la liberté des peuples opprimés n'intéressait pas que les groupements révolutionnaires et que la bourgeoisie russe n'y prêtait pas attention. Aussi, le 30 mars, le gouvernement provisoire adressa aux Polonais son propre appel qui s'ouvrait sur des phrases pleines de pathos :*

"Polonais ! L'ancien gouvernement politique de la Russie, source de votre servitude et de notre naufrage, est tombé à jamais. La Russie libérée incarnée dans le gouvernement provisoire qui a reçu d'elle ses pleins pouvoirs, vous adresse des salutations fraternelles. Elle vous appelle à la vie et à la liberté. Le vieux gouvernement vous a fait des promesses mensongères qu'il pouvait mais ne voulait pas tenir."."

Cet appel, cité par le professeur Janusz Pajewski, accusait ainsi le régime tsariste renversé d'avoir mené vis-à-vis des Polonais une politique marquée par le cynisme, le mensonge et l'hypocrisie.

Les auteurs du document, ensuite, critiquent ce que l'on appelait l'Acte du 5 novembre (1) et soulignaient, avec des accents anti-allemands et anti-autrichiens trop nettement perceptibles dans le fond : "*Les puissances centrales ont utilisé ses erreurs* [du régime tsariste — NDA] *pour occuper et anéantir votre pays. Dans l'intention exclusive de combattre la Russie et ses alliés, ils vous ont accordé des droits politiques illusoires, étendus à tout le peuple polonais, seulement sur la partie du territoire momentanément occupé. C'est à ce prix qu'ils ont voulu acheter le sang d'un peuple qui ne s'est jamais battu pour maintenir le despotisme. Et aujourd'hui, l'armée polonaise ne désire pas combattre sous les ordres de son ennemi héréditaire pour écraser la liberté et démembrer sa patrie*", affirmaient les auteurs de l'appel, selon qui, curieusement, la politique menée à l'égard des Polonais par les puis-

(1) Le 5 novembre 1916, les monarques allemand et autrichien proclamèrent la création du prétendu « Royaume de Pologne ». Ce royaume devait être, selon eux, une monarchie héréditaire constitutionnelle. Seules les terres de l'ancienne partie russe de la Pologne devaient former le territoire de cet « Etat ».

sances centrales ne se distinguait en rien de celle qu'avait pratiquée le régime tsariste renversé : le même cynisme, les mêmes mensonges ignobles et la même hypocrisie.

Les auteurs du document, en étalant leur haine ouverte des Allemands et de tout ce qui leur était associé, affirmaient ensuite dans leur appel : *"Frères polonais ! Pour vous aussi sonne l'heure de la grande décision. La Russie libre vous invite à combattre dans ses rangs pour la liberté du peuple. Le peuple russe qui a rejeté le joug, reconnaît aussi au peuple fraternel polonais le droit absolu de déterminer son destin comme il l'entend. Le gouvernement provisoire, fidèle aux accords conclus avec ses alliés, fidèle aux plans communs de lutte contre le monde germanique avide de combat, aidera à la constitution d'un Etat polonais indépendant formé par tous les territoires dans lesquels les Polonais constituent la majorité, comme garantie d'une paix durable dans la future Europe organisée sur des bases nouvelles"*, déclaraient solennellement les auteurs de l'appel.

Mais à côté de ce cadre solennel, la déclaration du gouvernement provisoire contenait des notes extrêmement énigmatiques, obscures, vagues et franchement brumeuses. La lecture des deux premiers paragraphes du texte suscite une réflexion : les auteurs de l'appel, tout en multipliant les belles formulations pathétiques et sublimes destinées à agir sur l'imagination du lecteur et en lançant des slogans libérateurs, évitaient en même temps délibérément les aspects concrets.

Dans le troisième paragraphe de l'appel, ses auteurs, tout en développant largement leur position anti-allemande et anti-autrichienne, firent une annonce extrêmement inquiétante du point de vue polonais. Ils affirmèrent, en utilisant l'argument slave : *"L'Etat polonais, lié avec la Russie par un libre lien militaire, forme un puissant rempart contre la pression des puissances centrales sur les peuples slaves."*

Cette affirmation entrait en contradiction évidente avec le contenu du précédent paragraphe de l'appel qui affirmait d'abord : *"Le peuple russe qui a rejeté le joug, reconnaît aussi au peuple fraternel polonais le droit absolu de déterminer son destin comme il l'entend."* Et ensuite : *"Le gouvernement provisoire (...) aidera à la constitution d'une Etat polonais indépendant."*

Comment aujourd'hui expliquer cette contradiction ? Tout simplement. Le gouvernement provisoire bourgeois, à l'exemple du gouvernement tsariste si vigoureusement critiqué par lui-même dans son appel, considérait la question polonaise ni plus ni moins que comme une question de politique étrangère russe. A l'ancienne manière, comme aux temps des Romanov.

Le contenu du quatrième et avant-dernier paragraphe de l'appel confirme bien que le gouvernement provisoire traitait si précisément la question polonaise comme un problème de politique étrangère russe. On y lit : *"La Pologne libre réunifiée définira elle-même sa forme de gouvernement, en exprimant sa liberté dans une Constituante, convoquée dans la capitale de la Pologne sur la base du scrutin universel. La Russie nourrit la conviction que des peuples liés par une vie commune séculaire avec la Pologne, recevront ainsi la garantie civique et populaire complète de leur existence. La Constituante russe confirmera définitivement cette nouvelle union fraternelle. Elle donnera aussi son accord aux modifications territoriales de l'Etat russe nécessaires pour constituer la Pologne libre dans toutes ses parties aujourd'hui encore divisées."*

On peut ici avancer l'affirmation que les auteurs de l'appel, d'une façon fort peu élégante, tout en conservant les formes extérieures de la bienveillance, se moquaient en fait des Polonais lourdement éprouvés par les événements historiques au cours du XIX[e] siècle et privés depuis la fin du XVIII[e] de leur propre Etat indépendant et pleinement souverain. N'était-ce pas en effet se moquer à l'évidence de l'idée de l'indépendance de la Pologne que de subordonner la question de la détermination des frontières et du régime politique de l'Etat polonais de la décision finale du futur Parlement russe ?

Le cinquième et dernier paragraphe de l'appel démontrait encore que le gouvernement provisoire bourgeois, pseudo-révolutionnaire, qui partait du principe que seule sa voix était décisive dans la question polonaise, n'offrait rien de concret aux Polonais d'alors en dehors de promesses creuses et de cajoleries. *"Frères polonais : acceptez la main que la Russie libre vous tend ! Sévèrement fidèles aux grandes traditions de votre passé d'insurgés, pour entamer l'époque de la reconstruction de la Pologne, que l'unité de nos Etats préfigure l'unité de nos sentiments et de nos cœurs. Que l'appel des célèbres précurseurs de votre liberté trouve un écho plus fort encore en vous. En avant pour la lutte ! Bras dans les bras ! Main dans la main ! Pour votre et notre liberté."*

Les paroles du chef du parti bolchevik Vladimir Lénine, que le gouvernement provisoire bourgeois ne prenait pas alors au sérieux, complètent fort bien ces réflexions. Réagissant au document ci-dessus il déclarait : *"Notre gouvernement a diffusé un manifeste sur l'indépendance de la Pologne lardé de phrases qui ne veulent rien dire. Ils ont écrit que la Pologne devait se trouver dans une libre union militaire avec la Russie. Ces trois mots renferment une vérité. L'union militaire libre de la petite Pologne avec l'énorme Russie est en réalité l'asservissement militaire total de la Pologne. Il peut donner la liberté sous l'angle politique, les frontières de cette liberté seront définies par l'allié militaire."*

Ainsi, à la fin de mars 1917, la question polonaise n'était en rien tranchée.

Ryszard Rauba

Tchernov-Boukharine

Les élections à l'Assemblée constituante se déroulent à la mi-novembre. Sur environ 90 millions d'électeurs, 48,5 millions ont voté. Les S-R et leurs satellites ukrainiens et musulmans reçoivent un peu plus de 60 % des voix, les bolcheviks 24,5 %, les mencheviks 3,5 %, l'ensemble des partis bourgeois 13,5 %, dont 7,5 % aux Cadets. Plus des quatre cinquièmes des électeurs ont voulu voter pour "le socialisme", c'est-à-dire pour la paix, le partage des terres, l'égalité et la justice sociale. Les paysans, qui ignorent en général les différences entre bolcheviks, mencheviks et S-R, votent massivement pour ces derniers... qui veulent continuer la guerre dont ils ne veulent plus ! Les bolcheviks ont la majorité absolue à Petrograd et à Moscou, dans les deux zones voisines du front nord et du front ouest, et la majorité relative dans l'armée, dans les villes et les régions industrialisées de la Russie d'Europe (Vladimir, Kalouga, Smolensk, Tver, etc.) et dans la flotte de la Baltique. Ces résultats annoncent le choc qui va se produire le jour de la réunion de l'Assemblée constituante, le 5 janvier 1918.

L'Assemblée élit président de séance Victor Tchernov par 244 voix contre 153 à la S-R de gauche Spiridonova. Nous reproduisons le long discours de Tchernov, qui affirme la souveraineté de l'Assemblée constituante contre les soviets, et la réponse de Boukharine. Pour Lénine, la Constituante représente la Russie d'hier et s'oppose au pouvoir des soviets qui la dissolvent donc le lendemain.

La dissolution de l'Assemblée, fantôme du gouvernement provisoire défunt, ne suscite ni résistance ni protestation significatives. Les paysans, satisfaits d'avoir obtenu la terre, sont les patrons dans leurs soviets. Les S-R, sous le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, vont désormais préparer la lutte armée et clandestine.

Le discours du président Tchernov

Citoyens, membres de l'Assemblée constituante ! Permettez-moi de vous remercier de la confiance que vous venez de me témoigner. Je me rends parfaitement compte des difficultés de la tâche qui m'est assignée et de la responsabilité qui m'incombe. Et je vous prie de croire, citoyens et camarades, que je mettrai toute mon impartialité à diriger les débats de cette assemblée, dans le sérieux et la dignité, sans perdre de vue la grandeur de sa tâche. Citoyens, membres de l'assemblée, vous êtes appelés à remplir vos fonctions à un moment particulièrement difficile dans la vie des nations qui peuplent la Russie. Jamais encore la situation de la révolution russe dans la conjoncture internationale n'a été aussi difficile qu'au cours de cette quatrième année de guerre, de ce carnage fratricide, qui contamine toute l'atmosphère morale de l'Europe contemporaine, et j'ose même dire du monde entier, par son odeur de sang et de cadavres en décomposition, de cette guerre, contre laquelle, pour la première fois, s'est élevée la voix courageuse des socialistes de tous les pays, clamant leur protestation à Zimmerwald... *(Rires sur les bancs des bolcheviks, applaudissements au centre et à droite. Bruit...)*

Cette protestation constituait le premier acte du drame que nous vivons, lorsque les socialistes de tous les camps belligérants se sont tendus par-dessus la mêlée, une main fraternelle... La révolution russe, citoyens, est née avec des mots de paix à la bouche et elle ne peut pas ne pas rester fidèle aux mots d'ordre de paix démocratique, de paix sans vainqueurs ni vaincus, ou — mieux encore — de paix où les vainqueurs seraient les peuples et les vaincus, les fomenteurs et les responsables de ce carnage, de ce crime effroyable contre l'humanité, sans précédent dans l'histoire. Malheureusement, citoyens, ces mots, d'ordre pacifiques de la révolution n'ont pas encore rencontré suffisamment d'échos pour permettre que, proclamés par la nouvelle Russie, ils soient repris par tous les Etats et contribuent à mettre fin à ce cauchemar sanglant. Citoyens, vous savez tous maintenant d'où viennent les difficultés dans lesquelles se débat la révolution russe : elles sont dues au fait que les mots d'ordre les plus révolutionnaires, qui expriment les espoirs socialistes des masses laborieuses, ont, pour la première fois, triomphé dans un pays, le plus arriéré du point de vue économique, et qui se trouve, de surcroît, dans une situation particulièrement difficile. C'est pourquoi, les pays économiquement et politiquement plus avancés que le nôtre n'y ont pas encore réagi ; nous attendons toujours cette réaction, et nous voulons croire qu'elle se produira avant qu'il ne soit trop tard pour les destins de notre révolution.

A l'heure actuelle, citoyens, notre situation est devenue encore plus critique. Les dernières tentatives désespérées pour obtenir la paix, qui ont précédé notre réunion, ont démontré avec évidence que l'impérialisme des pays qui enregistrent des succès stratégiques, de même que les impérialistes des empires centraux qui, à un certain moment, semblaient accepter en paroles certaines formules de la Russie révolutionnaire, ont maintenant jeté bas le masque et se sont montrés tels qu'ils sont en réalité.

Ce ne fut de leur part qu'une manœuvre habile, destinée à affaiblir le camp adverse, tendant à amener la Russie dans la voie des accords séparés pour mieux l'isoler et recueillir ensuite les

fruits de cette machination. Après être parvenus à isoler la Russie en profitant de son affaiblissement actuel — je l'espère momentané — l'impérialisme allemand est tout à fait capable de proposer maintenant aux autres Etats des accords séparés ; il est prêt à y rechercher des hommes parlant le même langage, d'arriver à un accord avec eux, ce qui aurait pour résultat de charger la Russie de tous les dommages et de toutes les pertes dus à cette guerre.

Ce résultat n'est pas surprenant, si l'on pense que la Russie révolutionnaire reste le pays le plus dangereux pour les empires centraux, bien qu'à l'heure actuelle elle soit faible sur le front. La force des nations formant notre Etat ne réside pas seulement dans le nombre de baïonnettes dont elle dispose actuellement, ni dans la force des positions avancées qu'elles occupent. Il existe encore d'autres forces : tout d'abord celle des mots d'ordre de la révolution russe et, ensuite, la force que représentent les réserves intactes de notre pays, et qui seraient prêtes à se lancer avec d'autant plus de feu à la défense des grands mots d'ordre de la révolution russe, que la menace qui pèserait sur eux s'avèrerait plus terrible.

Nous croirions en la force et en la victoire finale de ces mots d'ordre s'ils ne devaient pas être suivis du triomphe des tendances menant à la désagrégation et à la débâcle de la démocratie, à l'isolement et à la guerre civile des peuples formant notre pays, si l'Assemblée constituante arrivait à réaliser son aspiration en concentrant, organisant et rassemblant autour d'elle les peuples formant la Russie, — une Russie qui aurait fait des mots d'ordre de sa révolution ceux de l'Etat russe et de la République fédérale démocratique russe —, en un mot une Russie qui serait une union des peuples libres et égaux.

La paix séparée serait désastreuse

Mais si nous arrivions à parfaire cette œuvre, citoyens, il n'y aurait pas, pour l'impérialisme des pays en guerre contre nous, comme d'ailleurs pour tout impérialisme et, à plus forte raison, pour l'absolutisme de ces pays — vous le comprendrez aisément — d'ennemi plus grand que la Russie révolutionnaire. C'est pour cette raison que, selon toute vraisemblance, l'impérialisme belliqueux allemand se brisera, en dernier lieu, contre la Russie ; cet impérialisme s'inclinera devant une Russie nationale, libre et démocratique, marchant fièrement sous le drapeau rouge du socialisme. Et c'est pourquoi, aussi, la voie qui mène à une paix séparée serait pour nous une voie désastreuse et meurtrière. *(Applaudissements.)*

Citoyens, notre situation est très difficile, mais nous pouvons avoir, nous avons déjà des alliés. Ce sont, en premier lieu, les masses socialistes des travailleurs de tous les pays, dans la mesure où elles sont épuisées par les cauchemars de la guerre et ne veulent pas s'y résigner. Citoyens ! Si, autrefois, pour élever une protestation mondiale contre la guerre, on a dû avoir recours à de petits groupes séparés de personnes ne pouvant se résigner au cauchemar sanglant, réunir de petites conférences d'hérétiques courageux et de renégats, aujourd'hui ce ne seront plus des petits groupes et des partis isolés, mais, permettez-moi de l'espérer, l'Assemblée constituante russe, en tant qu'organe d'Etat, qui élèvera sa voix pour inviter, à une conférence sur "la guerre à la guerre", les socialistes de tous les pays ; oui, les membres de tous les partis socialistes, dans la mesure où ceux-ci refusent d'incliner leurs drapeaux et leurs têtes devant la guerre monstrueuse. *(Applaudissements.)*

Je sais, citoyens, c'est un événement sans précédent qu'un organe d'Etat, en tant qu'entité, invite différents partis politiques d'autres pays à une grande conférence. Mais, citoyens, c'est également un événement sans précédent que cette Assemblée ait une majorité écrasante socialiste. Il est vrai que notre pays se trouve dans une situation difficile, mais il n'en reste pas moins grand par ses aptitudes et ses forces cachées, et nous croyons fermement qu'il ne tardera pas à le prouver en se groupant autour de l'Assemblée.

"La volonté de socialisme", qui s'est

fait jour d'une manière aussi significative, cette attraction d'énormes masses populaires russes par le socialisme, constitue également un événement sans précédent dans l'histoire ; permettez-moi d'espérer que l'Assemblée ne tardera pas à examiner, au cours de ses prochaines séances, la question des conférences du grand "avant-congrès socialiste de la paix" ; celles-ci devront commencer sur l'initiative de l'organe de l'unique pouvoir suprême de l'Etat russe, c'est-à-dire de l'Assemblée constituante. *(Applaudissements au centre, et, en partie, à droite.)*

Citoyens, l'idée même des frontières tracées dans le sang par la main meurtrière de la guerre n'existe pas pour nous ; nous serions disposés à inviter les socialistes de tous les pays, quelles que soient nos relations actuelles avec eux, à venir ici, chez nous, dans la capitale de la Russie ; mais si nous étions obligés de choisir un territoire neutre, cela ne serait ni par notre faute ni par suite d'obstacles ou de considérations que nous aurions élevés ; cela ne pourrait se produire que dans le cas où les socialistes de certains pays, se trouvant placés devant la nécessité douloureuse de considérer leur patrie comme un pays en guerre contre nous, estimeraient plus opportun et plus acceptable pour eux — compte tenu de la lutte pour la paix qu'ils devront mener ultérieurement — de choisir le territoire d'un Etat neutre.

J'estime qu'en s'appuyant sur ce grand allié — la démocratie mondiale — et bien que la situation internationale de la Russie soit très difficile et embrouillée encore par les dernières et fatales expériences, l'Assemblée constituante pourra, en dépit de cette situation pénible, prendre fermement en mains la conduite ultérieure des négociations de paix... *(Bruit)* ... non d'une paix séparée, qui serait une trahison, mais d'une paix générale et démocratique, d'une paix fondée sur les grands mots d'ordre immortels de la révolution nationale ouvrière russe. *(Applaudissements au centre et à droite.)*

Citoyens, avant d'obtenir les premiers succès dans cette voie, nous devons prendre garde à ce que la Russie, en tant que pays, ne serve d'appât à l'impérialisme, quel qu'il soit ; nous n'avons pas le droit d'être faibles et de tenter par cette faiblesse les appétits féroces des impérialistes des pays ennemis, qui n'attendent que ce moment pour nous porter le coup fatal ; nous devons être forts et nous devons également disposer d'une force physique.

La révolution nationale russe doit être puissante à l'intérieur et à l'extérieur. Mais, en même temps, citoyens, nous ne devons pas oublier que nos soldats, au front, nos martyrs en capote grise ont supporté, durant toute cette période, et continuent à supporter, un poids réellement surhumain.

L'Assemblée constituante doit prendre ce fait en considération. C'est pourquoi, semble-t-il, il n'y a pour elle qu'une seule voie : après avoir examiné et reconnu la situation, c'est vous qui — en attendant la réorganisation prochaine de nos forces armées en une milice populaire ou en une armée socialiste — organiserez, sur les bases nationales et territoriales, une armée de volontaires qui, sous les drapeaux rouges du socialisme... *(Bruit)* ... saura assurer aux peuples de la Russie la possibilité de se consacrer à la reconstruction interne du pays, afin qu'aucune force extérieure ne puisse empêcher ce travail. C'est cette armée de volontaires, marchant sous les drapeaux de la Russie nouvelle, qui prendra la place, au fur et à mesure de sa formation, de tous ceux qui sont fatigués, de ceux qui doivent et ont le droit de revenir dans leurs foyers, qui ne peuvent s'en passer, pas plus que les affamés ne peuvent se passer de nourriture.

La Russie : union libre de nations

A ce moment tragique, citoyens, il se pose encore une autre question, d'une importance non moins vitale : les peuples et les nations qui constituent la Russie doivent présenter une entité politique et morale, vivante et solide. La Russie — nous n'avons plus besoin de le proclamer, mais seulement de l'énoncer — la Russie forme déjà une union libre de nations et de grands territoires, dont les Assemblées constituantes lo-

cales se juxtaposeront à l'Assemblée constituante centrale russe, et dont les travaux ne contrediront pas plus ceux de l'Assemblée nationale que les travaux des organes autonomes d'un niveau inférieur, situés plus près du peuple, ne contrediront ceux de ces assemblées locales.

L'Assemblée constituante se doit de ne pas négliger ce travail, mais doit le compléter et l'harmoniser. *(Voix à gauche :* "Mais il y a le pouvoir des soviets !".*)* ... L'Assemblée constituante représente l'entité vivante de tous les peuples de la Russie et le fait même que la première séance de l'Assemblée a été ouverte, ce seul fait suffit à proclamer la fin de la guerre civile entre les nations peuplant la Russie. *(Voix au centre et à droite :* "Bravo !". *Applaudissements. Les députés du centre et de la droite se lèvent. Voix à gauche :* "Kalédine a envoyé une dépêche identique !"...*)*

Citoyens, vous me permettrez de promettre, au nom de toute l'Assemblée... *(Voix à gauche :* "Non, nous ne le permettrons pas !..."*)* ...en nous adressant aux citoyens de l'Ukraine, de promettre solennellement que, désormais, l'Ukraine n'aura plus à craindre, fût-ce un seul instant, que la main d'un soldat grand-russien, du cultivateur en capote grise, se lève sur un laboureur ukrainien, vêtu d'une même capote grise. *(Applaudissements au centre et à droite. Voix :* "Vive l'Ukraine !"*)*

En prêtant ce serment, citoyens, nous enlevons en même temps un poids de l'âme du soldat grand-russien. En s'adressant à ce soldat au nom de l'Assemblée, vous me permettrez de lui dire que personne désormais n'osera le diriger contre sa volonté et l'obliger à lever la main sur des Ukrainiens, en l'ensanglantant d'un sang fraternel. *(Vifs applaudissements au centre et à droite. Voix à gauche :* "Vivent les soviets ukrainiens des députés ouvriers, soldats et paysans". *Applaudissements sur tous les bancs. Bruit... Voix à gauche :* "A bas la Rada bourgeoise ! A bas la Rada contre-révolutionnaire ! A bas les partisans de Kalédine !"...*)*

Permettez-moi, citoyens, en m'adressant également aux travailleurs cosaques, aux fils du Don libre... *(bruit et rires à gauche, voix :* "Vas-y voir, vas-y !"*)* ...de leur dire que l'Assemblée constituante est absolument certaine que nulle main n'osera mener les travailleurs cosaques, les fils du Don libre, contre la volonté de l'Assemblée constituante... *(Applaudissements à tous les bancs, sauf les bancs de l'extrême gauche. Voix à gauche :* "Partisans de Kalédine !"*)* ... et si quelqu'un osait, il subirait le même sort que les autres rebelles, le sort qui a été réservé à Kornilov. *(Applaudissements, voix à gauche :* "Les bras ne sont pas assez longs !".*)*

C'est dans la pleine certitude du dévouement des travailleurs cosaques, qui constituent l'énorme majorité de la population du Don, dans la certitude que les cœurs des travailleurs cosaques battent à l'unisson... *(bruit à gauche)* ...avec les cœurs de tous les peuples de la Russie, c'est dans cette certitude que nous pouvons garantir aux travailleurs cosaques que, tant que l'Assemblée constituante représente le pouvoir suprême de la République, rien ne menace, de la part du soldat grand-russien, leurs droits et leurs libertés. *(Applaudissements sur tous les bancs, sauf à l'extrême gauche.)*

Citoyens, dans la mesure où une Russie fédérale, républicaine, nationale... *(voix à gauche :* "soviétique !"*)* ...citoyens et camarades, dans la mesure où la Russie marche sous ces drapeaux, tous les peuples qui la forment... *(voix à gauche :* "Sauf les bourgeois !", *rires et applaudissements à gauche)* ...tous ses peuples sont les membres égaux d'une seule famille. Et la population musulmane, très nombreuse, et répartie dans toutes les villes de la Russie, qui fut jusqu'ici une des nations les plus privées de droits, peut compter de la part de l'Assemblée, indépendamment du fait qu'elle soit concentrée sur un seul et même territoire, ou qu'elle se trouve dispersée et forme une minorité nationale, sur la même reconnaissance de ses droits souverains que toute autre nationalité. *(Applaudissements au centre et à droite adressés aux fractions musulmanes.)*

Enfin, citoyens, permettez-moi également de dire, en ce qui concerne le peuple paria, le peuple qui fut le plus per-

sécuté de tous les peuples et qui, jusqu'à présent, a servi de bouc émissaire aux exploiteurs du monde entier, qui essayaient de déverser sur lui tout le mécontentement des masses laborieuses, mécontentement qui, légitimement, ne peut être dirigé contre aucun peuple en tant que tel, car dans tous les peuples, les masses laborieuses constituent la plus grande partie de la population : le peuple juif, qui n'avait pas de territoire, aura également sur le territoire de la République russe, au même titre que les quatre peuples, le droit de constituer ses propres organes de gouvernement autonomes, et d'exprimer à travers eux sa volonté. La puissance armée de la Russie sera constituée par des légions nationales et personne n'osera opposer d'obstacles à leur constitution, et aux efforts des nationaux dispersés qui voudront se réunir. *(Applaudissements au centre et à droite.)*

Citoyens, la Russie tout entière — tous ses organes d'Etat et les peuples qui ont créé ces organes — la Russie, dans toute son entité, devra consacrer tous ses efforts créateurs à l'édification socialiste. C'est ici, citoyens, que se place la nouvelle tragédie de la grande Russie révolutionnaire. *(Bruit à gauche.)*

Parmi tous les Etats qui souffrent d'un carnage mondial unique dans l'histoire, la Russie, nationale et laborieuse, animée d'une grande et évidente "volonté de socialisme", se trouve dans la situation la plus pénible. Elle a hérité de l'ancien régime une économie nationale et un mécanisme financier tellement pourris, qu'elle doit maintenant, sous peine de mort, mobiliser toutes ses forces créatrices, s'employant, dans la première période de la révolution, à détruire tout ce qui forme un obstacle à cette création. Et, citoyens... *(voix à gauche :* "N'empêchez pas les bolcheviks d'agir !"*)* ...et, citoyens, dans ce domaine, la tâche de la révolution, loin d'être achevée, ne fait que commencer. *(Bruit.)*

Le problème agraire

La fin de la guerre civile, qui s'est transformée en une véritable guerre entre les peuples de la Russie, l'union des masses laborieuses de toute la Russie n'auront d'autre signification que de préciser le caractère constructeur et créateur de la grande révolution russe. Cette action devra commencer, citoyens, notamment dans un domaine dont nous ne pouvons sous-estimer le rôle dans le mécanisme de notre économie nationale : c'est-à-dire à la campagne, dans l'agriculture, dans l'économie rurale. Jusqu'à présent, ce domaine formait la base de la pyramide sociale et devait en supporter le poids le plus lourd. En ce qui concerne ces fondations naturelles de tout l'édifice futur de notre économie nationale, vous aurez à transformer le vœu déjà exprimé par la grande majorité de la population laborieuse rurale russe, en une réalité concrète, dûment précisée et légalisée, en lui donnant des formes juridiques mûrement réfléchies ; ce vœu, vous le connaissez : "Toute la terre, sans aucune contrepartie, devient bien national". *(Bruit... Applaudissements. Voix à gauche :* "Vivent les soviets qui ont donné la terre aux paysans ! Cela a été fait par les soviets !" *Une autre voix à gauche :* "Vous ne réussirez pas à le réaliser avec les partisans de Kalédine !"*)* Cette voix de la volonté populaire est si forte que, quelle que fût votre attitude à l'égard de ce mot d'ordre... *(Bruit. Voix à droite :* "Les bolcheviks ont capitulé !". *Applaudissements.)*

Citoyens ! Le peuple veut des actes et non des paroles ! Et le problème agraire vous impose une tâche immense : sortir du domaine des phrases stériles et des formules générales et entrer enfin dans le domaine de la réalisation... *(bruit à gauche et voix :* "Trop tard !"*)* ...dans la voie de l'organisation agraire... *(voix à gauche :* "N'est-ce pas vous qui avez fusillé des paysans ?"*)* ...réelle, effective, nationale, égalitaire et laborieuse. *(Vifs applaudissements à droite.)*

Car, citoyens, je pense que si, derrière les murs de cette assemblée, comme on dit, dans la "rue", il peut y avoir à ce sujet des malentendus... *(voix à gauche :* "On ne vous croira pas !"*)* ...ici, au sein de cette assemblée, on comprendra, du moins je le suppose, que le transfert général de la propriété agraire... *(voix à gauche :* "Vous ne vous en tirerez pas sans une balle dans la peau !"*)* ...ne se

fait ni par un trait de plume ni par les affiches, aussi grands que soient les noms des signataires. *(Voix à droite :* "Les décrets de Lénine !". *Voix à gauche :* "Et vous, vous voulez le réaliser en vous appuyant sur les partisans de Kalédine !".*)*

Toute la Russie, en ses institutions démocratiques autonomes... *(voix à gauche :* "Les soviets !"*)* ...et ses comités agraires, qui s'inspirent des directives du premier congrès panrusse des députés paysans... *(rires à gauche et exclamations)* ...toute la Russie attend que l'on procède enfin, avec l'Assemblée constituante panrusse et les assemblées des autres nations et territoires de la Russie, à la réalisation effective des vœux nationaux et populaires. Ceux-ci sont menacés par le déchaînement aveugle des éléments ; la Russie s'attend à ce que — au lieu d'un pillage désordonné des biens nationaux — l'on procède à une répartition des terres réellement équitable et légalisée par l'Etat, afin que celles-ci puissent être exploitées d'une façon égalitaire par tous les travailleurs ayant les mêmes droits civiques sur elles. *(Vifs applaudissements au centre et à droite.)* Citoyens, le peuple, la campagne laborieuse ne considèrent pas ce bien national comme un bien public quelconque, détaché du peuple, qu'elles pourront percevoir sur une base d'affermage. Non, contrairement à certains projets... *(voix à droite :* "Lénine !"*)* ...ce n'est pas un affermage des biens publics que veut la campagne laborieuse : elle veut que le droit d'accès à la terre ne soit soumis à aucun tribut et que seulement dans le but d'égaliser les conditions d'exploitation agricole entre les citoyens, exploitant des terres plus ou moins fertiles, on établisse un impôt spécial foncier pour les uns, afin de permettre d'organiser les autres.

Citoyens, la cause de la grande réforme agraire est considérée par toute la campagne, ainsi que par toute la population laborieuse de la Russie, non comme une affaire purement professionnelle, n'intéressant que les agriculteurs, mais comme la question la plus vitale de tout l'Etat, intéressant l'ensemble de toutes les classes laborieuses. Avec la terre à la disposition du peuple, représenté par l'ensemble des organes de son pouvoir démocratique, nous assistons au transfert de ces sources de toute richesse et de toute production, qui contiennent aussi les clés de toute industrie de transformation ; ce sont toutes les richesses naturelles de la terre, sa surface et son sous-sol. Et cette réforme agraire servira de base à la construction ultérieure, à cette construction socialiste, méthodique et régulière qui, en dernier ressort, devra établir les droits égaux de tous les citoyens à une existence laborieuse, une existence justifiée par le labeur, par un service obligatoire de travail pour tous, en vue du bien général. *(Applaudissements ; voix à gauche* : "Il faudra attendre longtemps !"...*)*

Une "grande volonté de socialisme"

Citoyens, notre assemblée étant l'organe exécutif de cette volonté d'une construction socialiste, de cette "grande volonté de socialisme" exprimée par les masses laborieuses de la Russie, trouvera, sans aucun doute, en elle-même, assez de réflexion et de sagesse pour comprendre, lors de la discussion des questions concrètes, jusqu'à quel point la construction socialiste suppose, en même temps, un essor puissant des forces productives du pays ; elle comprendra que le socialisme n'est ni une approximation hâtive de l'égalité dans la misère... *(Bruit)* ...ni une expérience hasardeuse et risquée opérée dans la décadence générale, et qui ne peut que hâter la décomposition et la ruine ; au contraire, par un travail planifié et concret, la construction socialiste doit développer avant tout les forces productives du pays et augmenter, au moyen d'une plus grande autodiscipline du travail, la puissance économique de la population laborieuse.

Ce n'est qu'à cette condition que toutes les mesures prises en vue d'une égalisation des fortunes serviront en même temps à l'établissement d'un niveau de vie de plus en plus digne de l'homme. Il est particulièrement important que notre pays s'en souvienne, car il présente le contraste d'une "volonté de socialisme" tendue au maximum et d'une dé-

composition maximum de tous les liens sociaux, d'un déclin absolu des forces de production : la désorganisation totale des transports, de l'alimentation, la décadence de la productivité, le désarroi des finances ; tout cela forme, je le répète, un contraste par trop sinistre avec notre "volonté inébranlable de socialisme". Citoyens, cette situation pénible, dont on ne connaît pas d'équivalent dans l'histoire, exige de notre part beaucoup de sérieux. *(Voix à gauche :* "Et il y a des saboteurs !...")

Citoyens, je ne pense pas, et je ne crois pas que l'Assemblée puisse supposer un seul instant, que l'on puisse menacer d'un sabotage quelconque, à moins qu'il ne soit provoqué par des fous... *(Bruit à gauche)* ...la volonté légitime de la majorité de la population, exprimée par un suffrage universel, organisé selon le système électoral le plus perfectionné parmi ceux qui existent actuellement au monde. *(Cris à gauche.)* De plus, citoyens, la volonté nationale — je ne parle pas de l'expression truquée de la volonté, mais de volonté nationale légalement exprimée — ne craint aucun sabotage. *(Applaudissements au centre et à droite.)* Les peuples de la Russie, forment une entité vivante qui en a fini avec l'anarchie, et ils n'ont pas plus à craindre le sabotage qu'un lion ne craint une piqûre de moustique. *(Applaudissements.)*

Citoyens, vous avez devant vous un travail immense et vous aurez prochainement à traiter, d'une manière concrète, les problèmes cruciaux, tels que le chômage, qui menace d'écraser nos ouvriers. *(Voix à droite :* "A qui la faute ?") La situation ne cesse d'empirer par la faute de la guerre civile : l'arrivage des combustibles et des produits alimentaires est suspendu, de même que celui des métaux ; nous sommes menacés de manquer de tout, car quel est l'aveugle qui prétend ne pas voir que notre industrie, nos fabriques, nos usines agonisent, menacent de mourir et de mettre tous les ouvriers face à face avec l'impitoyable famine ?

Dans cette situation, le problème du chômage et des préparatifs de la démobilisation et, ensuite, celui de la démobilisation effective, sont des problèmes vitaux. Vous vous y heurterez constamment ; par exemple en transformant tout le potentiel agraire de la Russie en une exploitation nationale, vous vous trouverez face à la question de savoir comment rendre cette exploitation possible partout. Vous serez amenés alors à élaborer un plan de travaux publics grandioses, en vue de faire fructifier des terres stériles, d'irriguer des terres asséchées, d'assécher des terrains marécageux. *(Rires à gauche.* Voix : "Et caetera, et caetera".)

Dans la réalisation de cette tâche, qui ne pourra être ignorée et sous-estimée que par des personnes peu sérieuses, trouveront une large utilisation toutes les forces libérées par la démobilisation ; elles se trouveront face à un travail qui ne leur est pas étranger, non seulement parce qu'elles l'effectueront pour le bien des peuples de toute la Russie, mais aussi parce que tous ceux qui ne trouveront pas d'emploi dans l'industrie, créeront un fonds agraire libre, susceptible d'employer l'armée des chômeurs.

Le chômage constituait jusqu'à présent, et cela dans tous les pays, une lourde charge, qui entravait les efforts du prolétariat conscient dans sa lutte pour la libération, pour son progrès culturel, oui, pour ce progrès qui doit l'élever à un niveau suffisamment haut pour que la classe ouvrière puisse prendre enfin dans ses propres mains la direction de toute la production du pays ; qu'elle puisse, en partant de l'ancien régime, du maître-autocrate dans sa fabrique, arriver — en passant par la période de contrôle de la production par l'Etat, période dite de la Constitution du travail — à la période de la République du travail, dans toutes les branches de l'industrie. Citoyens, en abordant une œuvre de cette envergure, qui exigera beaucoup de temps, l'Assemblée constituante est en droit de pouvoir compter sur la collaboration la plus énergique de toutes les organisations de la ville et de la campagne animées de l'esprit de la classe ouvrière. *(Applaudissements à droite et au centre.)*

L'Assemblée constituante est en droit de compter sur toutes ces institutions du peuple ouvrier, en les considérant com-

me les anneaux d'une même chaîne qui les lie au pays ; elle doit pouvoir compter sur toutes ces organisations, quelle que soit leur forme, en commençant par les syndicats, qui doivent se développer et se renforcer et jouer, dans la société future, un rôle exécutif immense ; ils devront notamment prendre sous leur direction les branches de la production nationale — syndiquées et groupées au préalable — en passant ensuite aux coopératives — ces écoles d'économie autonome — pour finir par les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans qui, les premiers, lancèrent le mot d'ordre préconisant la lutte en faveur d'une Assemblée constituante... *(Applaudissements à droite et au centre)* ...qui ont proclamé, les premiers, que, seule, la bourgeoisie pourrait avoir intérêt à retarder et à faire avorter l'Assemblée constituante... *(Bruit à gauche ; applaudissements à droite et au centre)* ...et qui se trahiraient eux-mêmes, trahiraient leur passé si, pour complaire aux détenteurs intéressés du pouvoir, ils désavouaient le mot d'ordre qui consiste à soutenir et à protéger l'Assemblée.

Pas de nouveau maître au-dessus du peuple

Mais, citoyens, même cette clause semble insuffisante pour l'Assemblée constituante, et j'estime que nous devons tous prendre en considération la nécessité de réaliser d'urgence le point à l'ordre du jour du programme socialiste stipulant que les représentants du peuple ne pourront jamais — fût-ce un seul instant — se transformer en un nouveau maître et souverain placé au-dessus du peuple — même si cette fois-ci le maître devait avoir plusieurs têtes ; ils devront rester les exécuteurs de la volonté du peuple, responsables, bien que plénipotentiaires.

Nous disposons à cet égard d'un moyen puissant : chaque fois que l'Assemblée sera appelée à décider d'une question particulièrement importante et urgente, et que cette décision sera impatiemment attendue par tout le pays, elle pourra à chaque fois demander un référendum, pour vérifier si le peuple est bien d'accord avec la solution du problème, telle qu'elle a été trouvée par ses représentants. *(Vifs applaudissements au centre et à droite.)*

Et s'il devenait évident qu'il ne nous a pas été possible de trouver, pour un des problèmes en cause, une solution satisfaisante pour le peuple, et aussitôt que celui-ci l'aura exprimé d'une manière irréfutable, par son propre plébiscite général et national — car désormais le peuple ne permettra à personne de parler en son nom, mais le fera lui-même... *(voix à gauche :* "Il vous révoquera !"*)* ...aussitôt que l'Assemblée aura encouru le malheur de ne plus être à l'unisson avec la volonté du peuple, elle se démettra aussitôt de ses pouvoirs plénipotentiaires et ordonnera immédiatement de nouvelles élections *(voix à gauche :* "Il est temps, il est grand temps pour vous !"*)*. Quant à ceux qui estiment qu'il est temps de le faire, ils peuvent essayer de proposer un référendum et ils sauront alors si le peuple continue à faire confiance à l'Assemblée. *(Vifs applaudissements au centre et à droite ; voix à gauche :* "On vous révoquera. Ils devront vous révoquer !" *Bruit prolongé.)*

Citoyens, permettez-moi, en ma qualité de président, de vous rappeler qu'il n'est pas conforme à la dignité de la présente Assemblée de troubler l'ordre pendant la séance. Il ne doit pas y avoir de discipline extérieure ici, car l'autodiscipline, la maîtrise de soi doivent être suffisamment grandes chez les personnes qui ont osé accepter les hauts pouvoirs plénipotentiaires conférés aux membres de l'Assemblée constituante. Donc, citoyens, j'estime que ceux qui le désirent peuvent déposer dès maintenant une motion demandant un tel référendum ; je doute seulement qu'il se trouve des amateurs... Quant aux membres de l'Assemblée constituante, ils peuvent tranquillement attendre, aussi bien cette motion que le vote du pays tout entier, de tout le peuple travailleur, qui ne change pas d'opinion comme de chemise. *(Applaudissements au centre et à droite.)*

Skvortzov *(sans quitter sa place)* : Et cela a été dit par un ex-membre de la conférence de Zimmerwald !

Honorer la mémoire des générations tombées pour la révolution

Tchernov : En terminant mon allocution à l'Assemblée, je me permets en même temps d'attirer votre attention sur le fait que le droit, pour chacun de vous, d'occuper un de ces fauteuils a été conquis de haute lutte, une lutte longue et sanguinaire, et grâce à d'innombrables sacrifices consentis par de nombreuses générations. *(Voix à gauche :* "Par la révolution d'Octobre ! Par la révolution d'Octobre contre Kerenski !". *Bruit violent à gauche. Voix :* "Silence !"*)* Citoyens, permettez-moi de vous demander de garder la dignité et le calme élémentaires. Il me semble que cette demande n'est pas excessive. *(Voix à gauche :* "Venez-en au fait !"*)*

Citoyens ! Ce n'est pas une plaisanterie ! Le droit pour chacun de vous de siéger à cette Assemblée a été acquis par le sang versé par plusieurs générations, par le sang des meilleurs d'entre ceux que le peuple russe envoyait prendre part à cette grande lutte, par la fleur de la nation ! Et c'est pourquoi, citoyens, permettez-moi de vous proposer d'honorer avant tout la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans la lutte contre l'arbitraire de l'ancien régime, dans la lutte pour l'idée immortelle d'une Assemblée constituante, d'honorer, en nous levant, la mémoire de tous ces combattants tombés, jusqu'à ce jour, dans la lutte pour le droit des peuples de la Russie d'exprimer, par la voix d'une Assemblée constituante, la volonté nationale, une et indivisible ! *(L'Assemblée se lève. Bruit à gauche. Voix à gauche :* "Nous nous levons pour ceux qui sont tombés pour donner le pouvoir aux soviets, pour ceux qui sont tombés dans la lutte contre Roudniev, Tchernov, Kerenski et les junkers."*)*

Citoyens, permettez-moi de vous rappeler en même temps d'autres victimes *(voix à gauche :* "Soldats et paysans fusillés par Roudniev !"*)* Nous ne pouvons travailler ici, les représentants du peuple ne peuvent procéder ici au grand travail créateur de la reconstruction de toute la Russie sur des bases nouvelles que grâce aux travailleurs en capotes grises qui, pendant tout ce temps, sur le front, ont laissé des victimes innombrables... *(voix à gauche :* "Vous n'avez pas le droit de parler d'eux !" *Bruit de plus en plus violent. Cris à gauche).* Permettez-moi de vous rappeler à l'ordre !... *(sonnette du président).* Je vous demande de respecter l'Assemblée constituante !

Citoyens, permettez-moi de vous proposer d'honorer, en nous levant, la mémoire de tous ceux qui sont morts en défendant les frontières de la révolution russe. *(Presque toute l'Assemblée se lève. Violent bruit à gauche.)* Ils ont donné à la Russie la possibilité de procéder, sans crainte du danger extérieur, à sa reconstruction interne et de proclamer, face aux autres peuples, ses grands mots d'ordre qui s'adressent à toute l'humanité. *(Voix :* "Je propose d'honorer les victimes du 18 juin !" *Ceux de gauche qui étaient restés assis auparavant, se lèvent. Voix à gauche :* "Vous, ne vous levez pas... Les bourreaux restent toujours assis à leurs places..."*)* Je constate que ceux qui sont tombés sur le front, en défendant les frontières de la révolution russe, en défendant la patrie qui est devenue la patrie de la révolution, ont de même mérité notre souvenir reconnaissant, et l'Assemblée, en se levant, a honoré, dans la même mesure, la mémoire de tous ! *(Applaudissements au centre et à droite. Bruit à gauche.)* Permettez-moi de rappeler l'Assemblée à l'ordre.

Citoyens de la République ! Je vous demande instamment de ne pas troubler l'ordre de notre séance ! Citoyens, membres de l'Assemblée ! Permettez-moi de vous proposer, après avoir achevé mon discours, de procéder à l'élection du secrétaire de l'Assemblée. Permettez-moi de vous proposer de régler cette question, comme toute autre question de pure forme, sans débats, par un simple vote. Je vous demande de nommer les candidats. Je vous demande de voter en vous levant, pour ne pas perdre un temps qui nous est précieux. *(Bruit à gauche.)* Je vous demande de ne pas prendre la parole de votre propre autorité. ●

Boukharine contre les "bavardages" de Tchernov

Camarades et citoyens ! Au nom du parti ouvrier communiste prolétaire des bolcheviks, nous proposons à l'Assemblée constituante d'examiner la question la plus urgente à l'ordre du jour, l'adoption de la déclaration du pouvoir suprême de la République soviétique russe, de la déclaration du comité central exécutif des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et, en premier lieu, la question du pouvoir. Je me permettrai, camarades, en peu de mots, parce que maintenant le temps nous est précieux, mais je ne suivrai pas l'exemple du citoyen Tchernov qui, après nous avoir dit qu'il était indispensable d'abréger, a bavardé ici fort longtemps... *(Voix :* "Quelle expression !"*)* ...je me permettrai de motiver brièvement notre proposition. Le fait est, camarades, que l'on peut jurer par Zimmerwald, et être, en même temps, un traître à Zimmerwald ; on peut, camarades, parler des masses laborieuses et les faire fusiller en même temps par les balles doum-doum des junkers... On peut, camarades et citoyens, parler de la volonté de socialisme et assassiner en même temps ce socialisme. On peut, camarades, piller à droite et à gauche le programme du parti prolétaire et étrangler en même temps ce parti prolétaire.

Camarades, j'estime qu'il a été proposé ici un programme précis de travaux, dans le discours essentiellement à programme du citoyen Tchernov. Mais, camarades, quelque grandes, quelque étendues, quelque grandioses que soient les questions relatives à la réglementation de la production, à l'instauration du service du travail obligatoire, aux nationalités, à la terre, à la liberté, etc., tout de même, camarades, j'essayerai de démontrer que leur solution, ébauchée ici, et qui a pu paraître bonne et acceptable, à tous points de vue, contient en soi sa propre contradiction, si l'on considère la conception du pouvoir russe que l'on nous prêche de cette tribune.

Voilà pourquoi, camarades, nous estimons que la question du pouvoir du parti du prolétariat révolutionnaire est une question essentielle de la réalité russe vivante, une question qui sera définitivement résolue par cette même guerre civile que l'on ne pourra arrêter par aucun exorcisme des messieurs Tchernov et autres, jusqu'à la victoire complète des ouvriers, soldats et paysans russes victorieux. *(Bruit. Applaudissements à gauche.)*

Le citoyen Tchernov nous a cité ici une phrase inspirée, il a dit que le grand Etat russe doit exprimer sa volonté de socialisme. Nous pouvons nous ranger entièrement à cet avis, mais nous serions trois fois hypocrites si nous ne faisions qu'en parler, sans agir. Et, dans la mesure où nous voulons agir dans ce sens, on nous poignarde dans le dos, et ce au moment même où nous marchons contre les forces du capital international armé et uni contre nous... *(Soukhanov, sans quitter sa place :* "Vous vous croyez encore à un meeting ?"*)* ...en dépit du monde bourgeois qui s'est armé contre nous et qui comprend non seulement la bourgeoisie russe, mais encore la bourgeoisie de l'Europe entière, la bourgeoisie de tout le globe terrestre.

Permettez-moi, à l'aide d'exemples précis et concrets, de motiver nos exigences. Prenons, par exemple, cama-

rades, l'une des questions essentielles, et qui est peut-être l'une des questions les plus douloureuses à l'heure actuelle, celle de la réglementation de la production. Si, camarades, nous adoptions simplement la formule de la réglementation de la production par l'Etat et si, en même temps, nous ne décidions pas de la question de l'Etat lui-même en tant que république des ouvriers et des paysans, non seulement nous ne ferions aucun bien au peuple des travailleurs, mais nous le plongerions, au contraire, dans l'esclavage, où il se trouve déjà dans les pays dits civilisés et qui, au fond, ne sont que des pays barbares.

Si, camarades, nous transférions la réglementation de la production entre les mains d'un pouvoir autre que le pouvoir des ouvriers et des paysans, d'un pouvoir dit populaire, ou encore national, c'est-à-dire, en réalité, entre les mains de la coalition trois fois méprisable et trois fois maudite, nous aboutirions à ceci : toute la production qui a déjà été arrachée, malgré les citoyens Tchernov et Roudniev, des mains du capitalisme, nous la lui rendrions à nouveau. Cela serait une réglementation de la production dans l'intérêt de la guerre impérialiste, dans l'intérêt de l'asservissement maximum des masses populaires, dans l'intérêt de la clique financière internationale, qui nous avait montré son vrai visage avant la révolution d'Octobre, — et cela grâce à Tseretelli, qui avait accepté et soutenu la coalition, grâce à Tchernov, qui, après ses exorcismes, a préféré, à un moment décisif, mais commode pour lui, de s'abstenir... Mais, dans ce cas, cette réglementation aboutirait à une production qui, dans son essence même, serait celle d'un Etat capitaliste, autrement dit une production qu'un des économistes-idéologues, notre adversaire politique Maslov, a justement qualifiée de "capitalisme de bagne".

Le problème agraire, les banques et le travail obligatoire

Prenons maintenant la question de la terre. Si nous disons que nous allons transférer toute la terre à l'Etat, la signification positive ou négative de cet acte sera déterminée par la question de savoir entre quelles mains se trouvera alors le pouvoir d'Etat — c'est-à-dire, sera-t-il entre les mains de la classe laborieuse, et uniquement de cette classe-là, pourra-t-elle disposer de cette terre commune, en disposant, en même temps, d'une organisation puissante des ouvriers et des paysans — (cette alliance du travail, la plus grande dans l'histoire, l'alliance des deux forces motrices de la plus grande des révolutions russes) — ou bien cette terre, ce fonds agraire, sera-t-il mis à la disposition, sans contrôle, d'un Etat dit national, qui sera le maître, et où le citoyen Tseretelli serrera la main du citoyen Boublikov ?

Camarades et citoyens ! Examinons de même la question des banques. Si, à l'heure actuelle, nous avons réussi à briser aux trois quarts — et cela en dépit de tous les efforts déployés par nos adversaires et ennemis politiques — la domination du capital financier, si nous avons réussi à étouffer à moitié l'hydre du capital financier qui, jusqu'à présent, nous poussait vers le carnage impérialiste, la question de la nationalisation des banques, si elle n'est pas résolue comme nous le proposons, risque de devenir une caricature, le contraire de ce que nous voulions. Car si les banques, même nationalisées, se trouvent entre les mains d'un pouvoir "conciliateur", et nous savons ce que ce pouvoir signifie en fait (c'est *de facto* le pouvoir de la clique impérialiste), si donc ces banques, étant nationalisées, se trouvaient entre les mains d'un Etat où, en fin de compte, régneraient les chefs du capital financier, nous ne ferions alors qu'aider la bourgeoisie, en créant, à son profit, un appareil technique centralisé, nous serions les fidèles commis, les chiens de garde de nos oppresseurs, des exploiteurs des masses laborieuses.

Prenons, maintenant, camarades, la question du service de travail obligatoire, dont a parlé le citoyen Tchernov. Ce service ne peut avoir une signification positive pour les masses laborieuses des paysans et des ouvriers, que dans la mesure où elles procéderont elles-mêmes à

son instauration, seulement dans le cas où ce service serait organisé par un Etat prolétaire ouvrier et paysan qui, en l'instaurant, prendrait, comme dans un étau, les classes parasites, et leur imposerait, impérieusement, sa ligne de conduite ; celle-ci consisterait à veiller à ce que ces classes ne puissent dévier des principes et des formes de l'économie nouvelle, échapper à la suppression du parasitisme et redevenir l'instrument de l'asservissement des ouvriers et des paysans. Mais une toute autre solution peut être donnée à cette même question, si au lieu de résoudre le problème du pouvoir comme nous le proposons, vous vous décidiez par la méthode préconisée par les citoyens Tchernov, Tseretelli et autres.

Nous n'émettons point ici un jugement a priori, sans l'avoir étayé par l'expérience. Les partis que vous venez d'entendre ont déjà démontré à quel pouvoir ils aspiraient. Ils avaient entre leurs mains toutes les possibilités, et ils ont choisi, comme type idéal du pouvoir d'Etat, celui d'un pouvoir "conciliateur", impérialiste, dirigé en fait par Riabouchinsky, par le truchement de Kerenski. Nous savons, nous ne pouvons en douter un seul instant, qu'il s'agit bien là du même pouvoir, déjà approuvé par eux dans le passé ; car ils n'ont jamais renoncé, expressément et publiquement, aux arguments dont ils se sont inspirés durant huit mois. C'est justement pourquoi nous savons que le service de travail obligatoire se transformerait, sous leur égide, en un instrument du plus grand asservissement des masses laborieuses.

Cela signifie que la classe ouvrière, que chaque ouvrier prolétaire pris individuellement, et qui, à l'heure actuelle, est un prolétaire révolutionnaire rouge, que chaque soldat, que chaque matelot et que chaque paysan deviendraient de pitoyables esclaves blancs, s'effondrant sous le poids, sous le joug d'un Etat impérialiste et pillard ; ils ne seraient plus que des bagnards rivés à la brouette impérialiste, qu'ils auraient à pousser nuit et jour pour servir les intérêts d'un Etat capitaliste, constitué avec l'aide de ces mêmes organisations qui préconisent le pouvoir "conciliateur". Et c'est également l'aspect que revêtirait le problème de la paix, cette question qui nous tient tant à cœur. Mais, camarades, si la question de la paix était confiée, elle aussi, aux organes dits nationaux et non à une organisation de classe, c'est-à-dire aux travailleurs, nous trahirions la cause de la paix en la remettant, par l'intermédiaire des "conciliateurs", — que nous connaissons si bien, qui nous ont suffisamment montré quelle était leur essence politique, — entre les mains de nos adversaires, entre les mains des exploiteurs, contre lesquels — nous le jurons du haut de cette tribune — nous continuerons à mener la guerre civile, sans conciliation possible... (*Vifs applaudissements à gauche.*)

La milice populaire

Camarades ! Une autre question excessivement importante, liée également à celle du pouvoir, se pose devant nous. Il s'agit de l'armement du peuple et de la milice, dont a parlé ici le citoyen Tchernov. Cette question pourrait également être résolue d'une manière diamétralement opposée à celle qu'il propose. Il est vain de parler de la milice populaire, si le pouvoir n'est pas transféré aux masses laborieuses et à elles seules. Nous savons qu'en Suisse les banques sont favorables à une milice populaire. Nous savons que la bourgeoisie norvégienne — vous pouvez le demander à notre camarade norvégien, socialiste de gauche — utilise cette milice dite populaire, mais en réalité organisée par un Etat bourgeois, contre la classe ouvrière. La milice n'est populaire que lorsqu'elle implique le désarmement total de l'Etat et l'armement total des prolétaires et des paysans ; or, cela ne peut s'accomplir que si tout le pouvoir appartient, sans aucun doute possible, à l'ouvrier, au paysan et au soldat, et non aux institutions dites nationales où, à côté du peuple, siègent également ses assassins. C'est en vain que ceux qui possèdent une foi naïve et quelque peu sotte en la vertu de la bourgeoisie, ou ceux qui, poursuivant des buts intéressés, trompent le peuple en lui cachant la vérité, — c'est en vain, dis-je, qu'ils essayent de

nous faire croire qu'un armement des prolétaires et des paysans est possible, avec l'aide du pouvoir dit national, sans être en même temps utilisé contre ce même peuple de travailleurs.

Nous estimons que seule l'organisation des forces armées, concentrant tous les fils, de la base au centre, et se trouvant entre les mains des classes laborieuses organisées en un pouvoir d'Etat, que seul, un tel pouvoir peut résoudre, dans l'avenir, d'une façon efficace et sans hypocrisie, la question d'une milice effectivement populaire.

Camarades, je le répète, il est facile de faire de belles phrases... N'est-ce pas le citoyen Kerenski qui disait, en menant des millions de soldats russes au carnage, que ceux-ci défendaient la cause de la révolution russe, au moment même où il recevait, par des voies, secrètes, des ordres infâmes de l'impérialisme étranger et y obéissait en laquais ?

Et ces divers comités du salut de la révolution, qui avaient surgi lors des journées d'Octobre, ne nous ont-ils pas dit, camarades, qu'ils sauvaient la révolution, au moment même où ils licenciaient les combattants les plus actifs de cette révolution : la garde rouge, les ouvriers et les paysans, ces soldats en capote grise, dont le citoyen Tchernov nous a parlé, et auxquels son camarade de parti, Kerenski, réservait la peine de mort ? A ce moment-là, camarades, n'est-il pas devenu évident quelles étaient les forces motrices effectives de la révolution et quelles étaient celles qui lui étaient opposées ? *(Voix à gauche :* "Quelle infamie !"*)*

Camarades, nous vivons à une grande époque de notre histoire : une ligne de partage des eaux divise actuellement l'Assemblée en deux camps irréconciliables, ne jouons donc plus à cache-cache en essayant de masquer ce fait par des mots. Cette ligne de partage trace la frontière : d'un côté, ceux qui sont pour le socialisme, de l'autre, ceux qui sont contre. Le citoyen Tchernov a dit que nous devions manifester la volonté de socialisme ; mais de quel socialisme parlait le citoyen Tchernov ? De celui qui apparaîtrait dans quelque deux cents ans et que construiraient nos petits-fils ? Est-ce de ce socialisme-là qu'il parlait ? Nous, nous parlons du socialisme vivant, actif, créateur, d'un socialisme dont nous ne voulons pas seulement parler mais que nous voulons réaliser... *(Applaudissements à gauche.)*

Et voilà, camarades, ce qui s'appelle être un socialisme actif. Si on prend au sérieux la question soulevée par le citoyen Tchernov, si on manifeste sérieusement la volonté de dictature des classes laborieuses... *(Applaudissements à gauche.)* Jusqu'à présent, tous les socialistes ont toujours dit, toujours estimé que, pour réaliser le socialisme, il fallait aspirer à la dictature de la classe ouvrière. Jusqu'à présent, tous les socialistes ont dit que seule une conquête dictatoriale de tout pouvoir politique, seule l'exploitation exclusive de tout appareil de la machine gouvernementale permettraient aux classes laborieuses de renverser la structure de l'actuel régime capitaliste. On en a parlé, on a prêté des serments.

Mais, maintenant que nous nous trouvons à un instant décisif, que la classe ouvrière de la Russie, les pauvres travailleurs des campagnes, entourés d'ennemis, couverts d'une sueur ensanglantée, réalisent enfin cette dictature, c'est à ce moment suprême qu'apparaissent les renégats du socialisme. Ils font des avances au Don, à la Rada bourgeoise, il dirigent, à ce moment même, les canons de leurs fusils contre les soviets ukrainiens, c'est-à-dire contre les représentants des travailleurs ukrainiens authentiques. Il se trouve des socialistes pour dire que la dictature est une morale de Hottentots. Et lorsque nous, les sociaux-démocrates révolutionnaires, nous nous prononçons pour une solution dictatoriale de la question du pouvoir... *(Bruit au centre)* ...lorsque nous nous prononçons en faveur de mesures tendant à la guerre la plus décisive, la plus impitoyable contre tous les ennemis du peuple, à ce moment même ces socialistes viennent à nous pour nous dire : *"Mais c'est vous qui copiez les procédés de l'autocratie, c'est vous qui raisonnez comme le Hottentot qui disait : si c'est moi qui vole une vache, c'est bien, mais si c'est à moi que l'on vole une vache, c'est mal."*

"Nous écraserons le capital mondial"

Mais en posant la question du pouvoir et de la dictature de cette façon, ils ne réussissent à démontrer qu'une seule chose, que ces honorables citoyens mettent sur le même plan les esclaves malheureux et exploités, mais fiers et insurgés, et leurs exploiteurs, représentant le capital financier. Ils les mettent dans des conditions identiques, ils leur reconnaissent le même droit moral : celui d'étrangler l'adversaire. Et c'est au moment où le parti du prolétariat révolutionnaire et celui des couches laborieuses de la population mènent la lutte la plus cruelle qu'on ait jamais vue dans l'histoire, et qu'ils tendent tous leurs efforts pour la mener à bien, c'est au moment même où ces partis, où ces classes emploient la violence et même, en cas de nécessité, la terreur contre l'oppression séculaire, pour renverser cette malheureuse société capitaliste de classes, à ce moment même nos adversaires clament que l'on viole les droits du capitaliste d'exploiter librement les citoyens de la grande République soviétique.

Camarades, nous devons maintenant nous souvenir de toute la responsabilité qui nous incombe ; nous ne devons pas oublier que l'humanité vit actuellement une période critique de son histoire ; que ni durant la guerre de trente ans, ni à l'époque de la grande Révolution française, ni au temps des guerres de libération bourgeoise, que jamais, depuis que la société humaine existe, il n'y a eu de poussée aussi colossale que la nôtre. En ce moment, camarades, nous posons les fondements de la vie de l'humanité pour les millénaires à venir. Nous sommes tous mortels, et maintenant une question se pose devant chacun de nous, elle pèse de tout son poids sur la conscience de chacun : avec qui serons-nous ? Avec Kalédine, avec les junkers, avec les fabricants, les négociants, les directeurs des banques d'escompte, qui favorisent le sabotage et étranglent la classe ouvrière, ou bien avec les capotes grises, les ouvriers, les soldats, les matelots ? Nous marcherions alors avec eux, en rangs serrés, partageant leur destinée, nous réjouissant de leurs victoires, nous affligeant de leurs défaites, liés par une seule et unique volonté de socialisme, par un seul et unique désir de créer un pouvoir fort, le pouvoir de la grande République soviétique russe, d'écraser sous une roue de fer... *(Applaudissements à gauche)* ...le capital mondial.

Camarades ! La dernière nouveauté que nous offrent nos adversaires politiques, c'est la formation, maintenant, à l'époque d'une guerre impérialiste désespérée, d'une minable république bourgeoiso-parlementaire, d'une république créée sur le modèle de la République américaine, qui tue ses socialistes à l'électricité, ou de la France, dont la clique financière mène tout !

Et maintenant, camarades, alors que, du jour au lendemain, le monde entier peut s'embraser d'un incendie révolutionnaire, nous déclarons à la république bourgeoiso-parlementaire, du haut de cette tribune, une guerre sans merci ! *(Vifs applaudissements à gauche qui se transforment en une ovation.)* Nous, les communistes, nous, le parti ouvrier, nous aspirons à la création, en Russie d'abord, de la grande République soviétique des travailleurs, nous proclamons le mot d'ordre, lancé il y a déjà un demi-siècle par Marx — et que les classes dominantes et leurs parasites avec eux, tremblent devant la révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre, que leurs chaînes, et ils conquerront le monde entier ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! *(Ovations à gauche. Voix :* "Vive le pouvoir des soviets !"*)* »

Un inédit de Lénine

Au III[e] Congrès de l'Internationale communiste, qui se tient à Moscou du 22 juin au 12 juillet, Lénine et Trotsky, qualifiés par certains de "droitiers", et Lénine au premier chef, dénoncent le "gauchisme" exprimé en particulier par le Hongrois Bela Kun.
Insensibles à la stabilisation relative du capitalisme, les gauchistes, nombreux, prônent "l'offensive révolutionnaire" et l'action minoritaire partout, rejettent le front unique comme une capitulation devant la social-démocratie.
Lénine condamne la théorie de "l'offensive révolutionnaire" prônée par Bela Kun, le culte systématique de la grève insurrectionnelle, qui isole les communistes des ouvriers eux-mêmes, et autres actions minoritaires, et affirme la nécessité pour les communistes de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Il souligne : en Russie, les bolcheviks étaient certes un "petit parti", mais qui avait obtenu la majorité dans les soviets et dans au moins la moitié de l'armée.
Il propose aux Partis communistes de se lancer à la "conquête des masses" par une vaste politique de "front unique" des partis ouvriers (communistes et sociaux-démocrates) contre le capital.
Huit mois plus tard, en février 1922, dans des *Notes d'un publiciste*, non publiées de son vivant, il reviendra sur ce congrès, où *"un groupe nombreux (et "influent") de délégués, avec à leur tête beaucoup de camarades allemands, hongrois et italiens, adoptait une position immodérément "de gauche" (...) ; trop souvent, au lieu de tenir compte sainement d'une situation pas très favorable à l'action révolutionnaire immédiate et directe, ils agitaient frénétiquement de petits drapeaux rouges".*
Dans ce même discours, jusqu'alors inédit (sauf quelques extraits publiés par Trotsky dans le *Bulletin de l'Opposition*, n° 32, décembre 1932, pp. 34-35), il dénonce tout aussi vigoureusement la direction du Parti communiste français, engagé, derrière Marcel Cachin, dans un soutien avoué à la politique du gouvernement français, en particulier dans le problème des réparations de guerre exigées de ce dernier pays et de l'alliance impérialiste France-Angleterre pour contrôler et piller l'Europe exsangue.
Certains passages de ce texte sténographié non revu par Lénine, mal notés, sont peu compréhensibles.

Les méfaits du gauchisme

Lénine : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste (17 juin 1921)

Je suis vraiment arrivé au bon moment, au moment du discours de Bela Kun. Je suis venu ici pour combattre les points de vue de Bela Kun, car je sais avec une totale certitude que si Bela Kun ouvre la bouche, c'est pour défendre les gauchistes. Et j'aurais bien voulu savoir qui il allait défendre. Pour le camarade Beka Kun, le communisme consiste à défendre les gauchistes. Il se trompe. Il faut intervenir très sérieusement contre une telle erreur. Il faut dire ouvertement que s'il y a encore des opportunistes dans le Parti communiste français — et je suis sûr qu'il y en a —, les gauchistes commettent une erreur en désirant rester à gauche sur le modèle de leur ami Bela Kun et de quelques camarades français. Le camarade Bela Kun considère que seuls les opportunistes se trompent, mais, en réalité, les gauchistes se trompent eux aussi.

Contre le discours du camarade Bela Kun

J'ai le sténogramme du discours du camarade Trotsky. Selon ce sténogramme, Trotsky affirme que des camarades de gauche de ce type, s'ils continuent à suivre la même voie, tueront le mouvement communiste et le mouvement ouvrier en France *(applaudissements)*. J'en suis profondément convaincu. Et c'est pourquoi je suis venu ici pour protester contre le discours du camarade Bela Kun, qui a pris la parole contre le camarade Trotsky au lieu de prendre sa défense, ce qu'il aurait dû faire s'il avait voulu être un vrai marxiste.

Le marxisme consiste à définir la ligne politique qu'il faut suivre dans telle et telle circonstance. Quand le camarade Bela Kun vient nous parler de sang-froid, de discipline et de tout ce qui a été exposé dans l'article de *L'Humanité*, sous le même en-tête, il apparaît qu'il ne comprend rien et qu'il a manifestement tort. Et ceux qui ne comprennent pas qu'au moment d'une crise suscitée par l'envoi des troupes françaises dans la Ruhr, le parti ne peut pas avancer de tels mots d'ordre, ceux-là ne sont pas des marxistes.

La conquête des syndicats

Le camarade Bela Kun pense qu'être révolutionnaire signifie défendre les gauchistes partout et en tout lieu. La préparation de la révolution en France, dans l'un des pays européens les plus puissants, ne peut pas être effectuée par un seul quelconque parti. La conquête des syndicats par les communistes français, voilà ce qui me réjouit plus que tout. Quand j'ouvre tel ou tel journal français (je reconnais franchement que cela m'arrive très rarement, car je n'ai pas le temps de lire les journaux), ce qui me frappe le plus, c'est le mot "cellule". Il me semble que vous ne trouverez ce mot dans aucun dictionnaire, parce que c'est une expression purement russe, élaborée par nous dans la longue lutte contre le tsarisme, contre les mencheviks, contre l'opportunisme et contre la république démocratique bourgeoise. Notre expérience a formé une organisation de ce type. Ces cellules travaillent collectivement dans les fractions parlementaires, dans les syndicats ou dans d'autres organisations où existe notre noyau. Et si nous rencontrons des communistes qui font telle faute, moindre que la bêtise admise par le camarade Bela Kun, nous ne leur caressons pas la tête.

Quand je regarde le travail magnifique du Parti communiste, quand je vois

toutes ces cellules formées dans les syndicats et dans d'autres organisations, je dis : la victoire de la révolution est garantie en France si les gauchistes ne font pas de bêtises (1). Et quand on dit, comme le camarade Bela Kun, que le sang-froid et la discipline ne se sont pas justifiés, c'est là une bêtise (1) dans l'esprit des gauchistes. Je suis venu ici pour dire aux camarades gauchistes : si vous suivez un tel conseil, vous tuerez le mouvement révolutionnaire, comme l'a fait Marat (2). Je ne défends pas le Parti communiste français, je ne dis pas que c'est un parti totalement communiste. Non. Quand le camarade Zalevski cite une expression du journal *L'Humanité* qui dit directement que l'exigence de l'indemnisation est une chose juste, il a évidemment tout à fait raison à sa façon. Nous ne pouvons admettre cela.

Prenons un autre exemple, celui de Marcel Cachin et d'autres, qui, au Parlement français, promeuvent l'accord franco-anglais et affirment que cet accord est une garantie de paix. C'est de l'opportunisme, et le parti qui admet cela n'est pas un Parti communiste. Bien sûr, dans notre révolution (3), nous devons indiquer qu'il faut souligner tels et tels faits, que telles ou telles interventions ne peuvent être admises, que ce n'est pas communiste. Mais la critique doit être concrète. Il faut stigmatiser l'opportunisme. Mais le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique. Au lieu de le critiquer, on critique cette expression et on donne de nouveaux conseils. Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours.

Le camarade Laporte avait donc complètement tort, et le camarade Trotsky, en protestant contre cela, avait absolument raison. Peut-être la conduite du parti français n'était-elle pas tout à fait communiste. J'étais prêt à l'admettre. Mais en ce moment, une telle bêtise détruirait le mouvement communiste en France et en Angleterre. Avec l'appel de 1919 (4), on ne fait pas la révolution. Le camarade Trotsky avait mille fois raison quand il l'a affirmé. Un camarade du Luxembourg a aussi reproché au parti français de ne pas avoir saboté l'occupation du Luxembourg. Il pense que c'est une question géographique, comme le croit le camarade Bela Kun. Non, ici, la question est politique, et le camarade Trotsky avait complètement raison en protestant contre cela. C'est une stupidité très "à gauche", très révolutionnaire et très nuisible pour le mouvement français. Seules des bêtises gauchistes peuvent empêcher la victoire du communisme en France, en Angleterre et en Allemagne. Si nous continuons notre lutte contre l'opportunisme, sans aucune exagération, nous vaincrons à coup sûr. Nous devons critiquer ouvertement le Parti communiste français, dire que ce n'est pas un Parti communiste, dire que la politique défendue et représentée au Parlement français par Marcel Cachin sur l'union de la France et de l'Angleterre pour l'exploitation des masses ouvrières (je n'utiliserai pas cette expression officiellement) — par des brigands, et pas par de simples brigands, mais par de gros brigands —, nous devons souligner avec la plus grande précision et la plus grande franchise que cette politique, défendue par Cachin, exprimée dans tel ou tel discours de Cachin dans tel ou tel numéro du journal, n'est pas du communisme, mais de l'opportunisme.

Conquérir une majorité marxiste solide

Le comité central du Parti communiste n'approuvera pas cette politique, ainsi que, je l'espère, le congrès de l'Internationale communiste. Mais nous ne devons supporter ni les bêtises défendues par Bela Kun ni les bêtises qu'a défen-

(1) Le mot russe "gloupost" est plus fort que le mot "bêtise" en français.

(2) A quelle position ou décision de J.-P. Marat pendant la Révolution française Lénine fait-il allusion, nous ne le savons pas, peut-être aux attaques de Marat contre les enragés (Jacques Roux, Varlet, Leclerc, etc.).

(3) Le sténogramme porte "révolution", mais il faut évidemment lire "résolution".

(4) Lénine évoque ici les textes adoptés par le premier congrès de fondation de l'Internationale communiste en mars 1919, dont il affirme ici que leur ligne générale ne pouvait suffire à donner les moyens de préparer la révolution mondiale.

dues le camarade du Luxembourg, ni celles du camarade Laporte, bien qu'il ait magnifiquement parlé... Je sais qu'il y a de véritables révolutionnaires dans la Jeunesse communiste. Critiquez les opportunistes sur un terrain concret, montrez du doigt les erreurs du communisme français officiel, mais ne faites pas vous-mêmes de bêtises. Quand les masses viennent de plus en plus à nous, quand vous avancez vers la victoire, il faut gagner les syndicats. La majorité des syndicats se prêteront magnifiquement à la préparation, et si nous l'obtenons, ce sera une très grande victoire. La démocratie bourgeoise ne vaut plus rien et les syndicats sont aujourd'hui dominés par des dirigeants bureaucrates de la Deuxième Internationale et demie (5). Dans les syndicats, il faut d'abord conquérir une majorité marxiste solide. Et alors, nous commencerons à faire la révolution non pas à partir d'appels de l'année 1919 (6) et pas à l'aide des bêtises dont Bela Kun s'est fait le spécialiste, mais par la lutte contre l'opportunisme, contre les bêtises que font les gauchistes. Et peut-être ce ne sera pas une lutte, mais une précaution contre les discours français de Marcel Cachin, une lutte ouverte contre les traditions, contre l'opportunisme, une façon de se prévenir des stupidités gauchistes. Voilà pourquoi j'ai considéré de mon devoir de soutenir dans le fond ce qu'a dit le camarade Trotsky et de déclarer que la politique que défend le camarade Bela Kun n'est pas digne d'être défendue par un quelconque marxiste, par un quelconque camarade communiste. Il faut combattre cette ligne politique, et j'espère, camarades, qu'après la commission qui a été proposée ici (c'est une proposition tout à fait raisonnable), qu'une fois que la commission aura achevé son travail sur l'analyse de la conduite du parti français, nous parviendrons à des résultats qui confirment ma pensée.

(5) Internationale fondée à Vienne par des partis sociaux-démocrates de gauche, qui ne voulaient pas rejoindre la Troisième Internationale et qui rejoignirent la Deuxième Internationale dès 1923. Internationale Deux et demie était le nom que les bolcheviks lui donnaient par dérision.
(6) Voir note 4.

La lutte contre la guerre

Notes sur les tâches de notre délégation à La Haye

A propos de la lutte contre le danger de guerre, en connexion avec la conférence de La Haye, je pense que la plus grande difficulté est de vaincre le préjugé que c'est là une question simple, claire et relativement facile.

"Nous répondrons à la guerre par la grève ou la révolution", voilà ce que disent généralement à la classe ouvrière les leaders réformistes les plus en vue. Et très souvent le radicalisme apparent de ces réponses satisfait, tranquillise les ouvriers, les coopérateurs et les paysans.

Il est impossible de "répondre" à la guerre par la grève

Peut-être la démarche la plus juste serait-elle de commencer par réfuter cette opinion de la façon la plus catégorique : déclarer que surtout maintenant, après la guerre récente, seuls les gens les plus sots ou les menteurs avérés peuvent assurer que pareille réponse à la question touchant la lutte contre la guerre a quelque valeur ; déclarer qu'il est impossible de "répondre" à la guerre par la grève de même qu'il est impossible de "répondre" à la guerre par la révolution, au sens littéral, le plus simple, de ces expressions.

Il faut expliquer la situation réelle, combien grand est le mystère dont la naissance de la guerre est entourée et combien l'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre véritablement imminente.

Il faut encore et encore expliquer aux gens, de la façon la plus concrète, comment les choses se sont passées pendant la dernière guerre et pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Il faut expliquer notamment l'importance de ce fait, que la question de la "défense de la patrie" se pose inévitablement et que l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie.

Expliquer ce qu'est le "défaitisme"

Donc, expliquer d'abord ce qu'est la "défense de la patrie", expliquer ensuite à ce propos ce qu'est le "défaitisme", et, enfin, indiquer le seul moyen possible de combattre la guerre, c'est-à-dire conserver et constituer une organisation illégale pour une action *durable* contre la guerre, action menée par tous les révolutionnaires participant à la guerre, — tout cela doit être mis au premier plan.

Boycotter la guerre est une phrase stupide. Les communistes doivent participer à n'importe quelle guerre réactionnaire.

On ferait bien de montrer d'une manière particulièrement concrète, avec des exemples tirés de la presse allemande d'avant-guerre, et notamment du congrès de Bâle en 1912, que reconnaître en théorie que la guerre est un crime, que la guerre est inadmissible pour un socialiste, etc., ne sont que paroles vaines, parce qu'il n'y a rien de concret dans cette façon de poser la question. On ne donne aux masses aucune idée réellement vivante de la manière dont la guerre peut devenir imminente et éclater. Au contraire, chaque jour, dans d'innombrables exemplaires, la presse dominante escamote cette question et répand à ce sujet des mensonges contre lesquels la faible presse socialiste est absolument impuissante, d'autant plus qu'en temps de paix également elle professe sur ce point des idées foncièrement erronées. La presse communiste, dans la plupart des pays, faillira lamentablement, elle aussi, à coup sûr.

Je pense que nos délégués au congrès international des coopérateurs et des trade-unionistes devraient se partager la be-

sogne et analyser, très minutieusement, tous les sophismes dont on se sert aujourd'hui pour justifier la guerre.

Le principal moyen d'entraîner les masses à la guerre

Peut-être que le principal moyen d'entraîner les masses à la guerre, c'est justement ces sophismes de la presse bourgeoise ; et ce qui explique surtout notre impuissance face à la guerre, c'est que nous n'examinons pas d'avance ces sophismes, ou bien, chose plus grave encore, nous les éludons par des phrases banales, vaniteuses et absolument vides de sens, telles que : nous ne permettrons pas la guerre, nous comprenons parfaitement que la guerre est un crime, et ainsi de suite, dans l'esprit du Manifeste de Bâle en 1912.

Il me semble que si, à la conférence de La Haye, nous avons quelques personnes capables de faire, dans une langue ou dans une autre, un discours contre la guerre, il importera surtout de réfuter l'opinion selon laquelle les assistants seraient des adversaires de la guerre, qu'ils comprendraient comment la guerre peut et doit devenir imminente au moment où ils s'y attendent le moins, qu'ils connaîtraient tant soit peu le moyen de la combattre, qu'ils seraient tant soit peu en état de prendre des mesures judicieuses et efficaces contre la guerre.

Forts de la récente expérience, nous devons montrer qu'au lendemain de la déclaration de la guerre, une foule de problèmes théoriques et pratiques se poseront qui mettront l'énorme majorité des mobilisés dans l'impossibilité absolue de les envisager avec tant soit peu de lucidité, de bonne foi, sans parti pris.

Je pense qu'il faut expliquer cette question avec force détails, et ce de deux façons.

Il faut démontrer...

D'abord, en exposant et analysant ce qui s'est passé pendant la guerre précédente, et en déclarant à tous les assistants qu'ils l'ignorent, ou font semblant de le savoir, alors qu'en réalité ils ne veulent pas voir le fond de la question, sans quoi il est impossible de parler d'aucune lutte contre la guerre. Sur ce point, j'estime qu'il est nécessaire d'examiner toutes les nuances, toutes les opinions qui avaient cours à l'époque, parmi les socialistes russes, à propos de la guerre. Il faut démontrer que ces nuances sont dues non pas au hasard, mais au caractère même des guerres contemporaines en général. Il importe de prouver que sans faire l'analyse de ces opinions et sans expliquer comment elles naissent inéluctablement et exercent une influence décisive dans la lutte contre la guerre, — on ne saurait parler d'aucune action contre la guerre ni même d'une attitude consciente à son égard.

En second lieu, il convient de considérer les conflits actuels même les plus infimes, et expliquer par leur exemple comment la guerre peut éclater chaque jour d'un litige entre l'Angleterre et la France à propos d'un détail quelconque de leur traité avec la Turquie, ou bien entre l'Amérique et le Japon pour une divergence futile sur n'importe quelle question du Pacifique, ou bien entre telles ou telles grandes puissances pour des désaccords coloniaux, ou bien à cause de leur politique douanière, de leur politique commerciale en général, etc. Il me semble que si les moindres doutes surgissent sur la possibilité de pouvoir, en toute liberté, exposer à La Haye tout ce que nous avons à déclarer dans un discours contre la guerre, il convient d'envisager quelques astuces pour pouvoir dire au moins l'essentiel, et publier ensuite, dans une brochure, ce qu'on n'aura pas pu dire. Il faut parler, quitte à se faire couper la parole par le président.

... les arguments essentiels

Je pense que, à cette même fin, la délégation doit comprendre, en plus d'orateurs capables et tenus de prononcer un discours contre la guerre en général, c'est-à-dire de développer les principaux arguments et les conditions de lutte contre la guerre, des personnes connais-

sant les trois principales langues étrangères pour s'entretenir avec les délégués, afin de savoir à quel point ces derniers ont compris les arguments essentiels et à quel point il est nécessaire de produire tels ou tels arguments ou de citer tels ou tels exemples.

Peut-être pour un certain nombre de questions pourra-t-on exercer une action efficace en citant uniquement des faits tirés de la dernière guerre. Peut-être pour d'autres problèmes ne pourra-t-on exercer une action efficace qu'en expliquant les conflits actuels entre les Etats et leur liaison avec une collision armée éventuelle.

Des choses monstrueusement fausses

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, je me souviens qu'il y a eu une série de déclarations de nos députés communistes dans les Parlements comme dans leurs discours extra-parlementaires, déclarations qui contiennent des choses monstrueusement fausses et d'une monstrueuse légèreté d'esprit, sur la lutte contre la guerre. Je pense qu'il faut s'élever avec la dernière énergie contre de pareilles déclarations, surtout si elles ont été faites après la guerre, et nommer impitoyablement chacun de ces orateurs. On pourra adoucir comme on veut, surtout si cela est nécessaire, son jugement sur un orateur de cette espèce, mais on ne devra pas passer sous silence un seul de ces exemples ; car traiter cette question à la légère est un mal qui prime tout le reste et pour lequel il est absolument impossible de se montrer indulgent.

Il existe des décisions de congrès ouvriers d'une absurdité et d'une inconsistance impardonnables.

On doit recueillir sur-le-champ les documents de toutes sortes, examiner minutieusement les parties et les détails de chaque thème, ainsi que toute la "stratégie" au congrès.

Une erreur ou même une lacune grave en cette matière serait inadmissible de notre part.

Le 4 décembre 1922

Publié pour la première fois dans la *Pravda*, n° 96, le 26 avril 1924.
Signé : Lénine.
Conforme au texte dactylographié, corrigé et signé par Lénine.

Fiodor Dan

Ce texte de Fiodor Dan définit la position des menchéviks face à la révolution russe au début des années 1930.
Dan donne la vision menchevique de la scission du POSDR en 1903, qui a donné naissance aux courants mencheviques et bolcheviques, et présente *Que faire ?* de façon pour le moins schématique voire quelque peu caricaturale.
En effet, en faisant de l'article un des statuts du parti la cause de la scission... il oublie de signaler que, lors de la réunification provisoire des mencheviks et des bolcheviks en 1906, le congrès de réunification a adopté la formulation de l'article un présentée par Lénine en 1903.
Nous attirons l'attention du lecteur sur trois points :
1) Dan présente la révolution russe comme un phénomène purement russe. De la vague révolutionnaire qui ébranle l'Europe — en particulier l 'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie — et disloque la monarchie austro-hongroise, il ne dit pas un mot. Or la social-démocratie internationale à laquelle il appartient a puissamment contribué à contenir puis à faire refluer cette vague révolutionnaire.
2) Dan reconnaît l'existence de conquêtes profondes de la révolution qu'il affirme vouloir défendre.
3) En même temps, considérant tout mouvement révolutionnaire en URSS comme débouchant inévitablement sur la victoire de la réaction, il définit clairement comme perspective politique la réforme de la bureaucratie naissante. Ainsi s'amorce sans doute son futur ralliement politique au Kremlin au lendemain de la guerre.

Les mencheviks et la révolution russe

(Fiodor Dan)

"Les socialistes russes et la dictature du prolétariat"

Le *bolchevisme* est né au début de ce siècle, au sein de la social-démocratie russe, comme une des tendances qui s'opposaient alors à propos des questions d'organisation du parti, et ses principes n'ont fait que refléter les véritables conditions du travail révolutionnaire illégal dans la Russie tsariste. Ces conditions exigeaient la formation de groupes déterminés d'individus, pour lesquels la révolution devenait une "profession", et qui se composaient principalement de parvenus intelligents sortis de la bourgeoisie, de la petite et moyenne noblesse, etc. Un petit nombre seulement d'ouvriers avancés pouvaient s'élever jusqu'à s'intégrer dans ces groupes d'intellectuels, où d'ailleurs ils étaient alors complètement noyés. L'écrasante majorité de la classe ouvrière elle-même, dénuée de toute éducation politique et de toute possibilité d'organisation, était au point de vue social et culturel étroitement liée au village russe paupérisé et barbare. De cette façon, toute la force d'un mouvement ouvrier faisant impétueusement sa percée se concentrait dans les cellules illégales de "révolutionnaires professionnels". La masse ouvrière intervenait dans le mouvement comme une force physique élémentaire, qui bataillait héroïquement pour les revendications du moment, se dressait de plus en plus contre l'autocratie et l'ordre tsariste tout entier, sans être toutefois en mesure de se rendre un compte exact ni des conditions historiques ni des possibilités et des buts finaux de la révolution dont elle était elle-même le porteur et le moteur.

Que faire ?

En 1902, Lénine fit écho à cette situation de fait dans sa célèbre brochure *Que faire ?* où il formule la théorie suivant laquelle le mouvement ouvrier, réduit à ses propres forces, ne s'élèvera jamais qu'à une conscience *trade-unioniste* (syndicale), qu'à l'idée d'une lutte pour l'amélioration de sa situation dans le cadre du mode capitaliste de production.

La conscience socialiste ne peut être introduite dans le mouvement ouvrier que du dehors, par des gens qui, s'étant assimilé la science moderne, sont arrivés théoriquement à l'idée de la nécessité et de l'inéluctabilité du socialisme, c'est-à-dire par des intellectuels socialistes. Les créateurs et les gardiens de la conscience socialiste, les garants d'une politique socialiste révolutionnaire, c'étaient donc les "révolutionnaires professionnels" et non la classe ouvrière elle-même dans sa masse. Cette théorie, qui contredit d'une façon si évidente la doctrine de Marx, est devenue le fondement de toute la doctrine du bolchevisme *(léninisme)* — avant tout de sa doctrine en matière d'organisation. De là provinrent aussi les controverses sur le paragraphe 1 de nos statuts au congrès de 1903 ; elles aboutirent à la scission de notre parti en bolcheviks et en mencheviks, après que Lénine, qui, à l'encontre de Martov, voulait réserver le droit à l'affiliation au parti aux seuls "révolutionnaires professionnels", formula cet aphorisme que la tâche du parti devait consister à organiser secrètement un groupe plus ou moins *étroit de dirigeants* et à attirer au mouvement la *masse la plus large possible*. Mais cette même théorie oblige à "épurer", à tout moment, des "éléments hésitants" des rangs des "révolutionnaires professionnels" eux-mêmes, à assurer aux plus conscients la prédominance sur les moins conscients et à établir

sur toute l'organisation le pouvoir dictatorial du "leader" super-conscient, car "le maximum de conscience" (chez les dirigeants) doit se combiner avec "une obéissance sans discussion" (chez les dirigés). C'est en cela que consiste précisément la "discipline prolétarienne de fer", par opposition à "l'opportunisme dans l'organisation" des intellectuels. Ce principe fondamental de la construction du parti "de haut en bas", par lequel la composition de tous les congrès est généralement déterminée par les instances centrales — apparemment élues et contrôlées par eux —, ce principe garde encore aujourd'hui sa pleine efficacité dans tous les partis bolchevistes. Toute l'organisation de l'Etat bolcheviste a d'ailleurs été construite d'après le même principe d'un prétendu "centralisme démocratique".

Des conceptions jacobines

Bien que, de l'avis d'Engels, *"l'époque des révolutions faites par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes"* fût passée pour les pays avancés dès la fin du XIX[e] siècle, elle n'était pas encore passée pour les pays arriérés comme la Russie, même dans le premier quart du XX[e] siècle. Paul Axelrod, Martov, Rosa Luxemburg montrèrent que, sous le couvert des idées de Lénine sur l'organisation, se cachaient en réalité ses conceptions *"jacobines"* sur le développement révolutionnaire et sur la dictature. Lénine lui-même fut contraint d'en convenir, quand, dans sa brochure *Un pas en avant, deux en arrière*, il répondit à ces critiques : *"Un Jacobin lié à la classe ouvrière — tel est précisément le social-démocrate révolutionnaire"* (ainsi se nommaient alors les bolchevistes) ! Comme le jeune Marx, Lénine comprenait d'ailleurs qu'une dictature "jacobine" du prolétariat *"ne peut être qu'un moment de la révolution bourgeoise elle-même"*. Son mot d'ordre, tiré des expériences de la révolution de 1905, ne fut donc pas *"Dictature du prolétariat"*, mais *"Dictature du prolétariat et des paysans"*. Il voyait l'unique tâche de cette dictature dans l'accomplissement radical de la révolution bourgeoise et combattit dès lors avec acharnement non seulement toute extension de cette tâche dans un sens socialiste, mais encore toutes les idées (dans le genre d'un "gouvernement ouvrier" ou d'une "révolution permanente" de Parvus et de Trotsky) qui lui semblaient de nature à éveiller des conceptions sur le passage automatique *(Hinüberwachsen)* d'une révolution bourgeoise en Russie à une révolution socialiste.

Le stalinisme remplace le léninisme

Lénine persévéra dans cette attitude pendant la guerre et, même après la révolution d'Octobre, le mot "socialiste" manquait au nom de baptême de la "République fédérative des soviets", issue de cette révolution. Ce n'est que peu à peu que l'utopisme, libéré par la toute-puissance dictatoriale, s'unit au besoin pressant de centraliser l'économie (presque complètement arrêtée par les convulsions révolutionnaires anarchiques dans les villes et les campagnes, par le sabotage des entrepreneurs, employés, professions libérales, par la guerre civile et l'intervention) pour inscrire le "communisme" sur le drapeau de la dictature et pour qualifier de "socialiste" la révolution elle-même. Toutefois, le changement dans la détermination des buts de la révolution n'était pas encore déduit des conditions intérieures de la Russie, mais de l'approche de la *révolution socialiste mondiale*. Et c'est seulement quand elle vit que la révolution mondiale se faisait par trop attendre que la dictature, liée par ses traditions spirituelles, se trouva forcée, après la mort de Lénine, d'arborer le mot d'ordre de la *"construction du socialisme dans un seul pays"*. Comme jadis le *léninisme* remplaça le marxisme, aujourd'hui, le *stalinisme* remplace le léninisme.

La paysannerie petite-bourgeoise

Il suffit de lire attentivement la récente *Histoire de la révolution d'Octobre* de Trotsky pour remarquer aussitôt com-

ment la dictature bolcheviste prit dès son origine un caractère jacobin ; comment Lénine fut forcé de mener à bout ses plans derrière le dos des soviets, pour lesquels il réclamait publiquement "tout le pouvoir", derrière le dos du parti, qu'il déclarait incarner l'esprit prolétarien de lutte de classe, et même derrière le dos du comité central, à la tête duquel il se trouvait ; comment, enfin, une conjuration de la "minorité consciente" s'appuya sur le *soulèvement* de la "masse inconsciente" pour mener la révolution dans le sens des "révolutionnaires professionnels". Trotsky ne voit ici que des problèmes de technique révolutionnaire, que "l'art de l'insurrection". En réalité, son livre même prouve que cette "technique" est déterminée par le comportement social, politique et culturel des forces sur lesquelles les bolchevistes s'appuyèrent, forces qui n'ont pas seulement déterminé le "jacobinisme" de la dictature bolcheviste, mais également ses tribulations ultérieures. Car il s'agissait avant tout de *soldats*, c'est-à-dire de *fils de paysans* militairement organisés et armés, et ce n'est qu'en s'adaptant à eux et en s'appuyant sur eux que la "minorité prolétarienne agissante" put réaliser ses plans audacieux. Dès la naissance de la dictature, la paysannerie petite-bourgeoise apparaît comme la force décisive de la révolution russe et elle marque de son empreinte le cours des événements.

Un radicalisme inouï

Sans aucun doute, la dictature jacobine du bolchevisme n'a pas accompli une œuvre moins importante que son prototype français. Avec un radicalisme inouï, elle a anéanti tous les vestiges de l'ordre féodal tsariste et accompli la révolution agraire. Dans la guerre civile, elle a battu la restauration et la contre-révolution "blanche", résisté à l'intervention impérialiste, libéré les nationalités, en même temps qu'elle rétablissait l'unité de l'Etat qui menaçait de s'écrouler.

Forcée par la résistance des paysans, la grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1921 et le soulèvement de Cronstadt, de jeter par-dessus bord les utopies du *"communisme de guerre"*, elle rendit possible, en inaugurant la Nouvelle politique économique (la NEP), le rétablissement des forces productives du pays, presque anéanties par la guerre extérieure et la guerre civile, par l'intervention et le blocus, par les tempêtes de la révolution non moins que par les expériences utopiques : les entreprises étatisées furent transformées en entreprises basées sur les principes capitalistes de l'exploitation en vue du profit et la liberté de l'économie "bourgeoise" fut rendue non seulement aux exploitations paysannes et au commerce, mais partiellement aussi à la production industrielle. Aujourd'hui, dans la période de la *"ligne générale"*, où la dictature est entrée quand l'ascension des éléments bourgeois, avant tout au village, favorisée par la NEP, devint par trop dangereuse, elle s'efforce, fouettée par l'instinct de conservation et, partant, à une allure vertigineuse et insensée, et par l'emploi d'une violence extrême, de résoudre le problème historiquement nécessaire de l'industrialisation du pays et du progrès technique de son économie rurale arriérée.

Les grandes conquêtes historiques de la révolution

Il ne vient pas à l'esprit de notre parti de nier les *grandes conquêtes historiques* de la révolution sous la direction bolcheviste. Il oppose au contraire ces conquêtes à tous ceux qui déclarent la dictature bolcheviste une "contre-révolution" ou la mettent sur le même pied que le fascisme. Mais en même temps, notre parti insiste sur le fait que ces conquêtes, y compris le capitalisme industriel d'Etat et la coopération agricole, se meuvent fondamentalement dans le cadre d'une révolution *bourgeoise*, et qu'inversement la dictature bolcheviste est mise en échec chaque fois qu'elle s'efforce d'étendre la révolution hors de son cadre. Cet échec n'est pas la conséquence d'un automatisme économique — inexistant — de l'évolution sociale ; il a pour cause la résistance des forces so-

ciales vivaces, avant tout de la *paysannerie*, qui forme en Russie la classe bourgeoise fondamentale et qui ne cesse d'engendrer les rapports sociaux bourgeois. *Le problème de la révolution* — comme celui de la contre-révolution ! — n'est pas purement économique ; il est avant tout le problème du rapport des forces sociales sur une base économique donnée, *le problème de la lutte des classes*. C'est ce que doivent se dire aussi bien ceux qui haïssent aveuglément le bolchevisme que ceux qui en sont les adorateurs dénués de sens critique. Et, de ce point de vue, il devient immédiatement clair que, plus longtemps la dictature cherche à survivre à l'accomplissement des tâches historiques qui l'ont fait naître, plus elle devient un *danger* direct pour la cause de la révolution, de la classe ouvrière et du socialisme dont elle se prétend le champion.

Une étape historique inévitable et nécessaire

Correspondant au rapport des forces sociales en Russie, la dictature bolcheviste de la "minorité consciente" s'avéra une étape historique inévitable et nécessaire dans le cours de la révolution russe. Mais l'évolution sociale se meut par antithèses ; elle est "dialectique". Toute médaille a son revers. Ce qui est bienfait aujourd'hui devient fléau demain, et la force vivifiante aujourd'hui se change demain en un "mort saisissant le vif" et freinant l'évolution sociale.

La dictature bolcheviste a anéanti jusqu'aux racines les restes de l'ordre tsariste et vaincu, dans la guerre civile, la contre-révolution. Mais déjà, au cours de ce travail historiquement nécessaire et révolutionnairement fructueux, elle a détruit pas à pas toute apparence de liberté, non seulement pour les masses exploiteuses renversées, mais également pour les masses ouvrières auxquelles la révolution devait précisément apporter la liberté. Les partis politiques de la classe ouvrière furent étouffés ; les syndicats, libres organes de lutte du prolétariat, transformés en une organisation bureaucratique obligatoire dans l'intérêt de la rentabilité de l'économie étatique. Le "pouvoir des soviets", dont la supériorité sur le parlementarisme consistait, selon ses propagandistes, à exprimer la *"volonté d'aujourd'hui et non d'hier de la masse"* (Trotsky), se démasqua comme "pouvoir soviétique", c'est-à-dire comme un pouvoir illimité, qui n'est relié aux soviets que par son origine lointaine, mais qui est en réalité complètement indépendant des soviets et occupe même par rapport à eux une position dominante.

Et ce qu'il y a de plus néfaste, c'est que la guerre civile et l'intervention ont fait grandir un appareil bureaucratique, policier et militaire, rigidement centralisé et largement ramifié, dont les intérêts divergent de plus en plus des intérêts de la masse ouvrière, un appareil qui s'élève au-dessus de cette masse et ne s'impose plus à elle par l'agitation, comme ce fut le cas à l'aube de la révolution, mais par la contrainte étatique et la terreur sanglante.

La dégénérescence de la dictature

La *dégénérescence* de la dictature est de plus en plus rapide depuis qu'est achevée la phase de *destruction* de l'ordre ancien et de la guerre civile, qui faisait d'une dictature jacobine dans les conditions russes une nécessité historique, et depuis que la dictature, sous le signe de la NEP, passa au travail positif de *construction*. La nécessité et la justification historiques d'un pouvoir dictatorial avaient disparu ; l'instinct de conservation de la dictature est toutefois resté et les moyens de contrainte inouïs qu'elle avait concentrés dans ses mains lui donnèrent la possibilité de maintenir une forme de l'Etat, qui, historiquement, s'était survécue. Par ce fait, l'exécution des tâches positives fut grevée de faux frais toujours croissants et rendue plus difficile ; faux frais qui, résultant de la puissance illimitée d'une bureaucratie à l'abri de tout contrôle public, se répercutèrent sur toute la vie économique et politique, et provoquèrent le mécontentement croissant des masses qui avaient fait la révolution et s'en voyaient maintenant frustrées. La résistance des

masses contraignit la dictature — toujours dans l'intérêt de sa conservation — à liquider la "NEP" et à recourir à la politique de violence ouverte de la prétendue "ligne générale". Mais cette volte-face n'a fait que renforcer considérablement la résistance des masses. Malgré les indéniables succès de la construction industrielle, on ne réussit pas à réaliser intégralement le plan quinquennal, cependant que sa réalisation violente faisait réapparaître la misère et la faim des années du "communisme de guerre". En ce moment, les indices se multiplient que cette étape de la dictature bolcheviste court également à sa fin ; les exploitations collectives elles-mêmes, imposées à la *paysannerie*, deviennent les points de ralliement de sa résistance ; le mécontentement s'empare des *masses ouvrières* affamées, qui sont dans leur écrasante majorité étroitement reliées au village ; de même qu'en 1922, une profonde agitation est également perceptible dans *l'armée* et dans la *flotte* ; et jusque tout en haut de la dictature, la lutte intestine s'exaspère de nouveau.

Des masses paysannes et ouvrières affamées, désespérées, sans aucune organisation et prisonnières de la terreur, ne sont pas capables d'une nouvelle "révolution". D'autant plus faut-il redouter que leur mécontentement passif ne devienne le fondement sur lequel, comme ce fut déjà souvent le cas dans l'histoire, un coup d'Etat *"bonapartiste", fasciste* en l'occurrence, tranchera les contradictions de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. Dans la mesure où une dictature jacobine épuise ses tâches révolutionnaires, sa persistance même est un danger de contre-révolution.

La dictature d'une nouvelle couche privilégiée

La dictature bolcheviste n'est pas *une dictature de la classe ouvrière* ; elle est toutefois une dictature *révolutionnaire*, encore qu'elle dégénère de plus en plus en une dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne. Ces considérations déterminent par rapport à elle la position de notre parti, qui est et veut rester un *parti de la classe ouvrière socialiste*.

Défendre les véritables conquêtes de la révolution

Un tel parti devait, même dans la révolution, conserver son programme particulier et ne pouvait ni laisser absorber complètement le mouvement ouvrier par le mouvement général d'une révolution bourgeoise, ni capituler devant la dictature "jacobine". Nous avons soutenu et soutenons encore cette dictature, partout où elle apparaît comme le support des tâches révolutionnaires ; nous avons défendu et nous défendons encore en elle les véritables conquêtes de la révolution, que ce soit sur le terrain de l'économie, de la culture, de l'autonomie nationale, etc. Nous, avons combattu et combattons encore, à ses côtés, toutes les variétés de contre-révolution et, au moment du plus grand péril, pendant la guerre civile, nous avons même décidé de mobiliser nos adhérents et de les incorporer dans les rangs de l'Armée rouge. Avec elle, nous avons défendu et défendons encore la révolution russe contre toutes les tentatives de contrainte, directes ou indirectes, de la bourgeoisie capitaliste, par l'intervention armée, le blocus commercial ou le refus de reconnaître le gouvernement révolutionnaire. Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, nous avons exprimé notre disposition à une alliance directe (entente) même avec la révolution dans sa forme bolcheviste, pour autant — comme Martov insista sur ce point dans son dernier écrit — que le prolétariat socialiste garderait la possibilité de conserver son propre caractère et d'agir sur la révolution pour la libérer de l'utopisme et des tendances réactionnaires, c'est-à-dire pour autant que la démocratie *deviendrait* le fondement de l'alliance, tout au moins au sein de l'écrasante majorité paysanne-prolétarienne qui avait accompli la révolution, et que, par là, la dictature abandonnerait progressivement ses tendances "jacobines".

Prévenir la contre-révolution

Toutefois, dans la mesure où la dictature tombait en dégénérescence, *la lutte pour prévenir la contre-révolution* passa nécessairement au premier plan dans la politique de notre parti, à côté de cette *défense de la révolution*.

Le seul moyen efficace pour prévenir la contre-révolution, c'est naturellement la *réconciliation des masses populaires avec la révolution* qu'elles ont faite, mais dont elles se détournent sous l'action de la politique dictatoriale. Le *problème paysan* apparaît à ce point de vue comme fondamental en Russie. Comme partout dans le monde, le paysan russe est un petit-bourgeois, qui désire avant tout la liberté de l'économie petite-bourgeoise. Etant donné le rôle décisif de la paysannerie en Russie, elle conquerra cette liberté tôt ou tard. Pour qu'elle n'attende pas la liberté du triomphe de la contre-révolution, il faut qu'elle l'obtienne de la révolution, de la classe ouvrière au nom de laquelle la révolution s'est faite. La liberté ne suppose pas du tout l'abandon de l'étatisation de l'industrie, elle suppose uniquement l'abandon des rythmes insensés de l'industrialisation, qui ne sont imposés que par l'instinct de conservation de la dictature et qui ne peuvent être basés que sur le pillage de la paysannerie. Elle ne suppose pas non plus le retour général à la petite exploitation individuelle, elle exige cependant l'abandon de la collectivisation par contrainte, la garantie du droit pour chaque paysan d'exploiter individuellement son champ, la transformation du kolkhoze obligatoire en une libre coopérative paysanne, au sein de laquelle les paysans pourront, en Russie comme dans le monde entier, travailler d'après les principes "bourgeois".

La nécessaire liberté des organisations ouvrières

Toutefois, afin que le prolétariat puisse apparaître comme le support de la réconciliation de la paysannerie avec la révolution et du rétablissement de l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat, et afin qu'il puisse devenir non seulement l'allié, mais le guide de la paysannerie, il faut que le prolétariat lui-même soit réconcilié avec la révolution. Non seulement sa situation matérielle doit être relevée pour qu'elle corresponde aux espérances qu'il avait mises dans la révolution, mais encore son activité politique, tuée par l'oppression et la terreur, doit être ranimée. La liberté des *organisations ouvrières* n'est pas seulement nécessaire pour la sauvegarde des conquêtes et des intérêts du prolétariat dans la société bourgeoise qui est en train de naître de la révolution, mais elle devient aussi le préliminaire nécessaire au rétablissement de son alliance révolutionnaire avec la paysannerie.

Le *remplacement de la dictature terroriste par une organisation d'Etat démocratique* — qui garantit les droits politiques, qui soumet le gouvernement au contrôle public et fait de lui non plus le maître absolu de la société, mais son serviteur — devient aussi la condition primordiale et historiquement nécessaire du *sauvetage de la révolution et de la prévention de la contre-révolution menaçante*.

Dans les conditions décrites, la social-démocratie russe ne peut attendre cette volte-face salutaire ni du bon vouloir des dictateurs, ni moins encore d'un *renversement violent* de la dictature, lequel deviendrait forcément, dans l'état des masses populaires que nous avons caractérisé, non pas le prélude d'une organisation démocratique de l'Etat, mais le point de départ de la pire contre-révolution, encore que cette contre-révolution se cacherait au début sous un manteau quasi démocratique, comme elle le fit d'ailleurs pendant la guerre civile. C'est pourquoi la social-démocratie est l'ennemie irréconciliable non seulement de tous complots et attentats terroristes, mais aussi de toute tactique basée sur la préparation, l'encouragement ou l'exploitation de la révolte. *L'organisation de tous les éléments conscients du prolétariat*, communistes y compris, en vue de contraindre le gouvernement issu de

la révolution à changer sa politique dans le sens indiqué, tel est pour la social-démocratie le *seul moyen* d'ouvrir la voie à une *démocratisation du régime* et, partant, à la disparition de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. La véritable grande révolution pourra être sauvée de l'effondrement antirévolutionnaire non par l'impossible "nouvelle révolution", mais seulement par la *"réforme"*, pour autant qu'un tel sauvetage soit encore historiquement possible !

Mais où en sont les perspectives *socialistes* de la révolution russe ?

Bien qu'ayant un contenu identique, les révolutions bourgeoises, à des époques et dans des circonstances différentes, se déroulent différemment : elles font passer à l'avant-plan des forces sociales différentes, elles produisent des résultats différents et elles offrent des possibilités différentes. Le cours et l'issue de la révolution russe ne pouvaient pas ne pas être influencés par la circonstance que cette révolution a éclaté à la limite de deux époques sociales, au moment où le capitalisme, dans les pays avancés, craque dans toutes ses jointures et où sa banqueroute aplanit la route vers l'économie étatique et collective, au moment où la bourgeoisie jette pardessus bord tous ses anciens idéaux et sombre spirituellement ; au moment où le prolétariat devient la seule classe véritablement révolutionnaire.

L'ambiance mondiale voulut que l'idéologie du mouvement révolutionnaire russe fût teintée de socialisme dès sa naissance. Pour la même raison, dès que la grande industrie se fut introduite en Russie, les ouvriers y devinrent la force révolutionnaire principale. C'est l'ambiance mondiale qui a voulu — comme Martov l'écrit dans son ouvrage déjà cité — que la révolution bourgeoise en Russie s'accomplisse *"comme une révolution petite-bourgeoise et paysanne, encore que conduite par un parti prolétarien, révolution très influencée par l'utopisme d'un prolétariat arriéré"*. Mais c'est aussi cette ambiance qui a déterminé dans une large mesure les résultats économiques et sociaux du formidable bouleversement révolutionnaire.

La grande bataille qui s'amorce entre le capitalisme et le socialisme...

Ces résultats *pourraient* devenir les prémices d'une évolution accélérée de la Russie arriérée vers le socialisme, mais à une seule condition : que, de la grande bataille qui s'annonce entre le capitalisme et le socialisme dans les pays avancés, le socialisme sortît vainqueur. Et inversement : toutes les prémices d'une économie étatique et collective en Russie devront traverser une évolution régressive si le capitalisme réussit à vaincre la classe ouvrière dans les pays avancés et à y rétablir sa toutepuissance.

Rien n'est donc plus néfaste que de bercer la classe ouvrière avec le "miracle de l'Orient", de l'élever dans l'espérance que la victoire du socialisme dans la Russie arriérée assurerait sa propre victoire dans l'Occident avancé. Ce n'est pas le socialisme russe qui peut sauver de la défaite la classe ouvrière des pays avancés. Au contraire : ce n'est que par le succès de sa propre lutte que cette classe ouvrière peut sauver la révolution russe et elle-même du danger dont le triomphe de la contre-révolution en Russie les menace toutes deux ; et ce n'est que la victoire du socialisme en Occident qui peut aussi assurer une évolution socialiste accélérée de la Russie. La dégénérescence de la dictature bolcheviste, que nous avons décrite, diminue toutefois les chances de cette victoire prolétarienne, non seulement parce qu'elle provoque en Russie le danger antirévolutionnaire, mais aussi parce qu'elle encourage la *division du prolétariat international*, tandis que son unité et la tension de toutes ses forces contre l'ennemi commun — la bourgeoisie capitaliste — sont la condition primordiale de sa victoire, de la victoire du socialisme mondial.

C'est pourquoi la social-démocratie russe considère sa lutte pour le salut de la révolution russe non seulement comme son devoir national, mais aussi comme son devoir international envers le

prolétariat et le socialisme mondial. Bien que les tribulations les plus prochaines de la révolution russe soient encore cachées, la social-démocratie russe mène son combat avec la ferme confiance que la victoire finale lui est réservée et que la classe ouvrière russe se rangera elle aussi sous la bannière de la démocratie socialiste internationale et mènera la lutte pour sa libération. Car, pour le mouvement ouvrier russe aussi, Marx continue d'avoir raison contre Lénine !

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Le texte reproduit ci-dessous est extrait d'une conférence prononcée à Paris en décembre 1932 devant les étudiants socialistes SFIO. Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une interview accordée en 1938 par Dan sur le troisième procès de Moscou.

Léon Trotsky

Ce texte de Trotsky figure à la fin du tome 23 des *Œuvres* (pp. 334 à 338). L'expérience prouve qu'il est néanmoins largement méconnu, car il est assez malaisé d'y entrer. La difficulté que représente sa lecture consiste en ce qu'il est conçu comme la préface à un recueil qui ne verra jamais le jour et ne sera même jamais formalisé, Trotsky étant assassiné quatre mois plus tard. Or, dans ce texte, Trotsky commence par présenter et expliciter ces articles que le lecteur n'a pas sous les yeux, et répondre aux critiques dont ils ont fait l'objet dans la revue américaine *The New Republic*.

Le lecteur ne peut donc vraiment saisir les allusions que Trotsky fait à ces derniers, qui portent sur un vaste éventail de problèmes, depuis le rôle de Kerenski en 1917 jusqu'à la politique de Staline en passant par l'analyse du régime parlementaire, et auxquels Trotsky renvoie quand il écrit : *"Ce qui est arrivé n'est pas, et de loin, ce qui était prévu dans ces articles."* Pour cette raison, nous avons supprimé ici le début de cette préface et reproduit le texte à partir du moment où il aborde deux problèmes de fond dont la compréhension n'est pas directement liée à la connaissance de la dizaine d'articles évoqués : la nature et la validité d'un pronostic, et la question : la révolution russe a-t-elle échoué ?

On verra que, dans les deux cas, les lignes de Trotsky sont d'une évidente actualité…

Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ?

La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?

(Léon Trotsky, mai 1940)

C'est devenu maintenant une habitude dans la presse bourgeoise du monde de décrire *(la situation actuelle)* comme le produit de la néfaste volonté d'un seul homme. L'initiative de ce concept revient à la France. *"Ce n'est pas réellement par la volonté d'un seul homme, d'un seul fou, que l'Europe et l'humanité tout entière vont être à nouveau plongées dans le gouffre de la guerre ?"* Puis l'idée a traversé jusqu'en Angleterre et aux Etats-Unis. L'histoire, c'est que le monde entier vit généralement dans le cadre florissant de rapports fraternels et pacifiques. Mais il apparaît quelque part un dictateur et ce seul homme est capable de plonger le monde entier, avec ses millions d'habitants, dans la guerre. C'est la même idée que *The New Republic* a élaborée sur Kerenski et la révolution d'Octobre. Là, l'ennui était qu'une personne faible a assumé la direction de la démocratie et n'a pas su comment empêcher des hommes forts de renverser la démocratie et de la remplacer par une dictature.

Maintenant, le malheur est qu'il y a en Allemagne au pouvoir un homme fort qui bouleverse la paix que chérissent les démocraties plus puissantes.

C'est le destin de tout pronostic politique

Ce qui est arrivé n'est pas, et de loin, ce qui était prévu dans ces articles. Et ce qu'ils prévoyaient est loin de s'être réalisé. C'est le destin de tout pronostic politique. La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. Que la guerre commencerait par un partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS, nous ne l'avions pas prédit. Peut-être qu'une analyse plus attentive et plus détaillée nous aurait suggéré aussi cette variante. Mais quand tout est fait et dit, le partage de la Pologne n'est qu'un épisode.

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. Il nous semble de ce point de vue que les articles réunis dans ce volume ont victorieusement subi l'épreuve. L'auteur se sent le droit d'ajouter qu'ils peuvent *(encore être utiles)* même aujourd'hui en éclairant le présent à la lumière du passé.

Les événements se déroulent à un rythme tel que certaines prédictions sont réalisées ou confirmées bien plus vite qu'on ne pouvait le supposer. Ainsi, quand nous parlions dans une interview (avec le *St-Louis Post Dispatch*, 14 février 1940) de l'inévitabilité de l'intervention des Etats-Unis dans la guerre, ce fut considéré comme une hérésie qui fut refusée par tous les partis et toutes les nuances d'opinion de parti aux Etats-Unis. Il n'y a qu'un mois de cela, et aujourd'hui, au moment où nous écrivons ces lignes, la presse américaine, commentant l'invasion de la Scandinavie par les Allemands, dit qu'une intervention des Etats-Unis est parfaitement possible dans l'année qui vient.

Le 9 mars 1939, M. Chamberlain a assuré aux correspondants étrangers que la situation internationale s'était améliorée, qu'il y avait un dégel dans les rapports anglo-allemands et que le désarmement pourrait être mis à l'ordre du jour. Six jours plus tard, l'armée allemande occupait la Tchécoslovaquie.

En 1937, M. Roosevelt proclama la

neutralité ; sans prévoir le moins du monde que cette doctrine était incompatible avec la position globale des Etats-Unis.

On pourrait indéfiniment citer semblables exemples. On peut presque dire que c'est une loi que les postes de direction dans les démocraties contemporaines ne sont occupés que par des hommes qui ont pendant des années fait la démonstration qu'ils ne peuvent pas s'orienter dans la situation actuelle et qu'ils ne peuvent rien prévoir.

Génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante

En juin 1939, j'ai eu une conversation avec un groupe de touristes américains sur des questions de politique mondiale. La conversation a abordé la Foire internationale de New York. Cette exposition est sans aucun doute un magnifique triomphe du génie humain. Mais quand on rappelait "le monde de demain", on lui donnait là un nom unilatéral — unilatéral au moins. Le monde de demain apparaîtra différemment. Pour donner une image véritable du monde de demain, il faudrait des bombardiers survolant tout et lâchant leurs charges à des centaines de kilomètres alentour. La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi, notre "schéma rigide" s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'arbitraire subjectif

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en

dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

II y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel *"la révolution d'Octobre a été un échec"*. Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

La propagande contre l'obscurantisme
(lettre de Léon Trotsky)

La famine ravage la Russie pendant l'hiver 1921-1922. Le gouvernement décide alors de confisquer les bijoux de l'Eglise pour les vendre à l'étranger et acheter du blé. Le 2 janvier, un décret ordonne le retrait dans les églises des objets précieux jugés destinés aux musées. Le 12 janvier, Trotsky est alors chargé de l'enregistrement et de la collecte des objets précieux. Il crée une commission chargée de prendre les choses en main sous son égide. Mais l'opération traîne. Un décret du 26 février 1922 ordonne le retrait des églises de tous les objets en or, argent et pierres précieuses non indispensables au culte, afin d'en fondre l'or et l'argent, et de les affecter au comité d'aide aux affamés (le Pomgol). Le clergé mobilise les fidèles contre la confiscation des objets précieux. Le 11 mars, un premier heurt se produit à Rostov. Le 17 mars, Trotsky demande que le parti considère cette question comme centrale et souligne qu'il faut *"donner à l'agitation un caractère étranger à toute lutte contre la religion et contre l'Eglise, et entièrement dirigée vers l'aide aux affamés"*, en privilégiant non la répression, mais la propagande. Il propose ainsi d'organiser des contre-manifestations avec des pancartes portant l'inscription : *"Les objets précieux de l'Eglise pour sauver la vie des affamés"* (1). Le 15 mars, à Chouia, des fidèles, ameutés par les prêtres, attaquent la milice, puis l'Armée rouge à coups de pierres. La bagarre fait 4 morts et 15 blessés, dont 4 soldats. Le 17, des heurts violents se produisent à Smolensk.

Lénine propose de confier la direction effective de la campagne à Trotsky, sous la présidence officielle de Kalinine, pour écarter toute campagne antisémite. La confiscation des trésors ecclésiastiques provoque une vive tension dans les campagnes. Un rapport du Guépéou note toujours le *"même mécontentement passif généralisé, dû aux mêmes causes, la collecte de l'impôt et la famine"*, mais la confiscation des objets du culte s'est accompagnée *"d'un fort développement de l'activité contre-révolutionnaire de la paysannerie (...). Les manifestations actives de mécontentement (...) se multiplient au cours de la seconde moitié du mois* (de mars) *et atteignent souvent un degré d'opposition qu'on croyait depuis longtemps disparu"*, allant *jusqu'aux "révoltes armées".*

Plus grave encore, un rapport d'avril signale un rejet de la confiscation dans certains milieux ouvriers. Dans le district de Khamovniki, une foule de cinq mille personnes excitée par des prêtres passe à tabac plusieurs communistes et tue un soldat. Trotsky insiste sur la nécessité de mener une campagne politique et non de prendre des mesures administratives.

(1) *Politburo i Tserkov*, Moscou, 1997, tome 1, pp. 133-134.

"Remettre l'affaire sur les rails de la politique"

Au bureau politique
Ultra-confidentiel.

9 avril 1922.

Ma proposition d'engager une campagne concernant deux affaires de "meurtre rituel" de nouveau-nés n'a pas été accueillie favorablement par la rédaction de la Pravda, ni, pour autant que je puisse en juger, par le Comité de Moscou. Motif officiel : c'est un fait divers sans importance, cela n'intéresse pas les masses, etc.

Cette suffisance prétentieuse n'est pas justifiée. Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés. Cela s'est vu encore dans la question du retrait des objets précieux des églises. La tentative de retirer ces objets précieux sans mener avant une longue et patiente préparation politique et organisationnelle a subi une déroute, même à Petrograd. On définit le succès relatif de l'enlèvement des objets précieux moins par une préparation politique que par une préparation organisationnelle et technique. La masse des croyants a tout simplement peur. Il est criminel de fermer les yeux sur ce fait.

Il y a une église en face de ma fenêtre. Sur dix individus qui passent devant elle (en comptant tout le monde, y compris les enfants), au moins sept, sinon huit, se signent en passant à côté. Et parmi eux, il y a beaucoup de soldats rouges, beaucoup de jeunes.

C'est de là que naissent des plans aussi géniaux que celui élaboré à Kazan : envoyer de faux cambrioleurs s'emparer des objets précieux, puis les traîner devant le comité provincial. En d'autres termes, on contourne la question politique par le pillage organisé ! Dans d'autres endroits, les comités provinciaux ont tendance à transférer le travail d'enlèvement des objets précieux sur les épaules du chef de la garnison et des présidents de la direction politique d'Etat. Il faut déployer des efforts gigantesques pour remettre l'affaire sur les rails de la politique. Le parti s'est assoupi et passe à côté de ses tâches politiques et de parti ; au lieu de s'accrocher aux bons prétextes, il les contourne.

Des préjugés et des tendances pogromistes dans notre république de Russie, socialiste, et qui de plus est fédérative et même soviétique ! C'est rien ! Ça n'intéresse personne ! Pas du tout. C'est la politique de l'autruche !

Il faut mener la campagne la plus primitive, la plus simple, la plus élémentaire sur les questions élémentaires. Au lieu de cela, on cuit dans son propre jus et on prend des mesures organisationnelles de façon administratives au lieu de prendre des décisions politiques.

Sur la question de l'enlèvement des objets précieux et sur la conduite des popes, sur l'agitation rituelle cent-noire, etc., il fallait diffuser à Moscou des tracts simples distribués à 100 000 ou 200 000 exemplaires. Au lieu de cela, nous publions à Moscou quelques journaux politiques (*Rabotchaia Moskva* et *Rabotchy*, chacun à 10 000 ou 20 000 exemplaires, et nous racontons chaque jour qu'à Gênes (1) on essaie de nous tromper et que nous devons êtres forts.

Il faut un tournant décisif et ferme dans la façon de mener notre agitation et notre propagande.

(1) Conférence internationale à laquelle assistaient des représentants de l'URSS.

Perles et falsifications à la droite de la droite

Courtois, tératologue

Extraordinaire nouvelle en ce début d'année 2011 : le culte stalinien de la personnalité que l'on croyait moribond — il ne survit plus guère que dans les riantes contrées de la Corée du Nord, si chère au cœur de Domenico Losurdo *(voir la note de lecture de Jean-Jacques Marie)* — resurgit de manière inattendue. Que voit-on, en effet, à la "une" du n° 52 de *La Nouvelle Revue d'Histoire*, dirigée par le défenseur de l'Occident Dominique Venner, parue au début de l'année 2011 ? *"Stéphane Courtois, l'historien de gauche qui a démoli le communisme."* Ni plus ni moins.

On se précipite alors, ému et impatient, dans les pages intérieures de l'honorable revue pour y tomber sur une interview de Stéphane Courtois, au cours de laquelle ce coryphée de l'histoire retrace longuement et complaisamment son parcours héroïque du mao-stalinisme au néo-conservatisme. Certes, le lecteur est un peu déçu car, *in fine*, il n'apprendra rien sur la manière dont le Soleil de la pensée s'y est pris pour terrasser l'abomination.

En revanche, le lecteur attentif verra sa patience récompensée en tombant sur cette mère de toutes les perles digne de figurer au Panthéon des *Cahiers du mouvement ouvrier* : *"Le communisme est une idée très ancienne, dont on peut trouver les origines jusque chez Platon. C'est l'idée de la mise en commun de tous les biens. Ce qui va naître en 1917 est quelque chose de complètement nouveau et de très différent* (sic), *dû au génie pervers* (sic) *de Lénine : c'est le bolchevisme."* On en tremble.

Le naïf lecteur qui pensait tout bêtement que le bolchevisme était un courant du mouvement ouvrier russe, créé en 1903, apprend grâce au protégé d'Annie Kriegel, l'obsédée des Blouses blanches, qu'il ne s'agissait en fait que d'une sorte de monstre idéologique sorti tout droit de l'imagination d'un mauvais génie nommé Lénine. M. Courtois, dont on est content d'avoir appris au passage qu'il était "historien" et de "gauche", devrait se reconvertir. La tératologie lui conviendrait très bien.

Citation imaginaire de Lénine et pseudo-références

Plus banal maintenant. Dans la revue souverainiste, *Les Cahiers de l'Indépendance*, n° 11, dirigée par Paul-Marie Coûtaux, on invente, on forge, on prête généreusement des propos à ce malheureux Lénine. Ainsi, l'ancien "grand" reporter du *Monde*, Péroncel Hugoz, dans une rubrique, *Viatique pour une saison*, dédiée justement à des citations réunies par lui-même, cite le dirigeant bolchevique : *"Si pour réaliser le communisme, il faut exterminer les neuf dixièmes de la population, nous ne devons pas reculer un instant."* Et Péroncel de citer sa source, *Œuvres complètes*, tome II, p. 702, sans préciser l'identité de l'éditeur. On va comprendre pourquoi.

Après une brève réaction d'horreur devant de si abominables déclarations, le lecteur se précipite sur le tome II de la collection complète des *Œuvres* de Lénine éditées aux éditions du Progrès. La page n'existe même pas. Peut-être s'agit-il alors d'une autre édition ? Le lecteur désemparé cherche, consulte toutes les éditions possibles et imaginables. Toujours rien. Péroncel aurait-il donc été victime d'hallucinations ? Non. Rassurons-nous. Il se porte bien. Il se contente de recopier les bourdes des autres. La pseudo-citation de Lénine, que l'on peut trouver ici et là chez quelques historiens peu scrupuleux, provient du livre de Raymond Duguet, *Un Bagne en Russie rouge*. Ce livre, publié pour la première fois en 1927, a été réédité en 2004, aux éditions Balland, avec la caution "scientifique" de Nicolas Werth.

Péroncel, si tant est qu'il est bien lu ce livre, aurait même pu ajouter à sa collection de citations, une autre, prêtée à Lénine et sortie tout droit de l'imagination de Duguet : *"On trouve dans le parti communiste quatre-vingt-dix gredins sur cent personnes."* Précisons qu'on ne trouve dans l'ouvrage aucune source, fût-elle forgée pour les besoins de la cause, à ces extravagantes déclarations de Lénine. L'on ne saura donc pas où notre grand reporter aura trouvé les si précises références qu'il met en avant. A moins qu'elles ne soient sorties tout droit de son imagination. Quoi qu'il en soit, les citations et les références de Péroncel ressemblent au couteau de Lichtenberg, dont on sait qu'il n'avait ni manche ni lame.

Michel Gandilhon

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360